

Ročník 2018



SBÍRKA MEZINÁRODNÍCH SMLUV

ČESKÁ REPUBLIKA

Částka 1

Rozeslána dne 12. ledna 2018

Cena Kč 512,-

O B S A H:

1. Sdělení Ministerstva zahraničních věcí o přijetí změn Akt Světové poštovní unie, přijatých v Dauhá dne 11. října 2012
-

1**SDĚLENÍ****Ministerstva zahraničních věcí**

Ministerstvo zahraničních věcí sděluje, že dne 11. října 2012 byly v Dauhá přijaty a jménem České republiky podepsány změny Akt Světové poštovní unie: Generálního řádu Světové poštovní unie, Světové poštovní úmluvy a Ujednání o poštovních peněžních službách.

Se změnami Akt vyslovil souhlas Parlament České republiky a prezident republiky je ratifikoval. Ratifikační listina České republiky byla uložena u generálního ředitele Mezinárodního úřadu Světové poštovní unie, deponitáře Akt, dne 20. února 2017.

Změny Akt vstoupily v platnost dne 1. ledna 2014. Pro Českou republiku vstoupily v platnost dne 20. února 2017.

Generální řád Světové poštovní unie, přijatý v Dauhá dne 11. října 2012, nahradil dnem svého vstupu v platnost Generální řád Světové poštovní unie, přijatý v Bukurešti dne 5. října 2004¹⁾.

Ujednání o poštovních peněžních službách a Světová poštovní úmluva, přijaté v Dauhá dne 11. října 2012, nahradily dnem jejich vstupu v platnost Světovou poštovní úmluvu a Ujednání o poštovních peněžních službách, přijaté v Ženevě dne 12. srpna 2008²⁾.

Francouzské znění změn Akt a jejich překlad do českého jazyka se vyhláší současně.

¹⁾ č. 31/2011 Sb. m. s.

²⁾ č. 42/2015 Sb. m. s.

Règlement général de l'Union postale universelle

Règlement général de l'Union postale universelle

(refondu et adopté par le Congrès de Doha 2012)

Table des matières

Chapitre I

Organisation, attributions et fonctionnement du Congrès, du Conseil d'administration, du Conseil d'exploitation postale et du Comité consultatif

Section 1

Congrès

Art.

- 101. Organisation et réunion des Congrès et Congrès extraordinaires
- 102. Droit de vote au Congrès
- 103. Attributions du Congrès
- 104. Règlement intérieur du Congrès
- 105. Observateurs aux organes de l'Union**

Section 2

Conseil d'administration

- 106. Composition et fonctionnement du Conseil d'administration
- 107. Attributions du Conseil d'administration
- 108. Organisation des sessions du Conseil d'administration
- 109. **Observateurs**
- 110. Remboursement des frais de voyage
- 111. Information sur les activités du Conseil d'administration

Section 3

Conseil d'exploitation postale

- 112. Composition et fonctionnement du Conseil d'exploitation postale
- 113. Attributions du Conseil d'exploitation postale
- 114. Organisation des sessions du Conseil d'exploitation postale
- 115. **Observateurs**
- 116. Remboursement des frais de voyage
- 117. Information sur les activités du Conseil d'exploitation postale

Règlement général

Section 4

Comité consultatif

- 118. Rôle du Comité consultatif
- 119. Composition du Comité consultatif
- 120. **Adhésion au** Comité consultatif
- 121. Attributions du Comité consultatif
- 122. Organisation du Comité consultatif
- 123. Représentants du Comité consultatif au Congrès, au Conseil d'administration et au Conseil d'exploitation postale
- 124. Observateurs au Comité consultatif
- 125. Information sur les activités du Comité consultatif

Chapitre II

Bureau international

Section 1

Elections et attributions du Directeur général et du Vice-Directeur général

- 126. Election du Directeur général et du Vice-Directeur général
- 127. Attributions du Directeur général
- 128. Attributions du Vice-Directeur général

Section 2

Secrétariat des organes de l'Union et du Comité consultatif

- 129. Généralités
- 130. Préparation et distribution des documents des organes de l'Union
- 131. Liste des Pays-membres
- 132. Renseignements. Avis. Demandes **d'explication** et de modification des Actes. Enquêtes. Intervention dans la liquidation des comptes
- 133. Coopération technique
- 134. Formules fournies par le Bureau international
- 135. Actes des Unions restreintes et arrangements spéciaux
- 136. Revue de l'Union
- 137. Rapport **annuel** sur les activités de l'Union

Chapitre III

Présentation, examen des propositions, notification des décisions adoptées et mise en vigueur des Règlements et autres décisions adoptées

- 138. Procédure de présentation des propositions au Congrès
- 139. Procédure de présentation des propositions modifiant la Convention et les Arrangements entre deux Congrès
- 140. Examen des propositions modifiant la Convention et les Arrangements entre deux Congrès
- 141. Procédure de présentation au Conseil d'exploitation postale des propositions concernant l'élaboration des nouveaux Règlements compte tenu des décisions prises par le Congrès

Règlement général

- 142. Modification des Règlements par le Conseil d'exploitation postale
- 143. Notification des décisions adoptées entre deux Congrès
- 144. Mise en vigueur des Règlements et des autres décisions adoptés entre deux Congrès

Chapitre IV

Finances

- 145. Fixation des dépenses de l'Union
- 146. Règlement des contributions des Pays-membres
- 147. Insuffisance de trésorerie
- 148. Contrôle de la tenue des comptes financiers et comptabilité
- 149. Sanctions automatiques
- 150. Classes de contribution
- 151. Paiement des fournitures du Bureau international
- 152. **Organisation des organes subsidiaires financés par les utilisateurs**

Chapitre V

Arbitrages

- 153. Procédure d'arbitrage

Chapitre VI

Utilisation des langues au sein de l'Union

- 154. Langues de travail du Bureau international
- 155. Langues utilisées pour la documentation, les délibérations et la correspondance de service

Chapitre VII

Dispositions finales

- 156. Conditions d'approbation des propositions concernant le Règlement général
- 157. Propositions concernant les Accords avec l'Organisation des Nations Unies
- 158. Modification, mise à exécution et durée du Règlement général

Règlement général de l'Union postale universelle

(refondu et adopté par le Congrès de Doha 2012)

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres de l'Union, vu l'article 22.2 de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont, d'un commun accord et sous réserve de l'article 25.4 de ladite Constitution, arrêté, dans le présent Règlement général, les dispositions suivantes assurant l'application de la Constitution et le fonctionnement de l'Union.

Chapitre I

Organisation, attributions et fonctionnement du Congrès, du Conseil d'administration, du Conseil d'exploitation postale et du Comité consultatif

Section 1

Congrès

Article 101

Organisation et réunion des Congrès et Congrès extraordinaires (Const. 14, 15)

1. Les représentants des Pays-membres se réunissent en Congrès au plus tard quatre ans après la fin de l'année au cours de laquelle le Congrès précédent a eu lieu.
2. Chaque Pays-membre se fait représenter au Congrès par un ou plusieurs plénipotentiaires munis, par leur Gouvernement, des pouvoirs nécessaires. Il peut, au besoin, se faire représenter par la délégation d'un autre Pays-membre. Toutefois, il est entendu qu'une délégation ne peut représenter qu'un seul Pays-membre autre que le sien.
3. En principe, chaque Congrès désigne le pays dans lequel le Congrès suivant aura lieu. Si cette désignation se révèle inapplicable, le Conseil d'administration est autorisé à désigner le pays où le Congrès tiendra ses assises, après entente avec ce dernier pays.
4. Après entente avec le Bureau international, le Gouvernement invitant fixe la date définitive et le lieu exact du Congrès. Un an, en principe, avant cette date, le Gouvernement invitant envoie une invitation au Gouvernement de chaque Pays-membre. Cette invitation peut être adressée soit directement, soit par l'intermédiaire d'un autre Gouvernement, soit par l'entremise du Directeur général du Bureau international.

Règlement général

5. Lorsqu'un Congrès doit être réuni sans qu'il y ait un Gouvernement invitant, le Bureau international, avec l'accord du Conseil d'administration et après entente avec le Gouvernement de la Confédération suisse, prend les dispositions nécessaires pour convoquer et organiser le Congrès dans le pays siège de l'Union. Dans ce cas, le Bureau international exerce les fonctions du Gouvernement invitant.

6. Le lieu de réunion d'un Congrès extraordinaire est fixé, après entente avec le Bureau international, par les Pays-membres ayant pris l'initiative de ce Congrès.

7. Les dispositions prévues sous 2 à 5 et à l'article 102 sont applicables par analogie aux Congrès extraordinaires.

Article 102

Droit de vote au Congrès

1. Chaque Pays-membre dispose d'une voix, sous réserve des sanctions prévues à l'article 149.

Article 103

Attributions du Congrès

1. Sur la base des propositions des Pays-membres, du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale, le Congrès:

- 1.1 détermine les politiques générales pour la réalisation de la mission et du but de l'Union énoncés dans le préambule de la Constitution et à son article premier;
- 1.2 examine et adopte, le cas échéant, les propositions de modification à la Constitution, au Règlement général, à la Convention et aux Arrangements formulées par les Pays-membres et les Conseils, conformément aux articles 29 de la Constitution et 138 du Règlement général;
- 1.3 fixe la date d'entrée en vigueur des Actes;
- 1.4 adopte son Règlement intérieur et les amendements y relatifs;
- 1.5 examine des rapports complets sur les travaux présentés respectivement par le Conseil d'administration, le Conseil d'exploitation postale et le Comité consultatif couvrant la période écoulée depuis le Congrès précédent, conformément aux dispositions des articles 111, 117 et 125 du Règlement général;
- 1.6 adopte la stratégie de l'Union;
- 1.7 fixe le montant maximal des dépenses de l'Union, conformément à l'article 21 de la Constitution;
- 1.8 élit les Pays-membres siégeant au Conseil d'administration et au Conseil d'exploitation postale;
- 1.9 élit le Directeur général et le Vice-Directeur général du Bureau international;
- 1.10 fixe par résolution le plafond des frais à supporter par l'Union pour la production des documents en allemand, en chinois, en portugais et en russe.

2. Le Congrès, en tant qu'organe suprême de l'Union, traite d'autres questions concernant notamment les services postaux.

Article 104

Règlement intérieur du Congrès (Const. 14)

1. Pour l'organisation de ses travaux et la conduite de ses délibérations, le Congrès applique son Règlement intérieur.
2. Chaque Congrès peut modifier son Règlement intérieur dans les conditions qui y sont fixées.

Article 105**Observateurs aux organes de l'Union**

1. Les entités ci-après sont invitées à participer aux séances plénières et aux réunions des Commissions du Congrès, du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale, en qualité d'observateurs:

1.1 Représentants de l'organisation des Nations Unies.

1.2 Unions restreintes.

1.3 Membres du Comité consultatif.

1.4 Entités autorisées à assister aux réunions de l'Union en qualité d'observateurs en vertu d'une résolution ou d'une décision du Congrès.

2. Les entités ci-après, si dûment désignées par le Conseil d'administration conformément à l'article 107.1.12, sont invitées à participer à des réunions spécifiques du Congrès en qualité d'observateurs ad hoc:

2.1 Institutions spécialisées du système des Nations Unies et autres organisations intergouvernementales.

2.2 Tout organisme international, toute association ou entreprise, ou toute personne qualifiée.

3. En plus des observateurs définis sous 1, le Conseil d'administration et le Conseil d'exploitation postale peuvent désigner d'autres observateurs ad hoc pour assister à leurs réunions, conformément à leur Règlement intérieur, lorsque cela est dans l'intérêt de l'Union et de ses organes.

Section 2**Conseil d'administration****Article 106****Composition et fonctionnement du Conseil d'administration (Const. 17)**

1. Le Conseil d'administration se compose de 41 membres, qui exercent leurs fonctions durant la période qui sépare deux Congrès successifs.

2. La présidence est dévolue de droit au Pays-membre hôte du Congrès. Si ce Pays-membre se désiste, il devient membre de droit et, de ce fait, le groupe géographique auquel il appartient dispose d'un siège supplémentaire auquel les restrictions prévues sous 3 ne sont pas applicables. Dans ce cas, le Conseil d'administration élit à la présidence un des membres appartenant au groupe géographique dont fait partie le Pays-membre hôte.

3. Les 40 autres membres du Conseil d'administration sont élus par le Congrès sur la base d'une répartition géographique équitable. La moitié au moins des membres est renouvelée à l'occasion de chaque Congrès; aucun Pays-membre ne peut être choisi successivement par trois Congrès.

4. Chaque membre du Conseil d'administration désigne son représentant, qui doit être compétent dans le domaine postal. Les membres du Conseil d'administration participent activement à ses activités.

5. Les fonctions des membres du Conseil d'administration sont gratuites. Les frais de fonctionnement de ce Conseil sont à charge de l'Union.

Règlement général

Article 107

Attributions du Conseil d'administration

1. Le Conseil d'administration a les attributions suivantes:
 - 1.1 superviser toutes les activités de l'Union dans l'intervalle des Congrès, en tenant compte des décisions du Congrès, en étudiant les questions concernant les politiques gouvernementales en matière postale et en tenant compte des politiques réglementaires internationales telles que celles qui sont relatives au commerce des services et à la concurrence;
 - 1.2 favoriser, coordonner et superviser toutes les formes d'assistance technique postale dans le cadre de la coopération technique internationale;
 - 1.3 **examiner le projet de plan d'activités quadriennal de l'UPU, approuvé par le Congrès, et le finaliser en faisant concorder les activités présentées dans ledit plan avec les ressources disponibles. Le plan devrait également, le cas échéant, coïncider avec les résultats de tout processus de hiérarchisation suivi par le Congrès. Le plan d'activités quadriennal de l'UPU, finalisé et approuvé par le Conseil d'administration, sert ensuite de base au Programme et budget annuel ainsi qu'aux plans d'exploitation annuels devant être établis et mis en œuvre par le Conseil d'administration et le Conseil d'exploitation postale;**
 - 1.4 examiner et approuver le Programme et budget annuel et les comptes de l'Union, **tout en tenant compte de la version finale du plan d'activités de l'UPU, tel que décrit sous 107.1.3;**
 - 1.5 autoriser, si les circonstances l'exigent, le dépassement du plafond des dépenses conformément à l'article 145.3 à 5;
 - 1.6 autoriser, s'il est demandé, le choix d'une classe de contribution inférieure, conformément aux conditions prévues à l'article 150.6;
 - 1.7 autoriser le changement de groupe géographique, si un Pays-membre le demande, en tenant compte des avis exprimés par les Pays-membres des groupes géographiques concernés;
 - 1.8 créer ou supprimer les postes de travail du Bureau international en tenant compte des restrictions liées au plafond des dépenses fixé;
 - 1.9 décider des contacts à prendre avec les Pays-membres pour remplir ses fonctions;
 - 1.10 après consultation du Conseil d'exploitation postale, décider des **relations à établir** avec les organisations qui ne sont pas des observateurs **au sens de l'article 105.1;**
 - 1.11 examiner et approuver les rapports du Bureau international sur les relations de l'Union avec les autres organismes internationaux, prendre les décisions qu'il juge opportunes sur la conduite de ces relations et la suite à leur donner;
 - 1.12 désigner, en temps utile, après consultation du Conseil d'exploitation postale et du Secrétaire général, **les institutions spécialisées des Nations Unies**, les organisations internationales, les associations, les entreprises et les personnes qualifiées qui doivent être invitées **en qualité d'observateurs ad hoc** à des séances spécifiques du Congrès et de ses Commissions, lorsque cela est dans l'intérêt de l'Union ou peut profiter aux travaux du Congrès, et charger le Directeur général du Bureau international d'envoyer les invitations nécessaires;
 - 1.13 désigner le Pays-membre siège du prochain Congrès dans le cas prévu à l'article 101.3;
 - 1.14 déterminer, en temps utile et après consultation du Conseil d'exploitation postale, le nombre de Commissions nécessaires pour mener à bien les travaux du Congrès et en fixer les attributions;
 - 1.15 désigner, après consultation du Conseil d'exploitation postale et sous réserve de l'approbation du Congrès, les Pays-membres susceptibles:
 - 1.15.1 d'assumer les vice-présidences du Congrès ainsi que les présidences et vice-présidences des Commissions, en tenant compte autant que possible de la répartition géographique équitable des Pays-membres;

Règlement général

- 1.15.2 de faire partie des Commissions restreintes du Congrès;
- 1.16 désigner ses membres qui feront partie du Comité consultatif;
- 1.17 examiner et approuver, dans le cadre de ses compétences, toute action jugée nécessaire pour sauvegarder et renforcer la qualité du service postal international et le moderniser;
- 1.18 étudier, à la demande du Congrès, du Conseil d'exploitation postale ou des Pays-membres, les problèmes d'ordre administratif, législatif et juridique intéressant l'Union ou le service postal international; il appartient au Conseil d'administration de décider, dans les domaines susmentionnés, s'il est opportun ou non d'entreprendre les études demandées par les Pays-membres dans l'intervalle des Congrès;
- 1.19 formuler des propositions qui seront soumises à l'approbation soit du Congrès, soit des Pays-membres conformément à l'article 140;
- 1.20 soumettre des sujets d'étude à l'examen du Conseil d'exploitation postale, conformément à l'article 113.1.6;
- 1.21 examiner et approuver, en consultation avec le Conseil d'exploitation postale, le projet de stratégie à présenter au Congrès;
- 1.22 réceptionner les rapports ainsi que les recommandations du Comité consultatif et en débattre, et examiner les recommandations de ce dernier pour soumission au Congrès;
- 1.23 assurer le contrôle de l'activité du Bureau international;
- 1.24 approuver les rapports **annuels** établis par le Bureau international sur les activités de l'Union et sur la gestion financière et présenter, s'il y a lieu, des commentaires à leur sujet;
- 1.25 arrêter, au cas où il le juge utile, les principes dont le Conseil d'exploitation postale doit tenir compte lorsqu'il étudiera des questions ayant des répercussions financières importantes (taxes, frais terminaux, frais de transit, taux de base du transport aérien du courrier et dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres), suivre de près l'étude de ces questions et examiner et approuver, pour en assurer la conformité avec les principes précités, les propositions du Conseil d'exploitation postale portant sur les mêmes sujets;
- 1.26 approuver, dans le cadre de ses compétences, les recommandations du Conseil d'exploitation postale concernant l'adoption, si nécessaire, d'une réglementation ou d'une nouvelle pratique en attendant que le Congrès décide en la matière;
- 1.27 examiner le rapport annuel établi par le Conseil d'exploitation postale et, le cas échéant, les propositions soumises par ce dernier;
- 1.28 approuver le rapport quadriennal, établi par le Bureau international en consultation avec le Conseil d'exploitation postale, sur les résultats des Pays-membres quant à la mise en œuvre de la stratégie de l'Union approuvée par le Congrès précédent, pour soumission au Congrès suivant;
- 1.29 établir le cadre pour l'organisation du Comité consultatif et approuver l'organisation du Comité consultatif, conformément aux dispositions de l'article 122;
- 1.30 établir des critères d'adhésion au Comité consultatif et approuver ou rejeter les demandes d'adhésion selon ces critères, en s'assurant que ces dernières soient traitées suivant une procédure accélérée, entre les réunions du Conseil d'administration.
- 1.31 arrêter le Règlement financier de l'Union;
- 1.32 arrêter les règles régissant le Fonds de réserve;
- 1.33 arrêter les règles régissant le Fonds spécial;
- 1.34 arrêter les règles régissant le Fonds des activités spéciales;
- 1.35 arrêter les règles régissant le Fonds volontaire;
- 1.36 arrêter le Statut du personnel et les conditions de service des fonctionnaires élus;

Règlement général

1.37 arrêter le Règlement du Fonds social;

1.38 superviser, au sens de l'article 152, la création des organes subsidiaires financés par les utilisateurs et leurs activités.

Article 108

Organisation des sessions du Conseil d'administration

1. **A sa réunion constitutive**, qui est convoquée **et ouverte** par le Président du Congrès, le Conseil d'administration élit, parmi ses membres, quatre Vice-Présidents et arrête son Règlement intérieur.

2. Sur convocation de son Président, le Conseil d'administration se réunit, en principe une fois par an, au siège de l'Union.

3. Le Président, les **Vice-Présidents, les Présidents et les Vice-Présidents** des Commissions du Conseil d'administration forment le Comité de gestion. Ce Comité prépare et dirige les travaux de chaque session du Conseil d'administration. Il approuve, au nom du Conseil d'administration, le rapport **annuel** établi par le Bureau international sur les activités de l'Union et il assume toute autre tâche que le Conseil d'administration décide de lui confier ou dont la nécessité apparaît durant le processus de planification stratégique.

4. Le Président du Conseil d'exploitation postale représente celui-ci aux séances du Conseil d'administration lorsque l'ordre du jour comprend des questions relatives au Conseil d'exploitation postale.

5. Le Président du Comité consultatif représente cette organisation aux réunions du Conseil d'administration lorsque l'ordre du jour comprend des questions intéressant le Comité consultatif.

Article 109

Observateurs

1. Observateurs

1.1 Afin d'assurer une liaison efficace entre les travaux des deux organes, le Conseil d'exploitation postale peut désigner des représentants pour assister aux réunions du Conseil d'administration en qualité d'observateurs.

1.2 **Les Pays-membres de l'Union qui ne sont pas membres du Conseil ainsi que les observateurs et observateurs ad hoc mentionnés à l'article 105** peuvent participer aux séances plénières et aux réunions des Commissions du Conseil d'administration, sans droit de **vote**.

2. Principes

2.1 Pour des raisons logistiques, le Conseil d'administration peut limiter le nombre de participants par observateur **et observateur ad hoc**. Il peut également limiter leur droit à la parole lors des débats.

2.2 Les observateurs **et observateurs ad hoc** peuvent, à leur demande, être autorisés à collaborer aux études entreprises, en respectant les conditions que le Conseil peut établir pour assurer le rendement et l'efficacité de son travail. Ils peuvent aussi être sollicités pour présider des groupes de travail et des équipes de projet lorsque leurs connaissances ou leur expérience le justifient. La participation des observateurs **et observateurs ad hoc** s'effectue sans frais supplémentaires pour l'Union.

2.3 Dans des circonstances exceptionnelles, **les membres du Comité consultatif et observateurs ad hoc** peuvent être exclus d'une réunion ou d'une partie d'une réunion. De même, leur droit de recevoir certains documents peut être limité si la confidentialité du sujet de la réunion ou du document l'exige; la décision concernant une telle restriction peut être prise au cas par cas par tout organe concerné ou son Président; les différents cas sont signalés au Conseil d'administration, et au Conseil d'exploitation postale s'il s'agit de questions présentant un intérêt particulier pour cet

Règlement général

organe. Par la suite, le Conseil d'administration peut, s'il le juge nécessaire, réexaminer les restrictions, en consultation avec le Conseil d'exploitation postale lorsque cela est approprié.

Article 110

Remboursement des frais de voyage

1. Les frais de voyage du représentant de chacun des membres du Conseil d'administration participant aux sessions de cet organe sont à la charge de son Pays-membre. Toutefois, le représentant de chacun des Pays-membres classés parmi les pays en développement ou les pays les moins avancés conformément aux listes établies par l'Organisation des Nations Unies a droit, sauf pour les réunions ayant lieu pendant le Congrès, au remboursement soit du prix d'un billet d'avion aller et retour en classe économique ou d'un billet de chemin de fer en 1^{re} classe, soit du coût du voyage par tout autre moyen, à condition que ce montant ne dépasse pas le prix du billet d'avion aller et retour en classe économique. Le même droit est accordé au représentant de chaque membre de ses Commissions, de ses groupes de travail ou de ses autres organes lorsque ceux-ci se réunissent en dehors du Congrès et des sessions du Conseil.

Article 111

Information sur les activités du Conseil d'administration

1. Après chaque session, le Conseil d'administration informe les Pays-membres, leurs opérateurs désignés, les Unions restreintes et les membres du Comité consultatif sur ses activités en leur adressant notamment un compte rendu analytique ainsi que ses résolutions et décisions.

2. Le Conseil d'administration fait au Congrès un rapport sur l'ensemble de son activité et le transmet aux Pays-membres, à leurs opérateurs désignés et aux membres du Comité consultatif au moins deux mois avant l'ouverture du Congrès.

Section 3

Conseil d'exploitation postale

Article 112

Composition et fonctionnement du Conseil d'exploitation postale

1. Le Conseil d'exploitation postale se compose de 40 membres, qui exercent leurs fonctions durant la période qui sépare deux Congrès successifs.

2. Les membres du Conseil d'exploitation postale sont élus par le Congrès, en fonction d'une répartition géographique spécifiée. Vingt-quatre sièges sont réservés aux Pays-membres en développement et 16 sièges aux Pays-membres industrialisés. Le tiers au moins des membres est renouvelé à l'occasion de chaque Congrès.

3. Chaque membre du Conseil d'exploitation postale désigne son représentant qui assume les responsabilités mentionnées dans les Actes de l'Union en matière de prestation de services. Les membres du Conseil d'exploitation postale participent activement à ses activités.

4. Les frais de fonctionnement du Conseil d'exploitation postale sont à la charge de l'Union. Ses membres ne reçoivent aucune rémunération.

Règlement général

Article 113

Attributions du Conseil d'exploitation postale

1. Le Conseil d'exploitation postale a les attributions suivantes:
 - 1.1 coordonner les mesures pratiques pour le développement et l'amélioration des services postaux internationaux;
 - 1.2 entreprendre, sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration dans le cadre des compétences de ce dernier, toute action jugée nécessaire pour sauvegarder et renforcer la qualité du service postal international et le moderniser;
 - 1.3 décider des contacts à prendre avec les Pays-membres et leurs opérateurs désignés pour remplir ses fonctions;
 - 1.4 prendre les mesures nécessaires en vue d'étudier et de diffuser les expériences et les progrès faits par certains Pays-membres et leurs opérateurs désignés dans les domaines de la technique, de l'exploitation, de l'économie et de la formation professionnelle intéressant les services postaux;
 - 1.5 prendre, après entente avec le Conseil d'administration, les mesures appropriées dans le domaine de la coopération technique avec tous les Pays-membres de l'Union et leurs opérateurs désignés et, en particulier avec les pays nouveaux et en développement et leurs opérateurs désignés;
 - 1.6 examiner toutes autres questions qui lui sont soumises par un membre du Conseil d'exploitation postale, par le Conseil d'administration ou par tout Pays-membre ou opérateur désigné;
 - 1.7 réceptionner et discuter les rapports ainsi que les recommandations du Comité consultatif, et, pour les questions intéressant le Conseil d'exploitation postale, examiner et faire des observations au sujet des recommandations du Comité consultatif pour soumission au Congrès;
 - 1.8 désigner ses membres qui feront partie du Comité consultatif;
 - 1.9 conduire l'étude des problèmes d'exploitation, commerciaux, techniques, économiques et de coopération technique les plus importants qui présentent de l'intérêt pour tous les Pays-membres de l'Union ou leurs opérateurs désignés, notamment des questions ayant des répercussions financières importantes (taxes, frais terminaux, frais de transit, taux de base du transport aérien du courrier, quotes-parts des colis postaux et dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres), élaborer des informations et des avis à leur sujet et recommander des mesures à prendre à leur égard;
 - 1.10 apporter au Conseil d'administration les éléments nécessaires à l'élaboration du projet de stratégie à soumettre au Congrès;
 - 1.11 procéder à l'étude des problèmes d'enseignement et de formation professionnelle intéressant les Pays-membres et leurs opérateurs désignés ainsi que les pays nouveaux et en développement;
 - 1.12 étudier la situation actuelle et les besoins des services postaux dans les pays nouveaux et en développement et élaborer des recommandations convenables sur les voies et les moyens d'améliorer les services postaux dans ces pays;
 - 1.13 procéder à la révision des Règlements de l'Union dans les six mois qui suivent la clôture du Congrès, à moins que celui-ci n'en décide autrement; en cas d'urgente nécessité, le Conseil d'exploitation postale peut également modifier lesdits Règlements à d'autres sessions; dans les deux cas, le Conseil d'exploitation postale reste subordonné aux directives du Conseil d'administration en ce qui concerne les politiques et les principes fondamentaux;
 - 1.14 formuler des propositions qui seront soumises à l'approbation soit du Congrès, soit des Pays-membres conformément à l'article 140 l'approbation du Conseil d'administration est requise lorsque ces propositions portent sur des questions relevant de la compétence de ce dernier;
 - 1.15 examiner, à la demande d'un Pays-membre, toute proposition que ce Pays-membre transmet au Bureau international selon l'article 139, en préparer les commentaires et charger le Bureau de les annexer à ladite proposition avant de la soumettre à l'approbation des Pays-membres;

Règlement général

- 1.16 recommander, si nécessaire, et éventuellement après approbation par le Conseil d'administration et consultation de l'ensemble des Pays-membres, l'adoption d'une réglementation ou d'une nouvelle pratique en attendant que le Congrès décide en la matière;
- 1.17 élaborer et présenter, sous forme de recommandations aux Pays-membres et à leurs opérateurs désignés, des normes en matière technique, d'exploitation et dans d'autres domaines de sa compétence où une pratique uniforme est indispensable; de même, il procède, en cas de besoin, à des modifications de normes qu'il a déjà établies;
- 1.18 **établir le cadre pour l'organisation des organes subsidiaires financés par les utilisateurs et approuver celle-ci, conformément à l'article 152;**
- 1.19 **recevoir et examiner des rapports des organes subsidiaires financés par les utilisateurs transmis annuellement.**

Article 114

Organisation des sessions du Conseil d'exploitation postale

1. A sa première réunion, qui est convoquée et ouverte par le Président du Congrès, le Conseil d'exploitation postale choisit, parmi ses membres, un Président, un Vice-Président et les Présidents des Commissions et arrête son Règlement intérieur.
2. En principe, le Conseil d'exploitation postale se réunit tous les ans au siège de l'Union. La date et le lieu de la réunion sont fixés par son Président, après accord avec le Président du Conseil d'administration et le Directeur général du Bureau international.
3. Le Président, le Vice-Président et les Présidents **et Vice-Présidents** des Commissions du Conseil d'exploitation postale forment le Comité de gestion. Ce Comité prépare et dirige les travaux de chaque session du Conseil d'exploitation postale et assume toutes les tâches que ce dernier décide de lui confier ou dont la nécessité apparaît durant le processus de planification stratégique.
4. Sur la base de la stratégie de l'Union adoptée par le Congrès et, en particulier, de la partie afférente aux stratégies des organes permanents de l'Union, le Conseil d'exploitation postale établit, à sa session suivant le Congrès, un programme de travail de base contenant un certain nombre de tactiques visant à la réalisation des stratégies. Ce programme de base, comprenant un nombre limité de travaux sur des sujets d'actualité et d'intérêt commun, est révisé chaque année en fonction des réalités et des priorités nouvelles.
5. Le Président du Comité consultatif représente celui-ci aux réunions du Conseil d'exploitation postale lorsque l'ordre du jour comprend des questions intéressant le Comité consultatif.

Article 115

Observateurs

1. Observateurs
 - 1.1 Afin d'assurer une liaison efficace entre les travaux des deux organes, le Conseil d'administration peut désigner des représentants pour assister aux réunions du Conseil d'exploitation postale en qualité d'observateurs.
 - 1.2 **Les Pays-membres de l'Union qui ne sont pas membres du Conseil ainsi que les observateurs et observateurs ad hoc mentionnés à l'article 105** peuvent participer, sans droit de vote, aux séances plénières et aux réunions des Commissions du Conseil d'exploitation postale.
2. Principes
 - 2.1 Pour des raisons logistiques, le Conseil d'exploitation postale peut limiter le nombre de participants par observateur **et observateur ad hoc**. Il peut également limiter leur droit à la parole lors des débats.

Règlement général

- 2.2** Les observateurs **et observateurs ad hoc** peuvent, à leur demande, être autorisés à collaborer aux études entreprises, en respectant les conditions que le Conseil peut établir pour assurer le rendement et l'efficacité de son travail. Ils peuvent aussi être sollicités pour présider des groupes de travail et des équipes de projet lorsque leurs connaissances ou leur expérience le justifient. La participation des observateurs **et observateurs ad hoc** s'effectue sans frais supplémentaires pour l'Union.
- 2.3** Dans des circonstances exceptionnelles, **les membres du Comité consultatif et observateurs ad hoc** peuvent être exclus d'une réunion ou d'une partie d'une réunion. De même, leur droit de recevoir certains documents peut être limité si la confidentialité du sujet de la réunion ou du document l'exige; la décision concernant une telle restriction peut être prise au cas par cas par tout organe concerné ou son Président; les différents cas sont signalés au Conseil d'administration, et au Conseil d'exploitation postale s'il s'agit de questions présentant un intérêt particulier pour cet organe. Par la suite, le Conseil d'administration peut, s'il le juge nécessaire, réexaminer les restrictions, en consultation avec le Conseil d'exploitation postale lorsque cela est approprié.

Article 116

Remboursement des frais de voyage

1. Les frais de voyage et de séjour des représentants des Pays-membres participant au Conseil d'exploitation postale sont à la charge de ces Pays-membres. Toutefois, le représentant de chacun des Pays-membres considérés comme défavorisés d'après les listes établies par l'Organisation des Nations Unies a droit, sauf pour les réunions qui ont lieu pendant le Congrès, au remboursement soit du prix d'un billet-avion aller et retour en classe économique ou d'un billet de chemin de fer en 1^{re} classe, soit du coût du voyage par tout autre moyen, à condition que ce montant ne dépasse pas le prix du billet-avion aller et retour en classe économique.

Article 117

Information sur les activités du Conseil d'exploitation postale

1. Après chaque session, le Conseil d'exploitation postale informe les Pays-membres, leurs opérateurs désignés, les Unions restreintes et les membres du Comité consultatif sur ses activités en leur adressant notamment un compte rendu analytique ainsi que ses résolutions et décisions.
2. Le Conseil d'exploitation postale établit, à l'intention du Conseil d'administration, un rapport annuel sur ses activités.
3. Le Conseil d'exploitation postale établit, à l'intention du Congrès, un rapport sur l'ensemble de son **activité, qui comprend des rapports sur les organes subsidiaires financés par les utilisateurs conformément à l'article 152**, et le transmet aux Pays-membres de l'Union, à leurs opérateurs désignés et aux membres du Comité consultatif au moins deux mois avant l'ouverture du Congrès.

Section 4

Comité consultatif

Article 118

Rôle du Comité consultatif

1. Le Comité consultatif a pour but de représenter les intérêts du secteur postal au sens large du terme et de servir de cadre à un dialogue efficace entre les parties intéressées.

Article 119

Composition du Comité consultatif

1. Le Comité consultatif comprend:
 - 1.1 des organisations non gouvernementales représentant des clients, des fournisseurs de services de distribution, des organisations de travailleurs, des fournisseurs de biens et de services œuvrant pour le secteur des services postaux, des organismes similaires regroupant des particuliers ainsi que des entreprises souhaitant contribuer à la réalisation de la mission et des objectifs de l'Union. Si ces organisations sont enregistrées, elles doivent l'être dans un Pays-membre de l'Union;
 - 1.2 des membres désignés par le Conseil d'administration choisis parmi ses membres;
 - 1.3 des membres désignés par le Conseil d'exploitation postale choisis parmi ses membres.
2. Les frais de fonctionnement du Comité consultatif sont répartis entre l'Union et les membres du Comité, selon les modalités déterminées par le Conseil d'administration.
3. Les membres du Comité consultatif ne bénéficient d'aucune rémunération ou rétribution.

Article 120

Adhésion au Comité consultatif

1. En dehors des membres désignés par le Conseil d'administration et le Conseil d'exploitation postale, l'adhésion des membres au Comité consultatif est déterminée à l'issue d'un processus de dépôt de demande et d'acceptation de celle-ci, établi par le Conseil d'administration et réalisé conformément à l'article 107.1.30.
2. Chaque membre du Comité consultatif désigne son propre représentant.

Article 121

Attributions du Comité consultatif

1. Le Comité consultatif a les attributions suivantes:
 - 1.1 Examiner les documents et les rapports appropriés du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale; dans des circonstances exceptionnelles, le droit de recevoir certains textes et documents peut être limité si la confidentialité du sujet de la réunion ou du document l'exige; la décision concernant une telle restriction peut être prise au cas par cas par tout organe concerné ou son Président; les différents cas sont signalés au Conseil d'administration, et au Conseil d'exploitation postale s'il s'agit de questions présentant un intérêt particulier pour cet organe; par la suite, le Conseil d'administration peut, s'il le juge nécessaire, réexaminer les restrictions, en consultation avec le Conseil d'exploitation postale lorsque cela est approprié.
 - 1.2 **Mener des études sur des questions importantes pour les membres du Comité consultatif et contribuer à ces études.**
 - 1.3 Examiner les questions concernant le secteur des services postaux et présenter des rapports sur ces questions.
 - 1.4 Contribuer aux travaux du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale, notamment par la présentation de rapports et de recommandations, et par la présentation d'avis à la demande des deux Conseils.
 - 1.5 Faire des recommandations au Congrès, sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration et, pour les questions intéressant le Conseil d'exploitation postale, moyennant examen et commentaire de ce dernier.

Règlement général

Article 122

Organisation du Comité consultatif

1. Le Comité consultatif se réorganise après chaque Congrès, selon le cadre établi par le Conseil d'administration. Le Président du Conseil d'administration préside la réunion d'organisation du Comité consultatif, au cours de laquelle on procède à l'élection du Président dudit Comité.
2. Le Comité consultatif détermine son organisation interne et établit son propre règlement intérieur, en tenant compte des principes généraux de l'Union et sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration, après consultation du Conseil d'exploitation postale.
3. Le Comité consultatif se réunit **une** fois par an. En principe, les réunions ont lieu au siège de l'Union au moment des sessions du Conseil d'exploitation postale. La date et le lieu de chaque réunion sont fixés par le Président du Comité consultatif, en accord avec les Présidents du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale et le Directeur général du Bureau international.

Article 123

Représentants du Comité consultatif au Congrès, au Conseil d'administration et au Conseil d'exploitation postale

1. Pour assurer une liaison efficace avec les organes de l'Union, le Comité consultatif peut désigner des représentants pour participer aux réunions du Congrès, du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale ainsi que de leurs Commissions respectives en qualité d'observateurs sans droit de vote.
2. **Les** membres du Comité consultatif **sont invités** aux séances plénières et aux réunions des Commissions du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale, conformément à l'article 105. Ils peuvent également participer aux travaux des équipes de projet et des groupes de travail aux termes des articles 109.2.2 et 115.2.2.
3. Le Président du Conseil d'administration et le Président du Conseil d'exploitation postale représentent ces organes aux réunions du Comité consultatif lorsque l'ordre du jour de ces réunions comprend des questions intéressant ces organes.

Article 124

Observateurs au Comité consultatif

1. **D'autres Pays-membres de l'Union ainsi que les observateurs et les observateurs ad hoc mentionnés à l'article 105** peuvent participer, sans droit de vote, aux sessions du Comité **consultatif**.
2. Pour des raisons logistiques, le Comité consultatif peut limiter le nombre de participants par observateur **et observateur ad hoc**. Il peut également limiter leur droit à la parole lors des débats.
3. Dans des circonstances exceptionnelles, les observateurs **et observateurs ad hoc** peuvent être exclus d'une réunion ou d'une partie d'une réunion. De même, leur droit de recevoir certains documents peut être limité si la confidentialité du sujet de la réunion ou du document l'exige; la décision concernant une telle restriction peut être prise au cas par cas par tout organe concerné ou son Président; les différents cas sont signalés au Conseil d'administration, et au Conseil d'exploitation postale s'il s'agit de questions présentant un intérêt particulier pour cet organe. Par la suite, le Conseil d'administration peut, s'il le juge nécessaire, réexaminer les restrictions, en consultation avec le Conseil d'exploitation postale lorsque cela est approprié.

Règlement général

Article 125

Information sur les activités du Comité consultatif

1. Après chaque session, le Comité consultatif informe le Conseil d'administration et le Conseil d'exploitation postale de ses activités en adressant aux Présidents de ces organes, entre autres, un compte rendu analytique de ses réunions ainsi que ses recommandations et avis.
2. Le Comité consultatif fait au Conseil d'administration un rapport d'activité annuel et en envoie un exemplaire au Conseil d'exploitation postale. Ce rapport est inclus dans la documentation du Conseil d'administration fournie aux Pays-membres de l'Union, à leurs opérateurs désignés et aux Unions restreintes, conformément à l'article 111.
3. Le Comité consultatif fait au Congrès un rapport sur l'ensemble de son activité et le transmet aux Pays-membres et à leurs opérateurs désignés au moins deux mois avant l'ouverture du Congrès.

Chapitre II

Bureau international

Section 1

Election et attributions du Directeur général et du Vice-Directeur général

Article 126

Election du Directeur général et du Vice-Directeur général

1. Le Directeur général et le Vice-Directeur général du Bureau international sont élus par le Congrès pour la période séparant deux Congrès successifs, la durée minimale de leur mandat étant de quatre ans. Leur mandat est renouvelable une seule fois. Sauf décision contraire du Congrès, la date de leur entrée en fonctions est fixée au 1^{er} janvier de l'année qui suit le Congrès.
2. Au moins sept mois avant l'ouverture du Congrès, le Directeur général du Bureau international adresse une note aux Gouvernements des Pays-membres en les invitant à présenter les candidatures éventuelles pour les postes de Directeur général et de Vice-Directeur général et en indiquant en même temps si le Directeur général ou le Vice-Directeur général en fonctions sont intéressés au renouvellement éventuel de leur mandat initial. Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae, doivent parvenir au Bureau international deux mois au moins avant l'ouverture du Congrès. Les candidats doivent être des ressortissants des Pays-membres qui les présentent. Le Bureau international élabore la documentation nécessaire pour le Congrès. L'élection du Directeur général et celle du Vice-Directeur général ont lieu au scrutin secret, la première élection portant sur le poste de Directeur général.
3. En cas de vacance du poste de Directeur général, le Vice-Directeur général assume les fonctions de Directeur général jusqu'à la fin du mandat prévu pour celui-ci; il est éligible à ce poste et est admis d'office comme candidat, sous réserve que son mandat initial en tant que Vice-Directeur général n'ait pas déjà été renouvelé une fois par le Congrès précédent et qu'il déclare son intérêt à être considéré comme candidat au poste de Directeur général.
4. En cas de vacance simultanée des postes de Directeur général et de Vice-Directeur général, le Conseil d'administration élit, sur la base des candidatures reçues à la suite d'une mise au concours, un Vice-Directeur général pour la période allant jusqu'au prochain Congrès. Pour la présentation des candidatures, les dispositions prévues sous 2 s'appliquent par analogie.

Règlement général

5. En cas de vacance du poste de Vice-Directeur général, le Conseil d'administration charge, sur proposition du Directeur général, un des Directeurs de grade D 2 au Bureau international d'assumer, jusqu'au prochain Congrès, les fonctions de Vice-Directeur général.

Article 127

Attributions du Directeur général

1. Le Directeur général organise, administre et dirige le Bureau international, dont il est le représentant légal.
2. En ce qui concerne le classement des postes, les nominations et les promotions:
 - 2.1 le Directeur général est compétent pour classer les postes des grades G 1 à D 2 et pour nommer et promouvoir les fonctionnaires dans ces grades;
 - 2.2 pour les nominations dans les grades P 1 à D 2, il doit prendre en considération les qualifications professionnelles des candidats recommandés par les Pays-membres dont ils ont la nationalité, ou dans lesquels ils exercent leur activité professionnelle, en tenant compte d'une équitable répartition géographique continentale et des langues. Les postes de grade D 2 doivent, dans toute la mesure possible, être pourvus par des candidats provenant de régions différentes et d'autres régions que celles dont le Directeur général et le Vice-Directeur général sont originaires, compte tenu de la considération dominante de l'efficacité du Bureau international. Dans le cas de postes exigeant des qualifications spéciales, le Directeur général peut s'adresser à l'extérieur;
 - 2.3 il tient également compte, lors de la nomination d'un nouveau fonctionnaire, de ce qu'en principe les personnes qui occupent les postes des grades D 2, D 1 et P 5 doivent être des ressortissants de différents Pays-membres de l'Union;
 - 2.4 lors de la promotion d'un fonctionnaire du Bureau international aux grades D 2, D 1 et P 5, il n'est pas tenu à l'application du même principe visé sous 2.3;
 - 2.5 les exigences d'une équitable répartition géographique et des langues passent après le mérite dans le processus de recrutement;
 - 2.6 le Directeur général informe le Conseil d'administration une fois par an des nominations et des promotions aux grades P 4 à D 2.
3. En outre, le Directeur général a les attributions suivantes:
 - 3.1 assurer les fonctions de dépositaire des Actes de l'Union et d'intermédiaire dans la procédure d'adhésion et d'admission à l'Union ainsi que de sortie de celle-ci;
 - 3.2 notifier les décisions prises par le Congrès à tous les Gouvernements des Pays-membres;
 - 3.3 notifier à l'ensemble des Pays-membres et à leurs opérateurs désignés les Règlements arrêtés ou révisés par le Conseil d'exploitation postale;
 - 3.4 préparer le projet de budget annuel de l'Union au niveau le plus bas possible compatible avec les besoins de l'Union et le soumettre en temps opportun à l'examen du Conseil d'administration; communiquer le budget aux Pays-membres de l'Union après l'approbation du Conseil d'administration et l'exécuter;
 - 3.5 exécuter les activités spécifiques demandées par les organes de l'Union et celles que lui attribuent les Actes;
 - 3.6 prendre les initiatives visant à réaliser les objectifs fixés par les organes de l'Union, dans le cadre de la politique établie et des fonds disponibles;
 - 3.7 soumettre des suggestions et des propositions au Conseil d'administration ou au Conseil d'exploitation postale;

Règlement général

- 3.8 après la clôture du Congrès, présenter au Conseil d'exploitation postale les propositions concernant les changements à apporter aux Règlements en raison des décisions du Congrès, conformément au Règlement intérieur du Conseil d'exploitation postale;
- 3.9 préparer, à l'intention du Conseil d'administration et sur la base des directives données par les Conseils, le projet de stratégie à soumettre au Congrès;
- 3.10 établir, pour approbation par le Conseil d'administration, un rapport quadriennal sur les résultats des Pays-membres quant à la mise en œuvre de la stratégie de l'Union approuvée par le Congrès précédent, qui sera soumis au Congrès suivant;
- 3.11 assurer la représentation de l'Union;
- 3.12 servir d'intermédiaire dans les relations entre:
 - 3.12.1 l'UPU et les Unions restreintes;
 - 3.12.2 l'UPU et l'Organisation des Nations Unies;
 - 3.12.3 l'UPU et les organisations internationales dont les activités présentent un intérêt pour l'Union;
 - 3.12.4 l'UPU et les organismes internationaux, associations ou entreprises que les organes de l'Union souhaitent consulter ou associer à leurs travaux;
- 3.13 assumer la fonction de Secrétaire général des organes de l'Union et veiller à ce titre, compte tenu des dispositions spéciales du présent Règlement, notamment:
 - 3.13.1 à la préparation et à l'organisation des travaux des organes de l'Union;
 - 3.13.2 à l'élaboration, à la production et à la distribution des documents et des rapports et procès-verbaux;
 - 3.13.3 au fonctionnement du secrétariat durant les réunions des organes de l'Union;
- 3.14 assister aux séances des organes de l'Union et prendre part aux délibérations sans droit de vote, avec la possibilité de se faire représenter.

Article 128

Attributions du Vice-Directeur général

1. Le Vice-Directeur général assiste le Directeur général et il est responsable devant lui.
2. En cas d'absence ou empêchement du Directeur général, le Vice-Directeur général exerce les pouvoirs de celui-ci. Il en est de même dans le cas de vacance du poste de Directeur général visé à l'article 126.3.

Section 2

Secrétariat des organes de l'Union et du Comité consultatif

Article 129

Généralités

1. Le secrétariat des organes de l'Union et du Comité consultatif est assuré par le Bureau international sous la responsabilité du Directeur général.

Règlement général

Article 130

Préparation et distribution des documents des organes de l'Union

1. Le Bureau international prépare et **met à disposition sur le site Internet de l'UPU** tous les documents publiés à l'occasion de chaque session. **Le Bureau international signale également la publication d'un nouveau document électronique sur le site Internet de l'UPU au moyen d'un système efficace prévu à cet effet.**

Article 131

Liste des Pays-membres (Const. 2)

1. Le Bureau international établit et tient à jour la liste des Pays-membres de l'Union en y indiquant leur classe de contribution, leur groupe géographique et leur situation par rapport aux Actes de l'Union.

Article 132

Renseignements. Avis. Demandes **d'explication** et de modification des Actes. Enquêtes. Intervention dans la liquidation des comptes (Const. 20; Règl. gén. 139, 140, 143)

1. Le Bureau international se tient en tout temps à la disposition du Conseil d'administration, du Conseil d'exploitation postale, des Pays-membres et de leurs opérateurs désignés pour leur fournir tous renseignements utiles sur les questions relatives au service.

2. Il est chargé, notamment, de réunir, de coordonner, de publier et de distribuer les renseignements de toute nature qui intéressent le service postal international; d'émettre, à la demande des parties en cause, un avis sur les questions litigieuses; de donner suite aux demandes **d'explication** et de modification des Actes de l'Union et, en général, de procéder aux études et aux travaux de rédaction ou de documentation que lesdits Actes lui attribuent ou dont il serait saisi dans l'intérêt de l'Union.

3. Il procède également aux enquêtes qui sont demandées par les Pays-membres et par leurs opérateurs désignés en vue de connaître l'opinion des autres Pays-membres et de leurs opérateurs désignés sur une question déterminée. Le résultat d'une enquête ne revêt pas le caractère d'un vote et ne lie pas formellement.

4. Il peut intervenir à titre d'office de compensation, dans la liquidation des comptes de toute nature relatifs au service postal.

5. **Le Bureau international assure la confidentialité et la sécurité des données commerciales fournies par les Pays-membres et/ou leurs opérateurs désignés pour l'exécution de ses tâches résultant des Actes ou décisions de l'Union.**

Article 133

Coopération technique (Const. 1)

1. Le Bureau international est chargé, dans le cadre de la coopération technique internationale, de développer l'assistance technique postale sous toutes ses formes.

Article 134

Formules fournies par le Bureau international (Const. 20)

1. Le Bureau international est chargé de faire confectionner les coupons-réponse internationaux et d'en approvisionner, au prix de revient, les Pays-membres ou leurs opérateurs désignés qui en font la demande.

Règlement général

Article 135

Actes des Unions restreintes et arrangements spéciaux (Const. 8)

1. Deux exemplaires des Actes des Unions restreintes et des arrangements spéciaux conclus en application de l'article 8 de la Constitution sont transmis au Bureau international par les bureaux de ces Unions ou, à défaut, par une des parties contractantes.
2. Le Bureau international veille à ce que les Actes des Unions restreintes et les arrangements spéciaux ne prévoient pas des conditions moins favorables pour le public que celles qui sont prévues dans les Actes de l'Union. Il signale au Conseil d'administration toute irrégularité constatée en vertu de la présente disposition.
3. Le Bureau international informe les Pays-membres et leurs opérateurs désignés de l'existence des Unions restreintes et des arrangements spéciaux indiqués ci-dessus.

Article 136

Revue de l'Union

1. Le Bureau international rédige, à l'aide des documents qui sont mis à sa disposition, une revue en langues allemande, anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française et russe.

Article 137

Rapport **annuel** sur les activités de l'Union (Const. 20, Règl. gén. 107.1.24)

1. Le Bureau international fait, sur les activités de l'Union, un rapport **annuel** qui est communiqué, après approbation par le **Comité de gestion** du Conseil d'administration, aux Pays-membres et à leurs opérateurs désignés, aux Unions restreintes et à l'Organisation des Nations Unies.

Chapitre III

Présentation, examen des propositions, notification des décisions adoptées
et mise en vigueur des Règlements et autres décisions adoptées

Article 138

Procédure de présentation des propositions au Congrès (Const. 29)

1. Sous réserve des exceptions prévues sous 2 et 5, la procédure ci-après règle l'introduction des propositions de toute nature à soumettre au Congrès par les Pays-membres:
 - 1.1 sont admises les propositions qui parviennent au Bureau international au moins six mois avant la date fixée pour le Congrès;
 - 1.2 aucune proposition d'ordre rédactionnel n'est admise pendant la période de six mois qui précède la date fixée pour le Congrès;
 - 1.3 les propositions de fond qui parviennent au Bureau international dans l'intervalle compris entre six et quatre mois avant la date fixée pour le Congrès ne sont admises que si elles sont appuyées par au moins deux Pays-membres;
 - 1.4 les propositions de fond qui parviennent au Bureau international dans l'intervalle compris entre quatre et deux mois qui précède la date fixée pour le Congrès ne sont admises que si elles sont appuyées par au moins huit Pays-membres; les propositions qui parviennent ultérieurement ne sont plus admises;

Règlement général

- 1.5 les déclarations d'appui doivent parvenir au Bureau international dans le même délai que les propositions qu'elles concernent.
2. Les propositions concernant la Constitution ou le Règlement général doivent parvenir au Bureau international six mois au moins avant l'ouverture du Congrès; celles qui parviennent postérieurement à cette date mais avant l'ouverture du Congrès ne peuvent être prises en considération que si le Congrès en décide ainsi à la majorité des deux tiers des pays représentés au Congrès et si les conditions prévues sous 1 sont respectées.
3. Chaque proposition ne doit avoir en principe qu'un objectif et ne contenir que les modifications justifiées par cet objectif. De même, chaque proposition susceptible d'entraîner des dépenses substantielles pour l'Union doit être accompagnée de son impact financier préparé par le Pays-membre auteur, en consultation avec le Bureau international, afin de déterminer les ressources financières nécessaires à son exécution.
4. Les propositions d'ordre rédactionnel sont munies, en tête, de la mention «Proposition d'ordre rédactionnel» par les Pays-membres qui les présentent et publiées par le Bureau international sous un numéro suivi de la lettre R. Les propositions non munies de cette mention mais qui, de l'avis du Bureau international, ne touchent que la rédaction sont publiées avec une annotation appropriée; le Bureau international établit une liste de ces propositions à l'intention du Congrès.
5. La procédure prescrite sous 1 et 4 ne s'applique ni aux propositions concernant le Règlement intérieur des Congrès ni aux amendements à des propositions déjà faites.

Article 139

Procédure de présentation des propositions modifiant la Convention et les Arrangements entre deux Congrès

1. Pour être prise en considération, chaque proposition concernant la Convention ou les Arrangements et introduite par un Pays-membre entre deux Congrès doit être appuyée par au moins deux autres Pays-membres. Ces propositions restent sans suite lorsque le Bureau international ne reçoit pas, en même temps, les déclarations d'appui nécessaires.
2. Ces propositions sont adressées aux autres Pays-membres par l'intermédiaire du Bureau international.

Article 140

Examen des propositions modifiant la Convention et les Arrangements entre deux Congrès

1. Toute proposition concernant la Convention, les Arrangements et leurs Protocoles finals est soumise à la procédure suivante: lorsqu'un Pays-membre a envoyé une proposition au Bureau international, ce dernier la transmet à tous les Pays-membres pour examen. Ceux-ci disposent d'un délai de deux mois pour examiner la proposition et, le cas échéant, pour faire parvenir leurs observations au Bureau international. Les amendements ne sont pas admis. A la fin de ce délai de deux mois, le Bureau international transmet aux Pays-membres toutes les observations qu'il a reçues et invite chaque Pays-membre ayant le droit de vote à voter pour ou contre la proposition. Les Pays-membres qui n'ont pas fait parvenir leur vote dans un délai de deux mois sont considérés comme s'étant abstenus. Les délais précités comptent à partir de la date des circulaires du Bureau international.
2. Si la proposition concerne un Arrangement ou son Protocole final, seuls les Pays-membres qui sont parties à cet Arrangement peuvent prendre part aux opérations indiquées sous 1.

Règlement général

Article 141

Procédure de présentation au Conseil d'exploitation postale des propositions concernant l'élaboration des nouveaux Règlements compte tenu des décisions prises par le Congrès

1. Les Règlements de la Convention postale universelle et de l'Arrangement concernant les services postaux de paiement sont arrêtés par le Conseil d'exploitation postale, compte tenu des décisions prises par le Congrès.
2. Les propositions de conséquence aux amendements qu'il est proposé d'apporter à la Convention ou à l'Arrangement concernant les services postaux de paiement doivent être soumises au Bureau international en même temps que les propositions au Congrès auxquelles elles se rapportent. Elles peuvent être soumises par un seul Pays-membre, sans l'appui des autres Pays-membres. Ces propositions doivent être envoyées à tous les Pays-membres, au plus tard un mois avant le Congrès.
3. Les autres propositions concernant les Règlements, censées être examinées par le Conseil d'exploitation postale en vue de l'élaboration des nouveaux Règlements dans les six mois suivant le Congrès, doivent être soumises au Bureau international au moins deux mois avant le Congrès.
4. Les propositions concernant les changements à apporter aux Règlements en raison des décisions du Congrès, qui sont soumises par les Pays-membres, doivent parvenir au Bureau international au plus tard deux mois avant l'ouverture du Conseil d'exploitation postale. Ces propositions doivent être envoyées à tous les Pays-membres et à leurs opérateurs désignés, au plus tard un mois avant l'ouverture du Conseil d'exploitation postale.

Article 142

Modification des Règlements par le Conseil d'exploitation postale

1. Les propositions de modification aux Règlements sont traitées par le Conseil d'exploitation postale.
2. Aucun appui d'un Pays-membre n'est exigé pour toute présentation d'une proposition de modification aux Règlements.
3. Cette proposition de modification n'est prise en considération que si le Conseil d'exploitation postale en approuve l'urgente nécessité.

Article 143

Notification des décisions adoptées entre deux Congrès (Const. 29, Règl. gén. 139, 140, 142)

1. Les modifications apportées à la Convention, aux Arrangements et aux Protocoles finals de ces Actes sont consacrées par une notification du Directeur général du Bureau international aux Gouvernements des Pays-membres.
2. Les modifications apportées par le Conseil d'exploitation postale aux Règlements et à leurs Protocoles finals sont notifiées aux Pays-membres et à leurs opérateurs désignés par le Bureau international. Il en est de même des interprétations visées à l'article 38.3.2 de la Convention et aux dispositions correspondantes des Arrangements.

Règlement général

Article 144

Mise en vigueur des Règlements et des autres décisions adoptés entre deux Congrès

1. Les Règlements entrent en vigueur à la même date et ont la même durée que les Actes issus du Congrès.
2. Sous réserve des dispositions sous 1, les décisions de modification des Actes de l'Union qui sont adoptées entre deux Congrès ne sont exécutoires que trois mois, au moins, après leur notification.

Chapitre IV

Finances

Article 145

Fixation des dépenses de l'Union (Const. 21)

1. Sous réserve des dispositions prévues sous 2 à 6, les dépenses annuelles afférentes aux activités des organes de l'Union ne doivent pas dépasser **la somme de 37 235 000 CHF pour les années 2013 à 2016.**
2. Les dépenses afférentes à la réunion du prochain Congrès (déplacement du secrétariat, frais de transport, frais d'installation technique de l'interprétation simultanée, frais de reproduction des documents durant le Congrès, etc.) ne doivent pas dépasser la limite de 2 900 000 CHF.
3. Le Conseil d'administration est autorisé à dépasser les limites fixées sous 1 et 2 pour tenir compte des augmentations des échelles de traitement, des contributions au titre des pensions ou indemnités, y compris les indemnités de poste, admises par les Nations Unies pour être appliquées à leur personnel en fonctions à Genève.
4. Le Conseil d'administration est également autorisé à ajuster, chaque année, le montant des dépenses autres que celles relatives au personnel en fonction de l'indice suisse des prix à la consommation.
5. Par dérogation aux dispositions prévues sous 1, le Conseil d'administration, ou en cas d'extrême urgence le Directeur général, peut autoriser un dépassement des limites fixées pour faire face aux réparations importantes et imprévues du bâtiment du Bureau international, sans toutefois que le montant du dépassement puisse excéder 125 000 CHF par année.
6. Si les crédits prévus sous 1 et 2 se révèlent insuffisants pour assurer le bon fonctionnement de l'Union, ces limites ne peuvent être dépassées qu'avec l'approbation de la majorité des Pays-membres de l'Union. Toute consultation doit comporter un exposé complet des faits justifiant une telle demande.

Article 146

Règlement des contributions des Pays-membres

1. Les pays qui adhèrent à l'Union ou qui sont admis en qualité de membres de l'Union ainsi que ceux qui sortent de l'Union doivent acquitter leur cotisation pour l'année entière au cours de laquelle leur admission ou leur sortie devient effective.
2. Les Pays-membres paient à l'avance leur part contributive aux dépenses annuelles de l'Union, sur la base du budget arrêté par le Conseil d'administration. Ces parts contributives doivent être payées au plus tard le premier jour de l'exercice financier auquel se rapporte le budget. Passé ce terme, les sommes dues sont productives d'intérêts au profit de l'Union, à raison de 6% par an à partir du quatrième mois.

Règlement général

3. Lorsque les arriérés de contributions obligatoires hors intérêts dues à l'Union par un Pays-membre sont égaux ou supérieurs à la somme des contributions de ce Pays-membre pour les deux exercices financiers précédents, ce Pays-membre peut céder irrévocablement à l'Union tout ou partie de ses créances sur d'autres Pays-membres, selon les modalités fixées par le Conseil d'administration. Les conditions de cession de créances sont à définir selon un accord convenu entre le Pays-membre, ses débiteurs/créanciers et l'Union.
4. Les Pays-membres qui, pour des raisons juridiques ou autres, sont dans l'impossibilité d'effectuer une telle cession s'engagent à conclure un plan d'amortissement de leurs comptes arriérés.
5. Sauf dans des circonstances exceptionnelles, le recouvrement des arriérés de contributions obligatoires dues à l'Union ne pourra pas s'étendre à plus de dix années.
6. Dans des circonstances exceptionnelles, le Conseil d'administration peut libérer un Pays-membre de tout ou partie des intérêts dus si celui-ci s'est acquitté, en capital, de l'intégralité de ses dettes arriérées.
7. Un Pays-membre peut également être libéré, dans le cadre d'un plan d'amortissement de ses comptes arriérés approuvé par le Conseil d'administration, de tout ou partie des intérêts accumulés ou à courir; la libération est toutefois subordonnée à l'exécution complète et ponctuelle du plan d'amortissement dans un délai convenu de dix ans au maximum.
8. Les dispositions mentionnées sous 3 à 7 s'appliquent par analogie aux frais de traduction facturés par le Bureau international aux Pays-membres affiliés aux groupes linguistiques.

Article 147

Insuffisance de trésorerie

1. Il est constitué, auprès de l'Union, un fonds de réserve afin de pallier les insuffisances de trésorerie. Son montant est fixé par le Conseil d'administration. Il est alimenté en premier lieu par les excédents budgétaires. Il peut servir également à équilibrer le budget ou à réduire le montant des contributions des Pays-membres.
2. En cas d'insuffisances passagères de trésorerie de l'Union, le Gouvernement de la Confédération suisse fait, à court terme, les avances nécessaires à l'Union selon des conditions fixées dans un commun accord.

Article 148

Contrôle de la tenue des comptes financiers et comptabilité

1. Le Gouvernement de la Confédération suisse surveille sans frais la tenue des comptes financiers ainsi que la comptabilité du Bureau international dans les limites des crédits fixés par le Congrès.

Article 149

Sanctions automatiques

1. Tout Pays-membre étant dans l'impossibilité d'effectuer la cession prévue à l'article 146.3 et qui n'accepte pas de se soumettre à un plan d'amortissement proposé par le Bureau international conformément à l'article 146.4, ou ne le respecte pas perd automatiquement son droit de vote au Congrès et dans les réunions du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale et n'est plus éligible à ces deux Conseils.
2. Les sanctions automatiques sont levées d'office et avec effet immédiat dès que le Pays-membre concerné s'est acquitté entièrement de ses arriérés de contributions obligatoires dues à l'Union, en capital et intérêts, ou qu'il accepte de se soumettre à un plan d'amortissement de ses comptes arriérés.

Règlement général

Article 150

Classes de contribution (Const. 21, Règl. gén. 131, 145, 146, 147, 148)

1. Les Pays-membres contribuent à la couverture des dépenses de l'Union selon la classe de contribution à laquelle ils appartiennent. Ces classes sont les suivantes:

classe de 50 unités;

classe de 45 unités;

classe de 40 unités;

classe de 35 unités;

classe de 30 unités;

classe de 25 unités;

classe de 20 unités;

classe de 15 unités;

classe de 10 unités;

classe de 5 unités;

classe de 3 unités;

classe de 1 unité;

classe de 0,5 unité, réservée aux pays les moins avancés énumérés par l'Organisation des Nations Unies et à d'autres pays désignés par le Conseil d'administration.

2. Outre les classes de contribution énumérées sous 1, tout Pays-membre peut choisir de payer un nombre d'unités de contribution supérieur à la classe de contribution à laquelle il appartient durant une période minimale équivalente à celle située entre deux Congrès. Ce changement est annoncé au plus tard lors du Congrès. A la fin de la période entre deux Congrès, le Pays-membre revient automatiquement à son nombre d'unités de contribution d'origine, sauf s'il décide de continuer à payer un nombre d'unités de contribution supérieur. Le paiement de contributions supplémentaires augmente d'autant les dépenses.

3. Les Pays-membres sont rangés dans l'une des classes de contribution précitées au moment de leur admission ou de leur adhésion à l'Union, selon la procédure visée à l'article 21.4 de la Constitution.

4. Les Pays-membres peuvent se ranger ultérieurement dans une classe de contribution inférieure, à la condition que la demande de changement soit envoyée au Bureau international au moins deux mois avant l'ouverture du Congrès. Le Congrès donne un avis non contraignant au sujet de ces demandes de changement de classe de contribution. Le Pays-membre est libre de suivre l'avis du Congrès. La décision finale du Pays-membre est transmise au Secrétariat du Bureau international avant la fin du Congrès. Cette demande de changement prend effet à la date de mise en vigueur des dispositions financières arrêtées par le Congrès. Les Pays-membres qui n'ont pas fait connaître leur souhait de changer de classe de contribution dans les délais prescrits sont maintenus dans la classe de contribution à laquelle ils appartenaient jusqu'alors.

5. Les Pays-membres ne peuvent pas exiger d'être déclassés de plus d'une classe à la fois.

6. Toutefois, dans des circonstances exceptionnelles telles que des catastrophes naturelles nécessitant des programmes d'aide internationale, le Conseil d'administration peut autoriser un déclassement temporaire d'une classe, une seule fois entre deux Congrès, à la demande d'un Pays-membre si celui-ci apporte la preuve qu'il ne peut plus maintenir sa contribution selon la classe initialement choisie. Dans les mêmes circonstances, le Conseil d'administration peut également autoriser le déclassement temporaire de Pays-membres n'appartenant pas à la catégorie des pays les moins avancés et déjà rangés dans la classe de 1 unité en les faisant passer dans la classe de 0,5 unité.

Règlement général

7. En application des dispositions prévues sous 6, le déclassement temporaire peut être autorisé par le Conseil d'administration pour une période maximale de deux ans ou jusqu'au prochain Congrès, si celui-ci a lieu avant la fin de cette période. A l'expiration de la période fixée, le pays concerné réintègre automatiquement sa classe initiale.

8. Par dérogation aux dispositions sous 4 et 5, les surclassements ne sont soumis à aucune restriction.

Article 151**Paielement des fournitures du Bureau international (Règl. gén. 134)**

1. Les fournitures livrées à titre onéreux par le Bureau international aux Pays-membres et à leurs opérateurs désignés sont payées dans le plus bref délai possible, et au plus tard dans les six mois à partir du premier jour du mois suivant celui de l'envoi du compte par ledit Bureau. Les sommes dues sont productives de 5% d'intérêts par an au profit de l'Union, à compter du jour de l'expiration de ce délai.

Article 152**Organisation des organes subsidiaires financés par les utilisateurs**

1. **Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration, le Conseil d'exploitation postale est habilité à établir un certain nombre d'organes subsidiaires financés par les utilisateurs, à titre volontaire, pour organiser des activités opérationnelles, commerciales, techniques et économiques relevant de ses compétences, conformément à l'article 18 de la Constitution, mais ne pouvant pas être financées par le budget ordinaire.**

2. **Concernant la création d'un tel organe relevant du Conseil d'exploitation postale, ce dernier décide du cadre de référence pour les statuts dudit organe, en tenant dûment compte des règles et des principes fondamentaux régissant l'organisation intergouvernementale qu'est l'Union postale universelle, et le soumet au Conseil d'administration pour approbation. Le cadre de référence inclut les éléments suivants:**

2.1 **Mandat.**

2.2 **Composition, y compris les catégories des membres de l'organe.**

2.3 **Règles de prise de décisions, y compris en ce qui concerne la structure interne et les relations de l'organe considéré avec d'autres organes de l'UPU.**

2.4 **Principes de vote et de représentation.**

2.5 **Financement (souscription, frais d'utilisation, etc.).**

2.6 **Composition du secrétariat et de la structure de gestion.**

3. **Chaque organe subsidiaire financé par les utilisateurs organise ses activités de manière autonome dans le cadre de référence décidé par le Conseil d'exploitation postale et approuvé par le Conseil d'administration et prépare un rapport annuel sur ses activités à soumettre au Conseil d'exploitation postale pour approbation.**

4. **Le Conseil d'administration établit les règles concernant les frais d'appui que les organes subsidiaires financés par les utilisateurs devraient verser au budget ordinaire. Il publie ces règles dans le Règlement financier de l'Union.**

5. **Le Directeur général du Bureau international administre le secrétariat des organes subsidiaires financés par les utilisateurs conformément aux Statuts et Règlements concernant le personnel approuvés par le Conseil d'administration et applicables au personnel recruté pour ces organes. Le secrétariat des organes subsidiaires fait partie intégrante du Bureau international.**

Règlement général

6. Les informations concernant les organes subsidiaires financés par les utilisateurs établis conformément au présent article sont portées à la connaissance du Congrès une fois ces organes créés.

Chapitre V

Arbitrages

Article 153

Procédure d'arbitrage (Const. 32)

1. En cas de différend entre Pays-membres à régler par jugement arbitral, chaque Pays-membre doit informer l'autre partie, par écrit, de l'objet du différend et lui faire part de sa volonté d'entamer une procédure d'arbitrage, au moyen d'une notification à cet effet.

2. Si le différend porte sur des questions de nature opérationnelle ou technique, chacun des Pays-membres peut demander à son opérateur désigné d'intervenir conformément à la procédure décrite ci-après et déléguer ce pouvoir à son opérateur. Le Pays-membre concerné est informé du déroulement et des résultats de la procédure. Les Pays-membres ou les opérateurs désignés concernés sont dénommés ci-après «parties à l'arbitrage».

3. Les parties à l'arbitrage choisissent de désigner un ou trois arbitres.

4. Si les parties à l'arbitrage choisissent de désigner trois arbitres, chaque partie choisit un Pays-membre ou un opérateur désigné non directement impliqué dans le différend pour agir en qualité d'arbitre, conformément aux dispositions prévues sous 2. Lorsque plusieurs Pays-membres et/ou opérateurs désignés font cause commune, ils ne comptent, pour l'application des présentes dispositions, que pour un seul.

5. Lorsque les parties conviennent de désigner trois arbitres, le troisième arbitre est désigné d'un commun accord entre les parties et ne doit pas nécessairement provenir d'un Pays-membre ou d'un opérateur désigné.

6. S'il s'agit d'un différend concernant l'un des Arrangements, les arbitres ne peuvent être désignés en dehors des Pays-membres qui participent à cet Arrangement.

7. Les parties à l'arbitrage peuvent s'entendre pour désigner un arbitre unique, qui ne doit pas nécessairement provenir d'un Pays-membre ou d'un opérateur désigné.

8. Si l'une des parties à l'arbitrage (ou les deux) ne désigne pas d'arbitre dans un délai de trois mois à compter de la date de la notification du lancement de la procédure d'arbitrage, le Bureau international, si la demande lui en est faite, provoque la désignation d'un arbitre par le Pays-membre défaillant ou en désigne un lui-même d'office. Le Bureau international n'interviendra pas dans les délibérations, sauf si les deux parties en font mutuellement la demande.

9. Les parties à l'arbitrage peuvent convenir d'un commun accord de régler le différend à tout moment avant qu'une décision ne soit prononcée par le ou les arbitres. Tout retrait doit être notifié par écrit au Bureau international dans les dix jours suivant la décision des parties de régler le différend. Si les parties conviennent de se retirer de la procédure d'arbitrage, le ou les arbitres perdent le pouvoir de statuer sur la question.

10. Le ou les arbitres sont tenus de statuer sur le différend sur la base des faits et des éléments dont ils disposent. Toutes les informations concernant le différend doivent être communiquées aux deux parties ainsi qu'à l'arbitre ou aux arbitres.

11. La décision du ou des arbitres est prise à la majorité des voix et notifiée au Bureau international et aux parties dans les six mois suivant la date de la notification du lancement de la procédure d'arbitrage.

12. La procédure d'arbitrage est confidentielle et seules une brève description du différend et la décision sont communiquées par écrit au Bureau international dans les dix jours suivant la notification de la décision aux parties.

13. La décision du ou des arbitres est définitive, contraignante pour les parties et sans appel.

14. Les parties à l'arbitrage appliquent la décision du ou des arbitres sans délai. Lorsqu'un Pays-membre délègue à son opérateur désigné le pouvoir d'engager la procédure d'arbitrage et de s'y conformer, il lui incombe de veiller à ce que l'opérateur désigné applique la décision du ou des arbitres.

Chapitre VI

Utilisation des langues au sein de l'Union

Article 154

Langues de travail du Bureau international

1. Les langues de travail du Bureau international sont le français et l'anglais.

Article 155

Langues utilisées pour la documentation, les délibérations et la correspondance de service

1. Dans les documentations publiées par l'Union, les langues française, anglaise, arabe et espagnole sont utilisées. Sont également utilisées les langues allemande, chinoise, portugaise et russe, à condition que la production dans ces dernières langues se limite à la documentation de base la plus importante. D'autres langues sont également utilisées, à condition que les Pays-membres qui en font la demande en supportent tous les coûts.

2. Le ou les Pays-membres ayant demandé l'utilisation d'une langue autre que la langue officielle constituent un groupe linguistique.

3. La documentation est publiée par le Bureau international dans la langue officielle et dans les langues des groupes linguistiques constitués, soit directement, soit par l'intermédiaire des bureaux régionaux de ces groupes, conformément aux modalités convenues avec le Bureau international. La publication dans les différentes langues est faite selon le même modèle.

4. La documentation publiée directement par le Bureau international est, dans la mesure du possible, distribuée simultanément dans les différentes langues demandées.

5. Les correspondances entre les Pays-membres ou leurs opérateurs désignés et le Bureau international et entre ce dernier et des tiers peuvent être échangées en toute langue pour laquelle le Bureau international dispose d'un service de traduction.

Règlement général

6. Les frais de traduction vers une langue quelle qu'elle soit, y compris ceux résultant de l'application des dispositions prévues sous 5, sont supportés par le groupe linguistique ayant demandé cette langue. Les Pays-membres utilisant la langue officielle versent, au titre de la traduction des documents non officiels, une contribution forfaitaire dont le montant par unité contributive est égal à celui supporté par les Pays-membres ayant recours à l'autre langue de travail du Bureau international. Tous les autres frais afférents à la fourniture des documents sont supportés par l'Union. Le plafond des frais à supporter par l'Union pour la production des documents en allemand, chinois, portugais et russe est fixé par une résolution du Congrès.

7. Les frais à supporter par un groupe linguistique sont répartis entre les membres de ce groupe proportionnellement à leur contribution aux dépenses de l'Union. Ces frais peuvent être répartis entre les membres du groupe linguistique selon une autre clé de répartition, à condition que les Pays-membres intéressés s'entendent à ce sujet et notifient leur décision au Bureau international par l'intermédiaire du porte-parole du groupe.

8. Le Bureau international donne suite à tout changement de choix de langue demandé par un Pays-membre après un délai qui ne doit pas dépasser deux ans.

9. Pour les délibérations des réunions des organes de l'Union, les langues française, anglaise, espagnole, russe et **arabe** sont admises, moyennant un système d'interprétation – avec ou sans équipement électronique – dont le choix est laissé à l'appréciation des organisateurs de la réunion après consultation du Directeur général du Bureau international et des Pays-membres intéressés.

10. D'autres langues sont également autorisées pour les délibérations et les réunions indiquées sous 9.

11. Les délégations qui emploient d'autres langues assurent l'interprétation simultanée en l'une des langues mentionnées sous 9, soit par le système indiqué au même paragraphe, lorsque les modifications d'ordre technique nécessaires peuvent y être apportées, soit par des interprètes particuliers.

12. Les frais des services d'interprétation sont répartis entre les Pays-membres utilisant la même langue dans la proportion de leur contribution aux dépenses de l'Union. Toutefois, les frais d'installation et d'entretien de l'équipement technique sont supportés par l'Union.

13. Les Pays-membres et/ou leurs opérateurs désignés peuvent s'entendre au sujet de la langue à employer pour la correspondance de service dans leurs relations réciproques. A défaut d'une telle entente, la langue à employer est le français.

Chapitre VII

Dispositions finales

Article 156

Conditions d'approbation des propositions concernant le Règlement général

1. Pour devenir exécutoires, les propositions soumises au Congrès et relatives au présent Règlement général doivent être approuvées par la majorité des Pays-membres représentés au Congrès et ayant le droit de vote. Les deux tiers au moins des Pays-membres de l'Union ayant le droit de vote doivent être présents au moment du vote.

Règlement général

Article 157

Propositions concernant les Accords avec l'Organisation des Nations Unies (Const. 9)

1. Les conditions d'approbation visées à l'article 156 s'appliquent également aux propositions tendant à modifier les Accords conclus entre l'Union postale universelle et l'Organisation des Nations Unies dans la mesure où ces Accords ne prévoient pas les conditions de modification des dispositions qu'ils contiennent.

Article 158

Modification, mise à exécution et durée du Règlement général

1. Les modifications adoptées par un Congrès font l'objet d'un protocole additionnel et, sauf décision contraire de ce Congrès, entrent en vigueur en même temps que les Actes renouvelés au cours du même Congrès.

2. Le présent Règlement général sera mis à exécution le **1^{er} janvier 2014** et demeurera en vigueur pour une période indéterminée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres ont signé le présent Règlement général en un exemplaire qui est déposé auprès du Directeur général du Bureau international. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Bureau international de l'Union postale universelle.

Fait à Doha, le **11 octobre 2012**.

Voir les signatures ci-après.

Règlement intérieur des Congrès

Règlement intérieur des Congrès

Sommaire

- Art.
1. Dispositions générales
 2. Délégations
 3. Pouvoirs des délégués
 4. Ordre des places
 5. Observateurs **et observateurs ad hoc**
 6. Présidences et vice-présidences du Congrès et des Commissions
 7. Bureau du Congrès
 8. Membres des Commissions
 9. Groupes de travail
 10. Secrétariat du Congrès et des Commissions
 11. Langues de délibération
 12. Langues de rédaction des documents du Congrès
 13. Propositions
 14. Examen des propositions en Congrès et en Commission
 15. Délibérations
 16. Motions d'ordre et motions de procédure
 17. Quorum
 18. Principe et procédure de vote
 19. Conditions d'approbation des propositions
 20. Election des membres du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale
 21. Election du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international
 22. Rapports
 23. Appel des décisions prises par les Commissions et par le Congrès
 24. Approbation par le Congrès des projets de décisions (Actes, résolutions, etc.)
 25. Attribution des études au Conseil d'administration et au Conseil d'exploitation postale
 26. Réserves aux Actes
 27. Signature des Actes
 28. Modifications au Règlement

Règlement intérieur des Congrès

Article premier

Dispositions générales

Le présent Règlement intérieur, ci-après dénommé «Règlement», est établi en application des Actes de l'Union et leur est subordonné. En cas de divergence entre l'une de ses dispositions et une disposition des Actes, cette dernière fait autorité.

Article 2

Délégations

1. Le terme «délégation» s'entend de la personne ou de l'ensemble des personnes désignées par un Pays-membre pour participer au Congrès. La délégation se compose d'un Chef de délégation ainsi que, le cas échéant, d'un suppléant du Chef de délégation, d'un ou de plusieurs délégués et, éventuellement, d'un ou de plusieurs fonctionnaires attachés (y compris experts, secrétaires, etc.).

2. Les Chefs de délégation, leurs suppléants ainsi que les délégués sont les représentants des Pays-membres au sens de l'article 14.2, de la Constitution s'ils sont munis de pouvoirs répondant aux conditions fixées à l'article 3 du présent Règlement.

3. Les fonctionnaires attachés sont admis aux séances et ont le droit de participer aux délibérations, mais ils n'ont pas, en principe, le droit de vote. Toutefois, ils peuvent être autorisés par leur Chef de délégation à voter au nom de leur pays dans les séances des Commissions. De telles autorisations doivent être remises par écrit avant le début de la séance au Président de la Commission intéressée.

Article 3

Pouvoirs des délégués

1. Les pouvoirs des délégués doivent être signés par le Chef de l'Etat ou par le Chef du Gouvernement ou par le Ministre des affaires étrangères du pays intéressé. Ils doivent être libellés en bonne et due forme. Les pouvoirs des délégués habilités à signer les Actes (plénipotentiaires) doivent indiquer la portée de cette signature (signature sous réserve de ratification ou d'approbation, signature «ad referendum», signature définitive). En l'absence d'une telle précision, la signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation. Les pouvoirs autorisant à signer les Actes comprennent implicitement le droit de délibérer et de voter. Les délégués auxquels les autorités compétentes ont conféré les pleins pouvoirs sans en préciser la portée sont autorisés à délibérer, à voter et à signer les Actes, à moins que le contraire ne ressorte explicitement du libellé des pouvoirs.

2. Les pouvoirs doivent être déposés dès l'ouverture du Congrès auprès de l'autorité désignée à cette fin.

Règlement intérieur des Congrès

3. Les délégués non munis de pouvoirs ou qui n'auront pas déposé leurs pouvoirs peuvent, s'ils ont été annoncés par leur Gouvernement au Gouvernement du pays invitant, prendre part aux délibérations et voter dès l'instant où ils commencent à participer aux travaux du Congrès. Il en est de même pour ceux dont les pouvoirs sont reconnus comme étant entachés d'irrégularités. Ces délégués ne seront plus autorisés à voter à partir du moment où le Congrès aura approuvé le dernier rapport de la Commission de vérification des pouvoirs constatant que leurs pouvoirs font défaut ou sont irréguliers et aussi longtemps que la situation n'est pas régularisée. Le dernier rapport doit être approuvé par le Congrès avant les élections autres que celle du Président du Congrès et avant l'approbation des projets d'Actes.
4. Les pouvoirs d'un Pays-membre qui se fait représenter au Congrès par la délégation d'un autre Pays-membre (procuration) doivent revêtir la même forme que ceux qui sont mentionnés sous 1.
5. Les pouvoirs et les procurations adressés par télégramme ne sont pas admis. En revanche, sont acceptés les télégrammes répondant à une demande d'information relative à une question de pouvoirs.
6. Une délégation qui, après avoir déposé ses pouvoirs, est empêchée d'assister à une ou à plusieurs séances a la faculté de se faire représenter par la délégation d'un autre Pays-membre, à la condition d'en donner avis par écrit au Président de la réunion intéressée. Toutefois, une délégation ne peut représenter qu'un seul Pays-membre autre que le sien.
7. Les délégués des Pays-membres qui ne sont pas parties à un Arrangement peuvent prendre part, sans droit de vote, aux délibérations du Congrès concernant cet Arrangement.

Article 4

Ordre des places

1. Aux séances du Congrès et des Commissions, les délégations sont rangées d'après l'ordre alphabétique français des Pays-membres représentés.
2. Le Président du Conseil d'administration tire au sort, en temps opportun, le nom du pays qui prendra place en tête devant la tribune présidentielle, lors des séances du Congrès et des Commissions.

Article 5

Observateurs **et observateurs ad hoc**

1. **Les observateurs mentionnés à l'article 105.1 du Règlement général sont invités à participer aux séances plénières et aux réunions des Commissions du Congrès.**
2. **Les observateurs ad hoc mentionnés à l'article 105.2 du Règlement général peuvent être invités à assister aux réunions spécifiques du Congrès et de ses Commissions, lorsque cela est dans l'intérêt de l'Union ou peut profiter aux travaux du Congrès.**
3. Les observateurs **et les observateurs ad hoc** n'ont pas le droit de vote, mais peuvent prendre la parole sur autorisation du Président de la réunion.
4. Dans des circonstances exceptionnelles, le droit des observateurs **et des observateurs ad hoc** de participer à certaines réunions ou parties de réunions peut être limité si la confidentialité du sujet traité l'exige. Ils doivent alors en être informés le plus rapidement possible. La décision concernant une telle restriction peut être prise au cas par cas par tout organe concerné ou son Président. Ces décisions sont examinées par le Bureau du Congrès, qui est habilité à les confirmer ou à les infirmer par un vote à la majorité simple.

Règlement intérieur des Congrès

Article 6

Présidences et vice-présidences du Congrès et des Commissions

1. Dans sa première séance plénière, le Congrès élit, sur proposition du **Pays-membre hôte du Congrès**, le Président du Congrès, puis approuve, sur proposition du Conseil d'administration, la désignation des Pays-membres qui assumeront les vice-présidences du Congrès ainsi que les présidences et vice-présidences des Commissions. Ces fonctions sont attribuées en tenant compte autant que possible de la répartition géographique équitable des Pays-membres.
2. Les Présidents ouvrent et clôturent les séances qu'ils président, dirigent les discussions, donnent la parole aux orateurs, mettent aux voix les propositions et indiquent la majorité requise pour les votes, proclament les décisions et, sous réserve de l'approbation du Congrès, donnent éventuellement une interprétation de ces décisions.
3. Les Présidents veillent au respect du présent Règlement et au maintien de l'ordre au cours des séances.
4. Toute délégation peut en appeler, devant le Congrès ou la Commission, d'une décision prise par le Président de ceux-ci sur la base d'une disposition du Règlement ou d'une interprétation de celui-ci; la décision du Président reste toutefois valable si elle n'est pas annulée par la majorité des membres présents et votants.
5. Si le Pays-membre chargé de la présidence n'est plus en mesure d'assurer cette fonction, l'un des Vice-Présidents est désigné par le Congrès ou par la Commission pour le remplacer.

Article 7

Bureau du Congrès

1. Le Bureau est l'organe central chargé de diriger les travaux du Congrès. Il est composé du Président et des Vice-Présidents du Congrès ainsi que des Présidents des Commissions. Il se réunit périodiquement pour examiner le déroulement des travaux du Congrès et de ses Commissions et pour formuler des recommandations tendant à favoriser ce déroulement. Il aide le Président à élaborer l'ordre du jour de chaque séance plénière et à coordonner les travaux des Commissions. Il fait des recommandations relatives à la clôture du Congrès.
2. Le Secrétaire général du Congrès et le Secrétaire général adjoint mentionnés à l'article 10.1, assistent aux réunions du Bureau.

Article 8

Membres des Commissions

1. Les Pays-membres représentés au Congrès sont, de droit, membres des Commissions chargées de l'examen des propositions relatives à la Constitution, au Règlement général et à la Convention.
2. Les Pays-membres représentés au Congrès qui sont parties à un ou plusieurs des Arrangements facultatifs sont de droit membres de la ou des Commissions chargées de la révision de ces Arrangements. Le droit de vote des membres de cette ou de ces Commissions est limité à l'Arrangement ou aux Arrangements auxquels ils sont parties.
3. Les délégations qui ne sont pas membres des Commissions traitant des Arrangements ont la faculté d'assister aux séances de celles-ci et de prendre part aux délibérations sans droit de vote.

Règlement intérieur des Congrès

Article 9

Groupes de travail

Le Congrès et chaque Commission peuvent constituer des Groupes de travail pour l'étude de questions spéciales.

Article 10

Secrétariat du Congrès et des Commissions

1. Le Directeur général et le Vice-Directeur général du Bureau international assument respectivement les fonctions de Secrétaire général et de Secrétaire général adjoint du Congrès.
2. Le Secrétaire général et le Secrétaire général adjoint assistent aux séances du Congrès et du Bureau du Congrès, où ils prennent part aux délibérations sans droit de vote. Ils peuvent aussi, dans les mêmes conditions, assister aux séances des Commissions ou s'y faire représenter par un fonctionnaire supérieur du Bureau international.
3. Les travaux du Secrétariat du Congrès, du Bureau du Congrès et des Commissions sont assurés par le personnel du Bureau international, en collaboration avec le Pays-membre invitant.
4. Les fonctionnaires supérieurs du Bureau international assument les fonctions de Secrétaires du Congrès, du Bureau du Congrès et des Commissions. Ils assistent le Président pendant les séances et sont responsables de la rédaction des rapports.
5. Les Secrétaires du Congrès et des Commissions sont assistés par des Secrétaires adjoints.

Article 11

Langues de délibération

1. Sous réserve des dispositions prévues sous 2, les langues française, anglaise, espagnole et russe sont admises pour les délibérations, moyennant un système d'interprétation simultanée ou consécutive.
2. Les délibérations de la Commission de rédaction ont lieu en langue française.
3. D'autres langues sont également autorisées pour les délibérations indiquées sous 1. La langue du pays hôte jouit d'un droit de priorité à cet égard. Les délégations qui emploient d'autres langues assurent l'interprétation simultanée en l'une des langues mentionnées sous 1 soit par le système d'interprétation simultanée, lorsque des modifications d'ordre technique peuvent y être apportées, soit par des interprètes particuliers.
4. Les frais d'installation et d'entretien de l'équipement technique sont à la charge de l'Union.
5. Les frais des services d'interprétation sont répartis entre les Pays-membres utilisant la même langue dans la proportion de leur contribution aux dépenses de l'Union.

Article 12

Langues de rédaction des documents du Congrès

1. Les documents élaborés pendant le Congrès, y compris les projets de décisions soumis à l'approbation du Congrès, sont publiés en langue française par le Secrétariat du Congrès.
2. A cet effet, les documents provenant des délégations des Pays-membres doivent être présentés dans cette langue, soit directement, soit par l'intermédiaire des services de traduction adjoints au Secrétariat du Congrès.

Règlement intérieur des Congrès

3. Ces services, organisés à leurs frais par les groupes linguistiques constitués selon les dispositions correspondantes du Règlement général, peuvent aussi traduire des documents du Congrès dans leurs langues respectives.

Article 13

Propositions

1. Toutes les questions portées devant le Congrès font l'objet de propositions.
2. Toutes les propositions publiées par le Bureau international avant l'ouverture du Congrès sont considérées comme soumises au Congrès.
3. Deux mois avant l'ouverture du Congrès, aucune proposition ne sera prise en considération, sauf celles qui tendent à l'amendement de propositions antérieures.
4. Est considérée comme amendement toute proposition de modification qui, sans altérer le fond de la proposition, comporte une suppression, une addition à une partie de la proposition originale ou la révision d'une partie de cette proposition. Aucune proposition de modification ne sera considérée comme un amendement si elle est incompatible avec le sens ou l'intention de la proposition originale. Dans les cas douteux, il incombe au Congrès ou à la Commission de trancher la question.
5. Les amendements présentés en Congrès au sujet de propositions déjà faites doivent être remis par écrit en langue française au Secrétariat avant midi l'avant-veille du jour de leur mise en délibération, de façon à pouvoir être distribués le même jour aux délégués. Ce délai ne s'applique pas aux amendements résultant directement des discussions en Congrès ou en Commission. Dans ce dernier cas, si cela est demandé, l'auteur de l'amendement doit présenter son texte par écrit en langue française ou, en cas de difficulté, en toute autre langue de débat. Le Président intéressé en donnera ou en fera donner lecture.
6. La procédure prévue sous 5 s'applique également à la présentation des propositions ne visant pas à modifier le texte des Actes (projets de résolution, de recommandation, de vœu, etc.) lorsque ces propositions résultent des travaux du Congrès.
7. Toute proposition ou amendement doit revêtir la forme définitive du texte à introduire dans les Actes de l'Union, sous réserve bien entendu de mise au point par la Commission de rédaction.

Article 14

Examen des propositions en Congrès et en Commission

1. Les propositions d'ordre rédactionnel (dont le numéro est suivi de la lettre R) sont attribuées à la Commission de rédaction soit directement si, de la part du Bureau international, il n'y a aucun doute quant à leur nature (une liste en est établie par le Bureau international à l'intention de la Commission de rédaction), soit si, de l'avis du Bureau international, il y a doute sur leur nature, après que les autres Commissions en ont confirmé la nature purement rédactionnelle (une liste en est aussi établie à l'intention des Commissions intéressées). Toutefois, si de telles propositions sont liées à d'autres propositions de fond à traiter par le Congrès ou par d'autres Commissions, la Commission de rédaction n'en aborde l'étude qu'après que le Congrès ou les autres Commissions se sont prononcés à l'égard des propositions de fond correspondantes. Les propositions dont le numéro n'est pas suivi de la lettre R, mais qui, de l'avis du Bureau international, sont des propositions d'ordre rédactionnel, sont déferées directement aux Commissions qui s'occupent des propositions de fond correspondantes. Ces Commissions décident, dès l'ouverture de leurs travaux, lesquelles de ces propositions seront attribuées directement à la Commission de rédaction. Une liste de ces propositions est établie par le Bureau international à l'intention des Commissions en cause.
2. Si une même question fait l'objet de plusieurs propositions, le Président décide de leur ordre de discussion en commençant, en principe, par la proposition qui s'éloigne le plus du texte de base et qui comporte le changement le plus profond par rapport au statu quo.

Règlement intérieur des Congrès

3. Si une proposition peut être subdivisée en plusieurs parties, chacune d'elles peut, avec l'accord de l'auteur de la proposition ou de l'assemblée, être examinée et mise aux voix séparément.
4. Toute proposition retirée en Congrès ou en Commission par son auteur peut être reprise par la délégation d'un autre Pays-membre. De même, si un amendement à une proposition est accepté par l'auteur de celle-ci, une autre délégation peut reprendre la proposition originale non amendée.
5. Tout amendement à une proposition, accepté par la délégation qui présente cette proposition, est aussitôt incorporé dans le texte de la proposition. Si l'auteur de la proposition originale n'accepte pas un amendement, le Président décide si l'on doit voter d'abord sur l'amendement ou sur la proposition, en partant du libellé qui s'écarte le plus du sens ou de l'intention du texte de base et qui entraîne le changement le plus profond par rapport au statu quo.
6. La procédure décrite sous 5 s'applique également lorsqu'il est présenté plusieurs amendements à une même proposition.
7. Le Président du Congrès et les Présidents des Commissions font remettre à la Commission de rédaction, après chaque séance, le texte écrit des propositions, amendements ou décisions adoptés.

Article 15

Délibérations

1. Les délégués ne peuvent prendre la parole qu'après y avoir été autorisés par le Président de la réunion. Il leur est recommandé de parler sans hâte et distinctement. Le Président doit laisser aux délégués la possibilité d'exprimer librement et pleinement leur avis sur le sujet en discussion, pour autant que cela soit compatible avec le déroulement normal des délibérations.
2. Sauf décision contraire prise à la majorité des membres présents et votants, les discours ne peuvent excéder cinq minutes. Le Président est autorisé à interrompre tout orateur qui dépasse ledit temps de parole. Il peut aussi inviter le délégué à ne pas s'écarter du sujet.
3. Au cours d'un débat, le Président peut, avec l'accord de la majorité des membres présents et votants, déclarer close la liste des orateurs après en avoir donné lecture. Lorsque la liste est épuisée, il prononce la clôture du débat, sous réserve d'accorder à l'auteur de la proposition en discussion, même après la clôture de la liste, le droit de répondre à tout discours prononcé.
4. Le Président peut aussi, avec l'accord de la majorité des membres présents et votants, limiter le nombre des interventions d'une même délégation sur une proposition ou un groupe de propositions déterminé, la possibilité devant cependant être accordée à l'auteur de la proposition d'introduire celle-ci et d'intervenir ultérieurement, s'il le demande, pour apporter des éléments nouveaux en réponse aux interventions des autres délégations, de telle façon qu'il puisse avoir la parole en dernier lieu s'il la demande.
5. Avec l'accord de la majorité des membres présents et votants, le Président peut limiter le nombre des interventions sur une proposition ou un groupe de propositions déterminé; cette limitation ne peut être inférieure à cinq pour et cinq contre la proposition en discussion.

Article 16

Motions d'ordre et motions de procédure

1. Au cours de la discussion de toute question et même, le cas échéant, après la clôture du débat, une délégation peut soulever une motion d'ordre à l'effet de demander:
 - des éclaircissements sur le déroulement des débats;
 - le respect du Règlement intérieur;
 - la modification de l'ordre de discussion des propositions suggéré par le Président.

Règlement intérieur des Congrès

La motion d'ordre a la priorité sur toutes les questions, y compris les motions de procédure mentionnées sous 3.

2. Le Président donne immédiatement les précisions désirées ou prend la décision qu'il juge opportune au sujet de la motion d'ordre. En cas d'objection, la décision du Président est aussitôt mise aux voix.

3. En outre, au cours de la discussion d'une question, une délégation peut introduire une motion de procédure ayant pour objet de proposer:

- a) la suspension de la séance;
- b) la levée de la séance;
- c) l'ajournement du débat sur la question en discussion;
- d) la clôture du débat sur la question en discussion.

Les motions de procédure ont la priorité, dans l'ordre établi ci-dessus, sur toutes les autres propositions, hormis les motions d'ordre visées sous 1.

4. Les motions tendant à la suspension ou à la levée de la séance ne sont pas discutées, mais immédiatement mises aux voix.

5. Lorsqu'une délégation propose l'ajournement ou la clôture du débat sur une question en discussion, la parole n'est accordée qu'à deux orateurs opposés à l'ajournement ou à la clôture du débat, après quoi la motion est mise aux voix.

6. La délégation qui présente une motion d'ordre ou de procédure ne peut pas, dans son intervention, traiter du fond de la question en discussion. L'auteur d'une motion de procédure peut la retirer avant qu'elle soit mise aux voix et toute motion de l'espèce, amendée ou non, qui serait retirée peut être reprise par une autre délégation.

Article 17

Quorum

1. Sous réserve des dispositions prévues sous 2 et 3, le quorum nécessaire pour l'ouverture des séances et pour les votations est constitué par la moitié des Pays-membres représentés au Congrès et ayant droit de vote.

2. Au moment des votes sur la modification de la Constitution et du Règlement général, le quorum exigé est constitué par les deux tiers des Pays-membres de l'Union ayant le droit de vote.

3. En ce qui concerne les Arrangements, le quorum exigé pour l'ouverture des séances et pour les votations est constitué par la moitié des Pays-membres représentés au Congrès qui sont parties à l'Arrangement dont il s'agit et qui ont droit de vote.

4. Les délégations présentes qui ne participent pas à un vote déterminé ou qui déclarent ne pas vouloir y participer ne sont pas considérées comme absentes en vue de la détermination du quorum exigé sous 1 à 3.

Article 18

Principe et procédure de vote

1. Les questions qui ne peuvent être réglées d'un commun accord sont tranchées par votation.

Règlement intérieur des Congrès

2. Les votes ont lieu par le système traditionnel ou par le dispositif électronique de votation. Ils sont en principe effectués par le dispositif électronique lorsque celui-ci est à la disposition de l'assemblée. Toutefois, pour un vote secret, le recours au système traditionnel peut avoir lieu si la demande présentée dans ce sens par une délégation est appuyée par la majorité des délégations présentes et votantes.
3. Pour le système traditionnel, les procédures de vote sont les suivantes:
 - a) à main levée: si le résultat d'un tel vote donne lieu à des doutes, le Président peut, à son gré ou à la demande d'une délégation, faire procéder immédiatement à un vote par appel nominal sur la même question;
 - b) par appel nominal: sur demande d'une délégation ou au gré du Président; l'appel se fait en suivant l'ordre alphabétique français des pays représentés en commençant par le pays dont le nom est tiré au sort par le Président; le résultat du vote, avec la liste des pays par nature de vote, est consigné au rapport de la séance;
 - c) au scrutin secret: par bulletin de vote sur demande de deux délégations; le Président de la réunion désigne en ce cas trois scrutateurs, en tenant compte du principe de la répartition géographique équitable et du niveau de développement économique des Pays-membres, et prend les mesures nécessaires pour assurer le secret du vote.
4. Par le dispositif électronique, les procédures de vote sont les suivantes:
 - a) vote non enregistré: il remplace un vote à main levée;
 - b) vote enregistré: il remplace un vote par appel nominal; toutefois, il n'est pas procédé à l'appel des noms des pays, sauf si une délégation le demande et si cette proposition est appuyée par la majorité des délégations présentes et votantes;
 - c) vote secret: il remplace un scrutin secret par bulletins de vote.
5. Quel que soit le système utilisé, le vote au scrutin secret a priorité sur toute autre procédure de vote.
6. Quand un vote est commencé, aucune délégation ne peut l'interrompre, sauf s'il s'agit d'une motion d'ordre relative à la manière suivant laquelle s'effectue le vote.
7. Après le vote, le Président peut autoriser les délégués à expliquer leur vote.

Article 19

Conditions d'approbation des propositions

1. Pour être adoptées, les propositions visant à la modification des Actes doivent être approuvées:
 - a) pour la Constitution: par les deux tiers au moins des Pays-membres de l'Union ayant le droit de vote;
 - b) pour le Règlement général: par la majorité des Pays-membres représentés au Congrès ayant le droit de vote;
 - c) pour la Convention: par la majorité des Pays-membres présents et votants ayant le droit de vote;
 - d) pour les Arrangements: par la majorité des Pays-membres présents et votants qui sont parties aux Arrangements et ayant le droit de vote.
2. Les questions de procédure qui ne peuvent être résolues d'un commun accord sont décidées par la majorité des Pays-membres présents et votants ayant le droit de vote. Il en est de même pour des décisions ne concernant pas la modification des Actes, à moins que le Congrès n'en décide autrement à la majorité des Pays-membres présents et votants ayant le droit de vote.

Règlement intérieur des Congrès

3. Sous réserve des dispositions prévues sous 5, par Pays-membres présents et votants, il faut entendre les Pays-membres ayant le droit de vote votant «pour» ou «contre», les abstentions n'étant pas prises en considération dans le décompte des voix nécessaires pour constituer la majorité, de même d'ailleurs que les bulletins blancs ou nuls en cas de vote au scrutin secret.

4. En cas d'égalité des suffrages, la proposition est considérée comme rejetée.

5. Lorsque le nombre d'abstentions et de bulletins blancs ou nuls dépasse la moitié du nombre des suffrages exprimés (pour, contre, abstentions), l'examen de la question est renvoyé à une séance ultérieure au cours de laquelle les abstentions ainsi que les bulletins blancs ou nuls n'entreront plus en ligne de compte.

Article 20

Election des membres du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale

En vue de départager les pays ayant obtenu le même nombre de voix aux élections des membres du Conseil d'administration ou du Conseil d'exploitation postale, le Président procède au tirage au sort.

Article 21

Election du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international

1. Les élections du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international ont lieu au scrutin secret successivement à une ou à plusieurs séances se tenant le même jour. Est élu le candidat qui obtient la majorité des suffrages exprimés par les Pays-membres présents et votants. Il est procédé à autant de scrutins qu'il est nécessaire pour qu'un candidat obtienne cette majorité.

2. Sont considérés comme Pays-membres présents et votants ceux qui votent pour l'un des candidats régulièrement annoncés, les abstentions n'étant pas prises en considération dans le décompte des voix nécessaires pour constituer la majorité, de même que les bulletins blancs ou nuls.

3. Lorsque le nombre d'abstentions et de bulletins blancs ou nuls dépasse la moitié du nombre des suffrages exprimés conformément aux dispositions prévues sous 2, l'élection est renvoyée à une séance ultérieure au cours de laquelle les abstentions ainsi que les bulletins blancs ou nuls n'entreront plus en ligne de compte.

4. Le candidat qui, à un tour de scrutin, a obtenu le moins de voix est éliminé.

5. En cas d'égalité des voix, il est procédé à un premier, voire à un second scrutin supplémentaire, pour tenter de départager les candidats ex aequo, le vote portant uniquement sur ces candidats. Si le résultat est négatif, le sort décide. Le tirage au sort est opéré par le Président.

6. Les candidats aux postes de Directeur général et de Vice-Directeur général du Bureau international peuvent, à leur demande, être représentés lors du décompte des voix.

Article 22

Rapports

1. Les rapports des séances plénières du Congrès reproduisent la marche des séances, résumant brièvement les interventions et mentionnent les propositions et le résultat des délibérations.

2. Les délibérations des séances des Commissions font l'objet de rapports à l'intention du Congrès. En règle générale, les Groupes de travail établissent un rapport à l'intention de l'organe qui les a créés.

Règlement intérieur des Congrès

3. Toutefois, chaque délégué a le droit de demander l'insertion analytique ou in extenso aux rapports de toute déclaration faite par lui, à la condition d'en remettre le texte français ou anglais au Secrétariat deux heures au plus tard après la fin de la séance.

4. A partir du moment où l'épreuve des rapports a été distribuée, les délégués disposent d'un délai de vingt-quatre heures pour présenter leurs observations au Secrétariat, qui, le cas échéant, sert d'intermédiaire entre l'intéressé et le Président de la séance en question.

5. En règle générale et sous réserve des dispositions prévues sous 4, au début des séances du Congrès, le Président soumet à l'approbation le rapport d'une séance précédente. Il en est de même pour les rapports des Commissions. Les rapports des dernières séances qui n'auraient pu être approuvés en Congrès ou en Commission sont approuvés par les Présidents respectifs de ces réunions. Le Bureau international tiendra compte également des observations éventuelles que les délégués des Pays-membres lui communiqueront dans un délai de quarante jours après l'envoi desdits rapports.

6. Le Bureau international est autorisé à rectifier dans les rapports des séances du Congrès et des Commissions les erreurs matérielles qui n'auraient pas été relevées lors de leur approbation conformément aux dispositions prévues sous 5.

Article 23

Appel des décisions prises par les Commissions et par le Congrès

1. Chaque délégation peut faire appel des décisions à propos de propositions (Actes, résolutions, etc.) qui ont été adoptées ou rejetées en Commission. L'appel doit être notifié au Président du Congrès par écrit dans un délai de quarante-huit heures après la clôture de la séance de la Commission où la proposition a été adoptée ou rejetée. L'appel sera examiné à la séance plénière suivante.

2. Une proposition qui a été adoptée ou rejetée par le Congrès ne peut être examinée à nouveau par ce même Congrès que si l'appel est appuyé par au moins dix délégations. Cet appel doit être approuvé à la majorité des deux tiers des membres présents et votants ayant le droit de vote. Cette faculté se limite aux propositions soumises directement aux séances plénières, étant entendu qu'une seule question ne peut donner lieu à plus d'un appel.

Article 24

Approbation par le Congrès des projets de décisions (Actes, résolutions, etc.)

1. En règle générale, chaque projet d'Acte présenté par la Commission de rédaction est examiné article par article. Le Président peut, avec l'accord de la majorité, suivre une procédure plus rapide, par exemple chapitre par chapitre. Il ne peut être considéré comme adopté qu'après un vote d'ensemble favorable. L'article 19.1 est applicable à ce vote.

2. Le Bureau international est autorisé à rectifier dans les Actes définitifs les erreurs matérielles qui n'auraient pas été relevées lors de l'examen des projets d'Actes, le numérotage des articles et des paragraphes ainsi que les références.

3. Les projets des décisions autres que celles modifiant les Actes, présentés par la Commission de rédaction, sont en règle générale examinés globalement. Les dispositions prévues sous 2 sont également applicables aux projets de ces décisions.

Règlement intérieur des Congrès

Article 25

Attribution des études au Conseil d'administration et au Conseil d'exploitation postale

Sur recommandation de son Bureau, le Congrès attribue les études au Conseil d'administration et au Conseil d'exploitation postale, suivant la composition et les compétences respectives de ces deux organes, telles qu'elles sont décrites aux articles **106, 107, 112 et 113** du Règlement général.

Article 26

Réserves aux Actes

1. Les réserves doivent être présentées sous la forme d'une proposition au Secrétariat par écrit en une des langues de travail du Bureau international (propositions relatives au Protocole final) dès que possible après l'adoption de la proposition relative à l'article faisant l'objet de la réserve.
2. Afin de lui permettre de distribuer à tous les Pays-membres les propositions de réserves avant l'adoption du Protocole final par le Congrès, le Secrétariat fixe un délai pour la présentation des réserves et le communique aux Pays-membres.
3. Les réserves aux Actes de l'Union présentées après le délai fixé par le Secrétariat ne seront prises en considération ni par le Secrétariat ni par le Congrès.

Article 27

Signature des Actes

Les Actes définitivement approuvés par le Congrès sont soumis à la signature des plénipotentiaires.

Article 28

Modifications au Règlement

1. Chaque Congrès peut modifier le Règlement intérieur. Pour être mises en délibération, les propositions de modification au présent Règlement, à moins qu'elles ne soient présentées par un organe de l'UPU habilité à introduire des propositions, doivent être appuyées en Congrès par au moins dix délégations.
2. Pour être adoptées, les propositions de modification au présent Règlement doivent être approuvées par les deux tiers au moins des Pays-membres représentés au Congrès ayant le droit de vote.

Arrangement concernant les services postaux de paiement

Arrangement concernant les services postaux de paiement

Arrangement concernant les services postaux de paiement

Table des matières

Partie I

Principes communs applicables aux services postaux de paiement

Chapitre I

Dispositions générales

1. Portée de l'Arrangement
2. Définitions
3. Désignation de l'opérateur
4. Attributions des Pays-membres
5. Attributions opérationnelles
6. Appartenance des fonds des services postaux de paiement
7. Lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la criminalité financière
8. Confidentialité **et utilisation des données personnelles**
9. Neutralité technologique

Chapitre II

Principes généraux et qualité de service

10. Principes généraux
11. Qualité de service

Chapitre III

Principes liés aux échanges de données informatisées

12. Interopérabilité
13. Sécurisation des échanges électroniques
14. Suivi et localisation

Arrangement concernant les services postaux de paiement

Partie II

Règles applicables aux services postaux de paiement

Chapitre I

Traitement des ordres postaux de paiement

15. Dépôt, saisie et transmission des ordres postaux de paiement
16. Vérification et mise à disposition des fonds
17. Montant maximal
18. Remboursement

Chapitre II

Réclamations et responsabilités

19. Réclamations
20. Responsabilité des opérateurs désignés vis-à-vis des utilisateurs
21. Obligations et responsabilités des opérateurs désignés entre eux
22. Exemptions de responsabilité des opérateurs désignés
23. Réserves concernant la responsabilité

Chapitre III

Relations financières

24. Règles comptables et financières
25. Règlement et compensation

Partie III

Dispositions transitoires et finales

26. Réserves présentées lors du Congrès
27. Dispositions finales
28. Mise à exécution et durée de l'Arrangement concernant les services postaux de paiement

Arrangement concernant les services postaux de paiement

Arrangement concernant les services postaux de paiement

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres de l'Union, vu l'article 22.4 de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont, d'un commun accord et sous réserve de l'article 25.4 de ladite Constitution, arrêté l'Arrangement ci-après, qui s'inscrit dans les principes de ladite Constitution pour mettre en œuvre un service postal de paiement sécurisé, accessible et adapté au plus grand nombre d'utilisateurs sur la base de systèmes permettant l'interopérabilité des réseaux des opérateurs désignés.

Partie I

Principes communs applicables aux services postaux de paiement

Chapitre I

Dispositions générales

Article premier

Portée de l'Arrangement

1. Chaque Pays-membre met tout en œuvre pour que l'un au moins des services postaux de paiement ci-après soit fourni sur son territoire:
 - 1.1 **Mandat en espèces:** l'expéditeur remet des fonds au point d'accès au service de l'opérateur désigné et demande le paiement en espèces du montant intégral et sans retenue aucune au destinataire.
 - 1.2 **Mandat de paiement:** l'expéditeur ordonne le débit de son compte tenu par l'opérateur désigné et demande le paiement du montant intégral en espèces au destinataire, sans retenue aucune.
 - 1.3 **Mandat de versement:** l'expéditeur remet des fonds au point d'accès au service de l'opérateur désigné et demande leur versement sur le compte du destinataire, sans retenue aucune.
 - 1.4 **Virement postal:** l'expéditeur ordonne le débit de son compte tenu par l'opérateur désigné et demande l'inscription d'un montant équivalent au crédit du compte du destinataire tenu par l'opérateur désigné payeur, sans retenue aucune.
 - 1.5 **Mandat de remboursement:** le destinataire de l'envoi contre remboursement paie au point d'accès au service de l'opérateur désigné ou ordonne le débit de son compte et demande le paiement du montant intégral défini par l'expéditeur de l'envoi, sans retenue aucune, à l'expéditeur de l'envoi contre remboursement.

Arrangement concernant les services postaux de paiement

1.6 Mandat urgent: l'expéditeur remet l'ordre postal de paiement au point d'accès au service de l'opérateur désigné et demande sa transmission, dans un délai ne dépassant pas trente minutes, et le paiement, à la première demande du destinataire, du montant intégral et sans retenue aucune au destinataire en tout point d'accès au service du pays de destination (conformément à la liste des points d'accès au service du pays de destination).

2. Le Règlement fixe les mesures nécessaires à l'exécution du présent Arrangement.

Article 2**Définitions**

1. **Autorité compétente:** toute autorité nationale d'un Pays-membre supervisant, en vertu de pouvoirs conférés par la loi ou la réglementation, l'activité de l'opérateur désigné ou des personnes visées par le présent article. L'autorité compétente peut saisir les autorités administratives ou judiciaires concernées par la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, notamment la cellule nationale de renseignement financier et les autorités de surveillance.

2. **Acompte:** versement partiel et anticipé effectué par l'opérateur désigné émetteur au profit de l'opérateur désigné payeur pour soulager la trésorerie des services postaux de paiement de l'opérateur désigné payeur.

3. **Blanchiment de capitaux:** conversion ou transfert de devises effectué par une entité ou un individu sachant que ces devises proviennent d'une activité criminelle ou d'un acte de participation à une telle activité, pour dissimuler ou déguiser l'origine illicite des devises ou aider toute personne ayant participé à la poursuite de cette activité à se soustraire aux conséquences légales de son action; le blanchiment de capitaux doit être considéré comme tel même lorsque les activités produisant les biens à blanchir sont poursuivies sur le territoire d'un autre Pays-membre ou sur celui d'un pays tiers.

4. **Cantonement:** séparation obligatoire des fonds des utilisateurs de ceux de l'opérateur désigné qui empêche l'emploi des fonds des utilisateurs à d'autres fins que l'exécution des opérations des services postaux de paiement.

5. **Chambre de compensation:** dans le cadre d'échanges multilatéraux, une chambre de compensation traite les dettes et créances réciproques résultant de prestations fournies par un opérateur en faveur d'un autre. Sa fonction consiste à comptabiliser les échanges entre opérateurs, dont le règlement est effectué via une banque de règlement, ainsi qu'à prendre les dispositions nécessaires en cas d'incidents de règlement.

6. **Compensation:** système permettant de réduire au minimum le nombre de paiements à effectuer par l'établissement d'un solde périodique des débits et crédits des partenaires intéressés. La compensation comprend deux phases: déterminer les soldes bilatéraux puis, par l'addition des soldes bilatéraux, calculer la position globale de chacun vis-à-vis de la communauté pour ne faire qu'un seul règlement selon la position débitrice ou créditrice de l'établissement considéré.

7. **Compte centralisateur:** agrégation de fonds provenant de différentes sources sur un compte unique.

8. **Compte de liaison:** compte courant postal que s'ouvrent réciproquement des opérateurs désignés dans le cadre de relations bilatérales et au moyen duquel les dettes et les créances réciproques sont liquidées.

9. **Criminalité:** tout type de participation à la perpétration d'un crime ou d'un délit, au sens de la législation nationale.

10. **Dépôt de garantie:** montant déposé, sous forme d'espèces ou de titres, pour garantir les paiements entre opérateurs désignés.

Arrangement concernant les services postaux de paiement

11. Destinataire: personne physique ou morale désignée par l'expéditeur comme le bénéficiaire du mandat ou du virement postal.
12. Monnaie tierce: monnaie intermédiaire utilisée en cas de non-convertibilité entre deux monnaies ou à des fins de compensation/règlement des comptes.
13. Devoir de vigilance relatif aux utilisateurs: devoir général des opérateurs désignés, comprenant les devoirs suivants:
- 13.1 identifier les utilisateurs;
 - 13.2 se renseigner sur l'objet de l'ordre postal de paiement;
 - 13.3 surveiller les ordres postaux de paiement;
 - 13.4 vérifier le caractère actuel des informations concernant les utilisateurs;
 - 13.5 signaler les opérations suspectes aux autorités compétentes.
14. Données électroniques relatives aux ordres postaux de paiement: données transmises par voie électronique, d'un opérateur désigné à un autre, concernant l'exécution des ordres postaux de paiement, une réclamation, une modification ou une correction d'adresse, ou un remboursement; ces données sont saisies par les opérateurs désignés ou générées automatiquement par leur système d'information et indiquent un changement d'état de l'ordre postal de paiement ou de la demande relative à l'ordre.
15. Données **personnelles: informations nécessaires à l'identification** de l'expéditeur ou du **destinataire**.
16. Données postales: données nécessaires pour l'acheminement et le suivi de l'exécution de l'ordre postal de paiement, pour les statistiques, ainsi que pour le système de compensation centralisée.
17. Echange de données informatisé (EDI): échange, d'ordinateur à ordinateur, de données concernant des opérations, au moyen des réseaux et des formats normalisés compatibles avec le système de l'Union.
18. Expéditeur: personne physique ou morale donnant l'ordre à un opérateur désigné d'effectuer un ordre postal de paiement conforme aux Actes de l'Union.
19. Financement du terrorisme: notion recouvrant le financement des actes de terrorisme, des terroristes et des organisations terroristes.
20. Fonds des utilisateurs: sommes remises par l'expéditeur à l'opérateur désigné émetteur en espèces, ou directement débitées du compte de l'expéditeur tenu dans les livres de l'opérateur désigné émetteur, ou par tout autre moyen monétique sécurisé, mises à disposition par l'expéditeur à l'opérateur désigné émetteur ou tout autre opérateur financier, à des fins de paiement à un destinataire spécifié par l'expéditeur, conformément au présent Arrangement et à son Règlement.
- 21. Mandat de remboursement: terme opérationnel employé pour désigner un ordre postal de paiement donné en échange de la livraison d'un envoi contre remboursement.**
22. Monnaie d'émission: monnaie du pays de destination ou monnaie tierce autorisée par le pays de destination dans laquelle l'ordre postal de paiement est émis.
23. Opérateur désigné émetteur: opérateur désigné transmettant un ordre postal de paiement à l'opérateur désigné payeur, conformément aux Actes de l'Union.
24. Opérateur désigné payeur: opérateur désigné chargé d'exécuter l'ordre postal de paiement dans le pays du destinataire, conformément aux Actes de l'Union.

Arrangement concernant les services postaux de paiement

- 25.** Période de validité: période pendant laquelle l'ordre postal de paiement peut être valablement exécuté ou révoqué.
- 26.** Point d'accès au service: lieu physique ou virtuel où l'utilisateur peut déposer ou recevoir un ordre postal de paiement.
- 27.** Rémunération: somme due par l'opérateur désigné émetteur à l'opérateur désigné payeur pour le paiement au destinataire.
- 28.** Révocabilité: possibilité pour l'expéditeur de rappeler son ordre postal de paiement (mandat ou virement) jusqu'au moment du paiement ou à la fin de la période de validité, si le paiement n'a pas été effectué.
- 29.** Risque de contrepartie: risque lié à la défaillance d'une des parties à un contrat. Se traduit par un risque de perte ou d'illiquidité.
- 30.** Risque de liquidité: risque qu'une contrepartie ou un participant à un système de règlement se trouve dans l'impossibilité temporaire de s'acquitter en totalité d'une obligation à son échéance.
- 31.** Signalement de transactions suspectes: obligation de l'opérateur désigné, fondée sur la législation nationale et les résolutions de l'Union, de communiquer à ses autorités nationales compétentes des informations sur les transactions suspectes.
- 32.** Suivi et localisation: système permettant de suivre le parcours d'un ordre postal de paiement et de déterminer à tout moment où il se trouve et son état d'exécution.
- 33.** Tarif: montant payé par un expéditeur à l'opérateur désigné émetteur pour un service postal de paiement.
- 34.** Transaction suspecte: ordre postal de paiement ou demande de remboursement relative à un ordre postal de paiement, ponctuel ou répétitif, lié à une infraction de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme.
- 35.** Utilisateur: personne physique ou morale, expéditeur ou destinataire, utilisant les services postaux de paiement conformément au présent Arrangement.

Article 3

Désignation de l'opérateur

1. Les Pays-membres notifient au Bureau international, dans les six mois suivant la clôture du Congrès, le nom et l'adresse de l'organe gouvernemental chargé de superviser les services postaux de paiement. En outre, les Pays-membres communiquent au Bureau international, dans les six mois suivant la clôture du Congrès, le nom et l'adresse du ou des opérateurs désignés officiellement pour assurer l'exploitation des services postaux de paiement au moyen de leur(s) réseau(x), et remplir les obligations découlant des Actes de l'Union **sur leurs territoires**. Entre deux Congrès, tout changement concernant les organes gouvernementaux et les opérateurs désignés officiellement doit être notifié au Bureau international dans les meilleurs délais.
2. Les opérateurs désignés fournissent les services postaux de paiement, conformément au présent Arrangement.

Arrangement concernant les services postaux de paiement

Article 4

Attributions des Pays-membres

1. Les Pays-membres prennent les mesures nécessaires en vue d'assurer la continuité des services postaux de paiement, en cas de défaillance de leur(s) opérateur(s) désigné(s), sans préjudice de la responsabilité de cet ou de ces opérateurs vis-à-vis des autres opérateurs désignés en vertu des Actes de l'Union.
2. En cas de défaillance de **son ou de ses opérateurs désignés**, le Pays-membre informe, par l'intermédiaire du Bureau international, les autres Pays-membres parties au présent Arrangement:
 - 2.1 de la suspension de ses services postaux de paiement internationaux à compter de la date indiquée et jusqu'à nouvel avis;
 - 2.2 des mesures prises pour rétablir ses services sous la responsabilité d'un nouvel opérateur désigné éventuel.

Article 5

Attributions opérationnelles

1. Les opérateurs désignés sont responsables de l'exécution des services postaux de paiement vis-à-vis des autres opérateurs et des utilisateurs.
2. Ils répondent des risques, tels que les risques opérationnels, les risques de liquidité et les risques de contrepartie, conformément à la législation nationale.
3. En vue de la mise en œuvre des services postaux de paiement dont la prestation leur est confiée par leur Pays-membre respectif, les opérateurs désignés concluent des accords bilatéraux ou multilatéraux avec les opérateurs désignés de leur choix.

Article 6

Appartenance des fonds des services postaux de paiement

1. Toute somme d'argent, remise en espèces ou débitée d'un compte en vue de l'exécution d'un ordre postal de paiement, appartient à l'expéditeur jusqu'au moment où elle est payée au destinataire ou portée au crédit de son **compte, sauf dans le cas des mandats de remboursement**.
2. Pendant la période de validité de l'ordre postal de paiement, l'expéditeur peut le révoquer jusqu'au moment où le montant correspondant est payé au destinataire ou porté au crédit de son **compte, sauf dans le cas des mandats de remboursement**.
3. **Toute somme d'argent, remise en espèces ou débitée d'un compte en vue de l'exécution d'un mandat de remboursement, appartient à l'expéditeur de l'envoi contre remboursement une fois que le mandat a été émis. L'ordre de paiement est donc irrévocable.**

Article 7

Lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la criminalité financière

1. Les opérateurs désignés mettent en œuvre les moyens nécessaires pour remplir leurs obligations découlant de la législation nationale et internationale, y compris celles relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la criminalité financière.
2. Ils doivent signaler aux autorités compétentes de leur pays les transactions suspectes, conformément aux lois et règlements nationaux.

Arrangement concernant les services postaux de paiement

3. Le Règlement énonce les obligations détaillées des opérateurs désignés en ce qui concerne l'identification de l'utilisateur, la vigilance nécessaire et les procédures d'exécution de la réglementation en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la criminalité financière.

Article 8

Confidentialité et utilisation des données personnelles

1. Les **Pays-membres et leurs** opérateurs désignés assurent la **confidentialité et la sécurité** des données personnelles dans le respect de la législation nationale et, le cas échéant, des obligations internationales et du **Règlement**.

2. **Les données personnelles ne peuvent être utilisées qu'aux fins pour lesquelles elles ont été recueillies conformément à la législation nationale et aux obligations internationales applicables.**

3. **Les données personnelles ne peuvent être communiquées qu'à des tiers autorisés par la législation nationale applicable à accéder à ces données.**

4. **Les opérateurs désignés informent leurs usagers de l'utilisation qui est faite de leurs données personnelles et de la finalité de leur collecte.**

5. Les données nécessaires à l'exécution de l'ordre postal de paiement sont confidentielles.

6. A des fins statistiques, éventuellement, pour l'évaluation de la qualité de service et la compensation centralisée, les opérateurs désignés sont tenus de communiquer au Bureau international de l'Union postale universelle au moins une fois par an des données postales. Le Bureau international traite confidentiellement les données postales individuelles.

Article 9

Neutralité technologique

1. L'échange des données nécessaires à la prestation des services définis dans le présent Arrangement est régi par le principe de la neutralité technologique, ce qui signifie que la fourniture de ces services ne dépend pas de l'utilisation d'une technologie particulière.

2. Les modalités d'exécution des ordres postaux de paiement, telles que les conditions de dépôt, de saisie, d'envoi, de paiement, de remboursement, de traitement des réclamations ou de délai de mise à disposition des fonds auprès des destinataires, peuvent varier en fonction de la technologie utilisée pour la transmission de l'ordre postal de paiement.

3. Les services postaux de paiement peuvent être fournis en combinant différentes technologies.

Arrangement concernant les services postaux de paiement

Chapitre II

Principes généraux et qualité de service

Article 10

Principes généraux

1. Accessibilité par le réseau
 - 1.1 Les services postaux de paiement sont fournis par les opérateurs désignés dans leur(s) réseau(x), ou dans tout autre réseau partenaire de manière à assurer l'accessibilité de ces services au plus grand nombre.
 - 1.2 Tous les utilisateurs ont accès aux services postaux de paiement indépendamment de l'existence de toute relation contractuelle ou commerciale avec l'opérateur désigné.
2. Séparation des fonds
 - 2.1 Les fonds des utilisateurs sont cantonnés. Ces fonds et les flux qu'ils génèrent sont séparés des autres fonds et flux des opérateurs, notamment leurs fonds propres.
 - 2.2 Les règlements liés à la rémunération entre opérateurs désignés sont séparés des règlements liés aux fonds des utilisateurs.
3. Monnaie d'émission et monnaie de paiement des ordres postaux de paiement
 - 3.1 Le montant de l'ordre postal de paiement est exprimé et payé en monnaie du pays de destination ou dans toute autre monnaie autorisée par le pays de destination.
4. Non-répudiabilité
 - 4.1 La transmission des ordres postaux de paiement par voie électronique est soumise au principe de non-répudiabilité, au sens duquel l'opérateur désigné émetteur ne peut mettre en cause l'existence desdits ordres et l'opérateur désigné payeur ne peut nier les avoir effectivement reçus, dans la mesure où le message est conforme aux normes techniques applicables.
 - 4.2 La non-répudiabilité des ordres postaux de paiement transmis par voie électronique doit être assurée par des moyens techniques, quel que soit le système utilisé par les opérateurs désignés.
5. Exécution des ordres postaux de paiement
 - 5.1 Les ordres postaux de paiement transmis entre opérateurs désignés doivent être exécutés sous réserve des dispositions du présent Arrangement et de la législation nationale.
 - 5.2 Dans le réseau des opérateurs désignés, la somme remise à l'opérateur désigné émetteur par l'expéditeur est la même que celle payée au destinataire par l'opérateur désigné payeur.
 - 5.3 Le paiement au destinataire n'est pas lié à la réception par l'opérateur désigné payeur des fonds correspondants de l'expéditeur. Il doit être effectué, sous réserve du respect par l'opérateur désigné émetteur de ses obligations envers l'opérateur désigné payeur relatives à des acomptes ou à l'approvisionnement du compte de liaison.
6. Tarification
 - 6.1 L'opérateur désigné émetteur fixe le tarif des services postaux de paiement.
 - 6.2 Le tarif peut être majoré de frais pour tout service optionnel ou supplémentaire requis par l'expéditeur.

Arrangement concernant les services postaux de paiement

7. Exonération tarifaire
- 7.1 Les dispositions de la Convention postale universelle relatives à l'exonération de taxes postales des envois postaux destinés aux prisonniers de guerre et aux internés **civils s'appliquent** aux services postaux de paiement pour ce type de destinataires.
8. Rémunération de l'opérateur désigné payeur
- 8.1 L'opérateur désigné payeur perçoit une rémunération de l'opérateur désigné émetteur pour l'exécution des ordres postaux de paiement.
9. Périodicité des règlements entre opérateurs désignés
- 9.1 La périodicité du règlement entre opérateurs désignés des sommes payées au destinataire ou portées au crédit de son compte par un expéditeur peut être différente de celle retenue pour le règlement de la rémunération entre opérateurs désignés. Le règlement des sommes payées aux destinataires ou portées au crédit de leur compte est effectué au moins une fois par mois.
10. Obligation d'information des utilisateurs
- 10.1 Les utilisateurs ont droit aux informations ci-après, qui sont publiées et communiquées à tout expéditeur: conditions de fourniture des services postaux de paiement, tarifs, frais, taux et modalités de change, conditions de mise en œuvre de la responsabilité et adresses des services de renseignements et de réclamations.
- 10.2 L'accès à ces informations est gratuit.

Article 11

Qualité de service

1. Les opérateurs désignés peuvent décider d'identifier les services postaux de paiement au moyen d'une marque collective.
2. **Le Conseil d'exploitation postale définit les objectifs, les éléments et les normes de qualité de service pour les ordres postaux de paiement transmis par voie électronique.**
3. **Les opérateurs désignés doivent appliquer un nombre minimal d'éléments et de normes de qualité de service pour les ordres postaux de paiement transmis par voie électronique.**

Chapitre III

Principes liés aux échanges de données informatisés

Article 12

Interopérabilité

1. Réseaux
- 1.1 Pour assurer l'échange des données nécessaires à l'exécution des services postaux de paiement entre tous les opérateurs désignés et la supervision de la qualité de service, ceux-ci utilisent le système d'échange de données informatisé (EDI) de l'Union ou tout autre système permettant d'assurer l'interopérabilité des services postaux de paiement conformément au présent Arrangement.

Arrangement concernant les services postaux de paiement

Article 13**Sécurisation des échanges électroniques**

1. Les opérateurs désignés sont responsables du bon fonctionnement de leurs équipements.
2. La transmission électronique des données doit être sécurisée pour assurer l'authenticité des données transmises et leur intégrité.
3. Les opérateurs désignés doivent sécuriser les transactions, conformément aux normes internationales.

Article 14**Suivi et localisation**

1. Les systèmes utilisés par les opérateurs désignés doivent permettre le suivi du traitement de l'ordre postal de paiement et sa révocabilité par l'expéditeur, jusqu'au moment où le montant correspondant est payé au destinataire ou porté au crédit de son compte, ou, le cas échéant, remboursé à l'expéditeur.

Partie II**Règles applicables aux services postaux de paiement****Chapitre I****Traitement des ordres postaux de paiement****Article 15****Dépôt, saisie et transmission des ordres postaux de paiement**

1. Les conditions de dépôt, de saisie et de transmission des ordres postaux de paiement sont définies dans le Règlement.
2. La durée de validité des ordres postaux de paiement est non prorogeable. Elle est fixée dans le Règlement.

Article 16**Vérification et mise à disposition des fonds**

1. Après vérification de l'identité du destinataire conformément à la législation nationale et après vérification de la conformité des informations fournies par le destinataire, l'opérateur désigné payeur effectue le paiement en espèces. Pour un mandat de versement ou un virement, il porte le montant au crédit du compte du destinataire.
2. Les délais de mise à disposition des fonds sont fixés dans les accords multilatéraux ou bilatéraux entre opérateurs désignés.

Arrangement concernant les services postaux de paiement

Article 17

Montant maximal

1. Les opérateurs désignés communiquent au Bureau international de l'Union postale universelle les montants maximaux à l'expédition et à la réception fixés conformément à leur législation nationale.

Article 18

Remboursement

1. Etendue du remboursement

1.1 Le remboursement dans le cadre des services postaux de paiement porte sur la totalité de l'ordre postal de paiement en monnaie du pays d'émission. Le montant à rembourser est égal au montant versé par l'expéditeur ou à celui débité de son compte. Le tarif du service postal de paiement est ajouté au remboursement en cas de faute d'un opérateur désigné.

1.2 Le remboursement d'un mandat de remboursement n'est pas possible.

Chapitre II

Réclamations et responsabilités

Article 19

Réclamations

1. Les réclamations sont admises dans un délai de six mois à compter du lendemain du jour de l'acceptation de l'ordre postal de paiement.

2. Les opérateurs désignés, sous réserve de leur législation nationale, ont le droit de percevoir sur leurs clients des frais de réclamation pour les ordres postaux de paiement.

Article 20

Responsabilité des opérateurs désignés vis-à-vis des utilisateurs

1. Traitement des fonds

1.1 **Sauf dans le cas des mandats de remboursement, l'opérateur désigné émetteur est responsable vis-à-vis de l'expéditeur des sommes remises au guichet ou débitées du compte de l'expéditeur jusqu'au moment où:**

1.1.1 l'ordre postal de paiement aura été régulièrement payé;

1.1.2 ou le compte du bénéficiaire aura été crédité;

1.1.3 ou ces sommes auront été remboursées à l'expéditeur en espèces ou par inscription au crédit de son compte.

1.2 Dans le cas des mandats de remboursement, l'opérateur désigné émetteur est responsable vis-à-vis du bénéficiaire des sommes remises au guichet ou débitées du compte de l'expéditeur jusqu'au moment où le mandat de remboursement aura été régulièrement payé ou la somme aura été portée au crédit du compte du bénéficiaire.

Arrangement concernant les services postaux de paiement

Article 21

Obligations et responsabilités des opérateurs désignés entre eux

1. Chaque opérateur désigné est responsable de ses propres erreurs.
2. Les modalités et l'étendue de la responsabilité sont fixées dans le Règlement.

Article 22

Exemptions de responsabilité des opérateurs désignés

1. Les opérateurs désignés ne sont pas responsables:
 - 1.1 en cas de retard dans l'exécution du service;
 - 1.2 lorsque, par suite de la destruction des données relatives aux services postaux de paiement résultant d'un cas de force majeure, ils ne peuvent rendre compte de l'exécution d'un ordre postal de paiement, à moins que la preuve de leur responsabilité n'ait été autrement administrée;
 - 1.3 lorsque le dommage a été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur, notamment en ce qui concerne son devoir de fournir des informations correctes à l'appui de son ordre postal de paiement, y inclus sur la licéité de la provenance des fonds remis ainsi que des motifs de l'ordre postal de paiement;
 - 1.4 en cas de saisie des fonds remis;
 - 1.5 lorsqu'il s'agit de fonds de prisonniers de guerre ou d'internés civils;
 - 1.6 lorsque l'utilisateur n'a formulé aucune réclamation dans le délai fixé dans **le présent Arrangement**;
 - 1.7 lorsque le délai de prescription des services postaux de paiement dans le pays d'émission est écoulé.

Article 23

Réserves concernant la responsabilité

1. Les dispositions concernant la responsabilité prescrites aux articles 20 à 22 ne peuvent pas faire l'objet de réserves, sauf en cas d'accord bilatéral.

Chapitre III

Relations financières

Article 24

Règles comptables et financières

1. Règles comptables
 - 1.1 Les opérateurs désignés respectent les règles comptables définies dans le Règlement.
2. Etablissement des comptes mensuels et généraux
 - 2.1 L'opérateur désigné payeur établit pour chaque opérateur désigné émetteur un compte mensuel des sommes payées pour les services postaux de paiement. Les comptes mensuels sont incor-

Arrangement concernant les services postaux de paiement

porés, selon la même périodicité, dans un compte général incluant les acomptes et donnant lieu à un solde.

3. Acompte

3.1 En cas de déséquilibre des échanges entre opérateurs désignés, l'opérateur désigné émetteur verse à l'opérateur désigné payeur, au moins une fois par mois en début de période, un acompte. Dans le cas où l'augmentation de la fréquence du règlement des échanges ramène les délais à une durée inférieure à une semaine, les opérateurs peuvent convenir de renoncer à cet acompte.

4. Compte centralisateur

4.1 En principe, chaque opérateur désigné dispose d'un compte centralisateur dédié aux fonds des utilisateurs. Ces fonds sont utilisés exclusivement pour régler à l'opérateur désigné des ordres postaux de paiement payés aux destinataires ou pour rembourser aux expéditeurs des ordres postaux de paiement non exécutés.

4.2 Lorsque l'opérateur désigné verse des acomptes, ceux-ci sont portés au crédit du compte centralisateur dédié de l'opérateur désigné payeur. Ces acomptes servent exclusivement aux paiements aux destinataires.

5. Dépôt de garantie

5.1 Le versement d'un dépôt de garantie peut être exigé selon les conditions prévues dans le Règlement.

Article 25

Règlement et compensation

1. Règlement centralisé

1.1 Les règlements entre opérateurs désignés peuvent passer par une chambre de compensation centralisée, selon les modalités prévues dans le Règlement. Ils s'effectuent à partir des comptes centralisateurs des opérateurs désignés.

2. Règlement bilatéral

2.1 Facturation sur la base du solde du compte général

2.1.1 En général, les opérateurs désignés qui ne sont pas membres d'un système de compensation centralisée règlent leurs comptes sur la base du solde du compte général.

2.2 Compte de liaison

2.2.1 Lorsque les opérateurs désignés disposent d'institutions de chèques postaux, ils peuvent s'ouvrir réciproquement un compte de liaison au moyen duquel sont liquidées les dettes et créances réciproques relatives aux services postaux de paiement.

2.2.2 Lorsque l'opérateur désigné payeur ne dispose pas d'une institution de chèques postaux, le compte de liaison peut être ouvert auprès d'un autre établissement financier.

2.3 Monnaie de règlement

2.3.1 Le règlement est effectué dans la monnaie du pays de destination ou dans une monnaie tierce convenue entre les opérateurs désignés.

Arrangement concernant les services postaux de paiement

Partie III

Dispositions transitoires et finales

Article 26

Réserves présentées lors du Congrès

1. Toute réserve incompatible avec l'objet et le but de l'Union n'est pas autorisée.
2. En règle générale, les Pays-membres qui ne peuvent pas faire partager leur point de vue par les autres Pays-membres doivent s'efforcer, dans la mesure du possible, de se rallier à l'opinion de la majorité. Les réserves ne doivent être faites qu'en cas de nécessité absolue et être dûment motivées.
3. Toute réserve à des articles du présent Arrangement doit être soumise au Congrès sous la forme d'une proposition rédigée dans une des langues de travail du Bureau international conformément aux dispositions pertinentes du Règlement intérieur des Congrès.
4. Pour être effective, toute réserve soumise au Congrès doit être approuvée par la majorité requise dans chaque cas pour la modification de l'article visé par la réserve.
5. En principe, la réserve est appliquée sur une base de réciprocité entre le Pays-membre l'ayant émise et les autres Pays-membres.
6. Les réserves au présent Arrangement sont insérées dans son Protocole final sur la base des propositions approuvées par le Congrès.

Article 27

Dispositions finales

1. La Convention est applicable, le cas échéant, par analogie, en tout ce qui n'est pas expressément réglé par le présent Arrangement.
2. L'article 4 de la Constitution n'est pas applicable au présent Arrangement.
3. Conditions d'approbation des propositions concernant le présent Arrangement et son Règlement:
 - 3.1 Pour devenir exécutoires, les propositions soumises au Congrès et relatives au présent Arrangement doivent être approuvées par la majorité des Pays-membres présents et votants ayant le droit de vote et qui sont parties à l'Arrangement. La moitié au moins de ces Pays-membres représentés au Congrès et ayant le droit de vote doivent être présents au moment du vote.
 - 3.2 Pour devenir exécutoires, les propositions relatives au Règlement du présent Arrangement doivent être approuvées par la majorité des membres du Conseil d'exploitation postale présents et votants ayant le droit de vote et qui **sont signataires de cet Arrangement ou y ont adhéré.**
 - 3.3 Pour devenir exécutoires, les propositions introduites entre deux Congrès et relatives au présent Arrangement doivent réunir:
 - 3.3.1 les deux tiers des suffrages, la moitié au moins des Pays-membres parties à l'Arrangement et ayant le droit de vote ayant participé au suffrage, s'il s'agit de l'adjonction de nouvelles dispositions;
 - 3.3.2 la majorité des suffrages, la moitié au moins des Pays-membres parties à l'Arrangement et ayant le droit de vote ayant participé au suffrage, s'il s'agit de modifications aux dispositions du présent Arrangement;
 - 3.3.3 la majorité des suffrages, s'il s'agit de l'interprétation des dispositions du présent Arrangement.

Arrangement concernant les services postaux de paiement

- 3.4 Nonobstant les dispositions prévues sous 3.3.1, tout Pays-membre dont la législation nationale est encore incompatible avec l'adjonction proposée a la faculté de faire une déclaration écrite au Directeur général du Bureau international indiquant qu'il ne lui est pas possible d'accepter cette adjonction, dans les quatre-vingt-dix jours à compter de la date de notification de celle-ci.

Article 28

Mise à exécution et durée de l'Arrangement concernant les services postaux de paiement

1. Le présent Arrangement sera mis à exécution le **1^{er} janvier 2014** et demeurera en vigueur jusqu'à la mise à exécution des Actes du prochain Congrès.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des pays contractants ont signé le présent Arrangement en un exemplaire qui est déposé auprès du Directeur général du Bureau international. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Bureau international de l'Union postale universelle.

Fait à **Doha, le 11 octobre 2012.**

Voir les signatures ci-après.

Convention postale universelle

Convention postale universelle
Protocole final

Convention postale universelle

Table des matières

Première partie

Règles communes applicables au service postal international

Chapitre unique

Dispositions générales

Art.

1. Définitions
2. Désignation de la ou des entités chargées de remplir les obligations découlant de l'adhésion à la Convention
3. Service postal universel
4. Liberté de transit
5. Appartenance des envois postaux. Retrait. Modification ou correction d'adresse. Réexpédition. Renvoi à l'expéditeur des envois non distribuables
6. Taxes
7. Exonération des taxes postales
8. Timbres-poste
9. Sécurité postale
10. Développement durable
11. Infractions
- 12. Traitement des données personnelles**

Convention

Deuxième partie

Règles applicables à la poste aux lettres et aux colis postaux

Chapitre 1

Offre de prestations

- 13. Services de base
- 14. **Classification des envois de la poste aux lettres selon leur format**
- 15. Services supplémentaires
- 16. **EMS et logistique intégrée**
- 17. **Services électroniques postaux**
- 18. Envois non admis. Interdictions
- 19. Réclamations
- 20. Contrôle douanier. Droits de douane et autres droits
- 21. Echange de dépêches closes avec des unités militaires
- 22. Normes et objectifs en matière de qualité de service

Chapitre 2

Responsabilité

- 23. Responsabilité des opérateurs désignés. Indemnités
- 24. Non-responsabilité des Pays-membres et des opérateurs désignés
- 25. Responsabilité de l'expéditeur
- 26. Paiement de l'indemnité
- 27. Récupération éventuelle de l'indemnité sur l'expéditeur ou sur le destinataire

Chapitre 3

Dispositions particulières à la poste aux lettres

- 28. Dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres

Troisième partie

Rémunérations

Chapitre 1

Dispositions particulières à la poste aux lettres

- 29. Frais terminaux. Dispositions générales
- 30. Frais terminaux. Dispositions applicables aux flux de courrier entre les opérateurs désignés des pays du système cible

-
- 31. Frais terminaux. Dispositions applicables aux flux de courrier vers, depuis et entre les opérateurs désignés des pays du système transitoire
 - 32. Fonds pour l'amélioration de la qualité de service
 - 33. Frais de transit

Chapitre 2

Autres dispositions

- 34. Taux de base et dispositions relatives aux frais de transport aérien
- 35. Quotes-parts territoriales et maritimes des colis postaux
- 36. Pouvoir du Conseil d'exploitation postale de fixer le montant des frais et des quotes-parts
- 37. **Dispositions spécifiques au règlement des comptes et aux paiements pour les échanges postaux internationaux**

Quatrième partie

Dispositions finales

- 38. Conditions d'approbation des propositions concernant la Convention et les Règlements
- 39. Réserves présentées lors du Congrès
- 40. Mise à exécution et durée de la Convention

Convention postale universelle

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres de l'Union, vu l'article 22.3 de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont, d'un commun accord et sous réserve de l'article 25.4 de ladite Constitution, arrêté, dans la présente Convention, les règles applicables au service postal international.

Première partie

Règles communes applicables au service postal international

Chapitre unique

Dispositions générales

Article premier

Définitions

1. Aux fins de la Convention postale universelle, les termes ci-après sont définis comme suit:
 - 1.1 colis: envoi transporté aux conditions de la Convention et du Règlement concernant les colis postaux;
 - 1.2 dépêche close: sac ou ensemble de sacs ou d'autres récipients étiquetés, plombés ou cachetés, contenant des envois postaux;
 - 1.3 dépêches mal acheminées: récipients reçus par un bureau d'échange autre que celui indiqué sur l'étiquette (du sac);
 - 1.4 **données personnelles: informations nécessaires pour identifier un usager du service postal;**
 - 1.5 envois mal dirigés: envois reçus par un bureau d'échange, mais qui étaient destinés à un bureau d'échange dans un autre Pays-membre;
 - 1.6 envoi postal: terme générique désignant chacune des expéditions effectuées par la poste (envoi de la poste aux lettres, colis postal, mandat de poste, etc.);
 - 1.7 frais de transit: rémunération pour les prestations faites par un organisme transporteur du pays traversé (opérateur désigné, autre service ou combinaison des deux), concernant le transit territorial, maritime et/ou aérien des dépêches;

Convention

- 1.8** frais terminaux: rémunération due à l'opérateur désigné du pays de destination par l'opérateur désigné du pays expéditeur à titre de compensation des frais liés au traitement des envois de la poste aux lettres reçus dans le pays de destination;
- 1.9** opérateur désigné: toute entité gouvernementale ou non gouvernementale désignée officiellement par le Pays-membre pour assurer l'exploitation des services postaux et remplir les obligations y relatives découlant des Actes de l'Union sur son territoire;
- 1.10** petit paquet: envoi transporté aux conditions de la Convention et du Règlement de la poste aux lettres;
- 1.11** quote-part territoriale d'arrivée: rémunération due à l'opérateur désigné du pays de destination par l'opérateur désigné du pays expéditeur à titre de compensation des frais de traitement d'un colis postal dans le pays de destination;
- 1.12** quote-part territoriale de transit: rémunération due pour les prestations faites par un organisme transporteur du pays traversé (opérateur désigné, autre service ou combinaison des deux), concernant le transit territorial et/ou aérien, pour l'acheminement d'un colis postal à travers son territoire;
- 1.13** quote-part maritime: rémunération due pour les prestations faites par un organisme transporteur (opérateur désigné, autre service ou combinaison des deux) participant au transport maritime d'un colis postal;
- 1.14** service postal universel: prestation permanente aux clients de services postaux de base de qualité, en tout point du territoire d'un pays, à des prix abordables;
- 1.15** transit à découvert: transit, par un pays intermédiaire, d'envois dont le nombre ou le poids ne justifie pas la confection d'une dépêche close pour le pays de destination.

Article 2

Désignation de la ou des entités chargées de remplir les obligations découlant de l'adhésion à la Convention

1. Les Pays-membres notifient au Bureau international, dans les six mois suivant la clôture du Congrès, le nom et l'adresse de l'organe gouvernemental chargé de superviser les affaires postales. En outre, les Pays-membres communiquent au Bureau international, dans les six mois suivant la clôture du Congrès, le nom et l'adresse du ou des opérateurs désignés officiellement pour assurer l'exploitation des services postaux et remplir les obligations découlant des Actes de l'Union sur son ou leurs territoires. Entre deux Congrès, tout changement concernant les organes gouvernementaux et les opérateurs désignés officiellement doit être notifié au Bureau international dans les meilleurs délais.

Article 3

Service postal universel

1. Pour renforcer le concept d'unicité du territoire postal de l'Union, les Pays-membres veillent à ce que tous les utilisateurs/clients jouissent du droit à un service postal universel qui correspond à une offre de services postaux de base de qualité, fournis de manière permanente en tout point de leur territoire, à des prix abordables.

2. A cette fin, les Pays-membres établissent, dans le cadre de leur législation postale nationale ou par d'autres moyens habituels, la portée des services postaux concernés ainsi que les conditions de qualité et de prix abordables en tenant compte à la fois des besoins de la population et de leurs conditions nationales.

3. Les Pays-membres veillent à ce que les offres de services postaux et les normes de qualité soient respectées par les opérateurs chargés d'assurer le service postal universel.

4. Les Pays-membres veillent à ce que la prestation du service postal universel soit assurée de manière viable, garantissant ainsi sa pérennité.

Article 4

Liberté de transit

1. Le principe de la liberté de transit est énoncé à l'article premier de la Constitution. Il entraîne l'obligation, pour chaque Pays-membre, de s'assurer que ses opérateurs désignés acheminent toujours par les voies les plus rapides et les moyens les plus sûrs qu'ils emploient pour leurs propres envois les dépêches closes et les envois de la poste aux lettres à découvert qui leur sont livrés par un autre opérateur désigné. Ce principe s'applique également aux envois mal dirigés et aux dépêches mal acheminées.
2. Les Pays-membres qui ne participent pas à l'échange des lettres contenant des substances infectieuses ou des matières radioactives ont la faculté de ne pas admettre ces envois au transit à découvert à travers leur territoire. Il en est de même pour les envois de la poste aux lettres, autres que les lettres, les cartes postales et les **envois pour les aveugles**. Cela s'applique également aux imprimés, aux périodiques, aux revues, aux petits paquets et aux sacs M dont le contenu ne satisfait pas aux dispositions légales qui règlent les conditions de leur publication ou de leur circulation dans le pays traversé.
3. La liberté de transit des colis postaux à acheminer par les voies terrestre et maritime est limitée au territoire des pays participant à ce service.
4. La liberté de transit des colis-avion est garantie dans le territoire entier de l'Union. Toutefois, les Pays-membres qui ne participent pas au service des colis postaux ne peuvent être obligés d'assurer l'acheminement, par voie de surface, des colis-avion.
5. Si un Pays-membre n'observe pas les dispositions concernant la liberté de transit, les autres Pays-membres ont le droit de supprimer le service postal avec ce Pays-membre.

Article 5

Appartenance des envois postaux. Retrait. Modification ou correction d'adresse. Réexpédition. Renvoi à l'expéditeur des envois non distribuables

1. Tout envoi postal appartient à l'expéditeur aussi longtemps qu'il n'a pas été délivré à l'ayant droit, sauf si ledit envoi a été saisi en application de la législation du pays d'origine ou de destination et, en cas d'application de l'article **18.2.1.1** ou **18.3**, selon la législation du pays de transit.
2. L'expéditeur d'un envoi postal peut le faire retirer du service ou en faire modifier ou corriger l'adresse. Les taxes et les autres conditions sont prescrites aux Règlements.
3. Les Pays-membres s'assurent que leurs opérateurs désignés réexpédient des envois postaux, en cas de changement d'adresse du destinataire, et renvoient à l'expéditeur des envois non distribuables. Les taxes et les autres conditions sont énoncées dans les Règlements.

Article 6

Taxes

1. Les taxes relatives aux différents services postaux internationaux et spéciaux sont fixées par les Pays-membres ou leurs opérateurs désignés, en fonction de la législation nationale et en conformité avec les principes énoncés dans la Convention et ses Règlements. Elles doivent en principe être liées aux coûts afférents à la fourniture de ces services.
2. Le Pays-membre d'origine ou son opérateur désigné fixe, en fonction de la législation nationale, les taxes d'affranchissement pour le transport des envois de la poste aux lettres et des colis postaux. Les taxes d'affranchissement comprennent la remise des envois au domicile des destinataires, pour autant que le service de distribution soit organisé dans les pays de destination pour les envois dont il s'agit.

Convention

3. Les taxes appliquées, y compris celles mentionnées à titre indicatif dans les Actes, doivent être au moins égales à celles appliquées aux envois du régime intérieur présentant les mêmes caractéristiques (catégorie, quantité, délai de traitement, etc.).
4. Les Pays-membres ou leurs opérateurs désignés, en fonction de la législation nationale, sont autorisés à dépasser toutes les taxes indicatives figurant dans les Actes.
5. Au-dessus de la limite minimale des taxes fixée sous 3, les Pays-membres ou leurs opérateurs désignés ont la faculté de concéder des taxes réduites basées sur leur législation nationale pour les envois de la poste aux lettres et pour les colis postaux déposés sur le territoire du Pays-membre. Ils ont notamment la possibilité d'accorder des tarifs préférentiels à leurs clients ayant un important trafic postal.
6. Il est interdit de percevoir sur les clients des taxes postales de n'importe quelle nature autres que celles qui sont prévues dans les Actes.
7. Sauf les cas prévus dans les Actes, chaque opérateur désigné garde les taxes qu'il a perçues.

Article 7

Exonération des taxes postales

1. Principe
 - 1.1 Les cas de franchise postale, en tant qu'exonération du paiement de l'affranchissement, sont expressément prévus par la Convention. Toutefois, les Règlements peuvent fixer des dispositions prévoyant tant l'exonération du paiement de l'affranchissement que l'exonération du paiement des frais de transit, des frais terminaux et des quotes-parts d'arrivée pour les envois de la poste aux lettres et les colis postaux relatifs au service postal envoyés par les Pays-membres, les opérateurs désignés et les Unions restreintes. En outre, les envois de la poste aux lettres et les colis postaux expédiés par le Bureau international de l'UPU à destination des Unions restreintes, des Pays-membres et des opérateurs désignés sont considérés comme des envois relatifs au service postal et sont exonérés de toutes taxes postales. Cependant, le Pays-membre d'origine ou son opérateur désigné a la faculté de percevoir des surtaxes aériennes pour ces derniers envois.
 2. Prisonniers de guerre et internés civils
 - 2.1 Sont exonérés de toutes taxes postales, à l'exclusion des surtaxes aériennes, les envois de la poste aux lettres, les colis postaux et les envois des services **postaux de paiement** adressés aux prisonniers de guerre ou expédiés par eux soit directement, soit par l'entremise des bureaux mentionnés dans les Règlements de la Convention et de l'Arrangement concernant les services **postaux de paiement**. Les belligérants recueillis et internés dans un pays neutre sont assimilés aux prisonniers de guerre proprement dits en ce qui concerne l'application des dispositions qui précèdent.
 - 2.2 Les dispositions prévues sous 2.1 s'appliquent également aux envois de la poste aux lettres, aux colis postaux et aux envois des services **postaux de paiement**, en provenance d'autres pays, adressés aux personnes civiles internées visées par la Convention de Genève du 12 août 1949 relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, ou expédiés par elles soit directement, soit par l'entremise des bureaux mentionnés dans les Règlements de la Convention et de l'Arrangement concernant les services **postaux de paiement**.
 - 2.3 Les bureaux mentionnés dans les Règlements de la Convention et de l'Arrangement concernant les services **postaux de paiement** bénéficient également de la franchise postale pour les envois de la poste aux lettres, les colis postaux et les envois des services **postaux de paiement** concernant les personnes visées sous 2.1 et 2.2 qu'ils expédient ou qu'ils reçoivent, soit directement, soit à titre d'intermédiaire.
 - 2.4 Les colis sont admis en franchise postale jusqu'au poids de 5 kilogrammes. La limite de poids est portée à 10 kilogrammes pour les envois dont le contenu est indivisible et pour ceux qui sont adressés à un camp ou à ses hommes de confiance pour être distribués aux prisonniers.

2.5 Dans le cadre du règlement des comptes entre les opérateurs désignés, les colis de service et les colis de prisonniers de guerre et d'internés civils ne donnent lieu à l'attribution d'aucune quote-part, exception faite des frais de transport aérien applicables aux colis-avion.

3. Envois pour les aveugles

3.1 **Tous les envois pour les aveugles envoyés à ou par une organisation pour les personnes aveugles, ou envoyés à ou par une personne aveugle, sont exonérés de toutes taxes postales, à l'exclusion des surtaxes aériennes, dans la mesure où ces envois sont admissibles comme tels dans le service intérieur de l'opérateur désigné d'origine.**

3.2 Dans cet article:

3.2.1 **le terme «personne aveugle» désigne toute personne recensée officiellement comme aveugle ou malvoyante dans son pays ou qui répond aux définitions de l'Organisation mondiale de la santé d'une personne aveugle ou d'une personne ayant une basse vision;**

3.2.2 **est désignée comme organisation pour les aveugles toute institution ou association servant ou représentant les aveugles officiellement;**

3.2.3 **les envois pour les aveugles incluent toute correspondance, publication, quel qu'en soit le format (audio inclus), et tout équipement ou matériel produit ou adapté afin d'aider les personnes aveugles à surmonter les problèmes découlant de leur cécité, tels que spécifiés dans le Règlement de la poste aux lettres.**

Article 8

Timbres-poste

1. L'appellation «timbre-poste» est protégée en vertu de la présente Convention et est réservée exclusivement aux timbres qui remplissent les conditions de cet article et des Règlements.

2. Le timbre-poste:

2.1 est émis et mis en circulation exclusivement sous l'autorité du Pays-membre ou du territoire, conformément aux Actes de l'Union;

2.2 est un attribut de souveraineté et constitue une preuve du paiement de l'affranchissement correspondant à sa valeur intrinsèque, lorsqu'il est apposé sur un envoi postal conformément aux Actes de l'Union;

2.3 doit être en circulation dans le Pays-membre ou sur le territoire émetteur, pour une utilisation aux fins d'affranchissement ou à des fins philatéliques, selon sa législation nationale;

2.4 doit être accessible à tous les habitants du Pays-membre ou du territoire émetteur.

3. Le timbre-poste comprend:

3.1 le nom du Pays-membre ou du territoire émetteur, en caractères latins¹;

3.2 la valeur faciale exprimée:

3.2.1 en principe, dans la monnaie officielle du Pays-membre ou du territoire émetteur, ou présentée sous la forme d'une lettre ou d'un symbole;

3.2.2 par d'autres signes d'identification spécifiques.

4. Les emblèmes d'Etat, les signes officiels de contrôle et les emblèmes d'organisations intergouvernementales figurant sur les timbres-poste sont protégés, au sens de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle.

¹ Une dérogation est accordée à la Grande-Bretagne, en tant que pays inventeur du timbre-poste.

Convention

5. Les sujets et motifs des timbres-poste doivent:
 - 5.1 être conformes à l'esprit du préambule de la Constitution de l'Union et aux décisions prises par les organes de l'Union;
 - 5.2 être en rapport étroit avec l'identité culturelle du Pays-membre ou du territoire ou contribuer à la promotion de la culture ou au maintien de la paix;
 - 5.3 avoir, en cas de commémoration de personnalités ou d'événements étrangers au Pays-membre ou au territoire, un lien étroit avec ledit Pays-membre ou territoire;
 - 5.4 être dépourvu de caractère politique ou offensant pour une personnalité ou un pays;
 - 5.5 revêtir une signification importante pour le Pays-membre ou pour le territoire.
6. Les marques d'affranchissement postal, les empreintes de machines à affranchir et les empreintes de presses d'imprimerie ou d'autres procédés d'impression ou de timbrage conformes aux Actes de l'Union ne peuvent être utilisés que sur autorisation du Pays-membre ou du territoire.
7. **Préalablement à l'émission de timbres-poste utilisant de nouveaux matériaux ou de nouvelles technologies, les Pays-membres communiquent au Bureau international les informations nécessaires concernant leur compatibilité avec le fonctionnement des machines destinées au traitement du courrier. Le Bureau international en informe les autres Pays-membres et leurs opérateurs désignés.**

Article 9

Sécurité postale

1. Les Pays-membres et leurs opérateurs désignés **se conforment aux exigences en matière de sûreté définies dans les normes de sûreté de l'Union postale universelle, adoptent et mettent en œuvre une stratégie d'action en matière de sécurité, à tous les niveaux de l'exploitation postale, afin de conserver et d'accroître la confiance du public dans les services postaux, et ce dans l'intérêt de tous les agents concernés. Cette stratégie inclut en particulier le principe de conformité avec les exigences relatives à la fourniture de données électroniques préalables pour les envois postaux identifiés dans les dispositions de mise en œuvre (notamment le type d'envois postaux concernés et les critères d'identification de ceux-ci) adoptées par le Conseil d'administration et le Conseil d'exploitation postale, conformément aux normes techniques de l'UPU relatives aux messages. Cette stratégie implique également l'échange des informations relatives au maintien de la sûreté et de la sécurité de transport et de transit des dépêches entre les Pays-membres et leurs opérateurs désignés.**
2. **Toutes les mesures de sécurité appliquées dans la chaîne du transport postal international doivent correspondre aux risques et aux menaces auxquelles elles sont censées répondre et elles doivent être déployées sans perturber les flux de courrier ou le commerce internationaux en tenant compte des spécificités du réseau postal. Les mesures de sécurité qui peuvent avoir une incidence mondiale sur les opérations postales doivent être déployées de manière coordonnée et équilibrée au niveau international, avec l'implication de tous les acteurs concernés.**

Article 10

Développement durable

1. Les Pays-membres et/ou leurs opérateurs désignés doivent adopter et mettre en œuvre une stratégie de développement durable dynamique portant tout particulièrement sur des actions environnementales, sociales et économiques à tous les niveaux de l'exploitation postale et promouvoir la sensibilisation aux questions de développement durable dans le cadre des services postaux.

Article 11
Infractions

1. Envois postaux
 - 1.1 Les Pays-membres s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir les actes ci-après et pour poursuivre et punir leurs auteurs:
 - 1.1.1 insertion dans les envois postaux de stupéfiants, de substances psychotropes ou de matières explosibles, inflammables ou autrement dangereuses, non expressément autorisée par la Convention;
 - 1.1.2 insertion dans les envois postaux d'objets à caractère pédophile ou pornographique représentant des enfants.
 2. Affranchissement en général et moyens d'affranchissement en particulier
 - 2.1 Les Pays-membres s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir, réprimer et punir les infractions relatives aux moyens d'affranchissement prévus par la présente Convention, à savoir:
 - 2.1.1 les timbres-poste, en circulation ou retirés de la circulation;
 - 2.1.2 les marques d'affranchissement;
 - 2.1.3 les empreintes de machines à affranchir ou de presses d'imprimerie;
 - 2.1.4 les coupons-réponse internationaux.
 - 2.2 Aux fins de la présente Convention, une infraction relative aux moyens d'affranchissement s'entend de l'un des actes ci-après, commis dans l'intention de procurer un enrichissement illégitime à son auteur ou à un tiers. Doivent être punis:
 - 2.2.1 la falsification, l'imitation ou la contrefaçon de moyens d'affranchissement, ou tout acte illicite ou délictueux lié à leur fabrication non autorisée;
 - 2.2.2 l'utilisation, la mise en circulation, la commercialisation, la distribution, la diffusion, le transport, la présentation ou l'exposition, y compris à des fins publicitaires, de moyens d'affranchissement falsifiés, imités ou contrefaits;
 - 2.2.3 l'utilisation ou la mise en circulation à des fins postales de moyens d'affranchissement ayant déjà servi;
 - 2.2.4 les tentatives visant à commettre l'une des infractions susmentionnées.
 3. Réciprocité
 - 3.1 En ce qui concerne les sanctions, aucune distinction ne doit être établie entre les actes prévus sous 2, qu'il s'agisse de moyens d'affranchissement nationaux ou étrangers; cette disposition ne peut être soumise à aucune condition de réciprocité légale ou conventionnelle.

Article 12**Traitement des données personnelles**

1. **Les données personnelles des usagers ne peuvent être utilisées qu'aux fins pour lesquelles elles ont été recueillies conformément à la législation nationale applicable.**
2. **Les données personnelles des usagers ne sont divulguées qu'à des tiers autorisés par la législation nationale applicable à accéder à ces données.**
3. **Les Pays-membres et leurs opérateurs désignés doivent assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles des usagers, dans le respect de leur législation nationale.**

Convention

4. Les opérateurs désignés informent leurs usagers de l'utilisation qui est faite de leurs données personnelles et de la finalité de leur collecte.

Deuxième partie

Règles applicables à la poste aux lettres et aux colis postaux

Chapitre 1

Offre de prestations

Article 13

Services de base

1. Les Pays-membres doivent veiller à ce que leurs opérateurs désignés assurent l'admission, le traitement, le transport et la distribution des envois de la poste aux lettres.
2. Les envois de la poste aux lettres comprennent:
 - 2.1 les envois prioritaires et non prioritaires jusqu'à 2 kilogrammes;
 - 2.2 les lettres, cartes postales, imprimés et petits paquets jusqu'à 2 kilogrammes;
 - 2.3 les **envois pour les aveugles** jusqu'à 7 kilogrammes;
 - 2.4 les sacs spéciaux contenant des journaux, des écrits périodiques, des livres et des documents imprimés semblables, à l'adresse du même destinataire et de la même destination, dénommés «sacs M», jusqu'à 30 kilogrammes.
3. Les envois de la poste aux lettres sont classifiés selon la rapidité de leur traitement ou selon leur contenu, conformément au Règlement de la poste aux lettres.
4. Des limites de poids supérieures à celles indiquées sous 2 s'appliquent facultativement à certaines catégories d'envois de la poste aux lettres, selon les conditions précisées dans le Règlement de la poste aux lettres.
5. Sous réserve des dispositions sous 8, les Pays-membres doivent également veiller à ce que leurs opérateurs désignés assurent l'admission, le traitement, le transport et la distribution des colis postaux jusqu'à 20 kilogrammes, soit en suivant les dispositions de la Convention, soit, dans le cas des colis partants et après accord bilatéral, en employant tout autre moyen plus avantageux pour leur client.
6. Des limites de poids supérieures à 20 kilogrammes s'appliquent facultativement à certaines catégories de colis postaux, selon les conditions précisées dans le Règlement concernant les colis postaux.
7. Tout Pays-membre dont l'opérateur désigné ne se charge pas du transport des colis a la faculté de faire exécuter les clauses de la Convention par les entreprises de transport. Il peut, en même temps, limiter ce service aux colis en provenance ou à destination de localités desservies par ces entreprises.
8. Par dérogation aux dispositions prévues sous 5, les Pays-membres qui, avant le 1^{er} janvier 2001, n'étaient pas parties à l'Arrangement concernant les colis postaux ne sont pas tenus d'assurer le service des colis postaux.

Article 14**Classification des envois de la poste aux lettres selon leur format**

1. Dans les systèmes de classification dont il est fait référence à l'article 13.3, les envois de la poste aux lettres peuvent également être classifiés selon leur format, à savoir les lettres de petit format (P), les lettres de grand format (G) et les lettres de format encombrant (E). Les limites de taille et de poids sont spécifiées dans le Règlement de la poste aux lettres.

Article 15**Services supplémentaires**

1. Les Pays-membres assurent la prestation des services supplémentaires obligatoires ci-après:
 - 1.1 service de recommandation pour les envois-avion et les envois prioritaires partants de la poste aux lettres;
 - 1.2 service de recommandation pour tous les envois **recommandés** arrivants de la poste aux lettres.
2. Les Pays-membres ou leurs opérateurs désignés peuvent assurer les services supplémentaires facultatifs ci-après dans le cadre des relations entre les opérateurs désignés ayant convenu de fournir ces services:
 - 2.1 service des envois avec valeur déclarée pour les envois de la poste aux lettres et les colis;
 - 2.2 service des envois contre remboursement pour les envois de la poste aux lettres et les colis;
 - 2.3 service des envois exprès pour les envois de la poste aux lettres et les colis;
 - 2.4 service de remise en main propre pour les envois de la poste aux lettres **recommandés ou** avec valeur déclarée;
 - 2.5 service **de distribution** des envois francs de taxes et de droits pour les envois de la poste aux lettres et les colis;
 - 2.6 service des colis fragiles et des colis encombrants;
 - 2.7 service de groupage «Consignment» pour les envois groupés d'un seul expéditeur destinés à l'étranger;
 - 2.8 **service de retour des marchandises, qui désigne le retour des marchandises par le destinataire à l'expéditeur d'origine sur autorisation de ce dernier.**
3. Les trois services supplémentaires ci-après comportent à la fois des aspects obligatoires et des aspects facultatifs:
 - 3.1 service de correspondance commerciale-réponse internationale (CCRI), qui est essentiellement facultatif; mais tous les Pays-membres ou leurs opérateurs désignés sont obligés d'assurer le service de retour des envois CCRI;
 - 3.2 service des coupons-réponse internationaux; ces coupons peuvent être échangés dans tout Pays-membre, mais leur vente est facultative;
 - 3.3 avis de réception pour les envois de la poste aux lettres **recommandés, les** colis et les envois avec valeur déclarée; tous les Pays-membres ou leurs opérateurs désignés acceptent les avis de réception pour les envois arrivants; cependant, la prestation d'un service d'avis de réception pour les envois partants est facultative.
4. Ces services et les taxes y relatives sont décrits dans les Règlements.
5. Si les éléments de service indiqués ci-après font l'objet de taxes spéciales en régime intérieur, les opérateurs désignés sont autorisés à percevoir les mêmes taxes pour les envois internationaux, selon les conditions énoncées dans les Règlements:

Convention

- 5.1 distribution des petits paquets de plus de 500 grammes;
- 5.2 dépôt des envois de la poste aux lettres en dernière limite d'heure;
- 5.3 dépôt des envois en dehors des heures normales d'ouverture des guichets;
- 5.4 ramassage au domicile de l'expéditeur;
- 5.5 retrait d'un envoi de la poste aux lettres en dehors des heures normales d'ouverture des guichets;
- 5.6 poste restante;
- 5.7 magasinage des envois de la poste aux lettres dépassant 500 grammes, et des colis postaux;
- 5.8 livraison des colis en réponse à l'avis d'arrivée;
- 5.9 couverture contre le risque de force majeure.

Article 16

EMS et logistique intégrée

1. Les Pays-membres ou les opérateurs désignés peuvent convenir entre eux de participer aux services ci-après qui sont décrits dans les Règlements:
 - 1.1 l'EMS, qui est un service postal express destiné aux documents et aux marchandises et qui constitue, autant que possible, le plus rapide des services postaux par moyen physique; ce service peut être fourni sur la base de l'Accord standard EMS multilatéral ou d'accords bilatéraux;
 - 1.2 le service de logistique intégrée, qui répond pleinement aux besoins de la clientèle en matière de logistique et comprend les étapes précédant et suivant la transmission physique des marchandises et des **documents**.

Article 17

Services électroniques postaux

1. **Les Pays-membres ou les opérateurs désignés peuvent convenir entre eux de participer aux services électroniques postaux ci-après, décrits dans les Règlements:**
 - 1.1 **le courrier électronique postal, qui est un service postal électronique faisant appel à la transmission de messages et d'informations électroniques par les opérateurs désignés;**
 - 1.2 **le courrier électronique postal recommandé, qui est un service postal électronique sécurisé fournissant une preuve d'expédition et une preuve de remise d'un message électronique et passant par une voie de communication protégée entre utilisateurs authentifiés;**
 - 1.3 **le cachet postal de certification électronique, attestant de manière probante la réalité d'un fait électronique, sous une forme donnée, à un moment donné, et auquel ont pris part une ou plusieurs parties;**
 - 1.4 **la boîte aux lettres électronique postale, permettant l'envoi de messages électroniques par un expéditeur authentifié ainsi que la distribution et le stockage de messages et d'informations électroniques pour un destinataire authentifié.**

Article 18

Envois non admis. Interdictions

1. Dispositions générales
 - 1.1 Les envois qui ne remplissent pas les conditions requises par la Convention et les Règlements ne sont pas admis. Les envois expédiés en vue d'un acte frauduleux ou du non-paiement délibéré de l'intégralité des sommes dues ne sont pas admis non plus.

-
- 1.2 Les exceptions aux interdictions énoncées dans le présent article sont prescrites dans les Règlements.
- 1.3 Tous les Pays-membres ou leurs opérateurs désignés ont la possibilité d'étendre les interdictions énoncées dans le présent article, qui peuvent être appliquées immédiatement après leur inclusion dans le recueil approprié.
2. Interdictions visant toutes les catégories d'envois
- 2.1 L'insertion des objets visés ci-après est interdite dans toutes les catégories d'envois:
- 2.1.1 les stupéfiants et les substances psychotropes tels que définis par l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS), ou les autres drogues illicites interdites dans le pays de destination;
- 2.1.2 les objets obscènes ou immoraux;
- 2.1.3 les objets **de contrefaçon** et piratés;
- 2.1.4 autres objets dont l'importation ou la circulation est interdite dans le pays de destination;
- 2.1.5 les objets qui, par leur nature ou leur emballage, peuvent présenter du danger pour les agents ou le grand public, salir ou détériorer les autres envois, l'équipement postal ou les biens appartenant à des tiers;
- 2.1.6 les documents ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle échangés entre des personnes autres que l'expéditeur et le destinataire ou les personnes habitant avec eux.
3. Matières explosibles, inflammables ou radioactives et marchandises dangereuses
- 3.1 L'insertion de matières explosibles, inflammables ou autres marchandises dangereuses ainsi que les matières radioactives est interdite dans toutes les catégories d'envois.
- 3.2 L'insertion de dispositifs explosifs et de matériel militaire inertes, y compris les grenades inertes, les obus inertes et les autres articles analogues, ainsi que de répliques de tels dispositifs et articles, est interdite dans toutes les catégories d'envois.
- 3.3 Exceptionnellement, les marchandises dangereuses **spécifiquement mentionnées dans les Règlements comme étant admissibles** sont admises.
4. Animaux vivants
- 4.1 L'insertion d'animaux vivants est interdite dans toutes les catégories d'envois.
- 4.2 Exceptionnellement, les animaux ci-après sont admis dans les envois de la poste aux lettres autres que les envois avec valeur déclarée:
- 4.2.1 les abeilles, les sangsues et les vers à soie;
- 4.2.2 les parasites et les destructeurs d'insectes nocifs destinés au contrôle de ces insectes et échangés entre les institutions officiellement reconnues;
- 4.2.3 les mouches de la famille des drosophilidés utilisées pour la recherche biomédicale entre des institutions officiellement reconnues.
- 4.3 Exceptionnellement, les animaux ci-après sont admis dans les colis:
- 4.3.1 les animaux vivants dont le transport par la poste est autorisé par la réglementation postale **et la législation nationale** des pays intéressés.
5. Insertion de correspondances dans les colis
- 5.1 L'insertion des objets visés ci-après est interdite dans les colis postaux:
- 5.1.1 les correspondances, à l'exception des pièces archivées, échangées entre des personnes autres que l'expéditeur et le destinataire ou les personnes habitant avec eux.

Convention

6. Pièces de monnaie, billets de banque et autres objets de valeur
 - 6.1 Il est interdit d'insérer des pièces de monnaie, des billets de banque, des billets de monnaie ou des valeurs quelconques au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierreries, des bijoux et autres objets précieux:
 - 6.1.1 dans les envois de la poste aux lettres sans valeur déclarée;
 - 6.1.1.1 cependant, si la législation nationale des pays d'origine et de destination le permet, ces objets peuvent être expédiés sous enveloppe close comme envois recommandés;
 - 6.1.2 dans les colis sans valeur déclarée, sauf si la législation nationale des pays d'origine et de destination le permet;
 - 6.1.3 dans les colis sans valeur déclarée échangés entre deux pays qui admettent la déclaration de valeur;
 - 6.1.3.1 de plus, chaque Pays-membre ou opérateur désigné a la faculté d'interdire l'insertion de l'or en lingots dans les colis avec ou sans valeur déclarée en provenance ou à destination de son territoire ou transmis en transit à découvert par son territoire; il peut limiter la valeur réelle de ces envois.
7. Imprimés et envois pour les aveugles
 - 7.1 Les imprimés et les **envois pour les aveugles** ne peuvent porter aucune annotation ni contenir aucun élément de correspondance.
 - 7.2 Ils ne peuvent contenir aucun timbre-poste, aucune formule d'affranchissement, oblitérés ou non, ni aucun papier représentatif d'une valeur, sauf dans les cas où l'envoi inclut une carte, une enveloppe ou une bande préaffranchie en vue de son retour et sur laquelle est imprimée l'adresse de l'expéditeur de l'envoi ou de son agent dans le pays de dépôt ou de destination de l'envoi original.
8. Traitement des envois admis à tort
 - 8.1 Le traitement des envois admis à tort ressortit aux Règlements. Toutefois, les envois qui contiennent des objets visés sous 2.1.1, 2.1.2, 3.1 et 3.2 ne sont en aucun cas acheminés à destination, ni livrés aux destinataires, ni renvoyés à l'origine. Si des objets visés sous 2.1.1, 3.1 et 3.2 sont découverts dans des envois en transit, ces derniers seront traités conformément à la législation nationale du pays de **transit**.

Article 19

Réclamations

1. Chaque opérateur désigné est tenu d'accepter les réclamations concernant les colis et les envois **recommandés ou** avec valeur **déclarée, déposés** dans son propre service ou dans celui de tout autre opérateur désigné, pourvu que ces réclamations soient présentées dans un délai de six mois à compter du lendemain du jour du dépôt de l'envoi. Les réclamations sont transmises par voie **recommandée** prioritaire, par EMS ou par des moyens électroniques. La période de six mois concerne les relations entre réclamants et opérateurs désignés et ne couvre pas la transmission des réclamations entre opérateurs désignés.
2. Les réclamations sont admises dans les conditions prévues par les Règlements.
3. Le traitement des réclamations est gratuit. Toutefois, les frais supplémentaires occasionnés par une demande de transmission par le service EMS sont en principe à la charge du demandeur.

Article 20

Contrôle douanier. Droits de douane et autres droits

1. L'opérateur désigné du pays d'origine et celui du pays de destination sont autorisés à soumettre les envois au contrôle douanier, selon la législation de ces pays.

2. Les envois soumis au contrôle douanier peuvent être frappés, au titre postal, de frais de présentation à la douane dont le montant indicatif est fixé par les Règlements. Ces frais ne sont perçus qu'au titre de la présentation à la douane et du dédouanement des envois qui ont été frappés de droits de douane ou de tout autre droit de même nature.

3. Les opérateurs désignés qui ont obtenu l'autorisation d'opérer le dédouanement **pour le compte des clients, que ce soit au nom du client ou au nom de l'opérateur désigné du pays de destination**, sont autorisés à percevoir sur les clients une taxe basée sur les coûts réels de l'opération. Cette taxe peut être perçue, pour tous les envois déclarés en douane, selon la législation nationale, y compris ceux exempts de droit de douane. Les clients doivent être dûment informés à l'avance au sujet de la taxe concernée.

4. Les opérateurs désignés sont autorisés à percevoir sur les expéditeurs ou sur les destinataires des envois, selon le cas, les droits de douane et tous autres droits éventuels.

Article 21

Echange de dépêches closes avec des unités militaires

1. Des dépêches closes de la poste aux lettres peuvent être échangées par l'intermédiaire des services territoriaux, maritimes ou aériens d'autres pays:

1.1 entre les bureaux de poste de l'un des Pays-membres et les commandants des unités militaires mises à la disposition de l'Organisation des Nations Unies;

1.2 entre les commandants de ces unités militaires;

1.3 entre les bureaux de poste de l'un des Pays-membres et les commandants de divisions navales, aériennes ou terrestres, de navires de guerre ou d'avions militaires de ce même pays en station à l'étranger;

1.4 entre les commandants de divisions navales, aériennes ou terrestres, de navires de guerre ou d'avions militaires du même pays.

2. Les envois de la poste aux lettres compris dans les dépêches visées sous 1 doivent être exclusivement à l'adresse ou en provenance des membres des unités militaires ou des états-majors et des équipages des navires ou avions de destination ou expéditeurs des dépêches. Les tarifs et les conditions d'envoi qui leur sont applicables sont déterminés, d'après sa réglementation, par l'opérateur désigné du Pays-membre qui a mis à disposition l'unité militaire ou auquel appartiennent les navires ou les avions.

3. Sauf entente spéciale, l'opérateur désigné du Pays-membre qui a mis à disposition l'unité militaire ou dont relèvent les navires de guerre ou avions militaires est redevable, envers les opérateurs désignés concernés, des frais de transit des dépêches, des frais terminaux et des frais de transport aérien.

Article 22

Normes et objectifs en matière de qualité de service

1. Les Pays-membres ou leurs opérateurs désignés doivent fixer et publier leurs normes et objectifs en matière de distribution des envois de la poste aux lettres et des colis arrivants.

2. Ces normes et objectifs, augmentés du temps normalement requis pour le dédouanement, ne doivent pas être moins favorables que ceux appliqués aux envois comparables de leur service intérieur.

3. Les Pays-membres ou leurs opérateurs désignés d'origine doivent également fixer et publier des normes de bout en bout pour les envois prioritaires et les envois-avion de la poste aux lettres ainsi que pour les colis et les colis économiques/de surface.

4. Les Pays-membres ou leurs opérateurs désignés évaluent l'application des normes de qualité de service.

Convention

Chapitre 2

Responsabilité

Article 23

Responsabilité des opérateurs désignés. Indemnités

1. Généralités
 - 1.1 Sauf dans les cas prévus à l'article 24, les opérateurs désignés répondent:
 - 1.1.1 de la perte, de la spoliation ou de l'avarie des envois recommandés, des colis ordinaires et des envois avec valeur déclarée;
 - 1.1.2 du renvoi des envois recommandés, des envois avec valeur déclarée et des colis ordinaires dont le motif de non-distribution n'est pas donné.
 - 1.2 Les opérateurs désignés n'engagent pas leur responsabilité s'il s'agit d'envois autres que ceux indiqués sous 1.1.1 et 1.1.2.
 - 1.3 Dans tout autre cas non prévu par la présente Convention, les opérateurs désignés n'engagent pas leur responsabilité.
 - 1.4 Lorsque la perte ou l'avarie totale d'un envoi recommandé, d'un colis ordinaire ou d'un envoi avec valeur déclarée résulte d'un cas de force majeure ne donnant pas lieu à indemnisation, l'expéditeur a droit à la restitution des taxes acquittées pour le dépôt de l'envoi, à l'exception de la taxe d'assurance.
 - 1.5 Les montants de l'indemnité à payer ne peuvent pas être supérieurs aux montants indiqués dans le Règlement de la poste aux lettres et dans le Règlement concernant les colis postaux.
 - 1.6 En cas de responsabilité, les dommages **indirects**, les bénéfices non réalisés **ou les préjudices moraux** ne sont pas pris en considération dans le montant de l'indemnité à verser.
 - 1.7 Toutes les dispositions relatives à la responsabilité des opérateurs désignés sont strictes, obligatoires et exhaustives. Les opérateurs désignés n'engagent en aucun cas leur responsabilité – même en cas de faute grave (d'erreur grave) – en dehors des limites établies dans la Convention et les Règlements.
2. Envois recommandés
 - 2.1 En cas de perte, de spoliation totale ou d'avarie totale d'un envoi recommandé, l'expéditeur a droit à une indemnité fixée par le Règlement de la poste aux lettres. Si l'expéditeur réclame un montant inférieur au montant fixé dans le Règlement de la poste aux lettres, les opérateurs désignés ont la faculté de payer ce montant moindre et d'être remboursés sur cette base par les autres opérateurs désignés éventuellement concernés.
 - 2.2 En cas de spoliation partielle ou d'avarie partielle d'un envoi recommandé, l'expéditeur a droit à une indemnité qui correspond, en principe, au montant réel de la spoliation ou de l'avarie.
3. Colis ordinaires
 - 3.1 En cas de perte, de spoliation totale ou d'avarie totale d'un colis ordinaire, l'expéditeur a droit à une indemnité fixée par le Règlement concernant les colis postaux. Si l'expéditeur réclame un montant inférieur au montant fixé dans le Règlement concernant les colis postaux, les opérateurs désignés ont la faculté de payer ce montant moindre et d'être remboursés sur cette base par les autres opérateurs désignés éventuellement concernés.
 - 3.2 En cas de spoliation partielle ou d'avarie partielle d'un colis ordinaire, l'expéditeur a droit à une indemnité qui correspond, en principe, au montant réel de la spoliation ou de l'avarie.
 - 3.3 Les opérateurs désignés peuvent convenir d'appliquer dans leurs relations réciproques le montant par colis fixé par le Règlement concernant les colis postaux, sans égard au poids du colis.

Convention

4. Envois avec valeur déclarée

4.1 En cas de perte, de spoliation totale ou d'avarie totale d'un envoi avec valeur déclarée, l'expéditeur a droit à une indemnité qui correspond, en principe, au montant, en DTS, de la valeur déclarée.

4.2 En cas de spoliation partielle ou d'avarie partielle d'un envoi avec valeur déclarée, l'expéditeur a droit à une indemnité qui correspond, en principe, au montant réel de la spoliation ou de l'avarie. Elle ne peut toutefois en aucun cas dépasser le montant, en DTS, de la valeur déclarée.

5. En cas de renvoi d'un envoi de la poste aux lettres recommandé ou avec valeur déclarée, dont le motif de non-distribution n'est pas donné, l'expéditeur a droit à la restitution des taxes acquittées pour le dépôt de l'envoi seulement.

6. En cas de renvoi d'un colis dont le motif de non-distribution n'est pas donné, l'expéditeur a droit à la restitution des taxes payées pour le dépôt du colis dans le pays d'origine et des dépenses occasionnées par le renvoi du colis à partir du pays de destination.

7. Dans les cas visés sous 2, 3 et 4, l'indemnité est calculée d'après le prix courant, converti en DTS, des objets ou marchandises de même nature, au lieu et à l'époque où l'envoi a été accepté au transport. À défaut de prix courant, l'indemnité est calculée d'après la valeur ordinaire des objets ou marchandises évalués sur les mêmes bases.

8. Lorsqu'une indemnité est due pour la perte, la spoliation totale ou l'avarie totale d'un envoi recommandé, d'un colis ordinaire ou d'un envoi avec valeur déclarée, l'expéditeur ou, selon le cas, le destinataire a droit, en outre, à la restitution des taxes et droits acquittés pour le dépôt de l'envoi, à l'exception de la taxe de recommandation ou d'assurance. Il en est de même des envois recommandés, des colis ordinaires ou des envois avec valeur déclarée refusés par les destinataires à cause de leur mauvais état, si celui-ci est imputable au service postal et engage sa responsabilité.

9. Par dérogation aux dispositions prévues sous 2, 3 et 4, le destinataire a droit à l'indemnité **pour un envoi recommandé, un colis ordinaire ou un envoi avec valeur déclarée spolié, avarié ou perdu si l'expéditeur se désiste de ses droits par écrit en sa faveur. Ce désistement n'est pas nécessaire dans les cas où l'expéditeur et le destinataire seraient une seule et même personne.**

10. L'opérateur désigné d'origine a la faculté de verser aux expéditeurs dans son pays les indemnités prévues par sa législation nationale pour les envois recommandés et les colis sans valeur déclarée, à condition qu'elles ne soient pas inférieures à celles qui sont fixées sous 2.1 et 3.1. Il en est de même pour l'opérateur désigné de destination lorsque l'indemnité est payée au destinataire. Les montants fixés sous 2.1 et 3.1 restent cependant applicables:

10.1 en cas de recours contre l'opérateur désigné responsable;

10.2 si l'expéditeur se désiste de ses droits en faveur du **destinataire**.

11. Aucune réserve concernant le dépassement des délais des réclamations et le paiement de l'indemnité aux opérateurs désignés, y compris les périodes et conditions fixées dans les Règlements, n'est applicable, sauf en cas d'accord bilatéral.

Article 24**Non-responsabilité des Pays-membres et des opérateurs désignés**

1. Les opérateurs désignés cessent d'être responsables des envois **recommandés, des** colis et des envois avec valeur déclarée dont ils ont effectué la remise dans les conditions prescrites par leur réglementation pour les envois de même nature. La responsabilité est toutefois maintenue:

1.1 lorsqu'une spoliation ou une avarie est constatée soit avant la livraison, soit lors de la livraison de l'envoi;

Convention

- 1.2 lorsque, la réglementation intérieure le permettant, le destinataire, le cas échéant l'expéditeur s'il y a renvoi à l'origine, formule des réserves en prenant livraison d'un envoi spolié ou avarié;
 - 1.3 lorsque, la réglementation intérieure le permettant, l'envoi recommandé a été distribué dans une boîte aux lettres et que le destinataire déclare ne pas l'avoir reçu;
 - 1.4 lorsque le destinataire ou, en cas de renvoi à l'origine, l'expéditeur d'un colis ou d'un envoi avec valeur déclarée, nonobstant décharge donnée régulièrement, déclare sans délai à l'opérateur désigné qui lui a livré l'envoi avoir constaté un dommage; il doit administrer la preuve que la spoliation ou l'avarie ne s'est pas produite après la livraison; le terme «sans délai» doit être interprété conformément à la législation nationale.
2. Les Pays-membres et les opérateurs désignés ne sont pas responsables:
- 2.1 en cas de force majeure, sous réserve de l'article **15.5.9**;
 - 2.2 lorsque, la preuve de leur responsabilité n'ayant pas été administrée autrement, ils ne peuvent rendre compte des envois par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure;
 - 2.3 lorsque le dommage a été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur ou provient de la nature du contenu;
 - 2.4 lorsqu'il s'agit d'envois qui tombent sous le coup des interdictions prévues à l'article **18**;
 - 2.5 en cas de saisie, en vertu de la législation du pays de destination, selon notification du Pays-membre ou de l'opérateur désigné de ce pays;
 - 2.6 lorsqu'il s'agit d'envois avec valeur déclarée ayant fait l'objet d'une déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle du contenu;
 - 2.7 lorsque l'expéditeur n'a formulé aucune réclamation dans le délai de six mois à compter du lendemain du jour de dépôt de l'envoi;
 - 2.8 lorsqu'il s'agit de colis de prisonniers de guerre et d'internés civils;
 - 2.9 lorsqu'on soupçonne l'expéditeur d'avoir agi avec des intentions frauduleuses dans le but de recevoir un dédommagement.
3. Les Pays-membres et les opérateurs désignés n'assument aucune responsabilité du chef des déclarations en douane, sous quelque forme que celles-ci soient faites, et des décisions prises par les services de la douane lors de la vérification des envois soumis au contrôle douanier.

Article 25

Responsabilité de l'expéditeur

1. L'expéditeur d'un envoi est responsable des préjudices corporels subis par les agents des postes et de tous les dommages causés aux autres envois postaux ainsi qu'à l'équipement postal par suite de l'expédition d'objets non admis au transport ou de la non-observation des conditions d'admission.
2. En cas de dommages causés à d'autres envois postaux, l'expéditeur est responsable dans les mêmes limites que les opérateurs désignés pour chaque envoi avarié.
3. L'expéditeur demeure responsable même si le bureau de dépôt accepte un tel envoi.
4. En revanche, lorsque les conditions d'admission ont été respectées par l'expéditeur, celui-ci n'est pas responsable dans la mesure où il y a eu faute ou négligence des opérateurs désignés ou des transporteurs dans le traitement des envois après leur acceptation.

Article 26

Paieiment de l'indemnité

1. Sous réserve du droit de recours contre l'opérateur désigné responsable, l'obligation de payer l'indemnité et de restituer les taxes et droits incombe, selon le cas, à l'opérateur désigné d'origine ou à l'opérateur désigné de destination.
2. L'expéditeur a la faculté de se désister de ses droits à l'indemnité en faveur du destinataire. **En cas de désistement, l'expéditeur ou le destinataire peut autoriser une tierce personne à recevoir l'indemnité si la législation intérieure le permet.**

Article 27

Récupération éventuelle de l'indemnité sur l'expéditeur ou sur le destinataire

1. Si, après paiement de l'indemnité, un envoi recommandé, un colis ou un envoi avec valeur déclarée ou une partie du contenu antérieurement considéré comme perdu est retrouvé, l'expéditeur ou le destinataire, selon le cas, est avisé que l'envoi est tenu à sa disposition pendant une période de trois mois, contre remboursement du montant de l'indemnité payée. Il lui est demandé, en même temps, à qui l'envoi doit être remis. En cas de refus ou de non-réponse dans le délai imparti, la même démarche est effectuée auprès du destinataire ou de l'expéditeur, selon le cas, en lui accordant le même délai de réponse.
2. Si l'expéditeur et le destinataire renoncent à prendre livraison de l'envoi ou ne répondent pas dans les limites du délai fixé sous 1, celui-ci devient la propriété de l'opérateur désigné ou, s'il y a lieu, des opérateurs désignés qui ont supporté le dommage.
3. En cas de découverte ultérieure d'un envoi avec valeur déclarée dont le contenu est reconnu comme étant de valeur inférieure au montant de l'indemnité payée, l'expéditeur ou le destinataire, selon le cas, doit rembourser le montant de cette indemnité contre remise de l'envoi, sans préjudice des conséquences découlant de la déclaration frauduleuse de valeur.

Chapitre 3**Dispositions particulières à la poste aux lettres****Article 28**

Dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres

1. Aucun opérateur désigné n'est tenu d'acheminer ni de distribuer aux destinataires les envois de la poste aux lettres que des expéditeurs résidant sur le territoire du Pays-membre déposent ou font déposer dans un pays étranger, en vue de bénéficier des conditions tarifaires plus favorables qui y sont appliquées.
2. Les dispositions prévues sous 1 s'appliquent sans distinction soit aux envois de la poste aux lettres préparés dans le pays de résidence de l'expéditeur et transportés ensuite à travers la frontière, soit aux envois de la poste aux lettres confectionnés dans un pays étranger.
3. L'opérateur désigné de destination a le droit d'exiger de l'expéditeur et, à défaut, de l'opérateur désigné de dépôt le paiement des tarifs intérieurs. Si ni l'expéditeur ni l'opérateur désigné de dépôt n'accepte de payer ces tarifs dans un délai fixé par l'opérateur désigné de destination, celui-ci peut soit renvoyer les envois à l'opérateur désigné de dépôt en ayant le droit d'être remboursé des frais de renvoi, soit les traiter conformément à sa législation nationale.

Convention

4. Aucun opérateur désigné n'est tenu d'acheminer ni de distribuer aux destinataires les envois de la poste aux lettres que des expéditeurs ont déposés ou fait déposer en grande quantité dans un pays autre que celui où ils résident si le montant des frais terminaux à percevoir s'avère moins élevé que le montant qui aurait été perçu si les envois avaient été déposés dans le pays de résidence des expéditeurs. Les opérateurs désignés de destination ont le droit d'exiger de l'opérateur désigné de dépôt une rémunération en rapport avec les coûts supportés, qui ne pourra être supérieure au montant le plus élevé des deux formules suivantes: soit 80% du tarif intérieur applicable à des envois équivalents, soit les taux applicables en vertu des articles 30.5 à 30.9, 30.10 à 30.11 ou 31.8, selon le cas. Si l'opérateur désigné de dépôt n'accepte pas de payer le montant réclamé dans un délai fixé par l'opérateur désigné de destination, celui-ci peut soit retourner les envois à l'opérateur désigné de dépôt en ayant le droit d'être remboursé des frais de renvoi, soit les traiter conformément à sa législation nationale.

Troisième partie

Rémunération

Chapitre 1

Dispositions particulières à la poste aux lettres

Article 29

Frais terminaux. Dispositions générales

1. Sous réserve des exemptions prescrites dans les Règlements, chaque opérateur désigné qui reçoit d'un autre opérateur désigné des envois de la poste aux lettres a le droit de percevoir de l'opérateur désigné expéditeur une rémunération pour les frais occasionnés par le courrier international reçu.

2. Pour l'application des dispositions concernant la rémunération des frais terminaux par leurs opérateurs désignés, les pays et territoires sont classés conformément aux listes établies à cet effet par le Congrès dans sa résolution C 77/2012, comme indiqué ci-après:

2.1 pays et territoires faisant partie du système cible avant 2010;

2.2 pays et territoires faisant partie du système cible à partir de 2010 et de 2012;

2.3 pays et territoires faisant partie du système cible à partir de 2014 (nouveaux pays du système cible);

2.4 pays et territoires faisant partie du système transitoire.

3. Les dispositions de la présente Convention concernant le paiement des frais terminaux constituent des mesures transitoires conduisant à l'adoption d'un système de paiement tenant compte d'éléments propres à chaque pays à l'issue de la période de transition.

4. Accès au régime intérieur. Accès direct

4.1 En principe, chaque opérateur désigné **des pays ayant rejoint le système cible avant 2010** met à la disposition des autres opérateurs désignés l'ensemble des tarifs, termes et conditions qu'il offre dans son régime intérieur, dans des conditions identiques, à ses clients nationaux. Il appartient à l'opérateur désigné de destination de juger si l'opérateur désigné d'origine a rempli ou non les conditions et modalités en matière d'accès direct.

- 4.2 Les opérateurs désignés des pays **ayant rejoint le système cible avant 2010** doivent rendre accessibles aux autres opérateurs désignés **des pays ayant rejoint le système cible avant 2010** les tarifs, termes et conditions offerts dans le cadre de leur service intérieur, à des conditions identiques à celles proposées aux clients nationaux.
- 4.3 Les opérateurs désignés **des pays ayant rejoint le système cible à compter de 2010** peuvent **cependant** choisir de rendre accessibles à un nombre limité d'opérateurs désignés les conditions offertes dans le cadre de leur service intérieur, sur une base de réciprocité, pour une période d'essai de deux ans. Passé ce délai, ils doivent choisir entre deux options: cesser de rendre accessibles les conditions offertes dans le cadre de leur service intérieur ou continuer dans cette voie et rendre accessibles les conditions offertes dans le cadre de leur service intérieur à l'ensemble des opérateurs désignés. Toutefois, si les opérateurs désignés **des pays ayant rejoint le système cible à compter de 2010** demandent aux opérateurs désignés des pays **ayant rejoint le système cible avant 2010** de leur appliquer les conditions offertes dans le cadre de leur service intérieur, ils doivent rendre accessibles à l'ensemble des autres opérateurs désignés les tarifs, termes et conditions offerts dans le cadre de leur service intérieur, à des conditions identiques à celles proposées aux clients nationaux.
- 4.4 Les opérateurs désignés des pays en transition peuvent choisir de ne pas rendre accessibles aux autres opérateurs désignés les conditions offertes dans le cadre de leur service intérieur. Ils peuvent toutefois choisir de rendre accessibles à un nombre limité d'opérateurs désignés les conditions offertes dans le cadre de leur service intérieur, sur une base de réciprocité, pour une période d'essai de deux ans. Passé ce délai, ils doivent choisir entre deux options: cesser de rendre accessibles les conditions offertes dans le cadre de leur service intérieur ou continuer dans cette voie et rendre accessibles les conditions offertes dans le cadre de leur service intérieur à l'ensemble des opérateurs désignés.
5. La rémunération des frais terminaux sera basée sur la performance en matière de qualité de service dans le pays de destination. Le Conseil d'exploitation postale sera par conséquent autorisé à accorder des primes à la rémunération indiquée aux articles **30** et **31**, afin d'encourager la participation au système de contrôle et pour récompenser les opérateurs désignés qui atteignent leur objectif de qualité. Le Conseil d'exploitation postale peut aussi fixer des pénalités dans le cas d'une qualité insuffisante, mais la rémunération des opérateurs désignés ne peut pas aller au-dessous de la rémunération minimale indiquée aux articles **30** et **31**.
6. Tout opérateur désigné peut renoncer totalement ou partiellement à la rémunération prévue sous 1.
7. **Les sacs M de moins de 5 kilogrammes sont considérés comme pesant 5 kilogrammes pour la rémunération des frais terminaux. Les taux de frais terminaux à appliquer pour les sacs M sont les suivants:**
- 7.1 **pour 2014: 0,815 DTS par kilogramme;**
- 7.2 **pour 2015: 0,838 DTS par kilogramme;**
- 7.3 **pour 2016: 0,861 DTS par kilogramme;**
- 7.4 **pour 2017: 0,885 DTS par kilogramme.**
8. Pour les envois recommandés, il est prévu une rémunération supplémentaire de **0,617 DTS par envoi pour 2014, de 0,634 DTS par envoi pour 2015, de 0,652 DTS par envoi pour 2016 et de 0,670 DTS par envoi pour 2017**. Pour les envois avec valeur déclarée, il est prévu une rémunération supplémentaire de **1,234 DTS par envoi pour 2014, de 1,269 DTS par envoi pour 2015, de 1,305 DTS par envoi pour 2016 et de 1,342 DTS par envoi pour 2017**. Le Conseil d'exploitation postale est autorisé à accorder des primes à la rémunération pour ces services et d'autres services supplémentaires lorsque les services fournis comprennent des éléments additionnels devant être spécifiés dans le Règlement de la poste aux lettres.

Convention

9. Sauf accord bilatéral contraire, une rémunération supplémentaire de 0,5 DTS par envoi est prévue pour les envois recommandés et avec valeur déclarée dépourvus d'identifiant muni d'un code à barres ou revêtus d'un identifiant muni d'un code à barres non conforme à la norme technique S10 de l'UPU.

10. Pour la rémunération des frais terminaux, les envois de la poste aux lettres expédiés en nombre par le même expéditeur dans la même dépêche ou dans des dépêches séparées, conformément aux conditions spécifiées dans le Règlement de la poste aux lettres, sont désignés «courrier en nombre» et rémunérés d'après les dispositions prévues aux articles 30 et 31.

11. Tout opérateur désigné peut, par accord bilatéral ou multilatéral, appliquer d'autres systèmes de rémunération pour le règlement des comptes au titre des frais terminaux.

12. Les opérateurs désignés peuvent, à titre facultatif, échanger du courrier non prioritaire en accordant une remise de 10% sur le taux de frais terminaux applicable au courrier **prioritaire**.

13. Les dispositions prévues entre opérateurs désignés du système cible s'appliquent à tout opérateur désigné du système transitoire déclarant vouloir adhérer au système cible. Le Conseil d'exploitation postale peut fixer les mesures transitoires dans le Règlement de la poste aux lettres. Les dispositions du système cible peuvent être appliquées dans leur intégralité aux nouveaux opérateurs désignés du système cible déclarant vouloir être pleinement soumis auxdites dispositions, sans mesures transitoires.

Article 30

Frais terminaux. Dispositions applicables aux flux de courrier entre les opérateurs désignés des pays du système cible

1. La rémunération pour les envois de la poste aux lettres, y compris le courrier en nombre, à l'exclusion des sacs M et des envois CCRI, est établie d'après l'application des taux par envoi et par kilogramme reflétant les coûts de traitement dans le pays de **destination. Les taxes applicables aux envois prioritaires du régime intérieur qui entrent dans le cadre du service universel servent de références pour le calcul des taux de frais terminaux.**

2. **Les taux de frais terminaux du système cible sont calculés en tenant compte de la classification des envois en fonction de leur taille (format), d'après les dispositions spécifiées à l'article 14, si cela s'applique au service intérieur.**

3. **Les opérateurs désignés du système cible échangent des dépêches séparées par format conformément aux conditions spécifiées dans le Règlement de la poste aux lettres.**

4. La rémunération pour les envois CCRI s'effectue selon les dispositions pertinentes du Règlement de la poste aux lettres.

5. **Les taux par envoi et par kilogramme sont calculés sur la base de 70% des taxes pour un envoi de la poste aux lettres de petit format de 20 grammes (P) et pour un envoi de la poste aux lettres de grand format de 175 grammes (G), hors TVA et autres taxes.**

6. **Le Conseil d'exploitation postale définit les conditions qui s'appliquent pour le calcul des taux ainsi que les procédures opérationnelles, statistiques et comptables nécessaires pour l'échange de dépêches séparées par format.**

7. **Les taux appliqués aux flux entre les pays du système cible au cours d'une année donnée n'entraînent pas d'augmentation des recettes issues des frais terminaux de plus de 13% pour un envoi de la poste aux lettres pesant 81,8 grammes, par rapport à l'année précédente.**

8. Les taux appliqués aux flux entre pays du système cible avant 2010 ne pourront pas dépasser:
- 8.1 pour 2014: 0,294 DTS par envoi et 2,294 DTS par kilogramme;
 - 8.2 pour 2015: 0,303 DTS par envoi et 2,363 DTS par kilogramme;
 - 8.3 pour 2016: 0,312 DTS par envoi et 2,434 DTS par kilogramme;
 - 8.4 pour 2017: 0,321 DTS par envoi et 2,507 DTS par kilogramme.
9. Les taux appliqués aux flux entre pays du système cible avant 2010 ne pourront pas être **inférieurs** aux valeurs indiquées ci-après:
- 9.1 pour 2014: 0,203 DTS par envoi et 1,591 DTS par kilogramme;
 - 9.2 pour 2015: 0,209 DTS par envoi et 1,636 DTS par kilogramme;
 - 9.3 pour 2016: 0,215 DTS par envoi et 1,682 DTS par kilogramme;
 - 9.4 pour 2017: 0,221 DTS par envoi et 1,729 DTS par kilogramme.
10. **Les taux appliqués aux flux entre les pays faisant partie du système cible depuis 2010 et 2012 et entre ces pays et ceux qui faisaient partie du système cible avant 2010 ne pourront pas dépasser:**
- 10.1 pour 2014: 0,209 DTS par envoi et 1,641 DTS par kilogramme;
 - 10.2 pour 2015: 0,222 DTS par envoi et 1,739 DTS par kilogramme;
 - 10.3 pour 2016: 0,235 DTS par envoi et 1,843 DTS par kilogramme;
 - 10.4 pour 2017: 0,249 DTS par envoi et 1,954 DTS par kilogramme.
11. **Les taux appliqués aux flux entre les pays faisant partie du système cible depuis 2010 et 2012 et entre ces pays et ceux qui faisaient partie du système cible avant 2010 ne pourront pas être inférieurs aux taux spécifiés sous 9.1 à 9.4.**
12. Les taux appliqués aux flux de courrier vers, depuis et entre les nouveaux pays du système cible, à l'exception du courrier en nombre, sont **ceux prévus sous 9.1 à 9.4.**
13. **Pour les flux inférieurs à 75 tonnes par an entre les pays ayant rejoint le système cible en 2010 ou ultérieurement ainsi qu'entre ces pays et les pays ayant rejoint le système cible avant 2010, les composantes par kilogramme et par envoi sont converties en un taux total par kilogramme, sur la base d'un nombre moyen mondial de 12,23 envois par kilogramme.**
14. La rémunération pour le courrier en nombre à l'intention des pays qui faisaient partie du système cible avant 2010 est établie d'après l'application des taux par envoi et par kilogramme prévus sous 5 à 9.
15. **La rémunération pour le courrier en nombre à l'intention des pays faisant partie du système cible depuis 2010 et 2012 est établie d'après l'application des taux par envoi et par kilogramme prévus sous 5, 10 et 11.**
16. Aucune réserve, sauf en cas d'accord bilatéral, n'est applicable à cet article.

Convention

Article 31

Frais terminaux. Dispositions applicables aux flux de courrier vers, depuis et entre les opérateurs désignés des pays du système transitoire

1. Pour les opérateurs désignés des pays du système de frais terminaux transitoire (en préparation de leur adhésion au système cible), la rémunération concernant les envois de la poste aux lettres, y compris le courrier en nombre, mais à l'exclusion des sacs M et des envois CCRI, est établie sur la base **d'un taux par envoi et d'un taux par kilogramme**.
2. La rémunération pour les envois CCRI s'effectue selon les dispositions pertinentes du Règlement de la poste aux lettres.
3. Les taux appliqués aux flux de courrier vers, depuis et entre les pays du système transitoire sont:
 - 3.1 pour **2014: 0,203 DTS** par envoi et **1,591 DTS** par kilogramme;
 - 3.2 pour **2015: 0,209 DTS** par envoi et **1,636 DTS** par kilogramme;
 - 3.3 pour **2016: 0,215 DTS** par envoi et **1,682 DTS** par kilogramme;
 - 3.4 pour **2017: 0,221 DTS** par envoi et **1,729 DTS** par kilogramme.
4. Pour les flux inférieurs à **75 tonnes** par an, les composantes par kilogramme et par envoi sont converties en un taux total par kilogramme, sur la base d'un nombre moyen mondial de **12,23 envois par kilogramme, sauf pour l'année 2014, pour laquelle on applique le taux total par kilogramme de l'année 2013**. Les taux ci-après s'appliquent:
 - 4.1 pour **2014: 4,162 DTS** par kilogramme;
 - 4.2 pour **2015: 4,192 DTS** par kilogramme;
 - 4.3 pour **2016: 4,311 DTS** par kilogramme;
 - 4.4 pour **2017: 4,432 DTS** par kilogramme.
5. Pour les flux de plus de **75 tonnes** par an, les taux fixes par kilogramme susmentionnés sont appliqués si ni l'opérateur désigné d'origine ni l'opérateur désigné de destination ne demandent, dans le cadre du mécanisme de révision, une révision du taux sur la base du nombre réel d'envois par kilogramme plutôt que sur la base du nombre moyen mondial. L'échantillonnage aux fins d'application du mécanisme de révision est appliqué conformément aux conditions spécifiées dans le Règlement de la poste aux lettres.
6. La révision à la baisse du taux total indiqué sous 4 ne peut pas être invoquée par un pays du système cible à l'encontre d'un pays du système transitoire, à moins que ce dernier ne demande une révision dans le sens inverse.
7. **Les opérateurs désignés des pays du système transitoire peuvent expédier des envois séparés par format sur une base volontaire, conformément aux conditions spécifiées dans le Règlement de la poste aux lettres. Pour ce type d'échanges, les taux précisés sous 3 sont applicables.**
8. La rémunération pour le courrier en nombre à l'intention des opérateurs désignés des pays du système cible est établie d'après l'application des taux par envoi et par kilogramme prévus à l'article 30. Pour le courrier en nombre reçu, les opérateurs désignés des pays du système transitoire peuvent demander une rémunération conformément aux dispositions mentionnées sous 3.
9. Aucune réserve, sauf en cas d'accord bilatéral, n'est applicable à cet article.

Article 32

Fonds pour l'amélioration de la qualité de service

1. Excepté pour les sacs M, les envois CCRI et les envois en nombre, les frais terminaux payables par tous les pays et territoires aux pays classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 5, pour les frais terminaux et le Fonds pour l'amélioration de la qualité de service, font l'objet d'une majoration correspondant à 20% des taux indiqués à l'article 31, aux fins de l'alimentation du Fonds pour l'amélioration de la qualité de service dans les pays du groupe 5. Aucun paiement de cette nature n'a lieu entre les pays du groupe 5.
2. Excepté pour les sacs M, les envois CCRI et les envois en nombre, les frais terminaux payables par les pays et territoires classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 1 aux pays classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 4 font l'objet d'une majoration correspondant à 10% des taux indiqués à l'article 31, au titre de l'alimentation du Fonds pour l'amélioration de la qualité de service dans les pays de cette dernière catégorie.
3. **Excepté pour les sacs M, les envois CCRI et les envois en nombre, les frais terminaux payables par les pays et territoires classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 2 aux pays classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 4 font l'objet d'une majoration correspondant à 10% des taux indiqués à l'article 31, au titre de l'alimentation du Fonds pour l'amélioration de la qualité de service dans les pays de cette dernière catégorie.**
4. Excepté pour les sacs M, les envois CCRI et les envois en nombre, les frais terminaux payables par les pays et territoires classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 1 aux pays classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 3 feront l'objet d'une majoration correspondant à 8% des taux indiqués à l'article 31 en 2014 et en 2015 ainsi que d'une majoration correspondant à 6% des taux indiqués à l'article 30.12 en 2016 et en 2017, au titre de l'alimentation du Fonds pour l'amélioration de la qualité de service dans les pays de cette dernière catégorie.
5. Excepté pour les sacs M, les envois CCRI et les envois en nombre, les frais terminaux payables par les pays et territoires classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 2 aux pays classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 3 feront l'objet d'une majoration correspondant à 2% des taux indiqués à l'article 31 en 2014 et en 2015, au titre de l'alimentation du Fonds pour l'amélioration de la qualité de service dans les pays de cette dernière catégorie.
6. Les frais terminaux cumulés payables au titre de l'alimentation du Fonds pour l'amélioration de la qualité de service dans les pays des groupes 3 à 5 font l'objet d'un plancher de 20 000 DTS par an pour chaque pays bénéficiaire. Les montants supplémentaires requis pour atteindre ce plancher sont facturés aux pays faisant partie du système cible avant 2010, proportionnellement aux quantités échangées.
7. Les projets régionaux devraient notamment favoriser la concrétisation des programmes de l'UPU en faveur de l'amélioration de la qualité de service et la mise en place de systèmes de comptabilité analytique dans les pays en développement. Le Conseil d'exploitation postale adoptera en 2014 au plus tard des procédures adaptées en vue du financement de ces projets.

Article 33

Frais de transit

1. Les dépêches closes et les envois en transit à découvert échangés entre deux opérateurs désignés ou entre deux bureaux du même Pays-membre au moyen des services d'un ou de plusieurs autres opérateurs désignés (services tiers) sont soumis au paiement des frais de transit. Ceux-ci constituent une rétribution pour les prestations concernant le transit territorial, le transit maritime et le transit aérien. Ce principe s'applique également aux envois mal dirigés et aux dépêches mal acheminées.

Convention

Chapitre 2

Autres dispositions

Article 34

Taux de base et dispositions relatives aux frais de transport aérien

1. Le taux de base à appliquer au règlement des comptes entre opérateurs désignés au titre des transports aériens est approuvé par le Conseil d'exploitation postale. Il est calculé par le Bureau international d'après la formule spécifiée dans le Règlement de la poste aux lettres. **Toutefois, les taux applicables au transport aérien des colis envoyés dans le cadre du service de retour des marchandises sont calculés conformément aux dispositions définies dans le Règlement concernant les colis postaux.**

2. Le calcul des frais de transport aérien des dépêches closes, des envois prioritaires, des envois-avion, des colis-avion en transit à découvert, des envois mal dirigés et des dépêches mal acheminées, de même que les modes de décompte y relatifs, est décrit dans le Règlement de la poste aux lettres et le Règlement concernant les colis postaux.

3. Les frais de transport pour tout le parcours aérien sont:

3.1 lorsqu'il s'agit de dépêches closes, à la charge de l'opérateur désigné du pays d'origine, y compris lorsque ces dépêches transitent par un ou plusieurs opérateurs désignés intermédiaires;

3.2 lorsqu'il s'agit d'envois prioritaires et d'envois-avion en transit à découvert, y compris ceux qui sont mal acheminés, à la charge de l'opérateur désigné qui remet les envois à un autre opérateur désigné.

4. Ces mêmes règles sont applicables aux envois exempts de frais de transit territorial et maritime s'ils sont acheminés par avion.

5. Chaque opérateur désigné de destination qui assure le transport aérien du courrier international à l'intérieur de son pays a droit au remboursement des coûts supplémentaires occasionnés par ce transport, pourvu que la distance moyenne pondérée des parcours effectués dépasse 300 kilomètres. Le Conseil d'exploitation postale peut remplacer la distance moyenne pondérée par un autre critère pertinent. Sauf accord prévoyant la gratuité, les frais doivent être uniformes pour toutes les dépêches prioritaires et les dépêches-avion provenant de l'étranger, que ce courrier soit réacheminé ou non par voie aérienne.

6. Cependant, lorsque la compensation des frais terminaux perçue par l'opérateur désigné de destination est fondée spécifiquement sur les coûts ou sur les tarifs intérieurs, aucun remboursement supplémentaire au titre des frais de transport aérien intérieur n'est effectué.

7. L'opérateur désigné de destination exclut, en vue du calcul de la distance moyenne pondérée, le poids de toutes les dépêches pour lesquelles le calcul de la compensation des frais terminaux est spécifiquement fondé sur les coûts ou sur les tarifs intérieurs de l'opérateur désigné de destination.

Article 35

Quotes-parts territoriales et maritimes des colis postaux

1. Les colis échangés entre deux opérateurs désignés sont soumis aux quotes-parts territoriales d'arrivée calculées en combinant le taux de base par colis et le taux de base par kilogramme fixés par le Règlement.

1.1 Tenant compte des taux de base ci-dessus, les opérateurs désignés peuvent en outre être autorisés à bénéficier de taux supplémentaires par colis et par kilogramme, conformément aux dispositions prévues par le Règlement.

Convention

- 1.2 Les quotes-parts visées sous 1 et 1.1 sont à la charge de l'opérateur désigné du pays d'origine, à moins que le Règlement concernant les colis postaux ne prévoie des dérogations à ce principe.
- 1.3 Les quotes-parts territoriales d'arrivée doivent être uniformes pour l'ensemble du territoire de chaque pays.
2. Les colis échangés entre deux opérateurs désignés ou entre deux bureaux du même pays au moyen des services terrestres d'un ou de plusieurs autres opérateurs désignés sont soumis, au profit des opérateurs désignés dont les services participent à l'acheminement territorial, aux quotes-parts territoriales de transit fixées par le Règlement selon l'échelon de distance.
 - 2.1 Pour les colis en transit à découvert, les opérateurs désignés intermédiaires sont autorisés à réclamer la quote-part forfaitaire par envoi fixée par le Règlement.
 - 2.2 Les quotes-parts territoriales de transit sont à la charge de l'opérateur désigné du pays d'origine, à moins que le Règlement concernant les colis postaux ne prévoie des dérogations à ce principe.
3. Tout opérateur désigné dont les services participent au transport maritime de colis est autorisé à réclamer les quotes-parts maritimes. Ces quotes-parts sont à la charge de l'opérateur désigné du pays d'origine, à moins que le Règlement concernant les colis postaux ne prévoie des dérogations à ce principe.
 - 3.1 Pour chaque service maritime emprunté, la quote-part maritime est fixée par le Règlement concernant les colis postaux selon l'échelon de distance.
 - 3.2 Les opérateurs désignés ont la faculté de majorer de 50% au maximum la quote-part maritime calculée conformément à 3.1. Par contre, ils peuvent la réduire à leur gré.

Article 36

Pouvoir du Conseil d'exploitation postale de fixer le montant des frais et des quotes-parts

1. Le Conseil d'exploitation postale a le pouvoir de fixer les frais et les quotes-parts ci-après, qui doivent être payés par les opérateurs désignés selon les conditions énoncées dans les Règlements:
 - 1.1 frais de transit pour le traitement et le transport des dépêches de la poste aux lettres par au moins un pays tiers;
 - 1.2 taux de base et frais de transport aérien applicables au courrier-avion;
 - 1.3 quotes-parts territoriales d'arrivée pour le traitement des colis arrivants;
 - 1.4 quotes-parts territoriales de transit pour le traitement et le transport des colis par un pays tiers;
 - 1.5 quotes-parts maritimes pour le transport maritime des colis;
 - 1.6 quotes-parts territoriales de départ pour la fourniture du service de retour des marchandises par colis postaux.**
2. La révision qui pourra être faite, grâce à une méthodologie qui assure une rémunération équitable aux opérateurs désignés assurant les services, devra s'appuyer sur des données économiques et financières fiables et représentatives. La modification éventuelle qui pourra être décidée entrera en vigueur à une date fixée par le Conseil d'exploitation postale.

Convention

Article 37**Dispositions spécifiques au règlement des comptes et aux paiements pour les échanges postaux internationaux**

1. Les règlements des comptes au titre des opérations réalisées conformément à la présente Convention (y compris les règlements pour le transport – acheminement – des envois postaux, les règlements pour le traitement des envois postaux dans le pays de destination et les règlements au titre des indemnités reversées en cas de perte, de vol ou d’avarie des envois postaux) sont basés sur les dispositions de la Convention et les autres Actes de l’Union et effectués conformément à la Convention et aux autres Actes de l’Union et ne nécessitent pas la préparation de documents par un opérateur désigné, sauf dans les cas prévus par les Actes de l’Union.

Quatrième partie**Dispositions finales****Article 38****Conditions d’approbation des propositions concernant la Convention et les Règlements**

1. Pour devenir exécutoires, les propositions soumises au Congrès et relatives à la présente Convention doivent être approuvées par la majorité des Pays-membres présents et votants ayant le droit de vote. La moitié au moins des Pays-membres représentés au Congrès ayant le droit de vote doivent être présents au moment du vote.

2. Pour devenir exécutoires, les propositions relatives au Règlement de la poste aux lettres et au Règlement concernant les colis postaux doivent être approuvées par la majorité des membres du Conseil d’exploitation postale ayant le droit de vote.

3. Pour devenir exécutoires, les propositions introduites entre deux Congrès et relatives à la présente Convention et à son Protocole final doivent réunir:

3.1 les deux tiers des suffrages, la moitié au moins des Pays-membres de l’Union ayant le droit de vote et ayant participé au suffrage, s’il s’agit de modifications;

3.2 la majorité des suffrages s’il s’agit de l’interprétation des dispositions.

4. Nonobstant les dispositions prévues sous 3.1, tout Pays-membre dont la législation nationale est encore incompatible avec la modification proposée a la faculté de faire une déclaration écrite au Directeur général du Bureau international indiquant qu’il ne lui est pas possible d’accepter cette modification, dans les quatre-vingt-dix jours à compter de la date de notification de celle-ci.

Article 39**Réserves présentées lors du Congrès**

1. Toute réserve incompatible avec l’objet et le but de l’Union n’est pas autorisée.

2. En règle générale, les Pays-membres qui ne peuvent pas faire partager leur point de vue par les autres Pays-membres doivent s’efforcer, dans la mesure du possible, de se rallier à l’opinion de la majorité. La réserve doit se faire en cas de nécessité absolue et être motivée d’une manière appropriée.

3. La réserve à des articles de la présente Convention doit être soumise au Congrès sous la forme d’une proposition écrite en une des langues de travail du Bureau international conformément aux dispositions y relatives du Règlement intérieur du Congrès.

4. Pour être effective, la réserve soumise au Congrès doit être approuvée par la majorité requise dans chaque cas pour la modification de l'article auquel se rapporte la réserve.
5. En principe, la réserve est appliquée sur une base de réciprocité entre le Pays-membre l'ayant émise et les autres Pays-membres.
6. La réserve à la présente Convention sera insérée dans son Protocole final sur la base de la proposition approuvée par le Congrès.

Article 40

Mise à exécution et durée de la Convention

1. La présente Convention sera mise à exécution le **1^{er} janvier 2014** et demeurera en vigueur jusqu'à la mise à exécution des Actes du prochain Congrès.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres ont signé la présente Convention en un exemplaire qui est déposé auprès du Directeur général du Bureau international. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Bureau international de l'Union postale universelle.

Fait à **Doha**, le **11 octobre 2012**.

Signatures: les mêmes qu'aux pages 59 à 90.

Protocole final de la Convention postale universelle

- Art.
- I. Appartenance des envois postaux. Retrait. Modification ou correction d'adresse
 - II. Taxes
 - III. Exception à l'exonération des taxes postales en faveur des **envois pour les aveugles**
 - IV. Timbres-poste**
 - V. Services de base
 - VI. Avis de réception
 - VII. Interdictions (poste aux lettres)
 - VIII. Interdictions (colis postaux)
 - IX. Objets passibles de droits de douane
 - X. Réclamations
 - XI. Taxe de présentation à la douane
 - XII. Dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres
 - XIII. Taux de base et dispositions relatives aux frais de transport aérien**
 - XIV. Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles
 - XV. Tarifs spéciaux
 - XVI. Pouvoir du Conseil d'exploitation postale de fixer le montant des frais et des quotes-parts**

Protocole final de la Convention postale universelle

Au moment de procéder à la signature de la Convention postale universelle conclue à la date de ce jour, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit:

Article I

Appartenance des envois postaux. Retrait. Modification ou correction d'adresse

1. Les dispositions de l'article 5.1 et 2, ne s'appliquent pas à Antigua-et-Barbuda, à Bahrain (Royaume), à la Barbade, au Belize, au Botswana, au Brunei Darussalam, au Canada, à Hongkong, Chine, à la Dominique, à l'Egypte, aux Fidji, à la Gambie, au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, aux Territoires d'outre-mer dépendant du Royaume-Uni, à Grenade, à la Guyane, à l'Irlande, à la Jamaïque, au Kenya, à Kiribati, à Kuwait, au Lesotho, à la Malaisie, au Malawi, à Maurice, à Nauru, au Nigéria, à la Nouvelle-Zélande, à l'Ouganda, à la Papouasie – Nouvelle-Guinée, à Saint-Christophe-et-Nevis, à Sainte-Lucie, à Saint-Vincent-et-Grenadines, à Salomon (îles), au Samoa, aux Seychelles, à la Sierra Leone, à Singapour, au Swaziland, à la Tanzanie (Rép. unie), à la Trinité-et-Tobago, à Tuvalu, à Vanuatu et à la Zambie.
2. Les dispositions de l'article 5.1 et 2 ne s'appliquent pas non plus à l'Autriche, au Danemark et à l'Iran (Rép. islamique), dont les législations ne permettent pas le retrait ou la modification d'adresse des envois de la poste aux lettres à la demande de l'expéditeur à partir du moment où le destinataire a été informé de l'arrivée d'un envoi à son adresse.
3. L'article 5.1 ne s'applique pas à l'Australie, au Ghana et au Zimbabwe.
4. L'article 5.2 ne s'applique pas aux Bahamas, à la Belgique, à l'Iraq, à Myanmar et à la Rép. pop. dém. de Corée, dont les législations ne permettent pas le retrait ou la modification d'adresse des envois de la poste aux lettres à la demande de l'expéditeur.
5. L'article 5.2 ne s'applique pas à l'Amérique (Etats-Unis).
6. L'article 5.2 s'applique à l'Australie dans la mesure où il est compatible avec la législation intérieure de ce pays.
7. Par dérogation à l'article 5.2, El Salvador, le Panama (Rép.), les Philippines, la Rép. dém. du Congo et le Venezuela (Rép. bolivarienne) sont autorisés à ne pas renvoyer les colis après que le destinataire en a demandé le dédouanement, étant donné que leur législation douanière s'y oppose.

Convention, Protocole final

Article II**Taxes**

1. Par dérogation à l'article 6, l'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande sont autorisés à percevoir des taxes postales autres que celles prévues dans les Règlements, lorsque les taxes en question sont admissibles selon la législation de leur pays.

Article III**Exception à l'exonération des taxes postales en faveur des envois pour les aveugles**

1. Par dérogation à l'article 7, l'Indonésie, Saint-Vincent-et-Grenadines et la Turquie, qui n'accordent pas la franchise postale aux **envois pour les aveugles** dans leur service intérieur, ont la faculté de percevoir les taxes d'affranchissement et les taxes pour services spéciaux, qui ne peuvent toutefois être supérieures à celles de leur service intérieur.

2. **La France appliquera les dispositions de l'article 7 touchant aux envois pour les aveugles sous réserve de sa réglementation nationale.**

3. **Par dérogation à l'article 7.3 et conformément à sa législation intérieure, le Brésil se réserve le droit de considérer comme des envois pour les aveugles uniquement ceux dont l'expéditeur et le destinataire sont des personnes aveugles ou des organisations pour les personnes aveugles. Les envois qui ne répondent pas à ces conditions seront soumis au paiement des taxes postales.**

4. **Par dérogation à l'article 7, la Nouvelle-Zélande n'acceptera de distribuer en Nouvelle-Zélande en tant qu'envois pour les aveugles que les envois exonérés de taxes postales dans son service intérieur.**

5. **Par dérogation à l'article 7, la Finlande, qui n'accorde pas la franchise postale aux envois pour les aveugles dans son service intérieur selon les définitions de l'article 7 tel qu'adopté par le Congrès, a la faculté de percevoir les taxes du régime intérieur pour les envois pour les aveugles destinés à l'étranger.**

6. **Par dérogation à l'article 7, le Canada, le Danemark et la Suède accordent une franchise postale aux envois pour les aveugles uniquement dans la mesure où leur législation interne le permet.**

7. **Par dérogation à l'article 7, l'Islande accorde la franchise postale aux envois pour les aveugles uniquement dans les limites stipulées dans sa législation interne.**

8. **Par dérogation à l'article 7, l'Australie n'acceptera de distribuer en Australie en tant qu'envois pour les aveugles que les envois exonérés de taxes postales à ce titre dans son service intérieur.**

9. Par dérogation à l'article 7, l'Allemagne, l'Amérique (Etats-Unis), l'Australie, l'Autriche, le Canada, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Japon et la Suisse ont la faculté de percevoir les taxes pour services spéciaux qui sont appliquées aux **envois pour les aveugles** dans leur service intérieur.

Article IV**Timbres-poste**

1. **Par dérogation à l'article 8.7, l'Australie, la Grande-Bretagne, la Malaisie et la Nouvelle-Zélande traitent les envois de la poste aux lettres ou les colis postaux portant des timbres-poste utilisant de nouveaux matériaux ou de nouvelles technologies non compatibles avec leurs machines**

de traitement de courrier uniquement après accord préalable avec les opérateurs désignés d'origine concernés.

Article V

Services de base

1. Nonobstant les dispositions de l'article 13, l'Australie n'approuve pas l'extension des services de base aux colis postaux.
2. Les dispositions de l'article 13.2.4 ne s'appliquent pas à la Grande-Bretagne, dont la législation nationale impose une limite de poids inférieure. La législation relative à la santé et à la sécurité limite à 20 kilogrammes le poids des sacs à courrier.
3. Par dérogation à l'article 13.2.4, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan sont autorisés à limiter à 20 kilogrammes le poids maximal des sacs M arrivants et partants.

Article VI

Avis de réception

1. Le Canada est autorisé à ne pas appliquer l'article 15.3.3 en ce qui concerne les colis, étant donné qu'elle n'offre pas le service d'avis de réception pour les colis dans son régime intérieur.

Article VII

Interdictions (poste aux lettres)

1. A titre exceptionnel, le Liban et la Rép. pop. dém. de Corée n'acceptent pas les envois recommandés qui contiennent des pièces de monnaie ou des billets de monnaie ou toute valeur au porteur ou des chèques de voyage ou du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierres précieuses, des bijoux et d'autres objets précieux. Ils ne sont pas tenus par les dispositions du Règlement de la poste aux lettres d'une façon rigoureuse en ce qui concerne leur responsabilité en cas de spoliation ou d'avarie des envois recommandés, de même qu'en ce qui concerne les envois contenant des objets en verre ou fragiles.
2. A titre exceptionnel, l'Arabie saoudite, la Bolivie, la Chine (Rép. pop.), à l'exclusion de la Région administrative spéciale de Hongkong, l'Iraq, le Népal, le Pakistan, le Soudan et le Viet Nam n'acceptent pas les envois recommandés contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des billets de monnaie ou des valeurs quelconques au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierreries, des bijoux et autres objets précieux.
3. Myanmar se réserve le droit de ne pas accepter les envois avec valeur déclarée contenant les objets précieux mentionnés à l'article 18.6, car sa législation interne s'oppose à l'admission de ce genre d'envois.
4. Le Népal n'accepte pas les envois recommandés ou ceux avec valeur déclarée contenant des coupures ou des pièces de monnaie, sauf accord spécial conclu à cet effet.
5. L'Ouzbékistan n'accepte pas les envois recommandés ou ceux avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des chèques, des timbres-poste ou des monnaies étrangères et décline toute responsabilité en cas de perte ou d'avarie de ce genre d'envois.
6. L'Iran (Rép. islamique) n'accepte pas les envois contenant des objets contraires à la religion islamique **et se réserve le droit de ne pas accepter les envois de la poste aux lettres (ordinaires, recommandés, avec valeur déclarée) contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierres précieuses, des bijoux**

Convention, Protocole final

ou d'autres objets de valeur, et décline toute responsabilité en cas de perte ou d'avarie de tels envois.

7. Les Philippines se réservent le droit de ne pas accepter d'envois de la poste aux lettres (ordinaires, recommandés ou avec valeur déclarée) contenant des pièces de monnaie, des billets de monnaie ou toute valeur au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierres précieuses ou d'autres objets précieux.

8. L'Australie n'accepte aucun envoi postal contenant des lingots ou des billets de banque. En outre, elle n'accepte pas les envois recommandés à destination de l'Australie ni les envois en transit à découvert qui contiennent des objets de valeur, tels que bijoux, métaux précieux, pierres précieuses ou semi-précieuses, titres, pièces de monnaie ou autres effets négociables. Elle décline toute responsabilité en ce qui concerne les envois postés en violation de la présente réserve.

9. La Chine (Rép. pop.), à l'exclusion de la Région administrative spéciale de Hongkong, n'accepte pas les envois avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des billets de monnaie, des valeurs quelconques au porteur ou des chèques de voyage, conformément à ses règlements internes.

10. La Lettonie et la Mongolie se réservent le droit de ne pas accepter des envois ordinaires, recommandés ou avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des effets au porteur et des chèques de voyage, étant donné que leur législation nationale s'y oppose.

11. Le Brésil se réserve le droit de ne pas accepter le courrier ordinaire, recommandé ou avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de banque en circulation et des valeurs quelconques au porteur.

12. Le Viet Nam se réserve le droit de ne pas accepter les lettres contenant des objets et des marchandises.

13. L'Indonésie n'accepte pas les envois recommandés ou avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des chèques, des timbres-poste, des devises étrangères ou des valeurs quelconques au porteur et décline toute responsabilité en cas de perte ou d'avarie de ces envois.

14. Le Kirghizistan se réserve le droit de ne pas accepter les envois de la poste aux lettres (ordinaires, recommandés ou avec valeur déclarée et petits paquets) contenant des pièces de monnaie, des billets de monnaie ou des titres au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierres précieuses, des bijoux et d'autres objets précieux. Il décline toute responsabilité en cas de perte ou d'avarie de ce genre d'envois.

15. **L'Azerbaïdjan et le Kazakhstan n'acceptent pas** les envois recommandés ou avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des billets de monnaie ou toute valeur au porteur, des chèques, des métaux précieux, manufacturés ou non, des pierres précieuses, des bijoux et d'autres objets précieux ainsi que des monnaies étrangères et **déclinent** toute responsabilité en cas de perte ou d'avarie de ce genre d'envois.

16. La Moldova et la Russie (Fédération de) n'acceptent pas les envois recommandés et ceux avec valeur déclarée contenant des billets de banque en circulation, des titres (chèques) au porteur ou des monnaies étrangères et déclinent toute responsabilité en cas de perte ou d'avarie de ce genre d'envois.

17. **Sans préjudice de l'article 18.3, la France se réserve le droit de refuser les envois contenant des marchandises si ces envois ne sont pas conformes à sa réglementation nationale ou à la réglementation internationale ou aux instructions techniques et d'emballage relatives au transport aérien.**

Article VIII

Interdictions (colis postaux)

1. Myanmar et la Zambie sont autorisés à ne pas accepter de colis avec valeur déclarée contenant les objets précieux visés à l'article 18.6.1.3.1, étant donné que leur réglementation intérieure s'y oppose.
2. A titre exceptionnel, le Liban et le Soudan n'acceptent pas les colis contenant des pièces de monnaie, des billets de monnaie ou toute valeur au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierres précieuses et d'autres objets précieux, ou qui contiennent des liquides et des éléments facilement liquéfiables ou des objets en verre ou assimilés ou fragiles. Ils ne sont pas tenus par les dispositions y relatives du Règlement concernant les colis postaux.
3. Le Brésil est autorisé à ne pas accepter de colis avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie et des billets de monnaie en circulation, ainsi que toute valeur au porteur, étant donné que sa réglementation intérieure s'y oppose.
4. Le Ghana est autorisé à ne pas accepter de colis avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie et des billets de monnaie en circulation, étant donné que sa réglementation intérieure s'y oppose.
5. Outre les objets cités à l'article 18, l'Arabie saoudite n'accepte pas les colis contenant des pièces de monnaie, des billets de monnaie ou des valeurs quelconques au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierreries et autres objets précieux. Elle n'accepte pas non plus les colis contenant des médicaments de toute sorte, à moins qu'ils soient accompagnés d'une ordonnance médicale émanant d'une autorité officielle compétente, des produits destinés à l'extinction du feu, des liquides chimiques ou des objets contraires aux principes de la religion islamique.
6. Outre les objets cités à l'article 18, l'Oman n'accepte pas les colis contenant:
 - 6.1 des médicaments de toute sorte, à moins qu'ils ne soient accompagnés d'une ordonnance médicale émanant d'une autorité officielle compétente;
 - 6.2 des produits destinés à l'extinction du feu et des liquides chimiques;
 - 6.3 des objets contraires aux principes de la religion islamique.
7. Outre les objets cités à l'article 18, l'Iran (Rép. islamique) est autorisé à ne pas accepter les colis contenant des articles contraires aux principes de la religion islamique **et se réserve le droit de ne pas accepter des colis ordinaires ou avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierres précieuses, des bijoux ou d'autres objets de valeur, et décline toute responsabilité en cas de perte ou d'avarie de tels envois.**
8. Les Philippines sont autorisées à ne pas accepter de colis contenant des pièces de monnaie, des billets de monnaie ou toute valeur au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierres précieuses ou d'autres objets précieux, ou qui contiennent des liquides et des éléments facilement liquéfiables ou des objets en verre ou assimilés ou fragiles.
9. L'Australie n'accepte aucun envoi postal contenant des lingots ou des billets de banque.
10. La Chine (Rép. pop.) n'accepte pas les colis ordinaires contenant des pièces de monnaie, des billets de monnaie ou des valeurs quelconques au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierres précieuses ou d'autres objets précieux. En outre, sauf en ce qui concerne la Région administrative spéciale de Hongkong, les colis avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de monnaie, des valeurs quelconques au porteur ou des chèques de voyage ne sont pas acceptés non plus.
11. La Mongolie se réserve le droit de ne pas accepter, selon sa législation nationale, les colis contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des titres à vue et des chèques de voyage.

Convention, Protocole final

12. La Lettonie n'accepte pas les colis ordinaires ni les colis avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des valeurs quelconques (chèques) au porteur ou des devises étrangères, et elle décline toute responsabilité en cas de perte ou d'avarie concernant de tels envois.

13. La Moldova, l'Ouzbékistan, la Russie (Fédération de) et l'Ukraine n'acceptent pas les colis ordinaires et ceux avec valeur déclarée contenant des billets de banque en circulation, des titres (chèques) au porteur ou des monnaies étrangères et déclinent toute responsabilité en cas de perte ou d'avarie de ce genre d'envois.

14. **L'Azerbaïdjan et le Kazakhstan n'acceptent** pas les colis ordinaires ni les colis avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des billets de monnaie ou toute valeur au porteur, des chèques, des métaux précieux, manufacturés ou non, des pierres précieuses, des bijoux et d'autres objets précieux ainsi que des monnaies étrangères et **déclinent** toute responsabilité en cas de perte ou d'avarie de ce genre **d'envois**.

Article IX**Objets passibles de droits de douane**

1. Par référence à l'article 18, les Pays-membres suivants n'acceptent pas les envois avec valeur déclarée contenant des objets passibles de droits de douane: Bangladesh et El Salvador.

2. Par référence à l'article 18, les Pays-membres suivants n'acceptent pas les lettres ordinaires et recommandées contenant des objets passibles de droits de douane: Afghanistan, Albanie, Azerbaïdjan, Bélarus, Cambodge, Chili, Colombie, Cuba, El Salvador, **Estonie, Kazakhstan**, Lettonie, Moldova, Népal, Ouzbékistan, Pérou, Rép. pop. dém. de Corée, Russie (Fédération de), Saint-Marin, Turkménistan, Ukraine et Venezuela (Rép. bolivarienne).

3. Par référence à l'article 18, les Pays-membres suivants n'acceptent pas les lettres ordinaires contenant des objets passibles de droits de douane: Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire (Rép.), Djibouti, Mali et Mauritanie.

4. Nonobstant les dispositions prévues sous 1 à 3, les envois de sérums, de vaccins ainsi que les envois de médicaments d'urgence nécessité qu'il est difficile de se procurer sont admis dans tous les cas.

Article X**Réclamations**

1. Par dérogation à l'article 19.3, l'Arabie **saoudite, le** Cap-Vert, l'Egypte, le Gabon, les Territoires d'outre-mer dépendant du Royaume-Uni, la Grèce, l'Iran (Rép. islamique), le Kirghizistan, la Mongolie, Myanmar, l'Ouzbékistan, les Philippines, la Rép. pop. dém. de Corée, le Soudan, la Syrienne (Rép. arabe), le Tchad, le Turkménistan, l'Ukraine et la Zambie se réservent le droit de percevoir une taxe de réclamation sur leurs clients pour les envois de la poste aux lettres.

2. Par dérogation à l'article 19.3, l'Argentine, l'Autriche, l'Azerbaïdjan, la Lituanie, la Moldova et la Slovaquie se réservent le droit de percevoir une taxe spéciale lorsque, à l'issue des démarches entreprises suite à la réclamation, il se révèle que celle-ci est injustifiée.

3. L'Afghanistan, l'Arabie **saoudite, le** Cap-Vert, le Congo (Rép.), l'Egypte, le Gabon, l'Iran (Rép. islamique), le Kirghizistan, la Mongolie, Myanmar, l'Ouzbékistan, le Soudan, le Suriname, la Syrienne (Rép. arabe), le Turkménistan, l'Ukraine et la Zambie se réservent le droit de percevoir une taxe de réclamation sur leurs clients pour les colis.

4. Par dérogation à l'article 19.3, l'Amérique (Etats-Unis), le Brésil et le Panama (Rép.) se réservent le droit de percevoir sur les clients une taxe de réclamation pour les envois de la poste aux lettres et les colis postaux déposés dans les pays qui appliquent ce genre de taxe en vertu des dispositions sous 1 à 3.

Article XI

Taxe de présentation à la douane

1. Le Gabon se réserve le droit de percevoir une taxe de présentation à la douane sur ses clients.
2. **Par dérogation à l'article 20.2, le Brésil se réserve le droit de percevoir une taxe de présentation à la douane sur ses clients pour tout envoi soumis au contrôle douanier.**
3. **Par dérogation à l'article 20.2, la Grèce se réserve le droit de percevoir pour tous les envois présentés aux autorités douanières une taxe de présentation à la douane sur ses clients.**
4. Le Congo (Rép.) et la Zambie se réservent le droit de percevoir une taxe de présentation à la douane sur leurs clients pour les colis.

Article XII

Dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres

1. L'Amérique (Etats-Unis), l'Australie, l'Autriche, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Grèce et la Nouvelle-Zélande se réservent le droit de percevoir une taxe, en rapport avec le coût des travaux occasionnés, sur tout opérateur désigné qui, en vertu de l'article 28.4, lui renvoie des objets qui n'ont pas, à l'origine, été expédiés comme envois postaux par leurs services.
2. Par dérogation à l'article 28.4, le Canada se réserve le droit de percevoir de l'opérateur désigné d'origine une rémunération lui permettant de récupérer au minimum les coûts lui ayant été occasionnés par le traitement de tels envois.
3. L'article 28.4 autorise l'opérateur désigné de destination à réclamer à l'opérateur désigné de dépôt une rémunération appropriée au titre de la distribution d'envois de la poste aux lettres postés à l'étranger en grande quantité. L'Australie et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord se réservent le droit de limiter ce paiement au montant correspondant au tarif intérieur du pays de destination applicable à des envois équivalents.
4. L'article 28.4 autorise l'opérateur désigné de destination à réclamer à l'opérateur désigné de dépôt une rémunération appropriée au titre de la distribution d'envois de la poste aux lettres postés à l'étranger en grande quantité. Les Pays-membres suivants se réservent le droit de limiter ce paiement aux limites autorisées dans le Règlement pour le courrier en nombre: Amérique (Etats-Unis), Bahamas, Barbade, Brunei Darussalam, Chine (Rép. pop.), Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Territoires d'outre-mer dépendant du Royaume-Uni, Grenade, Guyane, Inde, Malaisie, Népal, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Antilles néerlandaises et Aruba, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines, Singapour, Sri Lanka, Suriname et Thaïlande.
5. Nonobstant les réserves sous 4, les Pays-membres suivants se réservent le droit d'appliquer dans leur intégralité les dispositions de l'article 28 de la Convention au courrier reçu des Pays-membres de l'Union: Allemagne, Arabie saoudite, Argentine, Autriche, Bénin, Brésil, Burkina Faso, Cameroun, **Canada**, Chypre, Côte d'Ivoire (Rép.), Danemark, Egypte, France, Grèce, Guinée, **Iran (Rép. islamique)**, Israël, Italie, Japon, Jordanie, Liban, Luxembourg, Mali, Maroc, Mauritanie, Monaco, Norvège, Portugal, Sénégal, **Suisse**, Syrienne (Rép. arabe) et Togo.
6. Aux fins de l'application de l'article 28.4, l'Allemagne se réserve le droit de demander au pays de dépôt des envois une rémunération d'un montant équivalant à celui qu'elle aurait reçu du pays où l'expéditeur réside.
7. Nonobstant les réserves faites à l'article XII, la Chine (Rép. pop.) se réserve le droit de limiter tout paiement au titre de la distribution des envois de la poste aux lettres déposés à l'étranger en grande quantité aux limites autorisées dans la Convention de l'UPU et le Règlement de la poste aux lettres pour le courrier en nombre.

Convention, Protocole final

Article XIII

Taux de base et dispositions relatives aux frais de transport aérien

1. Par dérogation à l'article 34, l'Australie se réserve le droit d'appliquer les taux relatifs au transport aérien pour la fourniture du service de retour des marchandises par colis, tels que stipulés dans le Règlement concernant les colis postaux, ou en application de tout autre dispositif comprenant par exemple des accords bilatéraux.

Article XIV

Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles

1. Par dérogation à l'article 35, l'Afghanistan se réserve le droit de percevoir 7,50 DTS de quote-part territoriale d'arrivée exceptionnelle supplémentaire par colis.

Article XV

Tarifs spéciaux

1. L'Amérique (Etats-Unis), la Belgique et la Norvège ont la faculté de percevoir pour les colis-avion des quotes-parts territoriales plus élevées que pour les colis de surface.

2. Le Liban est autorisé à percevoir pour les colis jusqu'à 1 kilogramme la taxe applicable aux colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kilogrammes.

3. Le Panama (Rép.) est autorisé à percevoir 0,20 DTS par kilogramme pour les colis de surface transportés par voie aérienne (S.A.L.) en transit.

Article XVI

Pouvoir du Conseil d'exploitation postale de fixer le montant des frais et des quotes-parts

1. Par dérogation aux dispositions de l'article 36.1.6, l'Australie se réserve le droit d'appliquer les quotes-parts territoriales de départ pour la fourniture du service de retour des marchandises par colis telles que stipulées dans le Règlement concernant les colis postaux, ou en application de tout autre dispositif comprenant par exemple des accords bilatéraux.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent Protocole qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même de la Convention, et ils l'ont signé en un exemplaire qui est déposé auprès du Directeur général du Bureau international. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Bureau international de l'Union postale universelle.

Fait à Doha, le 11 octobre 2012.

Signatures: les mêmes qu'aux pages 59 à 90.

PŘEKLAD

GENERÁLNÍ ŘÁD SVĚTOVÉ POŠTOVNÍ UNIE

Obsah

HLAVA I.....	6
Organizace, kompetence a činnost Kongresu, Administrativní rady, Rady poštovního provozu a Poradního výboru	
Oddíl 1	6
Kongres	
Článek 101.....	6
Organizace a svolávání kongresů a mimořádných kongresů	
Článek 102.....	7
Právo hlasovat na kongresu	
Článek 103.....	7
Funkce kongresu	
Článek 104.....	8
Jednací řád kongresu	
Článek 105.....	8
Pozorovatelé v orgánech Unie	
Oddíl 2	9
Administrativní rada	
Článek 106.....	9
Složení a činnost Administrativní rady	
Článek 107.....	9
Kompetence Administrativní rady	
Článek 108.....	11
Organizace zasedání Administrativní rady	
Článek 109.....	12
Pozorovatelé	
Článek 110.....	13
Náhrada cestovních výloh	
Článek 111.....	13
Informace o činnosti Administrativní rady	
Oddíl 3	13
Rada poštovního provozu	
Článek 112.....	13
Složení a činnost Rady poštovního provozu	
Článek 113.....	14
Kompetence Rady poštovního provozu	

Článek 114.....	15
Organizace zasedání Rady poštovního provozu	
Článek 115.....	16
Pozorovatelé	
Článek 116.....	16
Náhrada cestovních výloh	
Článek 117.....	17
Informace o činnosti Rady poštovního provozu	
Oddíl 4.....	17
Poradní výbor	
Článek 118.....	17
Role Poradního výboru	
Článek 119.....	17
Složení Poradního výboru	
Článek 120.....	18
Přístup k Poradnímu výboru	
Článek 121.....	18
Kompetence Poradního výboru	
Článek 122.....	18
Organizace Poradního výboru	
Článek 123.....	19
Zástupci Poradního výboru na kongresu, v Administrativní radě a v Radě poštovního provozu	
Článek 124.....	19
Pozorovatelé v Poradním výboru	
Článek 125.....	20
Informace o činnosti Poradního výboru	
HLAVA II	20
Mezinárodní úřad	
Oddíl 1	20
Volba a kompetence generálního ředitele a náměstka generálního ředitele	
Článek 126.....	20
Volba generálního ředitele a náměstka generálního ředitele	
Článek 127.....	21
Kompetence generálního ředitele	
Článek 128.....	22
Kompetence náměstka generálního ředitele	
Oddíl 2	23
Sekretariát orgánů Unie a Poradního výboru	

Článek 129.....	23
Obecné údaje	
Článek 130.....	23
Příprava a distribuce dokumentů orgánů Unie	
Článek 131.....	23
Seznam členských zemí	
Článek 132.....	23
Informace. Dobrozdání. Žádosti o vysvětlení a změnu Akt. Ankety. Zprostředkování při vyrovnávání účtů	
Článek 133.....	24
Technická spolupráce	
Článek 134.....	24
Tiskopisy dodávané Mezinárodním úřadem	
Článek 135.....	24
Akta užších unií a zvláštní ujednání	
Článek 136.....	25
Časopis Unie	
Článek 137.....	25
Výroční zpráva o činnosti Unie	
HLAVA III.....	25
Předkládání, projednávání návrhů, oznamování přijatých rozhodnutí a nabytí účinnosti Řádů a dalších přijatých rozhodnutí	
Článek 138.....	25
Postup při předkládání návrhů kongresu	
Článek 139.....	26
Postup při předkládání návrhů na změnu Úmluvy a Ujednání mezi dvěma kongresy	
Článek 140.....	26
Projednávání návrhů na změnu Úmluvy a Ujednání mezi dvěma kongresy	
Článek 141.....	27
Postup při předkládání návrhů týkajících se přípravy nových Řádů Radě poštovního provozu s ohledem na rozhodnutí přijatá kongresem	
Článek 142.....	27
Změna Řádů Radou poštovního provozu	
Článek 143.....	27
Oznamování rozhodnutí přijatých mezi dvěma kongresy	
Článek 144.....	28
Nabytí účinnosti Řádů a dalších rozhodnutí přijatých mezi dvěma kongresy	

HLAVA IV	28
Finance	
Článek 145.....	28
Stanovení výdajů Unie	
Článek 146.....	29
Úhrada příspěvků členských zemí	
Článek 147.....	29
Nedostatek finančních prostředků	
Článek 148.....	30
Dohled nad vedením účtů a účetnictví	
Článek 149.....	30
Automatické sankce	
Článek 150.....	30
Příspěvkové třídy	
Článek 151.....	32
Placení za dodávky od Mezinárodního úřadu	
Článek 152.....	32
Organizování podpůrných orgánů financovaných uživateli	
HLAVA V.....	33
Rozhodčí řízení	
Článek 153.....	33
Postup při rozhodčím řízení	
HLAVA VI.....	34
Používání jazyků v Unii	
Článek 154.....	34
Pracovní jazyky Mezinárodního úřadu	
Článek 155.....	34
Jazyky používané pro dokumentaci, pro ústní jednání a pro služební korespondenci	
HLAVA VII	36
Závěrečná ustanovení	
Článek 156.....	36
Podmínky schvalování návrhů týkajících se Generálního řádu	
Článek 157.....	36
Návrhy týkající se dohod s Organizací spojených národů	
Článek 158.....	36
Změna, nabytí účinnosti a doba platnosti Generálního řádu	

GENERÁLNÍ ŘÁD SVĚTOVÉ POŠTOVNÍ UNIE

(přepracovaný a přijatý Kongresem v Dohá 2012)

Přihlízejíce k článku 22.2 Ústavy Světové poštovní unie, sjednané ve Vídni dne 10. července 1964, stanovili níže podepsaní zplnomocněnci vlád členských zemí Unie společnou dohodou a s výhradou článku 25.4 uvedené Ústavy v tomto Generálním řádu následující ustanovení, zajišťující provádění Ústavy a činnost Unie.

HLAVA I

Organizace, kompetence a činnost Kongresu, Administrativní rady, Rady poštovního provozu a Poradního výboru

Oddíl 1

Kongres

Článek 101

Organizace a svolávání kongresů a mimořádných kongresů (Ústava čl. 14, 15)

1. Zástupci členských zemí se scházejí na kongresu nejpozději čtyři roky po skončení roku, v jehož průběhu se konal předchozí kongres.
2. Každá členská země je na kongresu zastupována jedním nebo několika zplnomocněnci, vybavenými od své vlády potřebnými plnými mocemi. Podle potřeby se může dát zastupovat delegací jiné členské země. Jedna delegace však může zastupovat kromě své země pouze jednu další členskou zemi.
3. V zásadě každý kongres určí zemi, v níž se bude konat příští kongres. Ukáže-li se toto určení jako neuskutečnitelné, je Administrativní rada oprávněna, aby určila zemi, kde bude kongres zasedat, po dohodě s dotčenou zemí.
4. Po dohodě s Mezinárodním úřadem stanoví zvoucí vláda konečné datum a přesné místo zasedání kongresu. Zpravidla jeden rok před tímto datem zasílá zvoucí vláda pozvání vládám všech členských zemí. Toto pozvání může být zasláno přímo, prostřednictvím jiné vlády nebo prostřednictvím generálního ředitele Mezinárodního úřadu.
5. Jestliže se kongres musí sejít, aniž by zde byla zvoucí vláda, učiní Mezinárodní úřad se souhlasem Administrativní rady a po dohodě s vládou Švýcarské konfederace nutná

opatření ke svolání a organizaci kongresu v sídelní zemi Unie. V tomto případě vykonává Mezinárodní úřad funkci zvoucí vlády.

6. Místo zasedání mimořádného kongresu určí po dohodě s Mezinárodním úřadem členské země, které daly podnět ke svolání tohoto kongresu.
7. Pro mimořádné kongresy platí analogicky odstavce 2 až 5 a článek 102.

Článek 102

Právo hlasovat na kongresu

1. Každá členská země má jeden hlas, s výhradou sankcí uvedených v článku 149.

Článek 103

Funkce kongresu

1. Na základě návrhů členských zemí, Administrativní rady a Rady poštovního provozu kongres:
 - 1.1 stanoví všeobecné principy pro naplnění poslání a cíle Unie uvedených v preambuli Ústavy a jejím prvním článku;
 - 1.2 podle potřeby projednává a přijímá návrhy na změny Ústavy, Generálního řádu, Světové poštovní úmluvy a Ujednání formulované členskými zeměmi a Radami podle článku 29 Ústavy a článku 138 Generálního řádu;
 - 1.3 stanoví datum nabytí účinnosti Akt;
 - 1.4 přijímá svůj Jednací řád a jeho dodatky;
 - 1.5 projednává souhrnné zprávy o činnosti předložené Administrativní radou, Radou poštovního provozu a Poradním výborem, které pokrývají období uplynulé od předchozího kongresu, a to v souladu s ustanoveními článků 111, 117 a 125 Generálního řádu;
 - 1.6 přijímá strategii Unie;
 - 1.7 stanoví maximální částku výdajů Unie v souladu s čl. 21 Ústavy;
 - 1.8 volí členské země do Administrativní rady a Rady poštovního provozu;
 - 1.9 volí generálního ředitele a náměstka generálního ředitele Mezinárodního úřadu
 - 1.10 rezolucí stanoví strop výdajů, kterými Unie podporuje výrobu dokumentů v čínštině, němčině, portugalštině a ruštině.
2. Kongres jako nejvyšší orgán Unie projednává další otázky týkající se zejména poštovních služeb.

*Článek 104***Jednací řád kongresu (Ústava čl. 14)**

1. K organizaci svých prací a pro vedení svých jednání používá kongres Jednací řád kongresů.
2. Každý kongres může tento řád měnit za podmínek stanovených samotným Jednacím řádem.

*Článek 105***Pozorovatelé v orgánech Unie**

1. Dále uvedené subjekty jsou zvány k účasti na plenárních zasedáních a zasedáních komisí kongresu, Administrativní rady a Rady poštovního provozu jakožto pozorovatelé:
 - 1.1 představitelé Organizace spojených národů;
 - 1.2 užší unie;
 - 1.3 členové Poradního výboru;
 - 1.4 subjekty oprávněné účastnit se zasedání Unie jako pozorovatelé na základě rezoluce nebo rozhodnutí kongresu.
2. Dále uvedené subjekty, jsou-li řádně určeny Administrativní radou v souladu s článkem 107.1.12, jsou zvány k účasti na určitých jednáních kongresu jakožto pozorovatelé ad hoc:
 - 2.1 specializované agentury Organizace spojených národů a další mezivládní organizace;
 - 2.2 jakýkoli mezinárodní orgán, jakákoli asociace nebo podnik, nebo jakákoli kompetentní osoba.
3. Kromě pozorovatelů definovaných v odstavci 1 tohoto článku mohou Administrativní rada a Rada poštovního provozu určit další pozorovatele ad hoc, aby se zúčastnili jejich zasedání v souladu s jejich jednacím řádem, je-li to v zájmu Unie a jejich orgánů.

Oddíl 2

Administrativní rada

Článek 106

Složení a činnost Administrativní rady (Ústava čl. 17)

1. Administrativní rada se skládá z jedenačtyřiceti členů, kteří vykonávají své funkce v období mezi dvěma po sobě jdoucími kongresy.
2. Předsednictví náleží z moci práva hostitelské členské zemi kongresu. Zřekne-li se tato členská země tohoto práva, stává se právoplatným členem Rady, a proto zeměpisná skupina, k níž tato země náleží, získává další místo v Radě, na něž se nevztahují omezení uvedená v odstavci 3. V tomto případě zvolí Administrativní rada za předsedu jednoho z členů náležejících do zeměpisné skupiny, do které patří hostitelská členská země.
3. Ostatních čtyřicet členů Administrativní rady je voleno kongresem na základě spravedlivého zeměpisného rozdělení. Alespoň polovina členů se obnovuje na každém kongresu; žádná členská země nemůže být zvolena třemi po sobě následujícími kongresy.
4. Každý člen Administrativní rady určí svého zástupce, který musí být kompetentní v oboru poštovníctví. Členové Administrativní rady se aktivně účastní její činnosti.
5. Funkce členů Administrativní rady jsou neplacené. Výdaje na činnost této Rady nese Unie.

Článek 107

Kompetence Administrativní rady

1. Administrativní rada má následující kompetence:
 - 1.1 dohlížet na veškerou činnost Unie v období mezi kongresy s přihlédnutím k rozhodnutím kongresu a studovat otázky týkající se vládní politiky v oboru poštovníctví s přihlédnutím k mezinárodní regulační politice vztahující se např. k obchodování ve službách a k hospodářské soutěži;
 - 1.2 podporovat, koordinovat a dohlížet na všechny formy poštovní technické pomoci v rámci mezinárodní technické spolupráce;
 - 1.3 projednávat návrh čtyřletého plánu činnosti Světové poštovní unie (SPU) schválený kongresem a dát mu konečnou podobu uvedením do souladu aktivit předložených v tomto plánu s momentálně dostupnými zdroji. Plán by se také měl případně shodovat s výsledky procesu stanovení priorit provedeného kongresem. Čtyřletý plán činnosti SPU, dokončený a schválený Administrativní radou, se pak stane základem pro přípravu ročního Programu a rozpočtu, jakož i ročních provozních plánů, které musí sestavit a realizovat Administrativní rada a Rada poštovního provozu;

- 1.4 projednávat a schvalovat roční Program a rozpočet a účty Unie, přičemž vezme v úvahu konečnou podobu plánu činnosti SPU, uvedeného v článku 107.1.3;
- 1.5 dávat souhlas, vyžadují-li to okolnosti, k překročení limitu výdajů podle článku 145.3 až 5;
- 1.6 povolovat, je-li o to požádána, výběr nižší příspěvkové třídy podle podmínek stanovených v článku 150.6;
- 1.7 povolovat změnu zeměpisné skupiny, jestliže o to členská země požádá, s přihlédnutím k názorům členských zemí, které jsou členy dotčených zeměpisných skupin;
- 1.8 vytvářet nebo rušit pracovní místa v Mezinárodním úřadu s přihlédnutím k omezením, která vyplývají ze stanoveného limitu výdajů;
- 1.9 rozhodovat o navazování styků s členskými zeměmi pro zajištění výkonu svých funkcí;
- 1.10 po konzultaci s Radou poštovního provozu rozhodovat o navázání vztahů s organizacemi, které nejsou pozorovateli ve smyslu článku 105.1;
- 1.11 projednávat a schvalovat zprávy Mezinárodního úřadu o vztazích Unie s ostatními mezinárodními organizacemi a přijímat rozhodnutí, jež pokládá za vhodná, o způsobu těchto vztahů a o opatřeních z nich vyplývajících;
- 1.12 určit ve vhodné době, po konzultaci s Radou poštovního provozu a s generálním sekretářem, specializované agentury Organizace spojených národů, mezinárodní organizace, sdružení, podniky a kompetentní osoby, které mají být pozvány jako pozorovatelé ad hoc k účasti na konkrétních zasedáních kongresu a jeho komisí, jestliže je to v zájmu Unie nebo ku prospěchu pracím kongresu, a pověřit generálního ředitele Mezinárodního úřadu, aby rozeslal potřebná pozvání;
- 1.13 určit členskou zemi, kde bude zasedat příští kongres v případě uvedeném v článku 101.3;
- 1.14 určit ve vhodné době a po konzultaci s Radou poštovního provozu počet komisí potřebných pro úspěšné vedení prací kongresu a stanovit jejich kompetence;
- 1.15 stanovit po konzultaci s Radou poštovního provozu a s výhradou schválení kongresem členské země, které by mohly:
 - 1.15.1 zastávat funkce místopředsedů kongresu, jakož i funkce předsedů a místopředsedů komisí, s přihlédnutím k pokud možno spravedlivému zeměpisnému rozdělení členských zemí;
 - 1.15.2 být členy užších komisí kongresu;
- 1.16 určovat své členy, kteří se stanou členy Poradního výboru;
- 1.17 v rámci svých kompetencí projednávat a schvalovat veškerou činnost, kterou považuje za nezbytnou pro zachování a zlepšení kvality mezinárodní poštovní služby a její modernizaci;
- 1.18 studovat na žádost kongresu, Rady poštovního provozu nebo členských zemí problémy správního, legislativního a právního rázu týkající se Unie nebo mezinárodní poštovní služby; Administrativní radě přísluší, aby ve výše uvedených oblastech rozhodla, zda je vhodné či nikoli provést studie požadované členskými zeměmi v období mezi kongresy;
- 1.19 vypracovat návrhy, které budou předloženy ke schválení buď kongresu, nebo členským zemím v souladu s článkem 140;

- 1.20 předkládat náměty studií k projednání Radě poštovního provozu v souladu s článkem 113.1.6;
- 1.21 projednávat a schvalovat, po konzultaci s Radou poštovního provozu, návrh strategie předkládaný kongresu;
- 1.22 přijímat a projednávat zprávy a doporučení Poradního výboru a posuzovat jeho doporučení pro předložení kongresu;
- 1.23 zajišťovat kontrolu činnosti Mezinárodního úřadu;
- 1.24 schvalovat roční zprávy o činnosti Unie a o finančním řízení sestavované Mezinárodním úřadem a popřípadě k nim vznášet připomínky;
- 1.25 stanovit, považuje-li to za vhodné, zásady, k nimž musí Rada poštovního provozu přihlížet při studiu otázek, které mají závažné finanční dopady (sazby, terminální výdaje, tranzitní výdaje, základní sazba za leteckou přepravu poštovních zásilek a podávání listovních zásilek v zahraničí), pozorně sledovat studie a projednávat a schvalovat návrhy Rady poštovního provozu týkající se těchto otázek v souladu s výše uvedenými zásadami;
- 1.26 schvalovat v rámci svých kompetencí doporučení Rady poštovního provozu, která se týkají případného přijetí předpisů nebo nové praxe do doby, než o nich rozhodne kongres;
- 1.27 projednávat roční zprávu Rady poštovního provozu a případně návrhy, které tato Rada předkládá;
- 1.28 schvalovat čtyřletou zprávu, sestavenou Mezinárodním úřadem po konzultaci s Radou poštovního provozu, o výsledcích členských zemí, pokud jde o realizaci strategie Unie schválené předchozím kongresem, pro předložení následujícímu kongresu;
- 1.29 stanovit rámec pro organizační uspořádání Poradního výboru a schvalovat jeho organizační uspořádání podle ustanovení článku 122;
- 1.30 stanovit kritéria pro přístup k Poradnímu výboru a schvalovat nebo odmítat žádosti o přístup podle těchto kritérií a současně zajistit, aby tyto žádosti byly mezi zasedáními Administrativní rady urychleně vyřizovány;
- 1.31 stanovit finanční řád Unie;
- 1.32 stanovit pravidla pro rezervní fond;
- 1.33 stanovit pravidla pro zvláštní fond;
- 1.34 stanovit pravidla pro fond zvláštních činností;
- 1.35 stanovit pravidla pro dobrovolný fond;
- 1.36 stanovit personální statut a služební podmínky volených funkcionářů;
- 1.37 stanovit řád sociálního fondu;
- 1.38 ve smyslu článku 152 dohlížet na vytváření a činnost podpůrných orgánů financovaných uživateli.

Článek 108

Organizace zasedání Administrativní rady

1. Na svém ustavujícím zasedání, které svolává a zahajuje předseda kongresu, zvolí Administrativní rada mezi svými členy čtyři místopředsedy a stanoví svůj jednací řád.

2. Administrativní rada, kterou svolává její předseda, se schází zpravidla jednou ročně v sídle Unie.
3. Předseda a místopředsedové a předsedové a místopředsedové komisi Administrativní rady tvoří řídicí výbor. Tento výbor připravuje a řídí práce každého zasedání Administrativní rady. Jménem Administrativní rady schvaluje roční zprávu o činnosti Unie sestavenou Mezinárodním úřadem a plní všechny ostatní úkoly, které se mu Administrativní rada rozhodla svěřit, nebo jejichž potřeba vznikla v procesu strategického plánování.
4. Předseda Rady poštovního provozu zastupuje tento orgán na zasedáních Administrativní rady, jsou-li na pořadu jednání otázky vztahující se k Radě poštovního provozu.
5. Předseda Poradního výboru zastupuje tento orgán na zasedáních Administrativní rady, jsou-li na pořadu jednání otázky zajímající Poradní výbor.

Článek 109

Pozorovatelé

1. Pozorovatelé
 - 1.1 Aby byla zajištěna potřebná návaznost mezi pracemi obou orgánů, může Rada poštovního provozu určit zástupce k účasti na zasedáních Administrativní rady jako pozorovatele.
 - 1.2 Členské země Unie, které nejsou členy Rady, jakož i pozorovatelé a pozorovatelé ad hoc uvedení v článku 105 se mohou účastnit plenárních zasedání a zasedání komisí Administrativní rady bez práva hlasovat.
2. Zásady
 - 2.1 Z logistických důvodů může Administrativní rada omezit počet zúčastněných pozorovatelů a pozorovatelů ad hoc. Může rovněž omezit jejich právo vystupovat v průběhu diskuse.
 - 2.2 Pozorovatelům a pozorovatelům ad hoc může být na základě jejich žádosti umožněno spolupracovat na prováděných studiích při respektování podmínek, které může Rada stanovit, aby zajistila účinnost a efektivitu své práce. Jestliže je k tomu jejich znalosti nebo zkušenosti opravňují, mohou být vyzváni k předsednictví pracovních skupin a projektových týmů. Účast pozorovatelů a pozorovatelů ad hoc je zajišťována bez dodatečných nákladů pro Unii.
 - 2.3 Za výjimečných okolností mohou být členové Poradního výboru a pozorovatelé ad hoc vyloučeni ze zasedání nebo z jeho části nebo může být omezeno jejich právo dostávat určité dokumenty, jestliže to důvěrnost tématu zasedání nebo dokumentu vyžaduje. Rozhodnutí o takovémto omezení může být přijato případ od případu kterýmkoli z dotčených orgánů nebo jeho předsedou. Jednotlivé případy se oznámí Administrativní radě a Radě poštovního provozu, jestliže se jedná o otázky zvláštního zájmu tohoto orgánu. Jestliže to považuje za nezbytné, může Administrativní rada následně omezení prověřit, ve vhodných případech po poradě s Radou poštovního provozu.

*Článek 110***Náhrada cestovních výloh**

1. Cestovní výlohy zástupce každého z členů Administrativní rady, který se zúčastní zasedání tohoto orgánu, jdou k tíži jeho členské země. Nicméně zástupce každé z členských zemí klasifikovaných jako rozvojové nebo nejméně rozvinuté podle seznamů sestavených Organizací spojených národů má nárok, s výjimkou zasedání během kongresu, na úhradu ceny buď zpáteční letenky v ekonomické třídě, nebo zpáteční jízdenky 1. třídy po železnici, nebo na úhradu cestovních výloh jakýmkoli jiným dopravním prostředkem s podmínkou, že tato částka nebude vyšší než cena zpáteční letenky v ekonomické třídě. Stejný nárok má zástupce každého člena v jejích komisích, pracovních skupinách nebo jiných jejích orgánech, jestliže se scházejí mimo kongres a zasedání Rady.

*Článek 111***Informace o činnosti Administrativní rady**

1. Po každém zasedání Administrativní rada informuje členské země Unie, jejich určené provozovatele, užší unie a členy Poradního výboru o své činnosti zejména zasláním souhrnné zprávy, jakož i svých rezolucí a rozhodnutí.
2. Administrativní rada předkládá kongresu komplexní zprávu o své činnosti a zasílá ji členským zemím, jejich určeným provozovatelům a členům Poradního výboru alespoň dva měsíce před zahájením kongresu.

Oddíl 3**Rada poštovního provozu***Článek 112***Složení a činnost Rady poštovního provozu**

1. Rada poštovního provozu se skládá ze čtyřiceti členů, kteří vykonávají své funkce v období mezi dvěma po sobě jdoucími kongresy.
2. Členové Rady poštovního provozu jsou voleni kongresem na základě specifického geografického rozdělení. Čtyřicet míst je vyhrazeno rozvojovým členským zemím a šestnáct rozvinutým členským zemím. Nejméně jedna třetina členů se obnovuje na každém kongresu.
3. Každý člen Rady poštovního provozu určí svého zástupce, který zajišťuje povinnosti uvedené v Aktech Unie týkající se poskytování služeb. Členové Rady poštovního provozu se aktivně účastní její činnosti.

4. Náklady na činnost Rady poštovního provozu hradí Unie. Její členové nedostávají žádnou odměnu.

Článek 113

Kompetence Rady poštovního provozu

1. Rada poštovního provozu má následující kompetence:
 - 1.1 koordinovat praktická opatření pro rozvoj a zlepšení mezinárodních poštovních služeb;
 - 1.2 vyvíjet s výhradou schválení Administrativní radou v rámci jejích kompetencí veškerou činnost, kterou považuje za nezbytnou pro zachování a zlepšení kvality mezinárodní poštovní služby a její modernizaci;
 - 1.3 rozhodovat o navázání styků s členskými zeměmi a jejich určenými provozovateli pro zajištění výkonu svých funkcí;
 - 1.4 přijímat potřebná opatření ke studiu a šíření zkušeností a pokroku, jichž některé členské země a jejich určené provozovatele dosáhli v oblastech techniky, provozu, ekonomiky a odborného výcviku vztahujících se k poštovním službám;
 - 1.5 přijímat po dohodě s Administrativní radou vhodná opatření v oblasti technické spolupráce se všemi členskými zeměmi Unie a jejich určenými provozovateli, zejména pak s novými a rozvojovými zeměmi a jejich určenými provozovateli;
 - 1.6 projednávat všechny ostatní otázky, jež jí předloží některý člen Rady poštovního provozu, Administrativní rada, nebo kterákoli členská země či určený provozovatel;
 - 1.7 přijímat a projednávat zprávy, jakož i doporučení Poradního výboru, a u otázek, které se Rady poštovního provozu týkají, posuzovat a připomínkovat doporučení Poradního výboru pro předložení kongresu;
 - 1.8 určovat své členy, kteří budou členy Poradního výboru;
 - 1.9 řídit studium nejdůležitějších problémů provozních, obchodních, technických, ekonomických a problémů technické spolupráce, které jsou předmětem zájmu všech členských zemí Unie nebo jejich určených provozovatelů, zejména otázek, které mají závažné finanční dopady (sazby, terminální výdaje, tranzitní výdaje, základní sazba za leteckou přepravu poštovních zásilek, podíly za poštovní balíky a podávání listovních zásilek v zahraničí), vypracovávat k nim informace a posudky a doporučovat opatření, která je nutno ve vztahu k nim přijmout;
 - 1.10 předkládat Administrativní radě nezbytné podklady pro zpracování návrhu strategie pro předložení kongresu;
 - 1.11 studovat problematiku výuky a odborného výcviku, o níž mají zájem členské země a jejich určené provozovatele, jakož i nové a rozvojové země;
 - 1.12 studovat aktuální situaci a potřeby poštovních služeb v nových a rozvojových zemích a vypracovávat vhodná doporučení o způsobech a prostředcích zlepšení poštovních služeb v těchto zemích;
 - 1.13 revidovat Řády Unie ve lhůtě šesti měsíců po skončení kongresu, pokud tento nerozhodl jinak; v případě naléhavé potřeby může Rada poštovního provozu uvedené Řády měnit také na jiných zasedáních; pokud jde o základní záměry a principy, zůstává v obou případech Rada poštovního provozu podřízena směrnícím Administrativní rady;

- 1.14 zpracovávat návrhy, které budou předloženy ke schválení buď kongresu, nebo členským zemím podle článku 140; jestliže se tyto návrhy týkají otázek, které patří do její kompetence, je zapotřebí schválení Administrativní radou;
- 1.15 projednávat na žádost kterékoli členské země jakýkoli návrh, který tato členská země zašle Mezinárodnímu úřadu podle článku 139, připravit k němu připomínky a pověřit Mezinárodní úřad, aby tyto připomínky připojil k danému návrhu před tím, než jej předloží ke schválení členským zemím;
- 1.16 doporučovat, je-li to nutné a po případném schválení Administrativní radou a konzultaci se všemi členskými zeměmi, přijetí předpisu nebo nové praxe do doby, než o tom rozhodne kongres;
- 1.17 vypracovávat a předkládat členským zemím a jejich určeným provozovatelům formou doporučení normy z oblasti technické, provozní i z dalších oblastí své působnosti, kde je nezbytný jednotný postup; v případě potřeby stejně tak přistupovat ke změnám norem, které již dříve stanovila;
- 1.18 stanovit rámec pro zřizování podpůrných orgánů financovaných uživateli a schvalovat jejich zřizování v souladu s ustanoveními článku 152;
- 1.19 každoročně přijímat a projednávat zprávy podpůrných orgánů financovaných uživateli.

Článek 114

Organizace zasedání Rady poštovního provozu

1. Na svém prvním zasedání, které svolává a zahajuje předseda kongresu, si Rada poštovního provozu zvolí mezi svými členy předsedu, místopředsedu a předsedy komisí a stanoví svůj jednací řád.
2. Rada poštovního provozu se zpravidla schází každoročně v sídle Unie. Datum a místo zasedání určí předseda po dohodě s předsedou Administrativní rady a generálním ředitelem Mezinárodního úřadu.
3. Předseda a místopředseda a předsedové a místopředsedové komisí Rady poštovního provozu tvoří řídicí výbor. Tento výbor připravuje a řídí práce každého zasedání Rady poštovního provozu a plní všechny úkoly, které se mu Rada rozhodla svěřit, nebo jejichž potřeba vznikla v procesu strategického plánování.
4. Na základě strategie Unie přijaté kongresem a zejména jeho části, která se týká strategií stálých orgánů Unie, připraví Rada poštovního provozu na svém prvním zasedání po kongresu základní pracovní program zahrnující několik taktik směřujících k realizaci strategií. Tento základní program, zahrnující omezený počet projektů na aktuální témata obecného zájmu, je každoročně revidován v závislosti na nových skutečnostech a prioritách.
5. Předseda Poradního výboru zastupuje tento orgán na zasedáních Rady poštovního provozu, jestliže program zahrnuje otázky zájímavější Poradní výbor.

*Článek 115***Pozorovatelé**

1. Pozorovatelé
 - 1.1 Aby byla zajištěna potřebná návaznost mezi pracemi obou orgánů, může Administrativní rada určit zástupce k účasti na zasedáních Rady poštovního provozu jako pozorovatele.
 - 1.2 Členské země Unie, které nejsou členy Rady, jakož i pozorovatelé a pozorovatelé ad hoc uvedení v článku 105 se mohou účastnit plenárních zasedání a zasedání komisí Rady poštovního provozu bez práva hlasovat.
2. Zásady
 - 2.1 Z logistických důvodů může Rada poštovního provozu omezit počet zúčastněných pozorovatelů a pozorovatelů ad hoc. Může rovněž omezit jejich právo vystupovat v průběhu diskuse.
 - 2.2 Pozorovatelům a pozorovatelům ad hoc může být na základě jejich žádosti umožněno spolupracovat na prováděných studiích při respektování podmínek, které může Rada stanovit, aby zajistila účinnost a efektivitu své práce. Jestliže je k tomu jejich znalosti nebo zkušenosti opravňují, mohou být vyzváni k předsednictví pracovních skupin a projektových týmů. Účast pozorovatelů a pozorovatelů ad hoc je zajišťována bez dodatečných nákladů pro Unii.
 - 2.3 Za výjimečných okolností mohou být členové Poradního výboru a pozorovatelé ad hoc vyloučeni ze zasedání nebo z jeho části nebo může být omezeno jejich právo dostávat určité dokumenty, jestliže to důvěrnost tématu zasedání nebo dokumentu vyžaduje. Rozhodnutí o takovémto omezení může být přijato případ od případu kterýmkoli z dotčených orgánů nebo jeho předsedou. Jednotlivé případy se oznámí Administrativní radě a Radě poštovního provozu, jestliže se jedná o otázky zvláštního zájmu tohoto orgánu. Jestliže to považuje za nezbytné, může Administrativní rada následně omezení prověřit, ve vhodných případech po poradě s Radou poštovního provozu.

*Článek 116***Náhrada cestovních výloh**

1. Výlohy na cestu a pobyt zástupců členských zemí, jež se účastní Rady poštovního provozu, nesou tyto členské země. Nicméně zástupce každé z členských zemí považovaných za znevýhodněné podle seznamů Organizace spojených národů má nárok, s výjimkou zasedání během kongresu, na úhradu ceny buď zpáteční letenky v ekonomické třídě, nebo zpáteční jízdenky 1. třídy po železnici, nebo na úhradu cestovních výloh jakýmkoli jiným dopravním prostředkem s podmínkou, že tato částka nebude vyšší než cena zpáteční letenky v ekonomické třídě.

*Článek 117***Informace o činnosti Rady poštovního provozu**

1. Po každém zasedání Rada poštovního provozu informuje členské země, jejich určené provozovatele, užší unie a členy Poradního výboru o své činnosti zejména zasláním souhrnné zprávy, jakož i svých rezolucí a rozhodnutí.
2. Rada poštovního provozu vypracovává pro Administrativní radu roční zprávu o své činnosti.
3. Rada poštovního provozu vypracovává pro kongres komplexní zprávu o své činnosti, která obsahuje zprávy o podpůrných orgánech financovaných uživateli uvedených v článku 152, a zaslává ji členským zemím, jejich určeným provozovatelům a členům Poradního výboru alespoň dva měsíce před zahájením kongresu.

Oddíl 4**Poradní výbor***Článek 118***Role Poradního výboru**

1. Cílem Poradního výboru je zastupovat zájmy poštovního sektoru v celé jeho šíři a poskytovat rámec pro efektivní dialog mezi zainteresovanými stranami.

*Článek 119***Složení Poradního výboru**

1. Poradní výbor se skládá z:
 - 1.1 nevládních organizací zastupujících zákazníky, poskytovatelů doručovacích služeb, organizací pracovníků, dodavatelů zboží a služeb pro sektor poštovních služeb a obdobných organizací sdružujících jednotlivce a společnosti, které si přejí přispívat k naplnění poslání a cílů Unie. Jsou-li tyto organizace zaregistrovány, musejí být zaregistrovány v členské zemi Unie;
 - 1.2 členů určených Administrativní radou vybraných mezi jejími členy;
 - 1.3 členů určených Radou poštovního provozu vybraných mezi jejími členy.
2. Náklady na činnost Poradního výboru se dělí mezi Unii a členy Výboru způsobem stanoveným Administrativní radou.
3. Členové Poradního výboru nedostávají žádnou náhradu nebo jinou kompenzaci.

Článek 120

Přístup k Poradnímu výboru

1. Kromě členů Poradního výboru určených Administrativní radou a Radou poštovního provozu je přístup k Poradnímu výboru stanoven na základě procesu podání žádosti a jejího přijetí, stanoveného Administrativní radou a uskutečněného v souladu s článkem 107.1.30.
2. Každý člen Poradního výboru určí svého vlastního zástupce.

Článek 121

Kompetence Poradního výboru

1. Poradní výbor má následující kompetence:
 - 1.1 projednávat dokumenty a příslušné zprávy Administrativní rady a Rady poštovního provozu; za výjimečných okolností mohou být členové Poradního výboru a pozorovatelé ad hoc vyloučeni ze zasedání nebo z jeho části nebo může být omezeno jejich právo dostávat určité dokumenty, jestliže to důvěrnost tématu zasedání nebo dokumentu vyžaduje; rozhodnutí o takovémto omezení může být přijato případ od případu kterýmkoli z dotčených orgánů nebo jeho předsedou; jednotlivé případy se oznámí Administrativní radě a Radě poštovního provozu, jestliže se jedná o otázky zvláštního zájmu tohoto orgánu; jestliže to považuje za nezbytné, může Administrativní rada následně omezení prověřit, ve vhodných případech po poradě s Radou poštovního provozu;
 - 1.2 vést studie o otázkách důležitých pro členy Poradního výboru a přispívat k těmto studiím;
 - 1.3 projednávat otázky týkající se sektoru poštovních služeb a předkládat zprávy k těmto otázkám;
 - 1.4 přispívat k činnosti Administrativní rady a Rady poštovního provozu, zejména předkládáním zpráv a doporučení a na žádost obou Rad vyjadřováním svého názoru;
 - 1.5 předkládat doporučení kongresu s výhradou schválení Administrativní radou a u otázek, které zajímají Radu poštovního provozu, prostřednictvím jejího posouzení a komentáře.

Článek 122

Organizace Poradního výboru

1. Poradní výbor se obnovuje po každém kongresu podle rámce stanoveného Administrativní radou. Předseda Administrativní rady předsedá organizačnímu zasedání Poradního výboru, v jehož průběhu se přistoupí k volbě jeho předsedy.
2. Poradní výbor určí svou vnitřní organizaci a stanoví svůj vlastní jednací řád se zřetelem na obecné zásady Unie a s výhradou schválení Administrativní radou po konzultaci s Radou poštovního provozu.

3. Poradní výbor se schází jednou ročně. Zasedání se zpravidla konají v sídle Unie v době zasedání Rady poštovního provozu. Datum a místo konání každého zasedání jsou stanoveny předsedou Poradního výboru po dohodě s předsedy Administrativní rady a Rady poštovního provozu a s generálním ředitelem Mezinárodního úřadu;

Článek 123

Zástupci Poradního výboru na kongresu, v Administrativní radě a v Radě poštovního provozu

1. Pro zajištění účinné spolupráce s orgány Unie může Poradní výbor určit zástupce k účasti na zasedáních kongresu, Administrativní rady a Rady poštovního provozu, jakož i jejich komisí v postavení pozorovatele bez hlasovacího práva.
2. Členové Poradního výboru jsou zváni na plenární zasedání a zasedání komisí Administrativní rady a Rady poštovního provozu v souladu s článkem 105. Mohou se rovněž zúčastnit prací projektových týmů a pracovních skupin podle ustanovení článků 109.2.2 a 115.2.2.
3. Předseda Administrativní rady a předseda Rady poštovního provozu zastupují tyto orgány na zasedáních Poradního výboru, jestliže jsou na programu jednání otázky zajímající tyto orgány.

Článek 124

Pozorovatelé v Poradním výboru

1. Jiné členské země Unie, jakož i pozorovatelé a pozorovatelé ad hoc uvedení v článku 105 se mohou účastnit zasedání komisí Poradního výboru, bez práva hlasovat.
2. Z logistických důvodů může Poradní výbor omezit počet zúčastněných pozorovatelů a pozorovatelů ad hoc. Může rovněž omezit jejich právo vystupovat v průběhu diskuse.
3. Za výjimečných okolností mohou být pozorovatelé a pozorovatelé ad hoc vyloučeni ze zasedání nebo z jeho části. Rovněž může být omezeno jejich právo dostávat určité dokumenty, jestliže to důvěrnost tématu zasedání nebo dokumentu vyžaduje. Rozhodnutí o takovémto omezení může být přijato případ od případu kterýmkoli z dotčených orgánů nebo jeho předsedou. Jednotlivé případy se oznámí Administrativní radě a Radě poštovního provozu, jestliže se jedná o otázky zvláštního zájmu tohoto orgánu. Jestliže to považuje za nezbytné, může Administrativní rada následně omezení prověřit, ve vhodných případech po poradě s Radou poštovního provozu.

*Článek 125***Informace o činnosti Poradního výboru**

1. Po každém zasedání Poradní výbor informuje Administrativní radu a Radu poštovního provozu o své činnosti mimo jiné zasláním souhrnné zprávy ze svých zasedání, jakož i svých doporučení a názorů předsedům těchto orgánů.
2. Poradní výbor předkládá Administrativní radě roční zprávu o své činnosti a jeden její exemplář zasílá Radě poštovního provozu. Tato zpráva je zahrnuta v dokumentaci Administrativní rady poskytované členským zemím Unie, jejich určeným provozovatelům a užším uniím v souladu s článkem 111.
3. Poradní výbor předkládá kongresu komplexní zprávu o své činnosti a zasílá ji členským zemím a jejich určeným provozovatelům alespoň dva měsíce před zahájením kongresu.

HLAVA II**Mezinárodní úřad****Oddíl 1****Volba a kompetence generálního ředitele a náměstka generálního ředitele***Článek 126***Volba generálního ředitele a náměstka generálního ředitele**

1. Generální ředitel a náměstek generálního ředitele Mezinárodního úřadu jsou voleni kongresem na období mezi dvěma po sobě jdoucími kongresy; minimální doba jejich mandátu činí čtyři roky. Znovu zvoleni mohou být pouze jednou. Pokud nerozhodne kongres jinak, datum jejich nástupu do funkce je stanoven na 1. leden roku následujícího po kongresu.
2. Nejméně sedm měsíců před zahájením kongresu zašle generální ředitel Mezinárodního úřadu vládám členských zemí notu, v níž je vyzve, aby předložily případné kandidatury na funkce generálního ředitele a jeho náměstka, a zároveň jim sdělí, zda mají generální ředitel nebo náměstek generálního ředitele, kteří jsou ve funkci, zájem o případné obnovení svého mandátu. Kandidatury provázené životopisem musí Mezinárodní úřad obdržet alespoň dva měsíce před zahájením kongresu. Kandidáti musejí být státními příslušníky členských zemí, které jejich kandidaturu předkládají. Mezinárodní úřad zpracuje potřebnou dokumentaci pro kongres. Volba generálního ředitele a náměstka generálního ředitele se koná tajným hlasováním, jako první se provádí volba do funkce generálního ředitele.

3. Uprázdní-li se místo generálního ředitele, přebírá jeho funkce náměstek generálního ředitele až do konce mandátu generálního ředitele; může být zvolen na toto místo a je přijat z moci úřední jako kandidát za předpokladu, že jeho původní mandát jako náměstka generálního ředitele nebyl již jednou prodloužen předešlým kongresem a že ohlásí svůj zájem, aby byl považován za kandidáta na místo generálního ředitele.
4. Uprázdní-li se současně místo generálního ředitele a náměstka generálního ředitele, zvolí Administrativní rada na podkladě kandidatur, které jí byly předloženy po vypsání konkursu, náměstka generálního ředitele na období do příštího kongresu. Pro předkládání kandidatur se analogicky aplikuje ustanovení odstavce 2.
5. Uprázdní-li se místo náměstka generálního ředitele, pověří Administrativní rada na návrh generálního ředitele jednou z ředitelů hodnosti D 2 v Mezinárodním úřadě, aby až do příštího kongresu vykonával funkce náměstka generálního ředitele.

Článek 127

Kompetence generálního ředitele

1. Generální ředitel organizuje, spravuje a řídí Mezinárodní úřad, jehož je zákonným představitelem.
2. Pokud jde o přiřazování pracovních míst, jmenování a povyšování:
 - 2.1 generální ředitel je oprávněn přiřazovat pracovní místa k hodnostem G 1 až D 2 a jmenovat a povyšovat zaměstnance do těchto hodností;
 - 2.2 při jmenování do hodností P 1 až D 2 musí brát v úvahu odbornou kvalifikaci kandidátů doporučených členskými zeměmi, jejichž jsou příslušníky, nebo ve kterých vykonávají svou odbornou činnost, s přihlédnutím ke spravedlivému zeměpisnému rozdělení podle světadílů a jazyků. Místa hodnosti D 2 musejí být v mezích možností obsazována kandidáty z různých regionů a z jiných regionů, než ze kterých pocházejí generální ředitel a náměstek generálního ředitele, přičemž se v první řadě dbá na zajištění výkonnosti Mezinárodního úřadu. V případě, kdy místo vyžaduje speciální kvalifikaci, může se generální ředitel obracet mimo;
 - 2.3 při jmenování nových zaměstnanců přihlíží rovněž k tomu, že osoby zaujímající místa hodností D 2, D 1 a P 5 musejí být zpravidla příslušníky různých členských zemí Unie;
 - 2.4 stejný princip jako v odstavci 2.3 nemusí aplikovat při povyšování pracovníka Mezinárodního úřadu do hodností D 2, D 1 a P 5;
 - 2.5 k požadavkům na spravedlivé zeměpisné a jazykové rozdělení při jmenování se přihlíží až po ocenění schopností;
 - 2.6 generální ředitel informuje jednou ročně Administrativní radu o jmenováních a povýšeních do hodností P 4 až D 2.
3. Generální ředitel má dále následující pravomoci:
 - 3.1 zajišťovat funkce depozitáře Akt Unie a prostředníka v procesu přistoupení a přijetí do Unie, stejně jako vystoupení z ní;
 - 3.2 oznamovat rozhodnutí přijatá kongresem vládám všech členských zemí;

- 3.3 informovat všechny členské země a jejich určené provozovatele o Řádech vyhotovených nebo revidovaných Radou poštovního provozu;
- 3.4 připravovat návrh ročního rozpočtu Unie na nejnižší možné úrovni slučitelné s potřebami Unie a ve vhodné době ho předložit k posouzení Administrativní radě; po schválení Administrativní radou rozeslat rozpočet členským zemím Unie a plnit jej;
- 3.5 vykonávat specifické činnosti požadované orgány Unie a ty, které mu stanovují Akta;
- 3.6 přijímat opatření pro realizaci cílů určených orgány Unie v rámci stanovené politiky a disponibilních finančních prostředků;
- 3.7 předkládat připomínky a návrhy Administrativní radě nebo Radě poštovního provozu;
- 3.8 po skončení kongresu předložit Radě poštovního provozu návrhy týkající se změn Řádů vyplývající z rozhodnutí kongresu v souladu s jednacím řádem Rady poštovního provozu;
- 3.9 připravovat pro Administrativní radu a na základě pokynů vydaných Radami návrh strategie pro předložení kongresu;
- 3.10 vyhotovovat pro schválení Administrativní radou čtyřletou zprávu o výsledcích členských zemí, pokud jde o realizaci strategie Unie schválené předchozím kongresem, která bude předkládána následujícímu kongresu;
- 3.11 zajišťovat reprezentaci Unie;
- 3.12 sloužit jako prostředník ve vztazích mezi:
 - 3.12.1 SPU a užšími uniemi;
 - 3.12.2 SPU a Organizací spojených národů;
 - 3.12.3 SPU a mezinárodními organizacemi, na jejichž činnosti má Unie zájem;
 - 3.12.4 SPU a mezinárodními orgány, asociacemi nebo podniky, se kterými si orgány Unie přejí vést konzultace nebo se připojit k jejich pracím;
- 3.13 vykonávat funkci generálního sekretáře orgánů Unie a z tohoto titulu dbát se zřetelem na zvláštní ustanovení tohoto Řádu zejména na:
 - 3.13.1 přípravu a organizaci prací orgánů Unie;
 - 3.13.2 zpracování, výrobu a distribuci dokumentů, zpráv a zápisů;
 - 3.13.3 fungování sekretariátu během zasedání orgánů Unie;
- 3.14 být přítomen zasedání orgánů Unie a účastnit se jednání bez hlasovacího práva, s možností dát se zastupovat.

Článek 128

Kompetence náměstka generálního ředitele

1. Náměstek generálního ředitele pomáhá generálnímu řediteli a je mu odpovědný.
2. Při nepřítomnosti nebo zaneprázdnění generálního ředitele vykonává jeho pravomoci náměstek generálního ředitele. Stejně je tomu v případě uprázdnění místa generálního ředitele uvedeném v článku 126.3.

Oddíl 2

Sekretariát orgánů Unie a Poradního výboru

Článek 129

Obecné údaje

1. Sekretariát orgánů Unie a Poradního výboru je zajišťován Mezinárodním úřadem a odpovídá za něj generální ředitel.

Článek 130

Příprava a distribuce dokumentů orgánů Unie

1. Mezinárodní úřad připravuje a zveřejňuje na webových stránkách Světové poštovní unie všechny dokumenty vydané při každém zasedání. Mezinárodní úřad rovněž oznamuje zveřejnění nového elektronického dokumentu na webu Světové poštovní unie pomocí účinného systému určeného k tomuto účelu.

Článek 131

Seznam členských zemí (Ústava čl. 2)

1. Mezinárodní úřad sestavuje a udržuje v aktuálním stavu seznam členských zemí Unie, v němž je u každé země uvedena její příspěvková třída, zeměpisná skupina a její situace ve vztahu k Aktům Unie.

Článek 132

Informace. Dobrozdání. Žádosti o vysvětlení a změnu Akt. Ankety. Zprostředkování při vyrovnávání účtů

(Ústava čl. 20, Generální řád čl. 139, 140, 143)

1. Mezinárodní úřad je trvale k dispozici Administrativní radě, Radě poštovního provozu a členským zemím a jejich určeným provozovatelům, aby jim poskytoval všechny potřebné informace ke služebním otázkám.
2. Zejména je pověřen, aby shromažďoval, koordinoval, zveřejňoval a distribuoval informace všeho druhu, které zajímají obor mezinárodního poštovníctví; aby na žádost zúčastněných stran podával dobrozdání o sporných otázkách; aby reagoval na žádosti o vysvětlení a změnu Akt Unie a, obecně, aby prováděl studie a redakční nebo dokumentační práce, jež mu uvedená Akta ukládají nebo které mu byly svěřeny v zájmu Unie.

3. Na žádost členských zemí a jejich určených provozovatelů rovněž provádí ankety, jejichž cílem je zjistit názor ostatních členských zemí a jejich určených provozovatelů na určitou otázku. Výsledek ankety nemá povahu hlasování a není formálně závazný.
4. Může působit jako zúčtovací místo při vyrovnávání účtů všeho druhu týkajících se poštovních služeb.
5. Mezinárodní úřad zajistí důvěrnost a bezpečnost obchodních údajů poskytnutých členskými zeměmi a/nebo jejich určenými provozovateli pro vykonávání jeho úkolů vyplývajících z Akt nebo rozhodnutí Unie.

Článek 133

Technická spolupráce (Ústava čl. 1)

1. Mezinárodní úřad je pověřen, aby v rámci mezinárodní technické spolupráce rozvíjel poštovní technickou pomoc ve všech jejích formách.

Článek 134

Tiskopisy dodávané Mezinárodním úřadem (Ústava čl. 20)

1. Mezinárodní úřad je pověřen, aby zařídil výrobu mezinárodních odpovědek a zásoboval jimi za výrobní cenu členské země nebo jejich určené provozovatele, kteří o to požádají.

Článek 135

Akta užších unií a zvláštní ujednání (Ústava čl. 8)

1. Sekretariáty užších unií nebo, neexistují-li, jedna ze smluvních stran, zasílají Mezinárodnímu úřadu dvě vyhotovení Akt těchto unií a zvláštních ujednání uzavřených podle ustanovení článku 8 Ústavy.
2. Mezinárodní úřad dohlíží na to, aby Akta užších unií a zvláštní ujednání nestanovovala méně výhodné podmínky pro veřejnost, než jaké jsou obsaženy v Aktech Unie. Oznamuje Administrativní radě každou nepravidelnost zjištěnou na základě tohoto ustanovení.
3. Mezinárodní úřad informuje členské země a jejich určené provozovatele o existenci výše uvedených užších unií a zvláštních ujednání.

*Článek 136***Časopis Unie**

1. Mezinárodní úřad vydává s pomocí dokumentů dávaných mu k dispozici časopis v jazyce anglickém, arabském, čínském, francouzském, německém, ruském a španělském.

*Článek 137***Výroční zpráva o činnosti Unie**

(Ústava čl. 20, Generální řád čl. 107.1.24)

1. Mezinárodní úřad vypracovává výroční zprávu o činnosti Unie, která je po schválení řídicím výborem Administrativní rady zasílána členským zemím a jejich určeným provozovatelům, užším uniím a Organizaci spojených národů.

HLAVA III**Předkládání, projednávání návrhů, oznamování přijatých rozhodnutí a nabytí účinnosti Řádů a dalších přijatých rozhodnutí***Článek 138***Postup při předkládání návrhů kongresu (Ústava čl. 29)**

1. Pro předkládání návrhů všeho druhu členskými zeměmi kongresu platí, s výhradou výjimek uvedených v odstavcích 2 a 5, následující postup:
 - 1.1 přijaty jsou návrhy, které dojdou Mezinárodnímu úřadu alespoň šest měsíců před datem stanoveným pro kongres;
 - 1.2 žádný návrh redakční povahy se nepřijme v období šesti měsíců před stanoveným datem kongresu;
 - 1.3 návrhy na věcné změny, které dojdou Mezinárodnímu úřadu v období mezi šesti a čtyřmi měsíci před stanoveným datem kongresu, se přijmou jen tehdy, jsou-li podporovány alespoň dvěma členskými zeměmi;
 - 1.4 návrhy na věcné změny, které dojdou Mezinárodnímu úřadu v období mezi čtyřmi a dvěma měsíci před stanoveným datem kongresu, se přijmou jen tehdy, jsou-li podporovány alespoň osmi členskými zeměmi; později došlé návrhy se již nepřijmou;
 - 1.5 podpurná prohlášení musí dojít Mezinárodnímu úřadu ve stejné lhůtě jako návrhy, jichž se týkají.
2. Návrhy týkající se Ústavy nebo Generálního řádu musejí dojít Mezinárodnímu úřadu nejpozději šest měsíců před zahájením kongresu; návrhy, které dojdou později, avšak před zahájením kongresu, mohou být vzaty v úvahu jen tehdy, jestliže o tom kongres

- rozhodne dvoutřetinovou většinou členských zemí zastoupených na kongresu a jsou-li dodrženy podmínky stanovené v odstavci 1.
3. Každý návrh musí mít v zásadě jen jeden cíl a obsahovat jen změny odůvodnitelné tímto cílem. Rovněž každý návrh, který může přinést značné výdaje pro Unii, musí být doplněn o jeho finanční dopad připravený autorskou členskou zemí v konzultaci s Mezinárodním úřadem tak, aby bylo možno stanovit nezbytné finanční zdroje na jeho realizaci.
 4. Návrhy redakční povahy opatří členská země, které je předkládají, v záhlaví poznámkou „Návrh redakční povahy“ a Mezinárodní úřad je uveřejní pod číslem, za nímž následuje písmeno „R“. Návrhy, které nemají toto označení, ale podle názoru Mezinárodního úřadu se týkají jen redakční úpravy, se uveřejní s vhodnou poznámkou; Mezinárodní úřad sestaví seznam těchto návrhů pro potřebu kongresu.
 5. Postup předepsaný v odstavcích 1 a 4 se nevztahuje na návrhy týkající se Jednacího řádu kongresů ani na pozměňovací návrhy k návrhům již podaným.

Článek 139

Postup při předkládání návrhů na změnu Úmluvy a Ujednání mezi dvěma kongresy

1. Aby byl vzat v úvahu, musí být každý návrh k Úmluvě nebo k Ujednáním podáván některou členskou zemí mezi dvěma kongresy podporován alespoň dvěma dalšími členskými zeměmi. Tyto návrhy se nevyřizují, neobdrží-li k nim Mezinárodní úřad zároveň potřebná podpůrná prohlášení.
2. Tyto návrhy se zasílají ostatním členským zemím prostřednictvím Mezinárodního úřadu.

Článek 140

Projednávání návrhů na změnu Úmluvy a Ujednání mezi dvěma kongresy

1. Pro každý návrh týkající se Úmluvy, Ujednání a jejich závěrečných protokolů platí následující postup: jestliže členská země zašle návrh Mezinárodnímu úřadu, zašle jej tento všem členským zemím k přezkoumání. Ty mají dvouměsíční lhůtu k přezkoumání návrhu a případnému zaslání svých připomínek Mezinárodnímu úřadu. Pozměňovací návrhy nejsou přípustné. Po uplynutí této dvouměsíční lhůty Mezinárodní úřad zašle členským zemím všechny připomínky, které dostal, a vyzve každou členskou zemi, která má hlasovací právo, k hlasování pro nebo proti návrhu. U těch členských zemí, které ve lhůtě dvou měsíců neoznámily své rozhodnutí, se má za to, že se zdržely hlasování. Uvedené lhůty se počítají od data oběžníků Mezinárodního úřadu.
2. Týká-li se návrh některého ujednání nebo jeho závěrečného protokolu, mohou se postupu podle odstavce 1 zúčastnit jen členské země, které jsou účastníky daného ujednání.

*Článek 141***Postup při předkládání návrhů týkajících se přípravy nových Řádů Radě poštovního provozu s ohledem na rozhodnutí přijatá kongresem**

1. Řády Světové poštovní úmluvy a Ujednání o poštovních peněžních službách vypracovává Rada poštovního provozu s přihlédnutím k rozhodnutím přijatým kongresem.
2. Návrhy, které jsou důsledkem navrhovaných změn Úmluvy nebo Ujednání o poštovních peněžních službách, se Mezinárodnímu úřadu předkládají současně s návrhy pro kongres, ke kterým se vztahují. Mohou být předloženy jedinou členskou zemí bez podpory dalších členských zemí. Takové návrhy musí být zaslány všem členským zemím nejpozději jeden měsíc před kongresem.
3. Jiné návrhy týkající se Řádů, které mají být posouzeny Radou poštovního provozu při přípravě nových Řádů ve lhůtě šesti měsíců po kongresu, musejí být zaslány Mezinárodnímu úřadu nejméně dva měsíce před kongresem.
4. Návrhy týkající se změn Řádů v důsledku rozhodnutí kongresu, předkládané členskými zeměmi, musejí dojít Mezinárodnímu úřadu nejpozději dva měsíce před zahájením Rady poštovního provozu. Tyto návrhy musejí být zaslány všem členským zemím a jejich určeným provozovatelům nejpozději jeden měsíc před zahájením Rady poštovního provozu.

*Článek 142***Změna Řádů Radou poštovního provozu**

1. Návrhy na změnu Řádů projednává Rada poštovního provozu.
2. Pro předložení jakéhokoli návrhu na změnu Řádů se nevyžaduje podpora členské země.
3. Rada poštovního provozu takový návrh projedná pouze tehdy, jestliže uzná jeho neodkladnost.

*Článek 143***Oznamování rozhodnutí přijatých mezi dvěma kongresy**

(Ústava čl. 29, Generální řád čl. 139, 140, 142)

1. Změny v Úmluvě, ujednáních a závěrečných protokolech k těmto Aktům se potvrzují oznámením generálního ředitele Mezinárodního úřadu vládám členských zemí.
2. Změny provedené Radou poštovního provozu v Řádech a jejich závěrečných protokolech jsou členským zemím a jejich určeným provozovatelům oznamovány Mezinárodním úřadem. Totéž platí pro výklady uvedené v článku 38.3.2 Úmluvy a pro příslušná ustanovení ujednání.

*Článek 144***Nabytí účinnosti Řádů a dalších rozhodnutí přijatých mezi dvěma kongresy**

1. Řády nabývají účinnosti stejným dnem a mají stejnou dobu platnosti jako Akta příslušného kongresu.
2. S výhradou ustanovení odstavce 1 nabývají rozhodnutí o změnách Akt Unie přijatá mezi dvěma kongresy účinnosti nejdříve tři měsíce po jejich oznámení.

HLAVA IV**Finance***Článek 145***Stanovení výdajů Unie (Ústava čl. 21)**

1. S výhradou ustanovení odstavců 2 až 6 nesmějí roční výdaje na činnost orgánů Unie v letech 2013–2016 překročit 37 235 000 švýcarských franků.
2. Náklady na zasedání příštího kongresu (přemístění sekretariátu, dopravní náklady, náklady na technické vybavení pro simultánní tlumočení, náklady na pořizování dokumentů během kongresu apod.) nesmějí překročit limit 2 900 000 švýcarských franků.
3. Administrativní rada je oprávněna překročit limity stanovené v odstavcích 1 a 2, musí-li přihlédnout ke zvýšením platových stupnic, penzijních příspěvků nebo přídatků, včetně funkčních přídatků, schváleným Organizací spojených národů pro její zaměstnance v Ženevě.
4. Administrativní rada je rovněž oprávněna upravovat každoročně částku nákladů jiných než personálních v závislosti na švýcarském indexu spotřebitelských cen.
5. Odchylkou od ustanovení odstavce 1 může Administrativní rada, nebo v případě krajní naléhavosti generální ředitel, dát souhlas k překročení stanovených limitů za účelem provedení důležitých a nepředvídaných oprav budovy Mezinárodního úřadu, nejvýše však o 125 000 švýcarských franků ročně.
6. Ukáží-li se částky uvedené v odstavcích 1 a 2 nedostatečnými pro zajištění hladkého chodu Unie, mohou být tyto limity překročeny pouze se souhlasem většiny členských zemí Unie. Každá konzultace musí obsahovat podrobný rozbor skutečností ospravedlňujících takovou žádost.

*Článek 146***Úhrada příspěvků členských zemí**

1. Země, které přistoupí k Unii nebo jsou přijaty za členy Unie, jakož i země, které z Unie vystoupí, musejí zaplatit svůj příspěvek za celý rok, v jehož průběhu nabylo jejich přijetí nebo vystoupení účinnosti.
2. Členské země platí své příspěvky na roční náklady Unie předem na podkladě rozpočtu stanoveného Administrativní radou. Tyto příspěvky musejí být zaplacený nejpozději první den finančního období, jehož se rozpočet týká. Po tomto termínu se z dlužných částek počítají úroky ve prospěch Unie, a to 6 % ročně počínaje čtvrtým měsícem.
3. Jestliže jsou nedoplatky povinných příspěvků bez úroků dlužné Unii členskou zemí rovny nebo vyšší než částka příspěvků této země za předchozí dvě finanční období, může tato členská země nenávratně postoupit Unii své celé pohledávky vůči jiným členským zemím nebo jejich část způsobu stanovenými Administrativní radou. Podmínky postoupení pohledávek musejí být stanoveny společnou dohodou mezi členskou zemí, jejími dlužníky/věřiteli a Unii.
4. Členské země, které z právních nebo jiných důvodů nemohou provést takové postoupení, musejí uzavřít plán splácení svých nevyrovnaných účtů.
5. Kromě výjimečných případů nesmí vyrovnání nedoplatků povinných příspěvků trvat více než deset let.
6. Administrativní rada může ve výjimečných případech osvobodit členskou zemi od všech nebo od části dlužných úroků, jestliže tato země plně vyrovnala své nezaplacené dluhy.
7. V rámci plánu splácení svých nevyrovnaných účtů schváleného Administrativní radou může být členská země rovněž osvobozena od všech nebo části akumulovaných nebo nabíhajících úroků; takové osvobození je však podřízeno úplnému a přesnému dodržování plánu splácení v dohodnuté lhůtě maximálně deseti let.
8. Ustanovení uvedená v odstavcích 3 až 7 se analogicky aplikují na náklady na překlady fakturované Mezinárodním úřadem členským zemím náležejícím do jazykových skupin.

*Článek 147***Nedostatek finančních prostředků**

1. V rámci Unie je zřízen rezervní fond s cílem čelit nedostatku finančních prostředků. Jeho výše je stanovena Administrativní radou. Tento fond je dotován v první řadě rozpočtovými přebytky. Může rovněž sloužit k vyrovnání rozpočtu nebo ke snížení výše příspěvků členských zemí.

2. Při přechodném nedostatku finančních prostředků Unie poskytne vláda Švýcarské konfederace Unii krátkodobě potřebné zálohy za podmínek, které budou sjednány společnou dohodou.

Článek 148

Dohled nad vedením účtů a účetnictví

1. Vláda Švýcarské konfederace dohlíží bezplatně na vedení účtů a účetnictví Mezinárodního úřadu v rámci úvěrových limitů stanovených kongresem.

Článek 149

Automatické sankce

1. Každá členská země, která nemůže provést postoupení uvedené v článku 146.3 a která nepřijme plán splácení navržený Mezinárodním úřadem podle článku 146.4, nebo tento plán nedodrží, automaticky ztrácí své hlasovací právo na kongresu a na zasedáních Administrativní rady a Rady poštovního provozu a není nadále volitelná do těchto dvou rad.
2. Automatické sankce se ruší z moci úřední s okamžitou účinností, jakmile příslušná členská země plně vyrovná své nedoplatky povinných příspěvků dlužných Unii včetně úroků nebo jestliže souhlasí s tím, že se podřídí plánu splácení svých nevyrovnaných účtů. Článek 150

Příspěvkové třídy (Ústava čl. 21, Generální řád čl. 131, 145, 146, 147 a 148)

1. Členské země přispívají na krytí výdajů Unie podle příspěvkové třídy, do které patří. Tyto třídy jsou:

třída	50 jednotek;
třída	45 jednotek;
třída	40 jednotek;
třída	35 jednotek;
třída	30 jednotek;
třída	25 jednotek;
třída	20 jednotek;
třída	15 jednotek;
třída	10 jednotek;
třída	5 jednotek;
třída	3 jednotky;
třída	1 jednotka;

- třída 0,5 jednotky vyhrazená pro nejméně rozvinuté země vyjmenované Organizací spojených národů a pro jiné země určené Administrativní radou.
2. Mimo příspěvkové třídy uvedené v odstavci 1 může každá členská země podle své volby platit vyšší počet příspěvkových jednotek, než je příspěvková třída, do které náleží, v průběhu období, které je minimálně ekvivalentem období mezi dvěma kongresy. Tato změna je oznámena nejpozději v průběhu kongresu. Na konci období mezi dvěma kongresy se členská země automaticky vrátí ke svému původnímu počtu příspěvkových jednotek, pakliže se nerozhodne pokračovat v placení vyššího počtu příspěvkových jednotek. Placení dodatečných příspěvků odpovídajícím způsobem zvyšuje výdaje.
 3. Členské země jsou zařazeny do jedné z výše uvedených příspěvkových tříd při svém přistoupení nebo přijetí do Unie podle postupu uvedeného v článku 21.4 Ústavy.
 4. Členské země se mohou později zařadit do nižší příspěvkové třídy pod podmínkou, že žádost o změnu bude zaslána Mezinárodnímu úřadu nejméně dva měsíce před zahájením kongresu. Kongres vydává k těmto žádostem o změnu příspěvkové třídy nezávazné stanovisko. Členská země není stanoviskem kongresu vázána. Konečné rozhodnutí členské země se zašle sekretariátu Mezinárodního úřadu před koncem kongresu. Tato žádost o změnu vstupuje v platnost dnem, kdy nabývají účinnosti finanční opatření přijatá kongresem. Členské země, které neoznámily své přání změnit příspěvkovou třídu v předepsaných lhůtách, jsou ponechány v příspěvkové třídě, do které dosud patřily.
 5. Členské země nemohou požadovat snížení příspěvkové třídy o více než jeden stupeň najednou.
 6. Za mimořádných okolností, jako jsou přírodní katastrofy vyžadující si programy mezinárodní pomoci, může však na žádost členské země Administrativní rada dát souhlas k dočasné změně příspěvkové třídy o jeden stupeň jedenkrát mezi dvěma kongresy, jestliže tato země prokáže, že nemůže nadále platit svůj příspěvek podle původně vybrané třídy. Za stejných okolností může Administrativní rada dát rovněž souhlas k dočasné změně příspěvkové třídy členských zemí, které nepatří do kategorie nejméně vyspělých zemí a jsou již zařazeny ve třídě s 1 jednotkou, na třídu s 0,5 jednotky.
 7. Dočasná změna příspěvkové třídy podle odstavce 6 může být Administrativní radou povolena na období nejvýše dvou let nebo do příštího kongresu, jestliže se koná před koncem tohoto období. Po uplynutí stanoveného období je příslušná země automaticky zařazena do své původní třídy.
 8. Odchytkou od odstavců 4 a 5 neplatí pro přeřazení do vyšší třídy žádné omezení.

*Článek 151***Placení za dodávky od Mezinárodního úřadu (Generální řád čl. 134)**

1. Dodávky, které zasílá členským zemím a jejich určeným provozovatelům za úplaty Mezinárodní úřad, musejí být zaplacený v nejkratší možné lhůtě a nejpozději do šesti měsíců od prvního dne měsíce následujícího po měsíci, kdy Mezinárodní úřad zaslal účet. Po uplynutí této lhůty se dlužné částky úrokují 5 % ročně ve prospěch Unie ode dne, kdy prošla uvedená lhůta.

*Článek 152***Organizování podpůrných orgánů financovaných uživateli**

1. S výhradou schválení Administrativní radou může Rada poštovního provozu zřizovat určitý počet podpůrných orgánů financovaných uživateli na základě dobrovolnosti, aby organizovaly provozní, obchodní, technické a ekonomické aktivity, které spadají do jejich kompetencí podle článku 18 Ústavy, ale nemohou být financovány z řádného rozpočtu.
2. Po vytvoření takového orgánu spadajícího pod Radu poštovního provozu tato Rada rozhodne o základním rámci pro stanovy orgánu, přičemž řádně zváží základní pravidla a principy, kterými se Světová poštovní unie jakožto mezivládní organizace řídí, a předloží je ke schválení Administrativní radě. Základní rámec obsahuje následující prvky:
 - 2.1 mandát;
 - 2.2 složení, včetně kategorií členů orgánu;
 - 2.3 rozhodovací pravidla, včetně vnitřní struktury a vztahů orgánu s ostatními orgány Světové poštovní unie;
 - 2.4 zásady hlasování a zastupování;
 - 2.5 financování (příspěvky, poplatky spojené s užíváním atd.);
 - 2.6 složení sekretariátu a řídicí struktura.
3. Každý podpůrný orgán financovaný uživateli organizuje svoji činnost nezávisle v mezích základního rámce určeného Radou poštovního provozu a schváleného Administrativní radou a zpracovává výroční zprávu o své činnosti, kterou předkládá ke schválení Radě poštovního provozu.
4. Administrativní rada stanoví pravidla týkající se výdajů na podporu, kterými by měly podpůrné orgány financované uživateli přispívat do řádného rozpočtu. Tato pravidla zveřejní ve finančním řádu Unie.
5. Generální ředitel Mezinárodního úřadu spravuje sekretariát podpůrných orgánů financovaných uživateli v souladu s personálním statutem a předpisy, jež schvaluje Administrativní rada a jež se vztahují na zaměstnance nábírané pro tyto orgány. Sekretariát podpůrných orgánů tvoří nedílnou součást Mezinárodního úřadu.

6. Informace týkající se podpůrných orgánů financovaných uživateli zřízených v souladu s tímto článkem se po jejich vytvoření dají na vědomí kongresu.

HLAVA V

Rozhodčí řízení

Článek 153

Postup při rozhodčím řízení (Ústava čl. 32)

1. V případě sporu mezi členskými zeměmi, který má být řešen rozhodčím řízením, musí každá členská země druhou stranu písemně seznámit s předmětem sporu a informovat ji o svém rozhodnutí zahájit rozhodčí řízení prostřednictvím oznámení o zahájení rozhodčího řízení.
2. Jestliže se spor týká otázek provozní nebo technické povahy, každá členská země může požádat svého určeného provozovatele, aby jednal v souladu s dále stanoveným postupem, a delegovat tuto pravomoc na svého provozovatele. Dotčená členská země je informována o průběhu a výsledcích řízení. Příslušné členské země nebo určení provozovatelé jsou dále označováni jako „účastníci rozhodčího řízení“.
3. Účastníci rozhodčího řízení určí buď jednoho, nebo tři rozhodčí.
4. Jestliže si účastníci rozhodčího řízení zvolí možnost určit tři rozhodčí, každá strana si v souladu s ustanoveními odstavce 2 vybere některou členskou zemi nebo určeného provozovatele, kteří nemají ve sporu přímý zájem, aby působili jako rozhodčí. Tvoří-li strany ve sporu společně několik členských zemí a/nebo určených provozovatelů, pokládají se pro účely těchto ustanovení za jedinou stranu.
5. Dohodnou-li se účastníci na určení třech rozhodčích, je třetí rozhodčí určen společnou dohodou mezi účastníky a nemusí nutně pocházet z některé členské země nebo určeného provozovatele.
6. Jestliže jde o spor týkající se některého z ujednání, mohou být za rozhodčí určeny jen ty členské země, které jsou účastníky daného ujednání.
7. Účastníci rozhodčího řízení se mohou společně dohodnout, že určí jediného rozhodčího, který nemusí nutně pocházet z některé členské země nebo určeného provozovatele.
8. Jestliže jeden z účastníků rozhodčího řízení (nebo oba) ve lhůtě tří měsíců od data oznámení o zahájení rozhodčího řízení neurčí rozhodčího nebo rozhodčí, vyzve Mezinárodní úřad, je-li o to požádán, členskou zemi, která je v prodlení, aby určila rozhodčího, nebo jej z moci úřední určí sám. Mezinárodní úřad nezasahuje do jednání, ledaže by ho o to oba účastníci společně požádali.

9. Účastníci rozhodčího řízení mohou společnou dohodou urovnat spor kdykoli před vynesemím rozhodnutí rozhodčím nebo rozhodčími. Případné odstoupení musí být oznámeno písemně Mezinárodnímu úřadu do deseti dnů poté, co účastníci dospěli k této dohodě. Jestliže se účastníci dohodli odstoupit od rozhodčího řízení, rozhodčí ztrácejí pravomoc rozhodovat v této věci.
10. Rozhodčí jsou povinni rozhodnout spor na základě fakt a důkazů, které mají k dispozici. Veškeré informace týkající se sporu musejí být předány oběma stranám a rozhodčímu nebo rozhodčím.
11. Rozhodnutí rozhodčího nebo rozhodčích se přijímá většinou hlasů a oznámí se Mezinárodnímu úřadu a účastníkům do šesti měsíců od data zaslání oznámení o zahájení rozhodčího řízení.
12. Rozhodčí řízení je důvěrné a Mezinárodnímu úřadu se do deseti dnů od vydání rozhodnutí účastníkům sdělí písemně pouze krátký popis sporu a rozhodnutí.
13. Rozhodnutí rozhodčího nebo rozhodčích je konečné, pro účastníky závazné a nelze se proti němu odvolat.
14. Účastníci rozhodčího řízení provedou rozhodnutí rozhodčího nebo rozhodčích neprodleně. Jestliže je pravomoc zahájit rozhodovací řízení a podvolit se mu delegována členskou zemí na jejího určeného provozovatele, členská země je odpovědná za zajištění, že určený provozovatel provede rozhodnutí rozhodčího nebo rozhodčích.

HLAVA VI

Používání jazyků v Unii

Článek 154

Pracovní jazyky Mezinárodního úřadu

1. Pracovními jazyky Mezinárodního úřadu jsou jazyk francouzský a anglický.

Článek 155

Jazyky používané pro dokumentaci, pro ústní jednání a pro služební korespondenci

1. V dokumentaci vydávané Unií se používají jazyky francouzský, anglický, arabský a španělský. Používají se rovněž jazyky čínský, německý, portugalský a ruský s podmínkou, že produkce v těchto jazycích je omezena na nejdůležitější základní dokumentaci. Jiné jazyky se mohou rovněž použít pod podmínkou, že členská země, které o ně žádají, nesou všechny náklady.

2. Členská země nebo členské země požadující používání jiného jazyka než úředního tvoří jazykovou skupinu.
3. Dokumentace je vydávána Mezinárodním úřadem v úředním jazyce a v jazycích řádně ustavených jazykových skupin buď přímo, nebo prostřednictvím oblastních kanceláří těchto skupin, způsobem sjednaným s Mezinárodním úřadem. Vydávání v jiných jazycích se provádí analogicky.
4. Dokumentace vydávaná přímo Mezinárodním úřadem je distribuována pokud možno současně v různých požadovaných jazycích.
5. Korespondence mezi členskými zeměmi nebo jejich určenými provozovateli a Mezinárodním úřadem a mezi tímto úřadem a třetími osobami se může vyměňovat ve všech jazycích, pro něž má Mezinárodní úřad překladatelskou službu.
6. Náklady na překlad do jakéhokoli jazyka včetně nákladů, které vyplývají z aplikace ustanovení odstavce 5, nese jazyková skupina, která o tento jazyk požádala. Členské země, které používají úřední jazyk, hradí za překlad neoficiálních dokumentů paušální příspěvek, jehož výše na příspěvkovou jednotku se rovná částce, kterou platí členské země používající druhý pracovní jazyk Mezinárodního úřadu. Všechny ostatní náklady spojené s dodáváním dokumentů nese Unie. Limit nákladů, které má uhradit Unie na produkci dokumentů v čínštině, němčině, portugalské a ruštině, je stanoven rezolucí kongresu.
7. Náklady, které má hradit jazyková skupina, se rozdělují mezi členy této skupiny úměrně k jejich členským příspěvkům na výdaje Unie. Tyto náklady mohou být rozděleny mezi členy jazykové skupiny podle jiného rozdělovacího klíče za podmínky, že se zúčastněné členské země na tom dohodnou a oznámí své rozhodnutí Mezinárodnímu úřadu prostřednictvím mluvčího skupiny.
8. Mezinárodní úřad vyhoví ve lhůtě, která nesmí překročit dva roky, jakékoli žádosti členské země o změnu ve výběru jazyka.
9. Pro ústní jednání na zasedáních orgánů Unie se povolují jazyky francouzský, anglický, španělský, ruský a arabský pomocí tlumočnického systému – s elektronickým zařízením nebo bez něj, jejichž volba je ponechána na uvážení organizátorů zasedání po konzultaci s generálním ředitelem Mezinárodního úřadu a zúčastněnými členskými zeměmi.
10. Pro ústní jednání a zasedání uvedená v odstavci 9 se povolují i jiné jazyky.
11. Delegace, které používají jiné jazyky, zajistí simultánní tlumočení do jednoho z jazyků uvedených v odstavci 9 buď pomocí systému uvedeného v téže odstavci, pokud je možno provést potřebné technické úpravy, nebo zvláštními tlumočníky.
12. Náklady na tlumočnickou službu se rozdělují mezi členské země, které používají stejný jazyk, úměrně k jejich členským příspěvkům na výdaje Unie. Náklady na instalaci a údržbu technického zařízení však nese Unie.

13. Členské země a/nebo jejich určení provozovatelé se mohou dohodnout na jazyku, který má být používán pro služební korespondenci v jejich vzájemných stycích. Není-li taková dohoda, používá se jazyk francouzský.

HLAVA VII

Závěrečná ustanovení

Článek 156

Podmínky schvalování návrhů týkajících se Generálního řádu

1. Návrhy předložené kongresu a vztahující se k tomuto Generálnímu řádu nabudou účinnosti po schválení většinou členských zemí zastoupených na kongresu a majících právo hlasovat. Při hlasování musejí být přítomny nejméně dvě třetiny členských zemí, které mají právo hlasovat.

Článek 157

Návrhy týkající se dohod s Organizací spojených národů (Ústava čl. 9)

1. Podmínky schvalování uvedené v článku 156 platí rovněž pro návrhy na změny dohod sjednaných mezi Světovou poštovní unií a Organizací spojených národů, pokud tyto dohody samy neurčují podmínky pro změny svých ustanovení.

Článek 158

Změna, nabytí účinnosti a doba platnosti Generálního řádu

Změny přijaté kongresem jsou obsahem dodatkového protokolu a s výhradou opačného rozhodnutí kongresu nabývají účinnosti ve stejnou dobu jako Akta přijatá tímto kongresem.

Tento Generální řád nabude účinnosti dnem 1. ledna 2014 a zůstane v platnosti po neurčitou dobu.

Na důkaz toho podepsali zplnomocněnci vlád členských zemí tento Generální řád v jediném vyhotovení, které je uloženo u generálního ředitele Mezinárodního úřadu. Jeden jeho opis bude odevzdán každé straně Mezinárodním úřadem Světové poštovní unie.

Dáno v Dohá dne 11. října 2012

JEDNACÍ ŘÁD KONGRESŮ

Obsah

<i>Článek 1</i>	4
Všeobecná ustanovení	
<i>Článek 2</i>	4
Delegace	
<i>Článek 3</i>	4
Plné moci delegátů	
<i>Článek 4</i>	5
Zasedací pořádek	
<i>Článek 5</i>	5
Pozorovatelé a pozorovatelé ad hoc	
<i>Článek 6</i>	6
Předsednictví a místopředsednictví kongresu a komisí	
<i>Článek 7</i>	6
Předsednictvo kongresu	
<i>Článek 8</i>	6
Členové komisí	
<i>Článek 9</i>	7
Pracovní skupiny	
<i>Článek 10</i>	7
Sekretariát kongresu a komisí	
<i>Článek 11</i>	7
Jednací jazyky	
<i>Článek 12</i>	8
Jazyky, v nichž jsou pořizovány dokumenty kongresu	
<i>Článek 13</i>	8
Návrhy	
<i>Článek 14</i>	9
Projednávání návrhů na kongresu a v komisích	
<i>Článek 15</i>	9
Diskuse	
<i>Článek 16</i>	10
Pořádkové návrhy a procedurální návrhy	
<i>Článek 17</i>	11
Kvorum	

Článek 18.....	11
Zásada a postup při hlasování	
Článek 19.....	12
Podmínky pro schvalování návrhů	
Článek 20.....	13
Volba členů Administrativní rady a Rady poštovního provozu	
Článek 21.....	13
Volba generálního ředitele a náměstka generálního ředitele Mezinárodního úřadu	
Článek 22.....	13
Zprávy	
Článek 23.....	14
Odvolání proti rozhodnutím přijatým komisemi a kongresem	
Článek 24.....	14
Schvalování návrhů rozhodnutí kongresem (Akta, rezoluce, atd.)	
Článek 25.....	14
Přidělování studií Administrativní radě a Radě poštovního provozu	
Článek 26.....	15
Výhrady k Aktům	
Článek 27.....	15
Podpis Akt	
Článek 28.....	15
Změny Řádu	

JEDNACÍ ŘÁD KONGRESŮ

Článek 1

Všeobecná ustanovení

Tento Jednací řád (dále jen „Řád“) se vydává na základě Akt Unie a je jim podřízen. Při rozporu mezi některým z jeho ustanovení a ustanovením Akt jsou směrodatná Akta.

Článek 2

Delegace

1. Výrazem „delegace“ se rozumí osoba nebo skupina osob určených členskou zemí k účasti na kongresu. Delegace se skládá z vedoucího delegace, jakož i popřípadě zástupce vedoucího delegace, jednoho nebo několika delegátů a případně jednoho nebo několika doprovázejících úředníků (včetně expertů, sekretářů atd.).
2. Vedoucí delegací, jejich zástupci, jakož i delegáti jsou zástupci členských zemí ve smyslu článku 14.2 Ústavy, jsou-li vybaveni plnými mocemi odpovídajícími podmínkám stanoveným v článku 3 tohoto Řádu.
3. Doprovázející úředníci se mohou zúčastnit zasedání a mají právo zúčastnit se rokování, ale v zásadě nemají hlasovací právo. Mohou však být svým vedoucím delegace zmocněni, aby hlasovali jménem své země na zasedáních komisí. Taková zmocnění musejí být předána písemně před začátkem zasedání předsedovi příslušné komise.

Článek 3

Plné moci delegátů

1. Plné moci delegátů musejí být podepsány hlavou státu nebo předsedou vlády nebo ministrem zahraničních věcí příslušné země. Musejí být sepsány ve správné a náležité formě. Plné moci delegátů zmocněných k podpisu Akt (zplnomocněnců) musejí obsahovat rozsah oprávnění k podpisu (podpis s výhradou ratifikace nebo schválení, podpis „ad referendum“, definitivní podpis). Chybí-li toto upřesnění, je podpis považován za podpis s výhradou ratifikace nebo schválení. Plné moci opravňující k podpisu Akt zahrnují v sobě automaticky právo zúčastnit se jednání a hlasovat. Delegáti, kterým příslušné orgány udělily plné moci bez upřesnění jejich rozsahu, jsou oprávněni rokovat, hlasovat a podepsat Akta, pokud z textu plných mocí výslovně nevyplývá opak.
2. Plné moci musejí být od zahájení kongresu uloženy u orgánu, který je k tomu určen.
3. Delegáti, kteří nejsou vybaveni plnými mocemi nebo své plné moci nepředloží, se mohou, pokud byli svou vládou ohlášení vládě zvoucí země, zúčastnit rokování a hlasovat od okamžiku, kdy se začnou zúčastňovat prací kongresu. Stejně je tomu u těch, jejichž plné moci nebyly uznány z důvodu určitých nepravidelností. Tito delegáti pozbudou oprávnění hlasovat od okamžiku, kdy kongres schválí poslední zprávu komise pro ověřování plných mocí, v níž je uvedeno, že jejich plné moci chybějí nebo jsou v nich nepravidelnosti, až do doby, kdy dojde k nápravě. Poslední zpráva musí být kongresem

schválena před volbami, s výjimkou volby předsedy kongresu, a před schválením návrhů Akt.

4. Plné moci členské země, která je zastupována na kongresu delegací jiné členské země (zmocnění), musejí mít stejnou formu jako plné moci uvedené v odstavci 1.
5. Plné moci a zmocnění zaslané telegraficky nejsou přípustné. Naproti tomu se přijímají telegramy odpovídající na žádost o informaci ve věci plných mocí.
6. Delegace, která se po předložení svých plných mocí nemůže zúčastnit jednoho nebo více zasedání, má možnost nechat se zastupovat delegací jiné členské země za podmínky, že to písemně ohlásí předsedovi příslušného zasedání. Jedna delegace však může zastupovat kromě své země pouze jednu další zemi.
7. Delegáti členských zemí, které nejsou účastníky některého ujednání, se mohou zúčastnit jednání kongresu týkajícího se tohoto ujednání bez práva hlasovat.

Článek 4 **Zasedací pořádek**

1. Na zasedáních kongresu a komisí jsou delegace seřazeny podle francouzského abecedního pořádku přítomných členských zemí.
2. Předseda Administrativní rady určí ve vhodné době losem jméno země, která zaujme při zasedáních kongresu a komisí místo v čele před předsednickým stolem.

Článek 5 **Pozorovatelé a pozorovatelé ad hoc**

1. Pozorovatelé uvedení v článku 105.1 Generálního řádu jsou zváni k účasti na plenárních zasedáních a zasedáních komisí kongresu.
2. Pozorovatelé ad hoc uvedení v článku 105.2 Generálního řádu mohou být přizváni, aby se zúčastnili určitých jednání kongresu a jeho komisí, jestliže je to v zájmu Unie nebo prací kongresu.
3. Pozorovatelé a pozorovatelé ad hoc nemají právo hlasovat, se souhlasem předsedy zasedání však mohou vystupovat.
4. Jestliže to důvěrnost projednávané záležitosti vyžaduje, může být za výjimečných okolností právo pozorovatelů a pozorovatelů ad hoc k účasti na určitých zasedáních nebo částech zasedání omezeno. Musejí být o tom informováni co možná nejdříve. Rozhodnutí o takovémto omezení může být přijato případ od případu kterýmkoli z dotčených orgánů nebo jeho předsedou. Takováto rozhodnutí jsou přezkoumávána předsednictvem kongresu, které má právo je potvrdit nebo zrušit prostou většinou hlasů.

Článek 6

Předsednictví a místopředsednictví kongresu a komisí

1. Na svém prvním plenárním zasedání zvolí kongres na návrh hostitelské země kongresu předsedu kongresu a pak schválí na návrh Administrativní rady jmenování členských zemí, které budou zajišťovat místopředsednictví kongresu, jakož i předsednictví a místopředsednictví komisí. Tyto funkce jsou přidělovány pokud možno s přihlédnutím k spravedlivému zeměpisnému rozdělení členských zemí.
2. Předsedové zahajují a ukončují zasedání, kterým předsedají, řídí diskuse, udělují slovo řečníkům, dávají hlasovat o návrzích a oznamují většinu požadovanou pro hlasování, vyhláší rozhodnutí a s výhradou schválení kongresem podávají případně výklad těchto rozhodnutí.
3. Předsedové dbají na dodržování toho Řádu a dodržování pořádku v průběhu zasedání.
4. Každá delegace se může odvolat ke kongresu nebo komisi proti rozhodnutí předsedy kongresu nebo komise na základě ustanovení Řádu nebo jeho výkladu; rozhodnutí předsedy však zůstává v platnosti, nebylo-li zrušeno většinou přítomných a hlasujících členů.
5. Nemůže-li členská země pověřená předsednictvím nadále zajišťovat tuto funkci, je kongresem nebo komisí určen pro její nahrazení jeden z místopředsedů.

Článek 7

Předsednictvo kongresu

1. Předsednictvo je ústředním orgánem pověřeným řídit práce kongresu. Skládá se z předsedy a místopředsedů kongresu, jakož i z předsedů komisí. Schází se pravidelně, aby projednalo postup prací kongresu a jeho komisí a aby formulovalo doporučení podporující dobrý průběh. Pomáhá předsedovi při vypracování programu každého plenárního zasedání a při koordinaci prací komisí. Činí doporučení, která se vztahují k zakončení kongresu.
2. Generální sekretář kongresu a zástupce generálního sekretáře, kteří jsou uvedeni v článku 10. 1, se zúčastní zasedání předsednictva kongresu.

Článek 8

Členové komisí

1. Členské země zastoupené na kongresu jsou z moci práva členy komisí pověřených projednáním návrhů týkajících se Ústavy, Generálního řádu a Úmluvy.
2. Členské země zastoupené na kongresu, které jsou účastníky jednoho nebo více fakultativních ujednání, jsou z moci práva členy komise nebo komisí pověřených revizí těchto ujednání. Hlasovací právo členů této komise nebo těchto komisí je omezeno na ujednání, jejichž jsou účastníky.

3. Delegace, které nejsou členy komisí projednávajících ujednání, mají možnost být přítomny na zasedáních těchto komisí a účastnit se jednání bez hlasovacího práva.

Článek 9 **Pracovní skupiny**

Kongres a každá komise mohou vytvářet pracovní skupiny ke studiu určitých otázek.

Článek 10 **Sekretariát kongresu a komisí**

1. Generální ředitel Mezinárodního úřadu vykonává funkci generálního sekretáře a náměstek generálního ředitele funkci zástupce generálního sekretáře kongresu.
2. Generální sekretář a zástupce generálního sekretáře jsou přítomni na zasedáních kongresu a předsednictva kongresu, kde se účastní jednání bez hlasovacího práva. Za stejných podmínek se mohou zúčastnit zasedání komisí nebo se tam dát zastoupit některým vyšším úředníkem Mezinárodního úřadu.
3. Práce sekretariátu kongresu, předsednictva kongresu a komisí zajišťují pracovníci Mezinárodního úřadu ve spolupráci s hostitelskou členskou zemí.
4. Vyšší úředníci Mezinárodního úřadu vykonávají funkce sekretářů kongresu, předsednictva kongresu a komisí. Pomáhají předsedovi během zasedání a odpovídají za sepisování zpráv.
5. Sekretářům kongresu a komisí pomáhají zástupci sekretářů.

Článek 11 **Jednací jazyky**

1. S výhradou odstavce 2 je pro jednání prostřednictvím systému simultánního nebo následného tlumočení přípustný jazyk francouzský, anglický, španělský a ruský.
2. Jednání redakční komise probíhají ve francouzském jazyce.
3. Pro jednání uvedená v odstavci 1 se povolují i jiné jazyky. V tomto ohledu má přednost jazyk hostitelské země. Delegace, které používají jiné jazyky, zajistí simultánní tlumočení do některého z jazyků uvedených v odstavci 1 buď pomocí systému simultánního tlumočení, pokud je možno provést technické úpravy, nebo zvláštními tlumočníky.
4. Náklady na instalaci a údržbu technického zařízení nese Unie.
5. Náklady na tlumočnickou službu se rozdělují mezi členské země používající stejný jazyk úměrně k jejich příspěvkům na výdaje Unie.

*Článek 12***Jazyky, v nichž jsou pořizovány dokumenty kongresu**

1. Dokumenty vypracované během kongresu, včetně návrhů rozhodnutí předkládaných ke schválení kongresu, publikuje sekretariát kongresu ve francouzském jazyce.
2. K tomuto účelu musejí být dokumenty pocházející od delegací členských zemí předkládány v tomto jazyce, buď přímo, nebo prostřednictvím překladatelských služeb při sekretariátu kongresu.
3. Tyto služby, provozované na jejich vlastní náklady jazykovými skupinami, jež jsou ustaveny podle příslušných ustanovení Generálního řádu, mohou též překládat dokumenty kongresu do jejich příslušných jazyků.

*Článek 13***Návrhy**

1. Všechny otázky předkládané kongresu jsou předmětem návrhů.
2. Všechny návrhy publikované Mezinárodním úřadem před zahájením kongresu se považují za předložené kongresu.
3. V období dvou měsíců před zahájením kongresu nebude brán v úvahu žádný návrh kromě těch, které směřují ke změně původních návrhů.
4. Za pozměňovací návrh se pokládá každý návrh na změnu, který, aniž změní podstatu návrhu, obsahuje zrušení, doplnění části původního návrhu nebo revizi části tohoto návrhu. Žádný návrh na změnu nebude považován za pozměňovací návrh, je-li neslučitelný se smyslem nebo záměrem původního návrhu. V případech pochybností přísluší rozhodnutí v této otázce kongresu nebo komisi.
5. Pozměňovací návrhy předložené kongresu k již podaným návrhům musejí být předloženy sekretariátu písemně ve francouzském jazyce do 12 hodin dva dny přede dnem, kdy budou projednávány, tak, aby mohly být téhož dne distribuovány delegátům. Tato lhůta neplatí pro pozměňovací návrhy vyplývající přímo z diskuse na kongresu nebo v komisi. V takovém případě musí autor, je-li to požadováno, předložit svůj text písemně ve francouzském jazyce, nebo, v případě problémů, v jakémkoli jiném jednacím jazyce. Příslušný předseda návrh přečte nebo jej dá přečíst.
6. Postup uvedený v odstavci 5 platí rovněž pro předkládání návrhů, které nemají za cíl změnu textu Akt (návrhy rezolucí, doporučení, formálních stanovisek atd.), jestliže tyto návrhy vyplývají z prací kongresu.
7. Každý návrh nebo pozměňovací návrh musí obsahovat konečné znění textu, který má být zařazen do Akt Unie, samozřejmě s výhradou upřesnění redakční komisí.

Článek 14

Projednávání návrhů na kongresu a v komisích

1. Návrhy redakční povahy (za jejichž číslem následuje písmeno „R“) se přidělují redakční komisi buď přímo, nemá-li Mezinárodní úřad žádné pochybnosti o jejich povaze (jejich seznam pro redakční komisi sestavuje Mezinárodní úřad), nebo, má-li Mezinárodní úřad pochybnosti o jejich povaze, teprve poté, co ostatní komise potvrdily jejich povahu jako čistě redakční (seznam takových návrhů je sestavován rovněž pro příslušné komise). Jsou-li však takovéto návrhy vázány na jiné návrhy věcných změn, které mají být projednávány kongresem nebo jinými komisemi, zahájí redakční komise jejich projednávání až poté, co se kongres nebo ostatní komise vysloví k příslušným návrhům věcných změn. Návrhy, jejichž číslo není doplněno písmenem „R“, avšak jsou podle názoru Mezinárodního úřadu redakční povahy, se předávají přímo komisím, které projednávají příslušné návrhy na věcné změny. Tyto komise při zahájení svých prací rozhodnou, které z těchto návrhů budou přiděleny přímo redakční komisi. Mezinárodní úřad sestavuje seznam těchto návrhů pro komise, kterých se to týká.
2. Je-li k jedné otázce podáno několik návrhů, rozhodne předseda o pořadí jejich projednávání; v zásadě se začíná návrhem, který se nejvíce odchyluje od základního textu a který obsahuje největší změnu ve vztahu k dosavadnímu textu.
3. Lze-li návrh rozdělit na několik částí, může být každá z nich se souhlasem autora nebo shromáždění projednávána a dána k hlasování odděleně.
4. Každý návrh, který jeho autor na kongresu nebo v komisi vzal zpět, může být znovu předložen delegací jiné členské země. Stejně tak, byl-li autorem původního návrhu přijat pozměňovací návrh, může jiná delegace znovu předložit původní nezměněný návrh.
5. Každý pozměňovací návrh, který byl přijat delegací, jež předložila původní návrh, se ihned začlení do textu původního návrhu. Nepřijme-li autor původního návrhu pozměňovací návrh, rozhodne předseda, zda se má hlasovat nejprve o pozměňovacím návrhu nebo o návrhu původním; začíná při tom zněním, jež se nejvíce odchyluje od smyslu nebo cíle základního textu a které přináší největší změnu ve vztahu k dosavadnímu textu.
6. Způsobem uvedeným v odstavci 5 se postupuje i tehdy, je-li k jednomu návrhu podáno více pozměňovacích návrhů.
7. Předseda kongresu a předsedové komisí po každém zasedání zařídí odevzdání písemných textů návrhů, pozměňovacích návrhů nebo přijatých rozhodnutí redakční komisi.

Článek 15

Diskuse

1. Delegáti se mohou ujmout slova teprve tehdy, když obdrželi souhlas předsedy zasedání. Je jim doporučeno, aby mluvili beze spěchu a zřetelně. Předseda musí dát delegátům možnost vyjádřit svobodně a plně svůj názor na projednávanou věc, pokud je to slučitelné s normálním chodem jednání.

2. Nerozhodne-li většina přítomných a hlasujících členů jinak, nesmějí vystoupení trvat déle než pět minut. Předseda má právo přerušit každého řečníka, který překročil uvedenou dobu. Může také vyzvat delegáta, aby se neodchyloval od tématu.
3. V průběhu diskuse může předseda se souhlasem většiny přítomných a hlasujících členů prohlásit seznam přihlášených řečníků za uzavřený, když jej předtím přečetl. Když je seznam vyčerpán, prohlásí diskusi za skončenou s výhradou, že autorovi projednávaného návrhu může i po uzavření diskuse udělit právo odpovědět na jakákoli vystoupení.
4. Předseda také může se souhlasem většiny přítomných a hlasujících členů omezit počet vystoupení jedné a téže delegace k určitému návrhu nebo skupině návrhů; autor návrhu musí však mít možnost svůj návrh uvést a vystoupit později, požádá-li o to, aby uvedl nové skutečnosti jako odpověď na vystoupení jiných delegací, a to tak, aby mohl mít poslední slovo, požádá-li o to.
5. Se souhlasem většiny přítomných a hlasujících členů může předseda omezit počet vystoupení k určitému návrhu nebo skupině návrhů; toto omezení nesmí být nižší než pět pro a pět proti projednávanému návrhu.

Článek 16

Pořádkové návrhy a procedurální návrhy

1. Během diskuse o kterékoli otázce, a případně dokonce i po skončení diskuse, může kterákoli delegace podat pořádkový návrh, v němž požaduje:
 - vysvětlení k průběhu diskuse;
 - dodržování Jednacího řádu;
 - změnu pořadí diskuse o návrzích stanoveného předsedou.Pořádkový návrh má přednost před všemi otázkami včetně procedurálních návrhů uvedených v odstavci 3.
2. Předseda okamžitě podá požadovaná upřesnění nebo učiní rozhodnutí, které pokládá za vhodné ve věci pořádkového návrhu. V případě námitky se ihned přikročí k hlasování o rozhodnutí předsedy.
3. Kromě toho může delegace během diskuse o jakékoli otázce přednést procedurální návrh s cílem navrhnout:
 - a) přerušování zasedání;
 - b) ukončení zasedání;
 - c) odložení diskuse o projednávané otázce;
 - d) ukončení diskuse o projednávané otázce.

Procedurální návrhy mají přednost ve shora uvedeném pořadí před všemi ostatními návrhy, kromě pořádkových návrhů uvedených v odstavci 1.

4. O podaných návrzích na přerušování nebo ukončení zasedání se nevede diskuse, ale ihned se o nich hlasuje.

5. Navrhne-li některá delegace odložení nebo ukončení diskuse o projednávané otázce, je dáno slovo pouze dvěma řečníkům, kteří jsou proti odložení nebo ukončení diskuse, a pak se o návrhu hlasuje.
6. Delegace, která podá pořádkový nebo procedurální návrh, nemůže ve svém vystoupení hovořit o podstatě projednávané otázky. Autor procedurálního návrhu jej může vzít zpět ještě před tím, než o něm bylo hlasováno, a každý takový návrh, který byl vzat zpět, může převzít, pozměněný či beze změn, jiná delegace.

Článek 17

Kvorum

1. S výhradou odstavců 2 a 3 je kvorum nezbytné pro zahájení zasedání a pro hlasování tvořeno polovinou členských zemí zastoupených na kongresu a majících hlasovací právo.
2. Při hlasování o změně Ústavy a Generálního řádu tvoří požadované kvorum dvě třetiny členských zemí Unie majících hlasovací právo.
3. Pokud jde o ujednání, tvoří požadované kvorum pro zahájení zasedání a pro hlasování polovina členských zemí zastoupených na kongresu, které jsou účastníky příslušného ujednání a které mají hlasovací právo.
4. Přítomné delegace, které se určitého hlasování nezúčastní nebo které prohlásí, že se hlasování nechtějí zúčastnit, se nepovažují při určování kvora požadovaného podle odstavců 1 až 3 za nepřítomné.

Článek 18

Zásada a postup při hlasování

1. Otázky, které není možno vyřešit společnou dohodou, se rozhodují hlasováním.
2. Hlasování se provádí buď tradičním způsobem, nebo elektronickým hlasovacím zařízením. Zpravidla se provádí elektronickým hlasovacím zařízením, má-li je shromáždění k dispozici. Při tajném hlasování je však možné postupovat podle tradičního způsobu, požádá-li o to některá delegace a je-li její žádost podporována většinou přítomných a hlasujících delegací.
3. Při tradičním způsobu se hlasuje takto:
 - a) zdvižením ruky: zavdá-li výsledek tohoto hlasování příčinu k pochybnostem, může předseda z vlastní vůle nebo na žádost některé delegace přikročit ihned k jmenovitému hlasování o téže otázce;
 - b) jmenovitě: na žádost některé delegace nebo podle vůle předsedy; vyvolávání zastoupených zemí se provádí podle francouzské abecedy počínaje zemí, jejíž jméno předseda určil losem; výsledek hlasování, seznam zemí a údaj, jak hlasovaly, se uvede v protokolu zasedání;
 - c) tajným hlasováním: hlasovacím lístkem na žádost dvou delegací; v tomto případě předseda určí tři skrutátory, přičemž vezme v úvahu princip spravedlivého

zeměpisného zastoupení a úroveň ekonomického rozvoje členských zemí, a učiní potřebná opatření, aby zajistil tajnost hlasování.

4. Při použití elektronického zařízení se hlasuje takto:
 - a) nezaznamenané hlasování: nahrazuje hlasování zdvižením ruky;
 - b) zaznamenané hlasování: nahrazuje jmenovité hlasování; k jmenovitému hlasování se však přikročí pouze tehdy, požádá-li o to některá delegace a je-li tento návrh podporován většinou přítomných a hlasujících delegací;
 - c) tajné hlasování: nahrazuje tajné hlasování hlasovacími lístky.
5. Bez ohledu na použitý způsob má tajné hlasování přednost před všemi ostatními hlasovacími postupy.
6. Jakmile je hlasování zahájeno, nemůže je žádná delegace přerušit, s výjimkou případu, že jde o pořádkový návrh týkající se způsobu, jímž se hlasování provádí.
7. Po hlasování může předseda umožnit delegátům, aby své hlasování vysvětlili.

Článek 19

Podmínky pro schvalování návrhů

1. Aby mohly být přijaty, musejí být návrhy na změnu Akt schváleny:
 - a) jde-li o Ústavu: nejméně dvěma třetinami členských zemí Unie, které mají právo hlasovat;
 - b) jde-li o Generální řád: většinou členských zemí zastoupených na kongresu, které mají právo hlasovat;
 - c) jde-li o Úmluvu: většinou přítomných a hlasujících členských zemí, které mají právo hlasovat;
 - d) jde-li o ujednání: většinou přítomných a hlasujících členských zemí, které jsou účastníky příslušných ujednání a které mají právo hlasovat.
2. Procedurální otázky, které není možno vyřešit společnou dohodou, se rozhodují většinou přítomných a hlasujících členských zemí, které mají právo hlasovat. Stejný postup platí pro rozhodnutí, jež se netýkají změny Akt, ledaže by kongres rozhodl jinak většinou přítomných a hlasujících členských zemí, které mají právo hlasovat.
3. S výhradou odstavce 5 se výrazem „přítomné a hlasující členské země“ rozumějí členské země, které mají právo hlasovat, hlasující „pro“ nebo „proti“, přičemž ty, jež se hlasování zdržely, se neberou při počítání hlasů potřebných pro dosažení většiny v úvahu, stejně jako se při tajném hlasování neberou v úvahu prázdné nebo neplatné lístky.
4. Při rovnosti hlasů se návrh považuje za zamítnutý.
5. Pokud počet těch, kdo se zdrželi hlasování, a prázdných nebo neplatných hlasovacích lístků přesáhne polovinu hlasujících (pro, proti, zdržení se), odloží se projednávání otázky na následující zasedání, při kterém zdržení se hlasování stejně jako prázdné nebo neplatné lístky nebudou již brány v úvahu.

*Článek 20***Volba členů Administrativní rady a Rady poštovního provozu**

Dostane-li několik zemí při volbách členů Administrativní rady nebo Rady poštovního provozu stejný počet hlasů, rozhodne mezi nimi předseda losem.

*Článek 21***Volba generálního ředitele a náměstka generálního ředitele Mezinárodního úřadu**

1. Volby generálního ředitele a náměstka generálního ředitele Mezinárodního úřadu se provádí tajným hlasováním postupně na jednom nebo více zasedáních v témže dni. Je zvolen kandidát, který dostal většinu hlasů přítomných a hlasujících členských zemí. Hlasování se opakuje podle potřeby, dokud určitý kandidát nedosáhne této většiny.
2. Za „přítomné a hlasující členské země“ se považují ty, které hlasují pro některého z řádně ohlášených kandidátů; ty, které se hlasování zdržely, se při počítání hlasů potřebných pro dosažení většiny neberou v úvahu, stejně jako se neberou v úvahu prázdné nebo neplatné hlasovací lístky.
3. Pokud počet těch, kdo se zdrželi hlasování, a prázdných nebo neplatných hlasovacích lístků přesáhne polovinu hlasujících podle odstavce 2, odloží se volba na následující zasedání, při kterém zdržení se hlasování stejně jako prázdné nebo neplatné lístky nebudou již brány v úvahu.
4. Kandidát, který v jednom hlasovacím kole získá nejméně hlasů, je vyřazen.
5. Při rovnosti hlasů se přikročí k prvnímu, popř. k druhému dodatečnému hlasování, aby bylo mezi kandidáty spravedlivě rozhodnuto, přičemž se hlasuje pouze o těchto kandidátech. Je-li výsledek negativní, rozhoduje los. Losování provádí předseda.
6. Kandidáti na místa generálního ředitele a náměstka generálního ředitele Mezinárodního úřadu mohou být na svoji žádost přítomni při sčítání hlasů.

*Článek 22***Zprávy**

1. Zprávy z plenárních zasedání kongresu zaznamenávají průběh zasedání, shrnují stručně vystoupení a uvádějí návrhy a výsledek jednání.
2. Jednání zasedání komisí jsou předmětem zpráv pro kongres. Pracovní skupiny sestavují obvykle zprávu pro orgán, který je vytvořil.
3. Každý delegát má však právo požádat, aby do zpráv bylo pojmato ve zkrácené podobě nebo v plném znění jakékoli prohlášení, jež učinil, s podmínkou, že odevzdá jeho francouzský text sekretariátu nejpozději do dvou hodin po ukončení zasedání.
4. Od okamžiku, kdy byly rozdány návrhy zpráv, mají delegáti lhůtu dvaceti čtyř hodin, aby předložili své připomínky sekretariátu, který v případě potřeby slouží jako prostředník mezi zúčastněnou stranou a předsedou příslušného zasedání.

5. S výhradou odstavce 4 předloží předseda zpravidla na začátku každého zasedání kongresu zprávu z předcházejícího zasedání ke schválení. Stejně je tomu u zpráv komisí. Zprávy z posledních zasedání, které nemohly být schváleny na kongresu nebo v komisi, schvalují příslušní předsedové těchto zasedání. Mezinárodní úřad přihlíží rovněž k případným připomínkám, které mu delegáti členských zemí sdělí ve lhůtě čtyřiceti dnů od odeslání zmíněných zpráv.
6. Mezinárodní úřad je oprávněn opravit ve zprávách o zasedáních kongresu a komisí věcné chyby, které nebyly zjištěny při jejich schvalování podle odstavce 5.

Článek 23

Odvolání proti rozhodnutím přijatým komisemi a kongresem

1. Jakákoli delegace se může odvolat proti návrhům (Akt, rezolucí atd.), které byly přijaty nebo zamítnuty v komisi. Odvolání musí být oznámeno předsedovi kongresu písemně ve lhůtě čtyřiceti osmi hodin po skončení zasedání komise, na které byl návrh přijat nebo odmítnut. Odvolání se projedná na následujícím plenárním zasedání.
2. Návrh, který byl přijat nebo odmítnut kongresem, může být tímž kongresem projednán znovu jen tehdy, je-li odvolání podporováno nejméně deseti delegacemi. Takové odvolání musí být schváleno dvoutřetinovou většinou přítomných a hlasujících členů, kteří mají právo hlasovat. Tato možnost se týká pouze návrhů předkládaných přímo plenárním zasedáním, přičemž platí, že jedna a táž otázka může být předmětem pouze jednoho odvolání.

Článek 24

Schvalování návrhů rozhodnutí kongresem (Akta, rezoluce, atd.)

1. Každý návrh Akt předložený redakční komisí je zpravidla posuzován po jednotlivých člancích. Se souhlasem většiny může předseda použít rychlejší postup, např. po jednotlivých kapitolách. Může být pokládán za přijatý až po kladném hlasování o celém návrhu. Pro takovéto hlasování platí ustanovení článku 19.1.
2. Mezinárodní úřad je oprávněn opravovat v definitivních Aktech věcné chyby, které nebyly zjištěny při projednávání návrhů Akt, číslování článků a odstavců, jakož i odvolávek.
3. Návrhy jiných rozhodnutí než těch, která mění Akta, předložené redakční komisí, se obvykle projednávají jako celek. Ustanovení odstavce 2 platí rovněž pro návrhy těchto rozhodnutí.

Článek 25

Přidělování studií Administrativní radě a Radě poštovního provozu

Na doporučení svého předsednictva přiděluje kongres studie Administrativní radě a Radě poštovního provozu podle složení a příslušných pravomocí těchto dvou orgánů tak, jak jsou popsány v člancích 106, 107, 112 a 113 Generálního řádu.

Článek 26
Výhrady k Aktům

1. Výhrady se musí předkládat ve formě návrhu sekretariátu v jednom z pracovních jazyků Mezinárodního úřadu (návrhy týkající se Závěrečného protokolu) co možná nejdříve po přijetí návrhu vztahujícího se k článku, který je předmětem výhrady.
2. Aby bylo možné zajistit distribuci návrhů, které se týkají výhrad, všem členským zemím před přijetím Závěrečného protokolu kongresem, stanoví sekretariát kongresu lhůtu pro předložení výhrad a oznámí ji členským zemím.
3. K výhradám k Aktům Unie, předloženým po lhůtě stanovené sekretariátem, ani sekretariát ani kongres nepřihlíží.

Článek 27
Podpis Akt

Akta definitivně schválená kongresem se předkládají k podpisu zplnomocněncům.

Článek 28
Změny Řádu

1. Každý kongres může měnit Jednací řád. Návrhy na změnu tohoto Řádu, pokud nejsou předkládány orgánem Světové poštovní unie, který je k jejich podávání oprávněn, musejí být na kongresu podporovány nejméně deseti delegacemi, aby je bylo možno projednat.
2. Aby mohly být přijaty, musejí být návrhy na změnu tohoto Řádu schváleny nejméně dvěma třetinami členských zemí zastoupených na kongresu, které mají právo hlasovat.

PŘEKLAD

UJEDNÁNÍ O POŠTOVNÍCH PENĚŽNÍCH SLUŽBÁCH

Obsah

PRVNÍ ČÁST.....	4
Společné zásady platné pro poštovní peněžní služby	
HLAVA I.....	4
Všeobecná ustanovení	
Článek 1.....	4
Předmět Ujednání	
Článek 2.....	5
Definice	
Článek 3.....	7
Určení provozovatele	
Článek 4.....	8
Kompetence členských zemí	
Článek 5.....	8
Provozní kompetence	
Článek 6.....	8
Vlastnictví finančních prostředků poštovních peněžních služeb	
Článek 7.....	9
Boj proti praní špinavých peněz, financování terorismu a finanční kriminalitě	
Článek 8.....	9
Důvěrnost a využívání osobních údajů	
Článek 9.....	10
Technologická neutralita	
HLAVA II	10
Všeobecné zásady a kvalita služby	
Článek 10.....	10
Všeobecné zásady	
Článek 11.....	12
Kvalita služby	
HLAVA III.....	12
Zásady vzájemné výměny elektronických údajů	
Článek 12.....	12
Interoperabilita	
Článek 13.....	12
Zajištění bezpečnosti elektronických výměn	
Článek 14.....	12
Sledování a vyhledávání („track and trace“)	

DRUHÁ ČÁST.....	13
Pravidla pro poštovní peněžní služby	
HLAVA I.....	13
Zpracování poštovních platebních příkazů	
Článek 15.....	13
Podávání, zapisování a předávání poštovních platebních příkazů	
Článek 16.....	13
Kontrola a uvolnění peněžních prostředků	
Článek 17.....	13
Maximální částka	
Článek 18.....	13
Náhrada (vrácení peněžní částky)	
HLAVA II	14
Reklamace a odpovědnost	
Článek 19.....	14
Reklamace	
Článek 20.....	14
Odpovědnost určených provozovatelů vůči uživatelům	
Článek 21.....	14
Povinnosti a odpovědnost určených provozovatelů mezi sebou navzájem	
Článek 22.....	15
Zproštění odpovědnosti určených provozovatelů	
Článek 23.....	15
Výhrady týkající se odpovědnosti	
HLAVA III.....	15
Finanční vztahy	
Článek 24.....	15
Účtovací a finanční pravidla	
Článek 25.....	16
Vyrovňávání účtů a clearing	
TŘETÍ ČÁST.....	17
Přechodná a závěrečná ustanovení	
Článek 26.....	17
Výhrady předložené během kongresu	
Článek 27.....	17
Závěrečná ustanovení	
Článek 28.....	18
Nabytí účinnosti a doba platnosti Ujednání o poštovních peněžních službách	

UJEDNÁNÍ O POŠTOVNÍCH PENĚŽNÍCH SLUŽBÁCH

Přihlížejíce k článku 22.4 Ústavy Světové poštovní unie, sjednané ve Vídni dne 10. července 1964, stanovili níže podepsaní zplnomocněnci vlád členských zemí Unie společnou dohodou a s výhradou článku 25.4 uvedené Ústavy následující Ujednání, které je v souladu se zásadami Ústavy, k zavedení bezpečné a dostupné poštovní peněžní služby uzpůsobené co největšímu počtu uživatelů na základě systémů umožňujících vzájemnou součinnost sítí určených provozovatelů.

PRVNÍ ČÁST

Společné zásady platné pro poštovní peněžní služby

HLAVA I

Všeobecná ustanovení

Článek 1

Předmět Ujednání

1. Každá členská země vyvine maximální úsilí k zajištění toho, aby na jejím území byla poskytována alespoň jedna z následujících poštovních peněžních služeb:
 - 1.1 Poukázka v hotovosti: odesílatel složí peněžní částku v místě přístupu ke službě určeného provozovatele a požádá o vyplacení celé částky bez jakékoli srážky v hotovosti adresátovi.
 - 1.2 Převodová poukázka (účet – hotovost): odesílatel dá příkaz k odepsání částky ze svého účtu vedeného určeným provozovatelem a požádá o vyplacení celé částky bez jakékoli srážky v hotovosti adresátovi.
 - 1.3 Převodová poukázka (hotovost – účet): odesílatel složí peněžní částku v místě přístupu ke službě určeného provozovatele a požádá o její připsání bez jakékoli srážky na účet adresáta.
 - 1.4 Poštovní převod: odesílatel dá příkaz k odepsání částky ze svého účtu vedeného určeným provozovatelem a požádá o připsání ekvivalentní částky bez jakékoli srážky na účet příjemce vedený vyplácejícím určeným provozovatelem;
 - 1.5 Dobírková poukázka: adresát zásilky na dobírku složí peněžní částku v místě přístupu ke službě určeného provozovatele nebo dá příkaz k odepsání částky ze svého účtu a požádá, aby celá částka určená odesílatelem zásilky na dobírku byla odesílateli zásilky bez jakékoli srážky vyplacena;
 - 1.6 Urgentní poukázka: odesílatel předá poštovní platební příkaz v místě přístupu ke službě určeného provozovatele a požádá o jeho odeslání do třiceti minut a vyplacení celé částky adresátovi při jeho první žádosti, bez jakékoli srážky, ve kterémkoli místě

přístupu ke službě země určení (v souladu se seznamem míst přístupu ke službě země určení).

2. Postupy nezbytné pro provádění tohoto Ujednání jsou stanoveny v Řádu.

Článek 2

Definice

1. Příslušný orgán: jakýkoli orgán členské země, který z moci mu svěřené zákonem či předpisy dohlíží na činnost určeného provozovatele nebo osob uvedených v tomto článku. Příslušný orgán může navázat styk se správními či soudními orgány, které se zabývají bojem proti praní špinavých peněz a financování terorismu, a zejména se státním útvarem pro finanční zpravodajství a s dozorčími orgány.
2. Záloha: částečná zálohová platba vystavujícího určeného provozovatele vyplácejícímu určenému provozovateli k ulehčení situace s hotovostí při poskytování poštovních peněžních služeb vyplácejícího určeného provozovatele.
3. Praní špinavých peněz: směna nebo převod peněžních prostředků provedené podnikem nebo jednotlivcem s vědomím, že tyto prostředky pocházejí z trestné činnosti nebo účasti na takovéto aktivitě s cílem zatajit nebo zakrýt nezákonný původ prostředků nebo pomoci jakékoli osobě, která se zúčastnila takové činnosti, aby se vyhnula právním důsledkům svého činu; praní špinavých peněz je vnímáno jako takové, jestliže aktivity, z nichž tyto špinavé peníze pocházejí, podléhají trestnímu stíhání na území jiné členské země nebo třetí země.
4. Účelovost prostředků: povinné oddělení peněžních prostředků uživatelů a určeného provozovatele zabraňující použití prostředků uživatelů k jiným účelům, než k provedení operací poštovních peněžních služeb.
5. Zúčtovací banka: v rámci mnohostranných výměn zúčtovací banka zpracovává vzájemné dluhy a pohledávky ze služeb poskytovaných jedním provozovatelem druhému. Jejím úkolem je zúčtování výměn mezi provozovateli, které jsou vyrovnávány prostřednictvím vyrovnávací banky, a přijetí nezbytných opatření v případě nepravidelností při vyrovnávání.
6. Clearing: systém umožňující snížit na minimum počet plateb, jež mají být uskutečněny, periodickým sestavováním bilance aktiv a pasiv zúčastněných stran. Clearing zahrnuje dvě fáze: určení vzájemných zůstatků a poté sečtením těchto zůstatků výpočet celkového stavu každého subjektu vůči celému společenství, aby se prováděla pouze jedna úhrada podle toho, zda je dotyčný subjekt dlužníkem či věřitelem.
7. Koncentrovaný účet: spojení prostředků z různých zdrojů na jediném účtu.
8. Spojovací účet: žirový účet vzájemně otevřený určenými provozovateli v rámci jejich dvoustranných vztahů, jehož prostřednictvím se vyrovnávají vzájemné dluhy a pohledávky.
9. Trestná činnost: jakýkoli druh účasti na spáchání trestného činu nebo přestupku ve smyslu vnitrostátních právních předpisů.

10. Záruční vklad: částka složená formou hotovosti nebo cenných papírů jako záruka plateb mezi určenými provozovateli.
11. Adresát: fyzická nebo právnická osoba označená odesílatelem jako příjemce poukázky nebo poštovního převodu.
12. Třetí měna: zprostředkovatelská měna používaná v případech nesměnitelnosti mezi dvěma měnami nebo pro účely clearingů/vyrovnávání účtů.
13. Náležitá opatrnost ve vztahu k uživatelům: všeobecná povinnost určených provozovatelů obsahující tyto povinnosti:
 - zjištění totožnosti uživatelů;
 - získání informací o účelu platebního příkazu;
 - kontrolu poštovních platebních příkazů;
 - ověření aktuálnosti informací týkajících se uživatelů;
 - ohlášení podezřelých transakcí příslušným orgánům.
14. Elektronická data vztahující se k poštovním platebním příkazům: data předávaná elektronickou cestou jedním určeným provozovatelem druhému, vztahující se k provádění příkazů, k reklamacím, změně či opravě adresy nebo k vrácení částky; tato data jsou buďto zadávána určenými provozovateli, nebo jsou generována automaticky jejich informačním systémem, a ukazují změnu stavu poštovního platebního příkazu nebo žádosti týkající se příkazu.
15. Osobní údaje: informace potřebné k identifikaci odesílatele nebo adresáta.
16. Poštovní údaje: údaje nezbytné pro směřování a sledování poštovního platebního příkazu nebo pro statistické účely, jakož i pro centralizovaný clearingový systém.
17. Elektronická výměna dat (electronic data interchange – EDI): výměna dat týkajících se operací mezi počítači prostřednictvím sítí a normalizovaných formátů kompatibilních se systémem Unie.
18. Odesílatel: fyzická či právnická osoba, která dává určenému provozovateli příkaz k provedení poštovního platebního příkazu v souladu s Akty Unie.
19. Financování terorismu: pojem zahrnující financování teroristických činů, teroristů a teroristických organizací.
20. Peněžní prostředky uživatelů: částky předané odesílatelem vystavujícímu určenému provozovateli v hotovosti nebo odepsané z účtu odesílatele vedeného vystavujícím určeným provozovatelem, nebo jakýmkoli jiným zabezpečeným bankovním způsobem, které odesílatel dává k dispozici vystavujícímu určenému operátorovi nebo kterémukoli jinému provozovateli finančních služeb, za účelem výplaty adresátovi označenému odesílatelem v souladu s tímto Ujednáním a jeho Řádem.
21. Dobírková poukázka – provozní termín používaný k označení poštovního platebního příkazu podaného v reakci na dodání zásilky na dobírku.

22. Měna vystavení: měna země určení nebo třetí měna schválená zemí určení, ve které je příkaz vystaven.
23. Vystavující určený provozovatel: určený provozovatel, který odesílá poštovní platební příkaz vyplácejícímu určenému provozovateli v souladu s Akty Unie.
24. Vyplácející určený provozovatel: určený provozovatel odpovědný za provedení poštovního platebního příkazu v zemi určení v souladu s Akty Unie.
25. Doba platnosti: doba, během níž může být poštovní platební příkaz právoplatně proveden nebo zrušen.
26. Přístupový bod ke službě: fyzické nebo virtuální místo, kde uživatel může podat nebo přijmout poštovní platební příkaz.
27. Odměna: částka, kterou vystavující určený provozovatel dluží vyplácejícímu určenému provozovateli za výplatu adresátovi.
28. Odvolatelnost: možnost odesílatele odvolat svůj poštovní platební příkaz (poukázku nebo převod) až do okamžiku výplaty nebo na konci doby platnosti, jestliže platba nebyla uskutečněna.
29. Riziko protistrany: riziko spojené s neplacením jedné ze smluvních stran vedoucí k riziku ztráty nebo likvidity.
30. Riziko likvidity: riziko, že účastník vyrovnávacího systému nebo protistrana je dočasně neschopen/neschopna splnit v plném rozsahu povinnost v termínu splatnosti.
31. Hlášení podezřelých transakcí: povinnost určeného provozovatele poskytovat informace o podezřelých transakcích příslušným vnitrostátním orgánům, založená na vnitrostátních právních předpisech a rezolucích Unie.
32. Sledování a vyhledávání („track and trace“): systém umožňující sledovat cestu poštovního platebního příkazu a určit v každém okamžiku, kde se nachází a jaký je stav jeho vyřizování.
33. Cena: částka uhrazená odesílatelem vystavujícímu určenému provozovateli za poštovní peněžní službu.
34. Podezřelá transakce: jednotlivý či opakovaný poštovní platební příkaz nebo žádost o vrácení týkající se poštovního platebního příkazu, spojené s trestným činem praní špinavých peněz či financování terorismu.
35. Uživatel: fyzická či právnická osoba, odesílatel nebo adresát, používající poštovní peněžní služby v souladu s tímto Ujednáním.

Článek 3

Určení provozovatele

1. Členské země oznámí Mezinárodnímu úřadu do šesti měsíců po ukončení kongresu název a adresu vládního orgánu odpovědného za dohled nad poštovními peněžními

službami. Dále členské země do šesti měsíců po ukončení kongresu sdělí Mezinárodnímu úřadu název a adresu provozovatele/provozovatelů oficiálně ustanovených k provozování poštovních peněžních služeb prostřednictvím jejich sítí a k plnění povinností vyplývajících z Akt Unie na svých územích. V období mezi kongresy musejí být veškeré změny týkající se vládních orgánů a oficiálně určených provozovatelů oznámeny Mezinárodnímu úřadu co nejdříve.

2. Určení provozovatelé poskytují poštovní peněžní služby v souladu s tímto Ujednáním.

Článek 4

Kompetence členských zemí

1. Členské země přijmou nezbytná opatření s cílem zajistit kontinuitu poštovních peněžních služeb v případě platební neschopnosti svých určených provozovatelů, aniž by to bylo na úkor jejich odpovědnosti vůči jiným určeným provozovatelům na základě Akt Unie.
2. V případě platební neschopnosti svého určeného provozovatele nebo provozovatelů informuje členská země prostřednictvím Mezinárodního úřadu ostatní členské země – účastníky tohoto Ujednání:
 - 2.1 o pozastavení svých mezinárodních poštovních peněžních služeb od uvedeného data až do nového oznámení;
 - 2.2 o opatřeních přijatých pro obnovení svých služeb případným novým určeným provozovatelem.

Článek 5

Provozní kompetence

1. Určení provozovatelé jsou odpovědní za provádění poštovních peněžních služeb vůči jiným provozovatelům a uživatelům.
2. Odpovídají za rizika, jako např. provozní rizika, rizika likvidity a rizika protistrany v souladu s vnitrostátními právními předpisy.
3. S cílem provádět poštovní peněžní služby, jejichž poskytování jim je svěřeno jejich příslušnou členskou zemí, uzavřou určení provozovatelé dvoustranné nebo mnohostranné dohody s určenými provozovateli podle své volby.

Článek 6

Vlastnictví finančních prostředků poštovních peněžních služeb

1. Každá peněžní částka předaná v hotovosti nebo odepsaná z účtu k provedení poštovního platebního příkazu je vlastnictvím odesílatele až do okamžiku jejího vyplacení adresátovi nebo jejího připsání na adresátův účet, s výjimkou případu dobírkových poukázek.

2. Během doby platnosti poštovního platebního příkazu jej odesílatel může odvolat, dokud není příslušná částka vyplacena adresátovi nebo připsána na adresátův účet, s výjimkou případu dobírkových poukázek.
3. Každá peněžní částka předaná v hotovosti nebo odepsaná z účtu k provedení dobírkové poukázky je od okamžiku vystavení poukázky vlastnictvím odesílatele zásilky na dobírku. Platební příkaz je tedy neodvolatelný.

Článek 7

Boj proti praní špinavých peněz, financování terorismu a finanční kriminalitě

1. Určení provozovatelé přijmou všechna nezbytná opatření k dodržení svých povinností vyplývajících z vnitrostátních a mezinárodních právních předpisů včetně těch, které se týkají boje proti praní špinavých peněz, financování terorismu a finanční kriminalitě.
2. V souladu s vnitrostátními zákony a předpisy ohlásí příslušným úřadům své země podezřelé transakce.
3. Podrobné povinnosti určených provozovatelů, týkající se identifikace uživatelů, náležitá opatření a postupů při provádění předpisů v oblasti boje proti praní špinavých peněz, financování terorismu a finanční kriminalitě, jsou stanoveny v Řádu.

Článek 8

Důvěrnost a využívání osobních údajů

1. Členské země a jejich určení provozovatelé zajistí důvěrnost a bezpečnost osobních údajů v souladu s vnitrostátními právními předpisy, případně s mezinárodními závazky a s Řádem.
2. Osobní údaje uživatelů smějí být využívány pouze pro účely, ke kterým byly shromážděny v souladu s platnými vnitrostátními právními předpisy a mezinárodními závazky.
3. Osobní údaje uživatelů se mohou sdělit pouze třetím stranám, které jsou podle platných vnitrostátních právních předpisů oprávněny k jejich získání.
4. Určení provozovatelé informují své zákazníky o využívání jejich osobních údajů a o účelu, k němuž jsou shromažďovány.
5. Údaje nezbytné k provedení poštovního platebního příkazu jsou důvěrné.
6. Ke statistickým účelům a případně také pro účely vyhodnocování kvality služby a centralizovaného clearingů jsou určení provozovatelé povinni poskytnout Mezinárodnímu úřadu Světové poštovní unie nejméně jednou ročně poštovní údaje. Mezinárodní úřad zachová důvěrnost jednotlivých poštovních údajů.

Článek 9

Technologická neutralita

1. Výměna dat potřebných pro poskytnutí služeb definovaných v tomto Ujednání se řídí zásadou technologické neutrality, což znamená, že poskytování těchto služeb nezávisí na použití určité technologie.
2. Způsoby provádění poštovních platebních příkazů, včetně podmínek pro jejich podávání, zapisování, odesílání, proplácení a vracení a pro vyřizování reklamací, a lhůta pro předání peněžní částky adresátovi se mohou lišit podle technologie použité pro předání příkazu.
3. Poštovní peněžní služby mohou být poskytovány na základě kombinace různých technologií.

HLAVA II

Všeobecné zásady a kvalita služby

Článek 10

Všeobecné zásady

1. Dostupnost prostřednictvím sítě
 - 1.1 Poštovní peněžní služby jsou poskytovány určenými provozovateli prostřednictvím jejich sítě (sítí) a/nebo prostřednictvím jakékoli jiné partnerské sítě tak, aby byla zajištěna dostupnost těchto služeb co největšímu počtu uživatelů.
 - 1.2 Všichni uživatelé mají přístup k poštovním peněžním službám bez ohledu na existenci jakýchkoli smluvních či obchodních vztahů s určeným provozovatelem.
2. Oddělení peněžních prostředků
 - 2.1 Peněžní prostředky uživatelů jsou odděleny. Tyto prostředky a toky, které vytvářejí, jsou odděleny od jiných prostředků provozovatelů, zejména od jejich vlastních prostředků.
 - 2.2 Vyrovnávání účtů týkající se odměňování mezi určenými provozovateli je odděleno od vyrovnávání týkajícího se prostředků uživatelů.
3. Měna vystavení a výplatní měna poštovních peněžních služeb
 - 3.1 Částka poštovního platebního příkazu se vyjadřuje a vyplácí v měně země určení nebo v jakékoli jiné měně povolené zemí určení.
4. Nemožnost popření
 - 4.1 Předávání poštovních platebních příkazů elektronickou cestou podléhá zásadě nemožnosti popření v tom smyslu, že vystavující určený provozovatel nemůže

- zpochybnit existenci těchto příkazů a vyplácející určený provozovatel nemůže popřít přijetí příkazů, pokud zpráva odpovídá platným technickým normám.
- 4.2 Nemožnost popření poštovních platebních příkazů předávaných elektronickou cestou musí být zajištěna technickými prostředky bez ohledu na systém použitý určenými provozovateli.
5. Provádění poštovních platebních příkazů
- 5.1 Poštovní platební příkazy předávané mezi určenými provozovateli musejí být provedeny v souladu s ustanoveními tohoto Ujednání a vnitrostátními právními předpisy.
- 5.2 V síti určených provozovatelů je částka předaná odesílatelem vystavujícímu určenému provozovateli stejná jako částka vyplacená adresátovi vyplácejícím určeným provozovatelem.
- 5.3 Výplata adresátovi není vázána na přijetí příslušných peněžních prostředků od odesílatele vyplácejícím určeným provozovatelem. Provádí se na základě plnění povinností vystavujícího určeného provozovatele, týkajících se záloh nebo rezerv na spojovacím účtu, vůči vyplácejícímu určenému provozovateli.
6. Stanovení sazeb
- 6.1 Cenu poštovních peněžních služeb stanoví vystavující určený provozovatel.
- 6.2 Cena může být zvýšena o náklady na kteroukoli fakultativní nebo doplňkovou službu požadovanou odesílatelem.
7. Osvobození od sazeb
- 7.1 Ustanovení Světové poštovní úmluvy týkající se osvobození od poštovních sazeb pro poštovní zásilky určené pro válečné zajatce a civilní internované osoby se mohou vztahovat na poštovní peněžní služby pro tuto kategorii adresátů.
8. Odměna vyplácejícího určeného provozovatele
- 8.1 Vyplácející určený provozovatel dostává od vystavujícího určeného provozovatele odměnu za provedení poštovních platebních příkazů.
9. Periodicita vyrovnávání mezi určenými provozovateli
- 9.1 Frekvence vyrovnávání peněžních prostředků vyplacených adresátovi nebo připsaných na jeho účet k tíži odesílatele mezi určenými provozovateli může být odlišná od frekvence při vyrovnávání odměny mezi určenými provozovateli. Vyrovnávání prostředků vyplacených adresátům nebo připsaných na jejich účet se provádí nejméně jednou měsíčně.
10. Povinnost informovat uživatele
- 10.1 Uživatelé mají právo na následující informace, zveřejňované a zpřístupněné všem odesílatelům: podmínky poskytování poštovních peněžních služeb, ceny, poplatky, směnné kurzy a způsoby směny, podmínky přijetí odpovědnosti a adresy informačních a reklamačních služeb.
- 10.2 Přístup k těmto informacím je bezplatný.

Článek 11

Kvalita služby

1. Určení provozovatelé se mohou rozhodnout, že budou poštovní peněžní služby označovat společnou značkou.
2. Rada poštovního provozu definuje cíle, prvky a normy kvality služby pro poštovní platební příkazy zasílané elektronickou cestou.
3. Určení provozovatelé musejí u poštovních platebních příkazů zasílaných elektronickou cestou aplikovat minimální počet prvků a norem kvality služby.

HLAVA III

Zásady vzájemné výměny elektronických údajů

Článek 12

Interoperabilita

1. Sítě
- 1.1 K zajištění výměny dat nezbytných pro provádění poštovních peněžních služeb mezi všemi určenými provozovateli a pro sledování kvality služby používají určení provozovatelé systém elektronické výměny dat (EDI) Světové poštovní unie nebo jakýkoli jiný systém zajišťující interoperabilitu poštovních peněžních služeb v souladu s tímto Ujednáním.

Článek 13

Zajištění bezpečnosti elektronických výměn

1. Určení provozovatelé jsou odpovědní za řádné fungování svých zařízení.
2. Elektronický přenos dat musí být zabezpečen, aby byla zajištěna pravost a neporušenost přenášených dat.
3. Určení provozovatelé musejí zajistit bezpečnost transakcí v souladu s mezinárodními normami.

Článek 14

Sledování a vyhledávání („track and trace“)

1. Systémy používané určenými provozovateli umožňují sledovat zpracování poštovního platebního příkazu a jeho odvolání odesílatelem až do okamžiku, kdy je příslušná

částka vyplacena adresátovi nebo připsána na jeho účet, či případně vrácena zpět odesílateli.

DRUHÁ ČÁST

Pravidla pro poštovní peněžní služby

HLAVA I

Zpracování poštovních platebních příkazů

Článek 15

Podávání, zapisování a předávání poštovních platebních příkazů

1. Podmínky podávání, zapisování a předávání poštovních platebních příkazů jsou stanoveny v Řádu.
2. Doby platnosti poštovních platebních příkazů nelze prodloužit. Je stanovena v Řádu.

Článek 16

Kontrola a uvolnění peněžních prostředků

1. Po ověření totožnosti adresáta v souladu s vnitrostátními právními předpisy a po ověření správnosti jím poskytnutých informací provede vyplácející určený provozovatel výplatu v hotovosti. U převodové poukázky (hotovost – účet) nebo u převodu se částka připsá na adresátův účet.
2. Lhůta pro uvolnění peněžních prostředků je stanovena ve dvoustranných či mnohostranných dohodách mezi určenými provozovateli.

Článek 17

Maximální částka

1. Určení provozovatelé oznámí Mezinárodnímu úřadu Světové poštovní unie maximální částky pro odeslání a přijetí, stanovené podle jejich vnitrostátních právních předpisů.

Článek 18

Náhrada (vrácení peněžní částky)

1. Rozsah náhrady

- 1.1 Náhrada v rámci poštovních peněžních služeb zahrnuje celou částku poštovního platebního příkazu v měně vystavující země. Výše náhrady se rovná částce vplacené odesílatelem nebo částce odepsané z jeho účtu. V případě chyby určeného provozovatele se k této částce připočte cena za poštovní peněžní službu.
- 1.2 U dobírkové poukázky náhrada není možná.

HLAVA II

Reklamace a odpovědnost

Článek 19

Reklamace

1. Reklamace se přijímají ve lhůtě šesti měsíců ode dne následujícího po dni přijetí poštovního platebního příkazu.
2. Určení provozovatelé jsou v souladu se svými vnitrostátními právními předpisy oprávněni vybírat od zákazníků sazbu za reklamaci poštovních platebních příkazů.

Článek 20

Odpovědnost určených provozovatelů vůči uživatelům

1. Zacházení s peněžními prostředky
 - 1.1 S výjimkou dobírkových poukázek je vystavující určený provozovatel odpovědný vůči odesílateli za částky předané u přepážky nebo odepsané z účtu odesílatele až do okamžiku, kdy:
 - 1.1.1 částka poštovního platebního příkazu je řádně vyplacena; nebo
 - 1.1.2 částka je připsána na účet příjemce; nebo
 - 1.1.3 peněžní prostředky jsou vráceny odesílateli v hotovosti nebo připsáním na jeho účet.
 - 1.2 V případě dobírkových poukázek je vystavující určený provozovatel odpovědný vůči příjemci za částky předané u přepážky nebo odepsané z účtu odesílatele až do okamžiku, kdy je částka dobírkové poukázky řádně vyplacena nebo připsána na účet příjemce.

Článek 21

Povinnosti a odpovědnost určených provozovatelů mezi sebou navzájem

1. Každý určený provozovatel je odpovědný za své vlastní chyby.
2. Podmínky a rozsah odpovědnosti jsou stanoveny v Řádu.

Článek 22

Zproštění odpovědnosti určených provozovatelů

1. Určení provozovatelé nejsou odpovědni:
 - 1.1 v případě zpoždění při provádění služby;
 - 1.2 nemohou-li kvůli zničení údajů týkajících se poštovních peněžních služeb, způsobenému vyšší mocí, doložit provedení poštovního platebního příkazu, pokud nebyla jejich odpovědnost prokázána jinak;
 - 1.3 jestliže škoda byla způsobena chybou nebo nedbalostí odesílatele, zejména pokud jde o jeho povinnost poskytnout správné informace ve prospěch jeho poštovního platebního příkazu, včetně skutečnosti, že odesílané peníze pocházejí z legálních zdrojů a poštovní platební příkaz má legální účel;
 - 1.4 v případě zabavení odesílaných peněz;
 - 1.5 pokud jde o peněžní prostředky válečných zajatců nebo civilních internovaných osob;
 - 1.6 jestliže uživatel neuplatnil reklamaci ve lhůtě stanovené v tomto Ujednání;
 - 1.7 jestliže uplynula promlčecí lhůta vztahující se na poštovní peněžní služby v zemi vydání.

Článek 23

Výhrady týkající se odpovědnosti

1. Ustanovení týkající se odpovědnosti uvedená v článcích 20 až 22 nesmějí být předmětem výhrady, s výjimkou případu dvoustranné dohody.

HLAVA III

Finanční vztahy

Článek 24

Účtovací a finanční pravidla

1. Účtovací pravidla
 - 1.1 Určení provozovatelé se řídí účtovacími pravidly formulovanými v Řádu.
2. Vyhotovování měsíčních a hlavních účtů
 - 2.1 Vyplácející určený provozovatel vyhotovuje pro každého vystavujícího určeného provozovatele měsíční účet částek vyplacených za poštovní peněžní služby. Měsíční účty se ve stejném intervalu zahrnují do hlavního účtu, který obsahuje zálohy a na jehož základě se stanoví saldo.
3. Záloha

- 3.1 V případě nerovnováhy při výměnách mezi určenými provozovateli platí vystavující určený provozovatel vyplácejícímu určenému provozovateli alespoň jednou měsíčně počátkem zúčtovacího období zálohu. V případě, že zvýšení frekvence vyrovnávání při výměnách zkrátí toto období na méně než jeden týden, mohou se provozovatelé dohodnout, že od zálohy upustí.
4. Koncentrovaný účet
 - 4.1 Každý určený provozovatel má zpravidla jeden koncentrovaný účet pro peněžní prostředky uživatelů. Tyto prostředky se používají výhradně pro zúčtování poštovních platebních příkazů vyplacených adresátům nebo pro vracení neuskutečněných poštovních platebních příkazů odesílatelům.
 - 4.2 Zálohy zaplacené vystavujícím určeným provozovatelem se připisují na koncentrovaný účet vyplácejícího určeného provozovatele. Tyto zálohy slouží výhradně pro výplaty adresátům.
5. Záruční vklad
 - 5.1 V souladu s podmínkami uvedenými v Řádu lze vyžadovat složení záručního vkladu.

Článek 25

Vyrovňování účtů a clearing

1. Centralizované vyrovnávání účtů
 - 1.1 Účty mezi určenými provozovateli se mohou vyrovnávat prostřednictvím centrální zúčtovací banky, v souladu s postupy stanovenými v Řádu. Vyrovnávání se provádí z koncentrovaných účtů určených provozovatelů.
2. Dvoustranné vyrovnávání účtů
 - 2.1 Fakturace na základě zůstatku hlavního účtu
 - 2.1.1 Určení provozovatelé, kteří nejsou členy centralizovaného clearingového systému, si obvykle vyrovnávají účty na základě zůstatku hlavního účtu.
 - 2.2 Spojovací účet
 - 2.2.1 Vedou-li určení provozovatelé účty, mohou si vzájemně otevřít spojovací účet, jehož prostřednictvím se vyrovnávají vzájemné dluhy a pohledávky vyplývající z poštovních peněžních služeb.
 - 2.2.2 Pokud vyplácející určený provozovatel nevede účty, může být spojovací účet otevřen u jiné finanční instituce.
 - 2.3 Zúčtovací měna
 - 2.3.1 Vyrovnávání se provádí v měně země určení nebo ve třetí měně dohodnuté mezi určenými provozovateli.

TŘETÍ ČÁST

Přechodná a závěrečná ustanovení

Článek 26

Výhrady předložené během kongresu

1. Není dovolena jakákoli výhrada neslučitelná s cílem a posláním Unie.
2. Obecně platí, že jakákoli členská země, jejíž stanoviska ostatní členské země nesdílejí, se pokud možno vynasnaží přizpůsobit názoru většiny. Výhrady by se měly uplatňovat pouze tehdy, je-li to naprosto nezbytné, a musejí být řádně odůvodněné.
3. Výhrady k článkům tohoto Ujednání se předkládají kongresu v podobě písemného návrhu v jednom z pracovních jazyků Mezinárodního úřadu v souladu s příslušnými ustanoveními Jednacího řádu kongresů.
4. Aby mohly nabýt účinnosti, musejí být návrhy vztahující se k výhradám schváleny předepsanou většinou vyžadovanou ke změně článku, jehož se výhrada týká.
5. Výhrady se obecně uplatňují na základě reciprocit mezi členskou zemí, která je předložila, a ostatními členskými zeměmi.
6. Výhrady k tomuto Ujednání jsou zařazeny do jeho Závěrečného protokolu na základě návrhů schválených kongresem.

Článek 27

Závěrečná ustanovení

1. Ve všem, co není výslovně upraveno tímto Ujednáním, platí v případě potřeby analogicky Úmluva.
2. Na toto Ujednání se nevztahuje článek 4 Ústavy.
3. Podmínky schvalování návrhů týkajících se tohoto Ujednání a jeho Řádu.
 - 3.1 Aby mohly nabýt účinnosti, musejí být návrhy předložené kongresu a vztahující se k tomuto Ujednání schváleny většinou přítomných a hlasujících členských zemí, účastníků Ujednání, které mají hlasovací právo. Při hlasování musí být přítomna nejméně polovina těchto členských zemí zastoupených na kongresu a majících hlasovací právo.
 - 3.2 Aby mohly nabýt účinnosti, musejí být návrhy vztahující se k Řádu tohoto Ujednání schváleny většinou přítomných a hlasujících členů Rady poštovního provozu, kteří mají hlasovací právo a kteří jsou signatáři tohoto Ujednání nebo k němu přistoupili.
 - 3.3 Aby mohly nabýt účinnosti, musejí návrhy předložené mezi dvěma kongresy a vztahující se k tomuto Ujednání získat:

- 3.3.1 dvě třetiny hlasů za předpokladu, že se hlasování zúčastnila nejméně polovina členských zemí, které jsou účastníky Ujednání a mají hlasovací právo, jde-li o doplnění nových ustanovení;
- 3.3.2 většinu hlasů za předpokladu, že se hlasování zúčastnila nejméně polovina členských zemí, které jsou účastníky Ujednání a mají hlasovací právo, jde-li o změny ustanovení tohoto Ujednání;
- 3.3.3 většinu hlasů, jde-li o výklad ustanovení tohoto Ujednání.
- 3.4 Nehledě k ustanovení uvedenému v článku 3.3.1 má každá členská země, jejíž vnitřní předpisy jsou zatím neslučitelné s navrhovaným doplněním, možnost učinit písemné prohlášení generálnímu řediteli Mezinárodního úřadu uvádějící, že nemůže toto doplnění přijmout, a to ve lhůtě devadesáti dní ode dne oznámení tohoto doplnění.

Článek 28

Nabytí účinnosti a doba platnosti Ujednání o poštovních peněžních službách

1. Toto Ujednání nabude účinnosti dnem 1. ledna 2014 a zůstane v platnosti až do nabytí účinnosti Akt příštího kongresu.

Na důkaz toho podepsali zplnomocněnci vlád smluvních zemí toto Ujednání v jediném vyhotovení, které je uloženo u generálního ředitele Mezinárodního úřadu. Jeho opis bude odevzdán každé straně Mezinárodním úřadem Světové poštovní unie.

Dáno v Dohá dne 11. října 2012

PŘEKLAD

SVĚTOVÁ POŠTOVNÍ ÚMLUVA

**ZÁVĚREČNÝ PROTOKOL
SVĚTOVÉ POŠTOVNÍ ÚMLUVY**

Obsah

PRVNÍ ČÁST	7
Společná pravidla pro mezinárodní poštovní službu	
JEDINÁ HLAVA	7
Všeobecná ustanovení	
<i>Článek 1</i>	<i>7</i>
Definice	
<i>Článek 2</i>	<i>8</i>
Označení subjektu nebo subjektů pověřených plněním povinností vyplývajících z přístupu k Úmluvě	
<i>Článek 3</i>	<i>8</i>
Univerzální poštovní služba	
<i>Článek 4</i>	<i>9</i>
Svoboda průvozu	
<i>Článek 5</i>	<i>9</i>
Vlastnictví poštovních zásilek. Vracení. Změna nebo oprava adresy. Dosílka. Vracení zásilek, které nelze dodat, odesílateli	
<i>Článek 6</i>	<i>9</i>
Sazby	
<i>Článek 7</i>	<i>10</i>
Osvobození od poštovních sazeb	
<i>Článek 8</i>	<i>11</i>
Poštovní známky	
<i>Článek 9</i>	<i>12</i>
Poštovní bezpečnost	
<i>Článek 10</i>	<i>13</i>
Trvale udržitelný rozvoj	
<i>Článek 11</i>	<i>13</i>
Přestupky	
<i>Článek 12</i>	<i>14</i>
Zpracování osobních údajů	

DRUHÁ ČÁST	14
Pravidla pro listovní zásilky a poštovní balíky	
HLAVA 1	14
Poskytování služeb	
Článek 13.....	14
Základní služby	
Článek 14.....	15
Klasifikace listovních zásilek podle jejich formátu	
Článek 15.....	15
Doplňkové služby	
Článek 16.....	16
Služba zásilek EMS a integrovaná logistika	
Článek 17.....	17
Elektronické poštovní služby	
Článek 18.....	17
Nepřípustné zásilky. Zákazy	
Článek 19.....	19
Reklamace	
Článek 20.....	19
Celní kontrola. Clo a jiné poplatky	
Článek 21.....	20
Výměna přímých závěrů s vojenskými jednotkami	
Článek 22.....	20
Normy a cíle týkající se kvality služby	
HLAVA 2	21
Odpovědnost	
Článek 23.....	21
Odpovědnost určených provozovatelů. Náhrady	
Článek 24.....	23
Zánik odpovědnosti členských zemí a určených provozovatelů	
Článek 25.....	24
Odpovědnost odesílatele	
Článek 26.....	24
Výplata náhrady	

Článek 27.....	24
Případné vrácení náhrady odesílatelem nebo adresátem	
HLAVA 3.....	25
Zvláštní ustanovení pro listovní zásilky	
Článek 28.....	25
Podávání listovních zásilek v zahraničí	
TŘETÍ ČÁST.....	26
Odměny	
HLAVA 1.....	26
Zvláštní ustanovení pro listovní zásilky	
Článek 29.....	26
Terminální výdaje. Všeobecná ustanovení	
Článek 30.....	28
Terminální výdaje. Ustanovení vztahující se na toky zásilek mezi určenými provozovateli zemí v cílovém systému	
Článek 31.....	29
Terminální výdaje. Ustanovení vztahující se na toky zásilek pro určené provozovatele zemí v přechodném systému, od nich a mezi nimi navzájem	
Článek 32.....	31
Fond pro zlepšování kvality služby	
Článek 33.....	32
Průvozní výdaje	
HLAVA 2.....	32
Jiná ustanovení	
Článek 34.....	32
Základní sazby a ustanovení týkající se výdajů na leteckou přepravu	
Článek 35.....	33
Pozemní a námořní balíkové podíly	
Článek 36.....	33
Pravomoc Rady poštovního provozu stanovit výdaje a podíly	
Článek 37.....	34
Zvláštní ustanovení pro vyrovnávání účtů a platby za mezinárodní poštovní výměny	

ČTVRTÁ ČÁST	34
Závěrečná ustanovení	
Článek 38.....	34
Podmínky schvalování návrhů týkajících se Úmluvy a Řádů	
Článek 39.....	35
Výhrady předložené během kongresu	
Článek 40.....	35
Nabytí účinnosti a doba platnosti Úmluvy	
Závěrečný protokol Světové poštovní úmluvy	
Článek I.....	36
Vlastnictví poštovních zásilek. Vrácení. Změna nebo oprava adresy	
Článek II.....	37
Sazby	
Článek III.....	37
Výjimka z osvobození od poštovních sazeb pro slepecké zásilky	
Článek IV.....	38
Poštovní známky	
Článek V.....	38
Základní služby	
Článek VI.....	38
Oznámení o dodání (dodejka)	
Článek VII.....	38
Zákazy (listovní zásilky)	
Článek VIII.....	40
Zákazy (poštovní balíky)	
Článek IX.....	41
Věci podléhající clu	
Článek X.....	42
Reklamace	
Článek XI.....	42
Sazba za předložení celnímu úřadu	
Článek XII.....	43
Podávání listovních zásilek v zahraničí	
Článek XIII.....	43
Základní sazby a ustanovení týkající se výdajů na leteckou přepravu	

<i>Článek XIV</i>	44
Výjimečné příchodní pozemní podíly	
<i>Článek XV</i>	44
Zvláštní sazby	
<i>Článek XVI</i>	44
Pravomoc Rady poštovního provozu stanovit výdaje a podíly	

SVĚTOVÁ POŠTOVNÍ ÚMLUVA

Přihlížejíce k článku 22.3 Ústavy Světové poštovní unie, sjednané ve Vídni dne 10. července 1964, stanovili níže podepsaní zplnomocněnci vlád členských zemí Unie společnou dohodou a s výhradou článku 25.4 uvedené Ústavy v této Úmluvě pravidla pro mezinárodní poštovní službu.

PRVNÍ ČÁST

Společná pravidla pro mezinárodní poštovní službu

JEDINÁ HLAVA

Všeobecná ustanovení

Článek 1

Definice

1. Pro účely Světové poštovní úmluvy jsou níže uvedené výrazy definovány takto:
 - 1.1 balík: zásilka přepravovaná podle podmínek Úmluvy a Řádu poštovních balíků;
 - 1.2 přímý závěr: pytel nebo soubor pytlů či jiných schrán opatřených vlaječkou, zapečetěných nebo zaplombovaných, s obsahem poštovních zásilek;
 - 1.3 chybně směrované závěry: schránky došlé k jiné vyměňovací poště, než jaká je uvedena na vlaječce (pytle);
 - 1.4 osobní údaje: informace potřebné k identifikaci uživatele poštovní služby;
 - 1.5 chybně směrované zásilky: zásilky došlé k vyměňovací poště, které však byly určeny pro vyměňovací poštu v jiné členské zemi;
 - 1.6 poštovní zásilka: obecný termín označující cokoli zasílaného prostřednictvím poštovních služeb (listovní zásilka, poštovní balík, poštovní poukázka atd.);
 - 1.7 průvozní výdaje: odměna za služby poskytnuté dopravcem v průvozní zemi (určený provozovatel, jiná služba či kombinace obojího) v souvislosti s pozemním, námořním a/nebo leteckým průvozem závěrů;
 - 1.8 terminální výdaje: odměna dlužná určeným provozovatelem odesílající země určenému provozovateli země určení jako úhrada nákladů spojených se zpracováním došlých listovních zásilek v zemi určení;
 - 1.9 určený provozovatel: jakýkoli vládní nebo nevládní subjekt oficiálně určený členskou zemí k provozování poštovních služeb a k plnění příslušných povinností vyplývajících z Akt Unie na jejím území;
 - 1.10 balíček: zásilka přepravovaná podle podmínek Úmluvy a Řádu listovních zásilek;
 - 1.11 příhodný pozemní podíl: odměna dlužná určeným provozovatelem odesílající země určenému provozovateli země určení jako úhrada nákladů spojených se zpracováním došlých balíků v zemi určení;

- 1.12 průvozní pozemní podíl: odměna dlužná za služby poskytnuté dopravcem v průvozní zemi (určený provozovatel, jiná služba či kombinace obojího) v souvislosti s pozemním a/nebo leteckým průvozem balíků přes její území;
- 1.13 námořní podíl: odměna dlužná za služby poskytnuté dopravcem (určený provozovatel, jiná služba či kombinace obojího) podílejícím se na námořní přepravě balíků.
- 1.14 univerzální poštovní služba: trvalé poskytování kvalitních základních poštovních služeb v každém místě území členské země všem zákazníkům a za dostupné ceny;
- 1.15 otevřený průvoz: průvoz zásilek prostřednictvím jiné země, jestliže jejich počet nebo hmotnost nejsou důvodem k vytvoření přímého závěru pro zemi určení.

Článek 2

Označení subjektu nebo subjektů pověřených plněním povinností vyplývajících z přístupu k Úmluvě

1. Členské země oznámí Mezinárodnímu úřadu do šesti měsíců po ukončení kongresu název a adresu vládního orgánu odpovědného za dohled nad poštovními záležitostmi. Dále členské země do šesti měsíců po ukončení kongresu sdělí Mezinárodnímu úřadu název a adresu provozovatele nebo provozovatelů oficiálně ustanovených k provozování poštovních služeb a plnění povinností vyplývajících z Akt Unie na svém území. V období mezi kongresy musejí být veškeré změny týkající se vládních orgánů a oficiálně určených provozovatelů oznámeny Mezinárodnímu úřadu co nejdříve.

Článek 3

Univerzální poštovní služba

1. S cílem posílit pojetí jednotného poštovního území Unie dbají členské země na to, aby všichni uživatelé/zákazníci měli právo na univerzální poštovní službu, znamenající trvalé poskytování kvalitních základních poštovních služeb v každém místě jejich území a za dostupné ceny.
2. K dosažení tohoto cíle stanoví členské země v rámci své poštovní legislativy nebo jinými obvyklými prostředky rozsah nabízených poštovních služeb, jakož i požadavky na kvalitu a dostupnost cen, s přihlédnutím jak k potřebám obyvatelstva, tak ke svým vnitrostátním podmínkám.
3. Členské země dbají na to, aby provozovatelé odpovědní za poskytování univerzální poštovní služby dodržovali nabídku služeb a normy kvality.
4. Členské země zajistí, aby univerzální poštovní služba byla poskytována uskutečnitelným způsobem zaručujícím její trvalou udržitelnost.

Článek 4 **Svoboda průvozu**

1. Zásada svobody průvozu je vyjádřena v článku 1 Ústavy. Znamená pro každou členskou zemi povinnost zajistit, aby její určení provozovatelé směřovali přímé závěry a listovní zásilky v otevřeném průvozu, které jim předá jiný určený provozovatel, vždy nejrychlejšími cestami a nejspolehlivějšími prostředky, jež používají pro své vlastní zásilky. Tato zásada platí rovněž pro chybně směřované zásilky a závěry.
2. Členské země, které se neúčastní výměny psaní obsahujících infekční látky nebo radioaktivní materiály, mají možnost nedovolit přepravu těchto zásilek v otevřeném průvozu přes své území. Totéž platí pro jiné listovní zásilky než psaní, dopisnice a slepecké zásilky. Vztahuje se to i na tiskoviny, periodika, časopisy, balíčky a tiskovinové pytle, jejichž obsah nevyhovuje právním ustanovením, jimiž se řídí podmínky jejich vydávání nebo oběhu v průvozní zemi.
3. Svoboda průvozu poštovních balíků, které mají být směřovány pozemní a námořní cestou, je omezena na území zemí účastnících se této služby.
4. Svoboda průvozu leteckých balíků je zaručena na celém území Unie. Členské země, které neposkytují službu poštovních balíků, však nemusejí zajišťovat přepravu leteckých balíků pozemní cestou.
5. Nedodrží-li některá členská země ustanovení týkající se svobody průvozu, mají ostatní členské země právo zrušit poštovní styk s touto členskou zemí.

Článek 5 **Vlastnictví poštovních zásilek. Vracení. Změna nebo oprava adresy. Dostilka. Vracení zásilek, které nelze dodat, odesílateli**

1. Každá poštovní zásilka náleží odesílateli, dokud není dodána oprávněné osobě, s výjimkou případu, kdy byla zásilka zabavena podle předpisů země původu nebo určení a v případě aplikace článku 18.2.1.1 nebo 18.3 podle předpisů průvozní země.
2. Odesílatel poštovní zásilky může požádat o její vracení nebo o změnu či opravu adresy. Sazby a další podmínky jsou stanoveny v Řádech.
3. Členské země zajistí, aby jejich určení provozovatelé dosílali poštovní zásilky v případě změny adresy adresáta a vraceli zásilky, které nelze dodat, odesílateli. Sazby a další podmínky jsou stanoveny v Řádech.

Článek 6 **Sazby**

1. Sazby za různé mezinárodní poštovní a zvláštní služby jsou stanoveny členskými zeměmi nebo jejich určenými provozovateli podle vnitrostátních právních předpisů, v souladu se zásadami vyjádřenými v Úmluvě a v jejich Řádech. Obecně musejí být odvozeny od nákladů na poskytování těchto služeb.

2. Členská země původu nebo její určený provozovatel stanoví v souladu s vnitrostátními právními předpisy sazby výplatného za přepravu listovních zásilek a balíků. Sazby výplatného pokrývají dodání zásilek do místa bydliště adresáta za předpokladu, že v zemi určení předmětných zásilek je tato dodávací služba provozována.
3. Vybírané sazby včetně těch, které jsou uvedeny v Aktech jako orientační, musejí být přinejmenším stejné jako sazby používané ve vnitrostátním styku pro zásilky stejného typu (druh, množství, doba zpracování atd.).
4. Členské země nebo jejich určený provozovatelé jsou v souladu s vnitrostátními právními předpisy oprávněni překročit jakékoli orientační sazby uvedené v Aktech.
5. Minimální hranice sazeb uvedená v odstavci 3 může být členskými zeměmi nebo jejich určenými provozovateli překročena tím, že připustí snížené sazby založené na jejich vnitrostátních právních předpisech pro listovní zásilky a balíky podané na území členské země. Členské země nebo jejich určený operátoři mají například možnost poskytnout zvýhodněné sazby svým zákazníkům podávajícím velké objemy poštovních zásilek.
6. Od zákazníků se nesmějí vybírat žádné jiné poštovní sazby nežli ty, které jsou uvedeny v Aktech.
7. Není-li v Aktech uvedeno jinak, ponechává si každý určený provozovatel sazby, které vybral.

Článek 7

Osvobození od poštovních sazeb

1. Princip
 - 1.1 Případy osvobození od poštovních sazeb jakožto osvobození od úhrady výplatného jsou výslovně uvedeny Úmluvou. Nicméně Řády mohou stanovit osvobození od úhrady jak výplatného, tak průvozních výdajů, terminálních výdajů a příchodních podílů u listovních zásilek a balíků vztahujících se k poštovní službě, odesílaných členskými zeměmi, určenými provozovateli a užšími uniemi. Kromě toho jsou listovní zásilky a balíky odesílané Mezinárodním úřadem SPU užšími uniemi, členskými zeměmi a určenými provozovateli považovány za zásilky vztahující se k poštovní službě a jsou osvobozeny od všech poštovních sazeb. Členská země původu nebo její určený provozovatel však může u posledně zmíněných zásilek vybírat letecké příplatky.
2. Váleční zajatci a civilní internované osoby
 - 2.1 Ode všech poštovních sazeb s výjimkou leteckých příplatků jsou osvobozeny listovní zásilky, poštovní balíky a zásilky poštovních peněžních služeb adresované válečným zajatcům nebo jimi odesílané buďto přímo nebo prostřednictvím úřadů zmíněných v Rádech Úmluvy a Ujednání o poštovních peněžních službách. Válčí osoby zadržené a internované v některé neutrální zemi jsou postaveny na roveň válečným zajatcům jako takovým, pokud jde o aplikaci předchozích ustanovení.
 - 2.2 Ustanovení uvedená v odstavci 2.1 platí také pro listovní zásilky, poštovní balíky a zásilky poštovních peněžních služeb pocházející z jiných zemí, adresované civilním internovaným osobám definovaným Ženevskou konvencí ze dne 12. srpna 1949

- o ochraně civilních osob v době války, nebo jimi odesílané buďto přímo nebo prostřednictvím úřadů zmíněných v Řádech Úmluvy a Ujednání o poštovních peněžních službách.
- 2.3 Úřady uvedené v Řádech Úmluvy a Ujednání o poštovních peněžních službách jsou rovněž osvobozeny od poštovních sazeb za listovní zásilky, poštovní balíky a zásilky poštovních peněžních služeb týkající se osob uvedených v odstavcích 2.1 a 2.2, které odesílají nebo dostávají buď přímo, nebo jako prostředníci.
- 2.4 Balíky se přijímají jako osvobozené od sazeb do hmotnosti 5 kg. Hranice hmotnosti se zvyšuje na 10 kg u balíků, jejichž obsah je nedělitelný, a u balíků, které jsou adresovány táboru nebo tamním zástupcům zajatců („hommes de confiance“) k dodání zajatcům.
- 2.5 Při vyrovnávání účtů mezi určenými provozovateli se nepřiznávají podíly za služební balíky a za balíky válečných zajatců a civilních internovaných osob s výjimkou výdajů na leteckou přepravu u leteckých balíků.
3. Slepecké zásilky
- 3.1 Všechny slepecké zásilky, odeslané organizaci pro nevidomé či odeslané touto organizací nebo odeslané nevidomé osobě či odeslané touto osobou, jsou osvobozeny od všech poštovních sazeb s výjimkou leteckých příplatků za předpokladu, že jsou tyto zásilky jako takové přípustné ve vnitrostátním styku odesílajícího určeného provozovatele.
- 3.2 V tomto článku:
- 3.2.1 termín „nevidomá osoba“ znamená každou osobu, která je ve své zemi zaregistrovaná jako nevidomá nebo zrakově postižená nebo která odpovídá definici Světové zdravotnické organizace pro nevidomou nebo slabozrakou osobu;
- 3.2.2 výraz „organizace pro nevidomé“ znamená každou instituci nebo sdružení sloužící nevidomým osobám nebo oficiálně zastupující nevidomé osoby;
- 3.2.3 slepecké zásilky zahrnují veškerou korespondenci, publikace v jakémkoli formátu (včetně audio nahrávek) a vybavení či materiály jakéhokoli druhu vyrobené nebo uzpůsobené, aby pomáhaly nevidomým osobám překonávat problémy spojené s jejich slepotou, tak jak je uvedeno v Řádu listovních zásilek.

Článek 8

Poštovní známky

1. Název „poštovní známka“ je chráněn na základě této Úmluvy a je vyhrazen výlučně pro známky, které splňují podmínky tohoto článku a Řádů.
2. Poštovní známky:
- 2.1 jsou vydávány a uváděny do oběhu výhradně na základě pravomoci členské země nebo území, v souladu s Akty Unie;
- 2.2 jsou projevem suverenity a představují důkaz uhrazení výplatného odpovídajícího jejich skutečné hodnotě, jsou-li nalepeny na poštovních zásilkách v souladu s Akty Unie;
- 2.3 pro použití jako výplatné nebo pro filatelistické účely musejí být v oběhu v členské zemi nebo na území vydání, v souladu s vnitrostátními právními předpisy.
- 2.4 musejí být dostupné všem občanům v členské zemi nebo na území vydání.

3. Poštovní známky obsahují:
 - 3.1 latinkou název členské země nebo území vydání;¹
 - 3.2 nominální hodnotu, vyjádřenou:
 - 3.2.1 zpravidla v úřední měně členské země nebo území vydání nebo jako písmeno či symbol;
 - 3.2.2 pomocí jiných poznávacích znaků.
4. Symboly státu, úřední kontrolní znaky a loga mezivládních organizací objevující se na poštovních známkách jsou chráněny ve smyslu Pařížské úmluvy na ochranu průmyslového vlastnictví.
5. Náměty a motivy poštovních známek:
 - 5.1 musejí být v souladu s duchem preambule Ústavy Unie a s rozhodnutími přijatými orgány Unie;
 - 5.2 musejí být úzce spojeny s kulturní identitou členské země či území nebo musejí přispívat k šíření kultury nebo zachování míru;
 - 5.3 v případě známek vydávaných u příležitosti výročí osobností nebo událostí, jež nemají původ v členské zemi nebo území, musejí mít k příslušné zemi nebo území blízký vztah;
 - 5.4 nesmějí mít politický charakter a musejí se vyhýbat jakémukoli urážlivému tématu ve vztahu k některé osobě nebo zemi;
 - 5.5 musejí mít velký význam pro členskou zemi či území.
6. Poštovní výplatní znaky, otisky výplatních strojů a otisky tiskařského lisu či jiné způsoby tisku nebo razítkování odpovídající Aktům Unie mohou být používány jen se souhlasem členské země nebo území.
7. Před vydáním poštovních známek s využitím nových materiálů nebo technologií poskytnou členské země Mezinárodnímu úřadu potřebné informace týkající se jejich slučitelnosti s fungováním strojů na zpracování zásilek. Mezinárodní úřad následně informuje ostatní členské země a jejich určené provozovatele.

Článek 9

Poštovní bezpečnost

1. Členské země a jejich určení provozovatelé dodržují bezpečnostní požadavky definované v bezpečnostních normách Světové poštovní unie a přijmou a realizují na všech úrovních poštovního provozu proaktivní bezpečnostní strategii, aby udržely a posílily důvěru veřejnosti v poštovní služby, v zájmu všech zúčastněných pracovníků. Tato strategie zahrnuje zejména princip splnění požadavků na poskytování předběžných elektronických údajů o poštovních zásilkách identifikovaných v prováděcích předpisech (zejména druh předmětných poštovních zásilek a kritéria pro jejich identifikaci), přijatých Administrativní radou a Radou poštovního provozu, v souladu s technickými normami SPU týkajícími se zpráv. Tato strategie rovněž zahrnuje výměnu informací týkajících se zajištění bezpečné

¹ Výjimka je udělena Velké Británii jakožto zemi, která vynalezla poštovní známku.

a spolehlivé dopravy a průvozu závěrů mezi členskými zeměmi a jejich určenými provozovateli.

2. Veškerá bezpečnostní opatření uplatňovaná v mezinárodním poštovním přepravním řetězci musejí být úměrná rizikům nebo hrozbám, na které mají reagovat, a musejí být realizována bez narušení mezinárodních toků zásilek nebo obchodu s přihlédnutím ke specifitě poštovní sítě. Bezpečnostní opatření, která mohou mít globální dopad na poštovní provoz, musejí být prováděna mezinárodně koordinovaným a vyváženým způsobem za účasti všech zainteresovaných stran.

Článek 10

Trvale udržitelný rozvoj

1. Členské země a/nebo jejich určení provozovatelé přijmou a realizují na všech úrovních poštovního provozu aktivní strategii trvale udržitelného rozvoje zaměřenou na činnost v oblasti sociální, ekonomické a v oblasti životního prostředí a podporují povědomí o problematice trvale udržitelného rozvoje v poštovních službách.

Článek 11

Přestupky

1. Poštovní zásilky
 - 1.1 Členské země se zavazují, že přijmou všechna nezbytná opatření k zabránění dále uvedeným činům a k soudnímu stíhání a potrestání jejich pachatelů:
 - 1.1.1 vkládání omamných a psychotropních látek, jakož i látek výbušných, zápalných nebo jiných nebezpečných látek do poštovních zásilek, pokud jejich vkládání není Úmluvou výslovně povoleno;
 - 1.1.2 vkládání předmětů pedofilního charakteru nebo dětské pornografie do poštovních zásilek.
2. Výplatné obecně a prostředky výplatného
 - 2.1 Členské země se zavazují, že přijmou všechna nezbytná opatření k zabránění, k soudnímu stíhání a potrestání jakýchkoli přestupků týkajících se prostředků výplatného stanovených touto Úmluvou, a to:
 - 2.1.1 poštovních známek, ať v oběhu nebo stažených z oběhu;
 - 2.1.2 výplatních znaků;
 - 2.1.3 otisků výplatních strojů nebo tiskařských lisů;
 - 2.1.4 mezinárodních odpovědek.
 - 2.2 Pro účely této Úmluvy se přestupkem týkajícím se prostředků výplatného rozumí kterýkoli z dále uvedených činů spáchaný s úmyslem nezákonného obohacení sebe sama nebo třetí strany. Trestné jsou následující činy:
 - 2.2.1 falšování, napodobování nebo padělání jakýchkoli výplatních prostředků nebo jakékoli nezákonné či trestné jednání spojené s jejich neoprávněnou výrobou;
 - 2.2.2 používání, uvedení do oběhu, uvedení na trh, rozesílání, šíření, doprava, prezentace nebo vystavování včetně propagace jakýchkoli falšovaných, napodobených nebo padělaných výplatních prostředků;

- 2.2.3 používání nebo uvedení do oběhu pro poštovní účely jakýchkoli výplatních prostředků, které již byly použity;
 - 2.2.4 jakékoli pokusy o spáchání těchto přestupků.
3. Reciprocita
- 3.1 Co se týče postihů, nečiní se žádný rozdíl mezi skutky uvedenými v odstavci 2 ve vztahu k tomu, zda jde o výplatní prostředky vnitrostátní či zahraniční; toto ustanovení nepodléhá žádné zákonné či dohodnuté podmínce reciprocit.

Článek 12

Zpracování osobních údajů

1. Osobní údaje uživatelů smějí být využívány pouze pro účely, ke kterým byly shromážděny v souladu s platnými vnitrostátními právními předpisy.
2. Osobní údaje uživatelů se odhalí pouze třetím stranám, které jsou podle platných vnitrostátních právních předpisů oprávněny k jejich získání.
3. Členské země a jejich určení provozovatelé zajistí důvěrnost a bezpečnost osobních údajů uživatelů v souladu se svými platnými vnitrostátními právními předpisy.
4. Určení provozovatelé informují své zákazníky o využívání jejich osobních údajů a o účelu, k němuž jsou shromažďovány.

DRUHÁ ČÁST

Pravidla pro listovní zásilky a poštovní balíky

HLAVA 1

Poskytování služeb

Článek 13

Základní služby

1. Členské země musejí zajistit, aby jejich určení provozovatelé přijímali, zpracovávali, přepravovali a dodávali listovní zásilky.
2. Listovní zásilky jsou:
 - 2.1 prioritní a neprioritní zásilky do 2 kg;
 - 2.2 psaní, dopisnice, tiskoviny a balíčky do 2 kg;
 - 2.3 slepecké zásilky do 7 kg;
 - 2.4 zvláštní pytle obsahující noviny, periodika, knihy a podobné tištěné dokumenty pro stejného adresáta ve stejném místě určení nazývané „tiskovinové pytle“ (pytle M) do 30 kg.

3. Listovní zásilky se dělí buďto podle rychlosti zpracování zásilek nebo podle jejich obsahu v souladu s Řádem listovních zásilek.
4. Vyšší limity hmotnosti, než jsou uvedeny v odstavci 2, se nepovinně vztahují na určité druhy listovních zásilek za podmínek specifikovaných v Řádu listovních zásilek.
5. S výhradou odstavce 8 členské země rovněž musejí zajistit, aby jejich určení provozovatelé přijímali, zpracovávali, přepravovali a dodávali poštovní balíky do 20 kg buďto podle ustanovení Úmluvy, nebo v případě balíků vypravovaných do zahraničí a po dvoustranné dohodě jakýmkoli jiným způsobem, který je pro jejich zákazníky výhodnější.
6. Vyšší limity hmotnosti než 20 kg se nepovinně vztahují na určité druhy balíků za podmínek specifikovaných v Řádu poštovních balíků.
7. Každá členská země, jejíž určený provozovatel nezajišťuje přepravu balíků, může zařídit, aby ustanovení Úmluvy byla prováděna dopravními společnostmi. Zároveň může tuto službu omezit na balíky pocházející z míst nebo určené do míst obsluhovaných těmito společnostmi.
8. Odchytkou od ustanovení odstavce 5 nejsou členské země, které nebyly před 1. lednem 2001 účastníky Ujednání o poštovních balících, povinny poskytovat službu poštovních balíků.

Článek 14

Klasifikace listovních zásilek podle jejich formátu

1. V rámci klasifikačních systémů zmiňovaných v článku 13.3 mohou být listovní zásilky rozděleny rovněž podle svého formátu, a to na psaní malého formátu (P), psaní velkého formátu (G), nebo psaní objemného formátu (E). Hranice rozměrů a hmotnosti jsou specifikovány v Řádu listovních zásilek.

Článek 15

Doplňkové služby

1. Členské země zajistí poskytování následujících povinných doplňkových služeb:
 - 1.1 službu doporučených zásilek u prioritních a leteckých listovních zásilek do zahraničí;
 - 1.2 službu doporučených zásilek u všech doporučených listovních zásilek ze zahraničí.
2. Členské země nebo jejich určení provozovatelé mohou poskytovat následující nepovinné doplňkové služby ve styku mezi určenými provozovateli, kteří se na poskytování těchto služeb dohodli:
 - 2.1 službu zásilek s udanou cenou u listovních zásilek a balíků;
 - 2.2 službu zásilek na dobírku u listovních zásilek a balíků;
 - 2.3 službu spěšných zásilek u listovních zásilek a balíků;
 - 2.4 službu dodání do vlastních rukou u doporučených nebo cenných listovních zásilek;
 - 2.5 službu zásilek dodávaných bez sazeb a poplatků u listovních zásilek a balíků;

- 2.6 službu křehkých a neskladných balíků;
- 2.7 službu konsignace u sdružených zásilek od jednoho odesílatele určených do zahraničí;
- 2.8 službu vrácení zboží, která spočívá ve vrácení zboží adresátem původnímu odesílateli (prodávajícímu) s jeho svolením.
3. Tři dále uvedené doplňkové služby mají jak povinné, tak nepovinné složky:
 - 3.1 služba odpovědných zásilek v mezinárodním styku („correspondance commerciale-réponse internationale“ – dále CCRI), která je v podstatě nepovinná; všechny členské země nebo jejich určení provozovatelé jsou však povinni zajišťovat „zpáteční“ službu těchto zásilek;
 - 3.2 služba mezinárodních odpovědek, které lze vyměnit ve kterékoli členské zemi; prodej mezinárodních odpovědek je však nepovinný;
 - 3.3 dodejka u doporučených listovních zásilek, balíků a zásilek s udanou cenou; všechny členské země nebo jejich určení provozovatelé přijímají dodejky u zásilek ze zahraničí; poskytování služby zásilek s dodejkou u zásilek do zahraničí je však nepovinné.
4. Popis těchto služeb a jejich sazby jsou uvedeny v Řádech.
5. Pokud se za níže uvedené prvky služeb vybírají zvláštní sazby ve vnitrostátním styku, jsou určení provozovatelé oprávněni vybírat stejné sazby u mezinárodních zásilek za podmínek uvedených v Řádech:
 - 5.1 dodání balíčků o hmotnosti nad 500 gramů;
 - 5.2 podání listovních zásilek na poslední chvíli;
 - 5.3 podání zásilek mimo běžnou otvírací dobu přepážek;
 - 5.4 převzetí v místě bydliště odesílatele;
 - 5.5 vyzvednutí listovní zásilky mimo běžnou otvírací dobu přepážek;
 - 5.6 poste restante;
 - 5.7 úložné za listovní zásilky o hmotnosti nad 500 g a za balíky;
 - 5.8 dodání balíků v reakci na oznámení o příchodu;
 - 5.9 odpovědnost pro případ vyšší moci.

Článek 16

Služba zásilek EMS a integrovaná logistika

1. Členské země nebo určení provozovatelé se mohou vzájemně dohodnout, že se budou podílet na následujících službách popsanych v Řádech:
 - 1.1 služba zásilek EMS, což je expresní poštovní služba určená pro dokumenty a zboží představující co možná nejrychlejší poštovní službu zajišťovanou fyzickými prostředky; tato služba může být poskytována na základě Mnohostranné standardní dohody o EMS nebo na základě dvoustranných dohod;
 - 1.2 integrovaná logistika, což je služba, která plně odpovídá požadavkům zákazníků v oblasti logistiky a obsahuje etapu předcházející fyzické přepravě zboží a dokumentů a etapu po ní následující.

Článek 17

Elektronické poštovní služby

1. Členské země nebo určení provozovatelé se mohou vzájemně dohodnout, že se budou podílet na následujících elektronických poštovních službách popsaných v Řádech:
 - 1.1 elektronická pošta, což je elektronická poštovní služba využívající elektronický přenos zpráv a informací určenými provozovateli;
 - 1.2 registrovaná elektronická pošta, což je zabezpečená elektronická poštovní služba poskytující důkaz o odeslání a dodání elektronické zprávy bezpečným komunikačním kanálem mezi ověřenými uživateli;
 - 1.3 elektronické poštovní certifikační razítko, které poskytuje stanoveným způsobem a ve stanoveném čase přesvědčivý důkaz o uskutečnění elektronické události, jejímiž účastníky je jedna nebo více stran;
 - 1.4 elektronická poštovní schránka, umožňující zasílání elektronických zpráv ověřeným odesílatelem, jakož i dodávání a ukládání elektronických zpráv a informací pro ověřeného adresáta.

Článek 18

Nepřípustné zásilky. Zákazy

1. Všeobecná ustanovení
 - 1.1 Zásilky, které nesplňují podmínky vyžadované Úmluvou a Řády, jsou nepřípustné. Zásilky odeslané s podvodným úmyslem nebo s úmyslem vyhnout se zaplacení náležitých sazeb jsou rovněž nepřípustné.
 - 1.2 Výjimky ze zákazů uvedených v tomto článku jsou stanoveny v Řádech.
 - 1.3 Všechny členské země nebo jejich určení provozovatelé mají možnost rozšířit zákazy uvedené v tomto článku a tyto zákazy mohou být uplatněny neprodleně po jejich zahrnutí do příslušného seznamu.
2. Zákazy platné pro všechny druhy zásilek
 - 2.1 Je zakázáno vkládat do všech druhů zásilek dále uvedené předměty:
 - 2.1.1 omamné a psychotropní látky, definované Mezinárodní radou pro kontrolu narkotik (International Narcotics Control Board), nebo jiné nezákonné drogy, které jsou v zemi určení zakázány;
 - 2.1.2 oplzlé nebo nemravné předměty;
 - 2.1.3 padělané a pirátské předměty;
 - 2.1.4 jiné předměty, jejichž dovoz nebo oběh je v zemi určení zakázán;
 - 2.1.5 předměty, které mohou svou povahou nebo svým obalem ohrozit pracovníky či širokou veřejnost nebo pošpinit či poškodit ostatní zásilky, poštovní zařízení nebo majetek třetí osoby;
 - 2.1.6 písemnosti mající charakter aktuální a osobní korespondence vyměňované mezi jinými osobami než odesílatelem a adresátem nebo osobami, které s nimi bydlí.
3. Výbušné, hořlavé nebo radioaktivní materiály a nebezpečné zboží
 - 3.1 Je zakázáno vkládat do všech druhů zásilek výbušné, hořlavé nebo jiné nebezpečné zboží, jakož i radioaktivní materiály.

- 3.2 Je zakázáno vkládat do všech druhů zásilek neaktivní výbušniny a vojenský materiál, včetně neaktivních granátů, střel a podobných předmětů, jakož i jejich repliky.
- 3.3 Výjimečně je dovoleno nebezpečné zboží, které je specifikováno v Řádech jakožto přípustné.
4. Živá zvířata
 - 4.1 Je zakázáno vkládat do všech druhů zásilek živá zvířata.
 - 4.2 Výjimečně je dovoleno zasílat v jiných listovních zásilkách než cenných:
 - 4.2.1 včely, pijavice a housenky bource morušového;
 - 4.2.2 cizopasníky a hubitele škodlivého hmyzu určené k regulaci tohoto hmyzu a vyměňované mezi úředně uznanými ústavami;
 - 4.2.3 mouchy čeledi Drosophilidae (octomilky) pro biomedicínský výzkum vyměňované mezi úředně uznanými ústavami.
 - 4.3 Výjimečně je dovoleno zasílat v balících:
 - 4.3.1 živá zvířata, jejichž přeprava v poštovních zásilkách je povolena poštovními předpisy a vnitrostátními právními předpisy zúčastněných zemí.
5. Vkládání korespondence do balíků
 - 5.1 Do poštovních balíků je zakázáno vkládat dále uvedené předměty:
 - 5.1.1 korespondenci vyměňovanou mezi jinými osobami než odesílatelem a adresátem nebo osobami, které s nimi bydlí, s výjimkou archivních materiálů.
6. Mince, bankovky a jiné cenné předměty
 - 6.1 Je zakázáno vkládat mince, bankovky, papírové peníze nebo jakékoli cenné papíry na doručitele, cestovní šeky, platinu, zlato nebo stříbro, zpracované či nezpracované, drahokamy, šperky a jiné cenné předměty:
 - 6.1.1 do listovních zásilek bez udané ceny;
 - 6.1.1.1 pokud to však vnitrostátní právní předpisy zemí původu a určení dovolují, mohou být tyto předměty zasílány v uzavřené obálce jako doporučené zásilky;
 - 6.1.2 do balíků bez udané ceny, ledaže to vnitrostátní právní předpisy zemí původu a určení dovolují;
 - 6.1.3 do balíků bez udané ceny vyměňovaných mezi dvěma zeměmi, které dovolují cenné balíky;
 - 6.1.3.1 každá členská země nebo určený provozovatel může navíc zakázat vkládání zlatých prutů do balíků s udanou cenou nebo bez udané ceny, pocházejících z jejího území či na její území určených, nebo přepravovaných přes její území v otevřeném průvozu; skutečnou hodnotu takovýchto zásilek může omezit.
7. Tiskoviny a slepecké zásilky
 - 7.1 Tiskoviny a slepecké zásilky nesmějí být opatřeny žádnou poznámkou ani obsahovat žádnou korespondenci;
 - 7.2 nesmějí obsahovat žádné poštovní známky ani formy výplatného, oražené nebo neoražené, ani žádný dokument představující nějakou hodnotu, s výjimkou případů, kdy je do zásilky vložena dopisnice, obálka nebo páska s vytištěnou adresou odesílatele zásilky nebo jeho zástupce v zemi podání nebo určení původní zásilky, předplacená pro cestu zpět.

8. Zacházení s neprávem přijatými zásilkami
- 8.1 Zacházení s neprávem přijatými zásilkami je upraveno v Řádech. Zásilky obsahující předměty uvedené v odstavcích 2.1.1, 2.1.2, 3.1 a 3.2 však nejsou v žádném případě směrovány na místo určení, dodávány adresátům ani vráceny na místo původu. V případě, že jsou při průvozu zásilek objeveny předměty zmíněné v odstavcích 2.1.1, 3.1 a 3.2, zachází se s takovými zásilkami v souladu s vnitrostátními právními předpisy průvozní země.

Článek 19

Reklamacce

1. Každý určený provozovatel je povinen přijímat reklamace týkající se balíků a doporučených nebo cenných zásilek podaných v jeho vlastní službě nebo ve službě jiného určeného provozovatele za předpokladu, že tyto reklamace jsou uplatněny ve lhůtě šesti měsíců ode dne následujícího po dni podání zásilky. Reklamace se zasílají poštou jako doporučené prioritní zásilky, jako zásilky EMS nebo elektronicky. Lhůta šesti měsíců se týká vztahů mezi reklamujícími a určenými provozovateli a nezahrnuje předání reklamací mezi určenými provozovateli.
2. Reklamace se přijímají za podmínek stanovených v Řádech.
3. Vyřizování reklamací je bezplatné. Avšak dodatečné náklady způsobené požadavkem na odeslání službou EMS jdou obecně k tíži žadatele.

Článek 20

Celní kontrola. Clo a jiné poplatky

1. Určení provozovatelé země původu a země určení jsou oprávněni předkládat zásilky k celní kontrole podle předpisů těchto zemí.
2. Zásilky předkládané k celní kontrole mohou být zatíženy poštovní sazbou za předložení celnímu úřadu, jejíž orientační výše je stanovena v Řádech. Tato sazba se vybírá pouze za předložení celnímu úřadu a za celní projednání těch zásilek, které byly zatíženy clem nebo jakýmkoli jiným poplatkem téhož charakteru.
3. Určení provozovatelé, kteří jsou oprávněni zajišťovat celní projednávání zásilek za své zákazníky, ať už jménem zákazníka nebo jménem určeného provozovatele země určení, mohou od zákazníků vybírat sazbu odvozenou od skutečných nákladů na tuto činnost. Touto sazbou mohou být zatíženy všechny zásilky přihlášené k proclení podle vnitrostátních právních předpisů včetně těch, které jsou osvobozeny od cla. Zákazníci musejí být předem řádně informováni o požadované sazbě.
4. Určení provozovatelé jsou oprávněni vybírat podle okolností od odesílatelů nebo příjemců zásilek clo a veškeré jiné dlužné poplatky.

*Článek 21***Výměna přímých závěrů s vojenskými jednotkami**

1. Přímé listovní závěry mohou být vyměňovány prostřednictvím pozemních, námořních nebo leteckých služeb jiných zemí:
 - 1.1 mezi poštami kterékoli členské země a velícími důstojníky vojenských jednotek daných k dispozici Organizaci spojených národů;
 - 1.2 mezi velícími důstojníky těchto vojenských jednotek;
 - 1.3 mezi poštami kterékoli členské země a velícími důstojníky námořních, leteckých či pozemních oddílů, válečných plavidel nebo vojenských letadel téže země rozmístěných v zahraničí;
 - 1.4 mezi velícími důstojníky námořních, leteckých či pozemních oddílů, válečných plavidel nebo vojenských letadel téže země.
2. Listovní zásilky obsažené v závěrech uvedených v odstavci 1 musejí být adresovány výlučně příslušníkům vojenských jednotek nebo štábů a posádkám plavidel nebo letadel, pro něž jsou závěry určeny, nebo z nichž jsou odesílány, nebo musejí být těmito osobami odeslány. Tarify a zasilací podmínky pro tyto zásilky stanoví podle svých předpisů určený provozovatel té členské země, která dala vojenskou jednotku k dispozici, nebo které plavidla nebo letadla patří.
3. Není-li zvláštní dohody, je určený provozovatel té členské země, která dala vojenskou jednotku k dispozici, nebo které patří válečná plavidla nebo vojenská letadla, odpovědný vůči zúčastněným určeným provozovatelům za zaplacení průvozních výdajů za závěry, terminálních výdajů a výdajů na leteckou přepravu.

*Článek 22***Normy a cíle týkající se kvality služby**

1. Členské země nebo jejich určení provozovatelé stanovují a zveřejňují normy a cíle týkající se dodávání listovních zásilek a balíků došlých ze zahraničí.
2. Tyto normy a cíle, ke kterým se připočte doba obvykle nutná pro celní projednání, nesmějí být méně výhodné než normy a cíle stanovené pro srovnatelné zásilky vnitrostátního styku.
3. Členské země původu nebo jejich určení provozovatelé rovněž stanovují a zveřejňují normy „end-to-end“ (od podání až po dodání) pro prioritní a letecké listovní zásilky a balíky a pro ekonomické/pozemní balíky.
4. Členské země nebo jejich určení provozovatelé vyhodnocují aplikaci norem kvality služby.

HLAVA 2

Odpovědnost

Článek 23

Odpovědnost určených provozovatelů. Náhrady

1. Všeobecná ustanovení
 - 1.1 S výjimkou případů uvedených v článku 24 určení provozovatelé odpovídají za:
 - 1.1.1 ztrátu, poškození nebo úbytek obsahu doporučených zásilek, obyčejných balíků a zásilek s udanou cenou;
 - 1.1.2 vrácení doporučených zásilek, zásilek s udanou cenou a obyčejných balíků, na nichž není uveden důvod vrácení.
 - 1.2 Za jiné zásilky než ty, které jsou uvedeny v odstavcích 1.1.1 a 1.1.2, určení provozovatelé neodpovídají.
 - 1.3 Ve všech dalších případech, které nejsou stanoveny touto Úmluvou, nejsou určení provozovatelé odpovědni.
 - 1.4 Jestliže je ztráta nebo úplné zničení obsahu doporučené zásilky, obyčejného balíku nebo zásilky s udanou cenou následkem vyšší moci a neposkytuje se za ně náhrada, má odesílatel nárok na vrácení sazeb zaplacených při podání zásilky s výjimkou sazby za udanou cenu.
 - 1.5 Výše náhrady, která se vyplátí, nesmí překročit částky stanovené v Řádu listovních zásilek a v Řádu poštovních balíků.
 - 1.6 V případě odpovědnosti se při výplatě náhrady nepřihlíží k nepřímé škodě, ušlému zisku nebo morální újmě.
 - 1.7 Veškerá ustanovení vztahující se k odpovědnosti určených provozovatelů jsou striktní, závazná a vyčerpávající. Určení provozovatelé nejsou v žádném případě – dokonce ani v případě závažného pochybení – odpovědni nad rámec limitů stanovených v Úmluvě a v Řádech.
2. Doporučené zásilky
 - 2.1 V případě ztráty, úplného zničení nebo úplného úbytku obsahu doporučené zásilky má odesílatel nárok na náhradu ve výši stanovené Řádem listovních zásilek. Požaduje-li odesílatel nižší náhradu, než je částka stanovená v Řádu listovních zásilek, mohou určení provozovatelé vyplatit tuto nižší částku a dostat pak odpovídající vyrovnání od ostatních zúčastněných určených provozovatelů.
 - 2.2 V případě částečného poškození nebo částečného úbytku obsahu doporučené zásilky má odesílatel nárok na náhradu v zásadě odpovídající skutečné výši škody způsobené poškozením nebo úbytkem obsahu.
3. Obyčejné balíky
 - 3.1 V případě ztráty, úplného zničení nebo úplného úbytku obsahu obyčejného balíku má odesílatel nárok na náhradu ve výši stanovené Řádem poštovních balíků. Požaduje-li odesílatel nižší náhradu, než je částka stanovená v Řádu poštovních balíků, mohou určení provozovatelé vyplatit tuto nižší částku a dostat pak odpovídající vyrovnání od ostatních zúčastněných určených provozovatelů.

- 3.2 V případě částečného poškození nebo částečného úbytku obsahu obyčejného balíku má odesílatel nárok na náhradu v zásadě odpovídající skutečné výši škody vzniklé poškozením nebo úbytkem obsahu.
- 3.3 Určení provozovatelé se mohou dohodnout, že budou ve vzájemném styku používat částku za balík stanovenou Řádem poštovních balíků, bez ohledu na hmotnost balíku.
4. Zásilky s udanou cenou
 - 4.1 V případě ztráty, úplného zničení nebo úplného úbytku obsahu zásilky s udanou cenou má odesílatel nárok na náhradu v zásadě odpovídající částce udané ceny v DTS.
 - 4.2 V případě částečného poškození nebo částečného úbytku obsahu zásilky s udanou cenou má odesílatel nárok na náhradu odpovídající v zásadě skutečné výši škody vzniklé poškozením nebo úbytkem obsahu. Náhrada však nesmí v žádném případě převyšovat částku udané ceny v DTS.
5. V případě vrácení doporučené nebo cenné listovní zásilky bez udání důvodu jejího nedodání má odesílatel nárok pouze na vrácení sazeb zaplacených při podání zásilky.
6. V případě vrácení balíku bez udání důvodu jeho nedodání má odesílatel nárok na vrácení sazeb zaplacených při podání zásilky v zemi původu a výdajů způsobených vrácením balíku ze země určení.
7. V případech uvedených v odstavcích 2, 3 a 4 se náhrada vypočte podle běžné tržní ceny předmětů nebo zboží téhož druhu v místě a době podání v přepočtu na DTS. Není-li běžná cena známa, vypočte se náhrada podle obvyklé ceny předmětů nebo zboží ohodnocených na stejném základě.
8. Poskytuje-li se náhrada za ztrátu, úplné zničení nebo úplný úbytek obsahu doporučené zásilky, obyčejného balíku nebo zásilky s udanou cenou, má odesílatel nebo případně adresát navíc nárok na vrácení sazeb zaplacených při podání zásilky, s výjimkou doporučeného nebo sazby za udanou cenu. Totéž platí o doporučených zásilkách, obyčejných balících nebo zásilkách s udanou cenou odmítnutých příjemci kvůli špatnému stavu, pokud lze tento špatný stav přičíst poštovní službě a pokud zakládá její odpovědnost.
9. Odchylnou od ustanovení odstavců 2, 3 a 4 má adresát nárok na náhradu za doporučenou zásilku, obyčejný balík nebo zásilku s udanou cenou, ať s poškozením či úbytkem obsahu nebo ztracenou, jestliže se odesílatel písemně zřekne svých práv ve prospěch adresáta. Toto zřeknutí není nutné v případě, kdy odesílatel a adresát jsou jedna a táž osoba.
10. Určený provozovatel původu má možnost vyplácet odesílatelům ve své zemi náhrady stanovené jejími vnitrostátními právními předpisy pro doporučené zásilky a balíky bez udané ceny pod podmínkou, že nebudou nižší než náhrady uvedené v odstavcích 2.1 a 3.1. Totéž platí pro určeného provozovatele určení, pokud se náhrada vyplácí adresátovi. Částky uvedené v odstavcích 2.1 a 3.1 však zůstávají v platnosti:
 - 10.1 v případě postihu proti odpovědnému určenému provozovateli;
 - 10.2 zřekne-li se odesílatel svých práv ve prospěch adresáta.

11. K tomuto článku nelze uplatnit žádnou výhradu týkající se překročení lhůt pro reklamace a výplatu náhrady určeným provozovatelům včetně lhůt a podmínek stanovených v Rádech, s výjimkou případu dvoustranné dohody.

Článek 24

Zánik odpovědnosti členských zemí a určených provozovatelů

1. Určení provozovatelé přestávají být odpovědni za doporučené zásilky, balíky a zásilky s udanou cenou, které dodali za podmínek stanovených jejich předpisy pro zásilky téhož druhu. Odpovědnost však trvá:
 - 1.1 jsou-li poškození nebo úbytek obsahu zjištěny buď před dodáním, nebo při dodání zásilky;
 - 1.2 pokud prohlásí adresát nebo v případě vrácení na místo původu odesílatel při převzetí zásilky s poškozením nebo úbytkem obsahu, že ji přijímá s výhradou, dovolují-li to vnitrostátní předpisy;
 - 1.3 pokud, dovolují-li to vnitrostátní předpisy, byla doporučená zásilka dodána do domovní schránky a při reklamačním řízení adresát prohlásí, že zásilku neobdržel;
 - 1.4 pokud – nehledě k obvyklému zproštění odpovědnosti – příjemce, nebo v případě vrácení na místo původu odesílatel balíku nebo zásilky s udanou cenou, oznámí neprodleně určenému provozovateli, který mu zásilku dodal, že zjistil škodu; musí přitom prokázat, že k poškození nebo úbytku obsahu nedošlo po dodání. Výraz „neprodleně“ je třeba vykládat v souladu s vnitrostátními právními předpisy.
2. Členské země a určení provozovatelé nejsou odpovědni:
 - 2.1 v případě vyšší moci, s výhradou článku 15.5.9;
 - 2.2 nemohou-li z důvodu zničení služebních dokladů vyšší mocí podat vysvětlení, co se se zásilkami stalo, a nebyla-li jejich odpovědnost prokázána jiným způsobem;
 - 2.3 byla-li ztráta nebo škoda způsobena chybou nebo nedbalostí odesílatele nebo vznikla z povahy zasílaného obsahu;
 - 2.4 jde-li o zásilky, které spadají pod zakazy uvedené v článku 18;
 - 2.5 v případě zabavení podle předpisů země určení na základě oznámení členské země nebo jejího určeného provozovatele;
 - 2.6 jde-li o zásilky s udanou cenou, jejichž cena byla podvodně udána vyšší částkou, než je skutečná hodnota obsahu;
 - 2.7 jestliže odesílatel neuplatnil žádnou reklamaci ve lhůtě šesti měsíců ode dne následujícího po dni podání zásilky;
 - 2.8 jde-li o balíky válečných zajatců a civilních internovaných osob;
 - 2.9 existuje-li podezření, že odesílatel jednal s podvodnými úmysly, aby získal odškodnění.
3. Členské země a určení provozovatelé nepřijímají žádnou odpovědnost za celní prohlášky vyhotovené v jakékoli formě ani za rozhodnutí, která učinily celní orgány při prohlídce zásilek podléhajících celní kontrole.

*Článek 25***Odpovědnost odesílatele**

1. Odesílatel zásilky je odpovědný za újmu na zdraví způsobenou poštovním zaměstnancům a za jakoukoli škodu způsobenou na jiných poštovních zásilkách a poštovním zařízení v důsledku odeslání předmětů nepřipustných k přepravě nebo nedodržení zasilacích podmínek.
2. V případě škody způsobené na jiných poštovních zásilkách je odesílatel odpovědný za každou poškozenou zásilku ve stejném rozsahu jako určení provozovatelé.
3. Přijetí zásilky podací poštou nezprošťuje odesílatele odpovědnosti.
4. Naproti tomu pokud odesílatel dodržel zasilací podmínky, není odpovědný, jestliže došlo k chybě nebo nedbalosti ze strany určených provozovatelů anebo dopravců při zacházení se zásilkami po jejich převzetí.

*Článek 26***Výplata náhrady**

1. S výhradou práva postihu vůči odpovědnému určenému provozovateli má povinnost vyplatit náhradu a vrátit zaplacené sazby a poplatky podle okolností buďto určený provozovatel původu nebo určený provozovatel určení.
2. Odesílatel se může zříci svých práv na náhradu ve prospěch adresáta. Odesílatel, nebo v případě zřeknutí adresát, může zmocnit k převzetí náhrady třetí osobu, dovolují-li to vnitrostátní právní předpisy.

*Článek 27***Případné vrácení náhrady odesílatelem nebo adresátem**

1. Jestliže se po vyplacení náhrady najde doporučená zásilka, balík nebo zásilka s udanou cenou nebo část obsahu, jež byly předtím považovány za ztracené, vyzoomí se podle okolností odesílatel nebo adresát, že si může zásilku převzít ve lhůtě tři měsíců proti vrácení částky vyplacené náhrady. Zároveň je dotázán, komu má být zásilka dodána. V případě, že odmítne nebo neodpoví během předepsané lhůty, postupuje se stejným způsobem u adresáta, případně odesílatele, přičemž se mu na odpověď poskytne stejná lhůta.
2. Pokud odesílatel i adresát odmítnou zásilku převzít nebo neodpoví ve lhůtě stanovené v odstavci 1, stává se zásilka vlastnictvím určeného provozovatele, případně určených provozovatelů, kteří nesli škodu.
3. Zjistí-li se v případě dodatečného nalezení zásilky s udanou cenou, že hodnota jejího obsahu je nižší, než je částka vyplacené náhrady, musí podle okolností odesílatel nebo adresát vrátit částku této náhrady proti předání zásilky, aniž by to bylo na úkor důsledků vyplývajících z podvodného udání ceny.

HLAVA 3

Zvláštní ustanovení pro listovní zásilky

Článek 28

Podávání listovních zásilek v zahraničí

1. Žádný určený provozovatel není povinen přepravovat ani dodávat adresátům listovní zásilky, které odesílatelé sídlící na území jeho členské země podávají nebo dávají podat v zahraničí s cílem využít tamějších výhodnějších tarifních podmínek.
2. Ustanovení odstavce 1 se vztahují bez rozdílu jak na listovní zásilky připravené v sídelní zemi odesílatele a poté přepravené přes hranice, tak na listovní zásilky vyhotovené v zahraničí.
3. Určený provozovatel určení má právo požadovat od odesílatele a – pokud není uveden – od určeného provozovatele podání zaplacení vnitrostátních sazeb. Pokud ve lhůtě stanovené určeným provozovatelem určení ani odesílatel, ani určený provozovatel podání nesvolí k zaplacení těchto sazeb, může určený provozovatel určení zásilky buďto vrátit určenému provozovateli podání, přičemž má nárok na úhradu nákladů za zpáteční přepravu, nebo s nimi zacházet podle svých vnitrostátních právních předpisů.
4. Žádný určený provozovatel není povinen přepravovat ani dodávat adresátům listovní zásilky, které odesílatelé podali nebo dali podat ve velkém množství v jiné zemi, než ve které sídlí, jestliže je částka terminálních výdajů, kterou má dostat, nižší než částka, kterou by dostal, kdyby byly zásilky podány v sídelní zemi odesílatelů. Určený provozovatel určení má právo vyžadovat od určeného provozovatele podání odměnu úměrnou vzniklým nákladům, která nesmí překročit vyšší ze dvou následujících částek: buď 80 % vnitrostátní sazby platné pro rovnocenné zásilky, nebo sazby platné podle článků 30.5 až 30.9, 30.10 až 30.11 nebo 31.8, podle potřeby. Pokud ve lhůtě stanovené určeným provozovatelem určení určený provozovatel podání nesvolí k zaplacení požadované částky, může určený provozovatel určení zásilky buďto vrátit určenému provozovateli podání, přičemž má nárok na úhradu nákladů za zpáteční přepravu, nebo s nimi může zacházet podle svých vnitrostátních právních předpisů.

TŘETÍ ČÁST

Odměny

HLAVA I

Zvláštní ustanovení pro listovní zásilky

Článek 29

Terminální výdaje. Všeobecná ustanovení

1. S výhradou výjimek stanovených v Řádech má každý určený provozovatel, který dostává od jiného určeného provozovatele listovní zásilky, právo vybírat od odesílajícího určeného provozovatele platbu na úhradu výdajů vzniklých v souvislosti s převzatými mezinárodními listovními zásilkami.
2. Pro aplikaci ustanovení týkajících se úhrady terminálních výdajů svými určenými provozovateli se země a území dělí podle seznamů sestavených pro tento účel Kongresem v jeho rezoluci C 77/2012 tak, jak je uvedeno níže:
 - 2.1 země a území, které jsou součástí cílového systému před r. 2010;
 - 2.2 země a území, které jsou součástí cílového systému od r. 2010 a 2012;
 - 2.3 země a území, které jsou součástí cílového systému od r. 2014 (nové země v cílovém systému);
 - 2.4 země a území, které jsou součástí přechodného systému.
3. Ustanovení této Úmluvy týkající se placení terminálních výdajů představují přechodná opatření, jež povedou k přijetí systému placení přihlížejícímu ke specifickým faktorům každé země na konci přechodného období.
4. Přístup k vnitrostátním službám. Přímý přístup
 - 4.1 V zásadě každý určený provozovatel země, která byla v cílovém systému před r. 2010, zpřístupní ostatním určeným provozovatelům veškeré tarify a podmínky, a to za stejných podmínek, jaké nabízí svým zákazníkům ve vnitrostátním styku. Je na určeném provozovateli určení, aby posoudil, zda určený provozovatel původu dodržel podmínky přímého přístupu.
 - 4.2 Určení provozovatelé zemí, které byly v cílovém systému před r. 2010, zpřístupní ostatním určeným provozovatelům zemí, které byly v cílovém systému před r. 2010, tarify a podmínky, a to za stejných podmínek, jaké nabízejí svým zákazníkům ve vnitrostátním styku.
 - 4.3 Určení provozovatelé zemí, které se připojily k cílovému systému od r. 2010, se však mohou rozhodnout zpřístupnit omezenému počtu určených provozovatelů podmínky nabízené ve vnitrostátním styku na základě reciprocity na zkušební dobu dvou let. Po uplynutí této doby si musejí vybrat ze dvou možností: buďto ukončit zpřístupnění podmínek nabízených ve vnitrostátním styku, nebo pokračovat tímto způsobem a zpřístupnit vnitrostátní podmínky všem určeným provozovatelům. Jestliže však určení provozovatelé zemí, které se připojily k cílovému systému od r. 2010, požádají určené provozovatele zemí, které byly v cílovém systému před r. 2010, o aplikaci

- podmínek nabízených v jejich vnitrostátním styku, musejí zpřístupnit všem určeným provozovatelům tarify a podmínky za stejných podmínek, jaké nabízejí svým zákazníkům ve vnitrostátním styku.
- 4.4 Určení provozovatelé zemí v přechodném systému se mohou rozhodnout, že nezpřístupní ostatním určeným provozovatelům podmínky nabízené ve svém vnitrostátním styku. Mohou však zvolit možnost zpřístupnit omezenému počtu určených provozovatelů podmínky nabízené ve vnitrostátním styku na základě reciprocity na zkušební dobu dvou let. Po uplynutí této doby si musejí vybrat ze dvou možností: buďto ukončit zpřístupnění podmínek nabízených ve vnitrostátním styku, nebo pokračovat tímto způsobem a zpřístupnit vnitrostátní podmínky všem určeným provozovatelům.
5. Odměna terminálních výdajů je založena na plnění cílů kvality služby v zemi určení. Rada poštovního provozu je proto oprávněna přiznat příplatky k odměně uvedené v člancích 30 a 31 s cílem povzbudit k účasti v systémech kontroly a odměnit určené provozovatele, kteří plní své cíle kvality. Rada poštovního provozu může rovněž stanovit penále v případě nedostatečné kvality, avšak odměna nemůže být nižší než minimální odměna uvedená v člancích 30 a 31.
6. Každý určený provozovatel se může zcela nebo částečně zříci odměny uvedené v odstavci 1.
7. Tiskovinové pytle o hmotnosti nižší než 5 kilogramů se pro účely placení terminálních výdajů považují za pytle vážící 5 kilogramů. Sazby terminálních výdajů vztahující se na tiskovinové pytle jsou následující:
- 7.1 pro r. 2014: 0,815 DTS za kilogram;
- 7.2 pro r. 2015: 0,838 DTS za kilogram;
- 7.3 pro r. 2016: 0,861 DTS za kilogram;
- 7.4 pro r. 2017: 0,885 DTS za kilogram.
8. Doporučené zásilky podléhají příplatku ve výši 0,617 DTS za zásilku pro r. 2014, 0,634 DTS za zásilku pro r. 2015, 0,652 DTS za zásilku pro r. 2016 a 0,670 DTS za zásilku pro r. 2017. Cenné zásilky podléhají příplatku ve výši 1,234 DTS za zásilku pro r. 2014, 1,269 DTS za zásilku pro r. 2015, 1,305 DTS za zásilku pro r. 2016 a 1,342 DTS za zásilku pro r. 2017. Rada poštovního provozu je oprávněna zvýšit odměnu u těchto a jiných doplňkových služeb, jestliže poskytnuté služby zahrnují navíc určité prvky, které jsou specifikovány v Řádu listovních zásilek.
9. Není-li dvoustranně dohodnuto jinak, zvyšuje se odměna za doporučené a cenné zásilky bez identifikátoru s čárovým kódem nebo opatřené identifikátorem s čárovým kódem, který neodpovídá technické normě SPU S10, o dalších 0,5 DTS za zásilku.
10. Pro účely placení terminálních výdajů se listovní zásilky podané hromadně týměž odesílatelem a přijaté ve stejném závěru nebo v různých závěrech, v souladu s podmínkami stanovenými v Řádu listovních zásilek, označují jako „hromadně podávané zásilky“. Odměna za hromadně podávané zásilky je určena ustanoveními článků 30 a 31.
11. Každý určený provozovatel může na základě dvoustranné nebo mnohostranné dohody při vyrovnávání účtů týkajících se terminálních výdajů používat jiné systémy odměňování.

12. Určení provozovatelé mohou nepovinně vyměňovat neprioritní zásilky při uplatnění 10% slevy ze sazby terminálních výdajů vztahujících se na prioritní zásilky.
13. Ustanovení platná mezi určenými provozovateli zemí v cílovém systému se vztahují na každého určeného provozovatele země v přechodném systému, který prohlásí, že se hodlá připojit k cílovému systému. Rada poštovního provozu může stanovit přechodná opatření v Řádu listovních zásilek. Ustanovení cílového systému se mohou plně vztahovat na každého nového určeného provozovatele v cílovém systému, který prohlásí, že tato ustanovení hodlá plně aplikovat bez uplatnění přechodných opatření.

Článek 30

Terminální výdaje. Ustanovení vztahující se na toky zásilek mezi určenými provozovateli zemí v cílovém systému

1. Odměna za listovní zásilky včetně hromadně podávaných zásilek s výjimkou tiskovinových pytlů a zásilek CCRI se stanoví na základě použití sazeb za zásilku a za kilogram, odrážejících náklady na zpracování v členské zemi určení. Sazby platné pro prioritní zásilky vnitrostátního styku, které jsou součástí univerzální služby, se použijí jako základ pro výpočet sazeb terminálních výdajů.
2. Sazby terminálních výdajů v cílovém systému se vypočítávají s přihlédnutím ke klasifikaci zásilek podle jejich formátu, jak je uvedeno v ustanoveních článku 14 Úmluvy, pokud se tato klasifikace uplatňuje ve vnitrostátním styku.
3. Určení provozovatelé v cílovém systému si vyměňují závěry oddělené podle formátu zásilek v souladu s podmínkami uvedenými v Řádu listovních zásilek.
4. Odměna za zásilky CCRI se platí podle příslušných ustanovení Řádu listovních zásilek.
5. Sazby za zásilku a za kilogram se vypočítají na základě 70 % sazby za 20gramovou listovní zásilku malého formátu (P) a za 175gramovou listovní zásilku velkého formátu (G), bez DPH a dalších poplatků.
6. Rada poštovního provozu definuje podmínky pro výpočet sazeb, jakož i provozní, statistické a účetní postupy nezbytné pro výměnu závěrů oddělených podle formátu zásilek.
7. Sazby platné pro toky mezi zeměmi v cílovém systému nepovedou v daném roce ke zvýšení příjmů z terminálních výdajů za listovní zásilku o hmotnosti 81,8 gramů o více než 13 % v porovnání s předchozím rokem.
8. Sazby platné pro toky mezi zeměmi v cílovém systému před r. 2010 nesmějí překročit:
 - 8.1 pro r. 2014: 0,294 DTS za zásilku a 2,294 DTS za kilogram;
 - 8.2 pro r. 2015: 0,303 DTS za zásilku a 2,363 DTS za kilogram;
 - 8.3 pro r. 2016: 0,312 DTS za zásilku a 2,434 DTS za kilogram;
 - 8.4 pro r. 2017: 0,321 DTS za zásilku a 2,507 DTS za kilogram.
9. Sazby platné pro toky mezi zeměmi v cílovém systému před r. 2010 nesmějí být nižší než:

- 9.1 pro r. 2014: 0,203 DTS za zásilku a 1,591 DTS za kilogram;
 - 9.2 pro r. 2015: 0,209 DTS za zásilku a 1,636 DTS za kilogram;
 - 9.3 pro r. 2016: 0,215 DTS za zásilku a 1,682 DTS za kilogram;
 - 9.4 pro r. 2017: 0,221 DTS za zásilku a 1,729 DTS za kilogram.
10. Sazby platné pro toky mezi zeměmi v cílovém systému od r. 2010 a 2012 a mezi těmito zeměmi a zeměmi v cílovém systému před r. 2010 nesmějí překročit:
- 10.1 pro r. 2014: 0,209 DTS za zásilku a 1,641 DTS za kilogram;
 - 10.2 pro r. 2015: 0,222 DTS za zásilku a 1,739 DTS za kilogram;
 - 10.3 pro r. 2016: 0,235 DTS za zásilku a 1,843 DTS za kilogram;
 - 10.4 pro r. 2017: 0,249 DTS za zásilku a 1,954 DTS za kilogram.
11. Sazby platné pro toky mezi zeměmi v cílovém systému od r. 2010 a 2012 a mezi těmito zeměmi a zeměmi v cílovém systému před r. 2010 nesmějí být nižší než sazby uvedené výše v odstavcích 9.1 až 9.4.
12. Sazby platné pro toky do a z nových zemí cílového systému a mezi nimi navzájem jsou s výjimkou hromadně podávaných zásilek takové, jak jsou uvedeny v odstavcích 9.1 až 9.4.
13. U toků nižších než 75 tun ročně mezi zeměmi, které se připojily k cílovému systému v r. 2010 nebo později, jakož i mezi těmito zeměmi a zeměmi, které byly v cílovém systému před r. 2010, se složky sazba za kilogram a sazba za zásilku převedou na celkovou sazbu za kilogram na základě celosvětového průměrného počtu 12,23 zásilek na kilogram.
14. Odměna za hromadně podávané zásilky určené do zemí v cílovém systému před r. 2010 se stanoví použitím sazeb za zásilku a kilogram uvedených v odstavcích 5 až 9.
15. Odměna za hromadně podávané zásilky určené do zemí v cílovém systému od r. 2010 a 2012 se stanoví použitím sazeb za zásilku a kilogram uvedených v odstavcích 5, 10 a 11.
16. K tomuto článku nelze uplatnit žádnou výhradu s výjimkou případu dvoustranné dohody.

Článek 31

Terminální výdaje. Ustanovení vztahující se na toky zásilek pro určené provozovatele zemí v přechodném systému, od nich a mezi nimi navzájem

1. Pro určené provozovatele zemí v přechodném systému terminálních výdajů (které se připravují na připojení k cílovému systému), je odměna za listovní zásilky včetně hromadně podávaných zásilek, avšak s výjimkou tiskovinových pytlů a zásilek CCRI, stanovena na základě sazby za zásilku a sazby za kilogram.
2. Odměna za zásilky CCRI se platí podle příslušných ustanovení Řádu listovních zásilek.

3. Sazby platné pro toky do a z nových zemí v přechodném systému a mezi nimi navzájem jsou následující:
 - 3.1 pro r. 2014: 0,203 DTS za zásilku a 1,591 DTS za kilogram;
 - 3.2 pro r. 2015: 0,209 DTS za zásilku a 1,636 DTS za kilogram;
 - 3.3 pro r. 2016: 0,215 DTS za zásilku a 1,682 DTS za kilogram;
 - 3.4 pro r. 2017: 0,221 DTS za zásilku a 1,729 DTS za kilogram.
4. U toků nižších než 75 tun ročně se složky sazba za zásilku a sazba za kilogram převedou na celkovou sazbu za kilogram na základě celosvětového průměrného počtu 12,23 zásilek na kilogram, s výjimkou roku 2014, na který se vztahuje celková sazba za kilogram platná pro r. 2013. Sazby jsou následující:
 - 4.1 pro r. 2014: 4,162 DTS za kilogram;
 - 4.2 pro r. 2015: 4,192 DTS za kilogram;
 - 4.3 pro r. 2016: 4,311 DTS za kilogram;
 - 4.4 pro r. 2017: 4,432 DTS za kilogram.
5. U toků vyšších než 75 tun ročně se použijí paušální sazby za kilogram uvedené výše, jestliže ani určený provozovatel původu ani určený provozovatel určení nepožaduje v rámci opravného mechanismu změnu sazby raději na základě skutečného počtu zásilek na kilogram než na základě celosvětového průměrného počtu. Statistický výběr pro uplatnění opravného mechanismu se provádí v souladu s podmínkami uvedenými v Řádu listovních zásilek.
6. Země v cílovém systému se nemůže dovolávat změny celkové sazby uvedené v odstavci 4 směrem dolů ve vztahu k zemi v přechodném systému, pokud ta nepožaduje změnu v opačném směru.
7. Určení provozovatelé zemí v přechodném systému mohou fakultativně vypravovat zásilky oddělené podle formátu v souladu s podmínkami specifikovanými v Řádu listovních zásilek. Na tento typ výměn se vztahují sazby uvedené výše v odstavci 3.
8. Odměna za hromadně podávané zásilky určeným provozovatelům zemí v cílovém systému se stanoví aplikací sazeb za zásilku a za kilogram uvedených v článku 30. Určení provozovatelé zemí v přechodném systému mohou požadovat za došlé hromadně podávané zásilky odměnu podle ustanovení odstavce 3.
9. K tomuto článku nelze uplatnit žádnou výhradu s výjimkou případu dvoustranné dohody.

*Článek 32***Fond pro zlepšování kvality služby**

1. S výjimkou tiskovinových pytlů, zásilek CCRI a hromadně podávaných zásilek se terminální výdaje splatné všemi členskými zeměmi a územími zemím, klasifikovaným kongresem jako země skupiny 5 ve vztahu k terminálním výdajům a k Fondu pro zlepšování kvality služby (QSF), zvyšují o 20 % sazeb uvedených v článku 31 pro účely financování QSF ke zvyšování kvality služby v zemích skupiny 5. Mezi těmito zeměmi navzájem se žádné navýšení neaplikuje.
2. S výjimkou tiskovinových pytlů, zásilek CCRI a hromadně podávaných zásilek se terminální výdaje splatné členskými zeměmi a územími klasifikovanými kongresem jako země skupiny 1 zemím klasifikovaným kongresem jako země skupiny 4 zvyšují o 10 % sazeb uvedených v článku 31 pro účely financování QSF ke zvyšování kvality služby v zemích skupiny 4.
3. S výjimkou tiskovinových pytlů, zásilek CCRI a hromadně podávaných zásilek se terminální výdaje splatné členskými zeměmi a územími klasifikovanými kongresem jako země skupiny 2 zemím klasifikovaným kongresem jako země skupiny 4 zvyšují o 10 % sazeb uvedených v článku 31 pro účely financování QSF ke zvyšování kvality služby v zemích skupiny 4.
4. S výjimkou tiskovinových pytlů, zásilek CCRI a hromadně podávaných zásilek se terminální výdaje splatné členskými zeměmi a územími klasifikovanými kongresem jako země skupiny 1 zemím klasifikovaným kongresem jako země skupiny 3 zvýší v r. 2014 a 2015 o 8 % sazeb uvedených v článku 31 a v r. 2016 a 2017 o 6 % sazeb uvedených v článku 30.12 pro účely financování QSF ke zvyšování kvality služby v zemích skupiny 3.
5. S výjimkou tiskovinových pytlů, zásilek CCRI a hromadně podávaných zásilek se terminální výdaje splatné členskými zeměmi a územími klasifikovanými kongresem jako země skupiny 2 zemím klasifikovaným kongresem jako země skupiny 3 zvýší v r. 2014 a 2015 o 2 % sazeb uvedených v článku 31 pro účely financování QSF ke zvyšování kvality služby v zemích skupiny 3.
6. Kumulované sazby terminálních výdajů splatných z titulu financování QSF ke zvyšování kvality služby v zemích skupin 3, 4 a 5 jsou podmíněny spodní hranicí 20 000 DTS ročně pro každou zemi-příjemce. Dodatečné prostředky nezbytné k dosažení této minimální částky se účtují zemím v cílovém systému před r. 2010 úměrně k vyměňovaným objemům.
7. Regionální projekty by měly podporovat zejména realizaci programů SPU na zvyšování kvality služby a zavedení nákladových účetních systémů v rozvojových zemích. Rada poštovního provozu schválí nejpozději v r. 2014 postupy pro financování těchto projektů.

Článek 33 Průvozní výdaje

1. Za přímé závěry a zásilky v otevřeném průvozu vyměňované mezi dvěma určenými provozovateli nebo mezi dvěma poštami téže členské země prostřednictvím služby jednoho nebo více dalších určených provozovatelů (služby třetí strany) se platí průvozní výdaje. Tyto výdaje představují odměnu za služby poskytnuté v souvislosti s pozemní, námořní nebo leteckou přepravou. Tato zásada se vztahuje rovněž na chybně směřované zásilky nebo závěry.

HLAVA 2 Jiná ustanovení

Článek 34 Základní sazby a ustanovení týkající se výdajů na leteckou přepravu

1. Základní sazba používaná pro vyrovnávání účtů za leteckou přepravu mezi určenými provozovateli je schvalována Radou poštovního provozu. Vypočte ji Mezinárodní úřad podle vzorce uvedeného v Řádu listovních zásilek. Avšak sazby vztahující se na leteckou přepravu balíků zasílaných v režimu služby vrácení zboží se vypočítávají v souladu s ustanoveními formulovanými v Řádu poštovních balíků.
2. Výpočet leteckých přepravních výdajů za přímé závěry, prioritní zásilky, letecké zásilky a letecké balíky v otevřeném průvozu, chybně směřované zásilky nebo závěry, jakož i příslušné způsoby odpočtu vyplývají z Řádu listovních zásilek a z Řádu poštovních balíků.
3. Výdaje na leteckou přepravu za celý úsek jdou k tíži:
 - 3.1 určeného provozovatele země původu, jde-li o přímé závěry, včetně případu, kdy jsou tyto závěry převáženy přes jednoho nebo více zprostředkovatelských určených provozovatelů;
 - 3.2 určeného provozovatele, který předává zásilky jinému určenému provozovateli, jde-li o prioritní zásilky a letecké zásilky v otevřeném průvozu včetně chybně směřovaných zásilek.
4. Stejná pravidla platí pro zásilky osvobozené od pozemních a námořních průvozních výdajů, jsou-li přepravovány letecky.
5. Každý určený provozovatel určení, který zajišťuje leteckou přepravu zásilek mezinárodního styku uvnitř své země, má právo na úhradu dodatečných nákladů způsobených touto přepravou za předpokladu, že vážený průměr vzdálenosti leteckých úseků přesahuje 300 kilometrů. Rada poštovního provozu může nahradit vážený průměr vzdálenosti jinými vhodnými kritérii. Neexistuje-li dohoda o bezplatnosti, musejí být výdaje jednotné pro všechny prioritní a letecké závěry přicházející ze zahraničí, ať jsou dále směřovány leteckou cestou či nikoli.

6. Jsou-li však terminální výdaje vybírané určeným provozovatelem určení založeny výslovně na nákladech nebo na vnitrostátních sazbách, žádná dodatečná úhrada výdajů za vnitrostátní leteckou přepravu se nevybírání.
7. Při výpočtu váženého průměru vzdálenosti určený provozovatel určení vyjme hmotnost všech závěrů, u kterých je výpočet náhrady terminálních výdajů založen výslovně na nákladech nebo na vnitrostátních sazbách určeného provozovatele určení.

Článek 35

Pozemní a námořní balíkové podíly

1. Za balíky vyměňované mezi dvěma určenými provozovateli se vybírají příchozí pozemní podíly, vypočítané kombinací základní sazby za balík a základní sazby za kilogram, které jsou stanoveny v Řádu.
 - 1.1 S přihlédnutím k výše uvedeným základním sazbám mohou být určení provozovatelé navíc oprávněni požadovat další sazby za balík a za kilogram v souladu s ustanoveními uvedenými v Řádu.
 - 1.2 Podíly uvedené v odstavcích 1 a 1.1 jdou k tíži určeného provozovatele země původu, pokud Řád poštovních balíků nestanoví odchylky od této zásady.
 - 1.3 Příchozí pozemní podíly musejí být jednotné pro celé území každé země.
2. Za balíky vyměňované mezi dvěma určenými provozovateli nebo mezi dvěma poštami téže země prostřednictvím pozemních služeb jednoho nebo více dalších určených provozovatelů se vybírají ve prospěch určených provozovatelů, kteří se účastní pozemní přepravy, průvozní pozemní podíly stanovené Řádem podle příslušného stupně vzdálenosti.
 - 2.1 Za balíky v otevřeném průvozu jsou zprostředkující určení provozovatelé oprávněni požadovat paušální podíl za zásilku stanovený Řádem.
 - 2.2 Průvozní pozemní podíly jdou k tíži určeného provozovatele země původu, pokud Řád poštovních balíků nestanoví odchylky od této zásady.
3. Každý určený provozovatel, který se podílí na námořní přepravě balíků, je oprávněn požadovat námořní podíly. Tyto podíly jdou k tíži určeného provozovatele země původu, pokud Řád poštovních balíků nestanoví odchylky od této zásady.
 - 3.1 Za každé použití námořní přepravy stanoví Řád poštovních balíků námořní podíl podle příslušného stupně vzdálenosti.
 - 3.2 Určení provozovatelé mohou zvýšit námořní podíl vypočítaný podle odstavce 3.1 maximálně o 50 %. Naproti tomu jej mohou libovolně snížit.

Článek 36

Pravomoc Rady poštovního provozu stanovit výdaje a podíly

1. Rada poštovního provozu je oprávněna stanovit následující výdaje a podíly splatné určenými provozovateli v souladu s podmínkami uvedenými v Rádech:
 - 1.1 průvozní výdaje za zpracování a přepravu listovních závěrů jednou nebo více zprostředkujícími zeměmi;

- 1.2 základní sazby a výdaje na leteckou přepravu vztahující se k leteckým zásilkám;
 - 1.3 příchozí pozemní podíly za zpracování příchozích balíků;
 - 1.4 průvozní pozemní podíly za zpracování a přepravu balíků zprostředkující zemí;
 - 1.5 námořní podíly za námořní přepravu balíků;
 - 1.6 odchodní pozemní podíly za poskytnutí služby vrácení zboží poštovními balíky.
2. Každá revize provedená na základě metodiky zajišťující spravedlivou odměnu určeným provozovatelům poskytujícím služby se musí opírat o spolehlivé a reprezentativní ekonomické a finanční údaje. Případná změna, o níž se rozhodne, nabude účinnosti dnem určeným Radou poštovního provozu.

Článek 37

Zvláštní ustanovení pro vyrovnávání účtů a platby za mezinárodní poštovní výměny

1. Vyrovnávání účtů týkajících se operací provedených v souladu s touto Úmluvou (včetně vyrovnávání za přepravu – směrování – poštovních zásilek, vyrovnávání za zpracování poštovních zásilek v zemi určení a vyrovnávání z titulu náhrad za ztrátu, úbytek nebo poškození vztahující se k poštovním zásilkám) vychází z ustanovení Úmluvy a dalších Akt Unie a provádí se v souladu s těmito ustanoveními a nevyžaduje od určeného provozovatele vyhotovování žádných dokladů s výjimkou případů stanovených v Aktech Unie.

ČTVRTÁ ČÁST

Závěrečná ustanovení

Článek 38

Podmínky schvalování návrhů týkajících se Úmluvy a Řádů

1. Aby mohly nabýt účinnosti, musejí být návrhy předloženy kongresu a vztahující se k této Úmluvě schváleny většinou přítomných a hlasujících členských zemí, které mají hlasovací právo. Při hlasování musí být přítomna nejméně polovina členských zemí zastoupených na kongresu a majících hlasovací právo.
2. Aby mohly nabýt účinnosti, musejí být návrhy vztahující se k Řádu listovních zásilek a Řádu poštovních balíků schváleny většinou členů Rady poštovního provozu majících hlasovací právo.
3. Aby mohly nabýt účinnosti, musejí návrhy předloženy mezi dvěma kongresy a vztahující se k této Úmluvě a jejímu Závěrečnému protokolu získat:
 - 3.1 dvě třetiny hlasů za předpokladu, že se hlasování zúčastnila nejméně polovina členských zemí Unie majících hlasovací právo, jde-li o změny;
 - 3.2 většinu hlasů, jde-li o výklad ustanovení.

4. Nehledě k ustanovením uvedeným v odstavci 3.1 má každá členská země, jejíž vnitrostátní právní předpisy jsou zatím neslučitelné s navrhovanou změnou, možnost učinit písemné prohlášení generálnímu řediteli Mezinárodního úřadu uvádějící, že nemůže tuto změnu přijmout, a to ve lhůtě devadesáti dní ode dne oznámení této změny.

Článek 39

Výhrady předložené během kongresu

1. Není dovolena jakákoli výhrada neslučitelná s cílem a účelem Unie.
2. Obecně platí, že jakákoli členská země, jejíž stanoviska ostatní členské země nesdílejí, se pokud možno vynasnaží přizpůsobit názoru většiny. Výhrady by se měly uplatňovat pouze tehdy, je-li to naprosto nezbytné, a musejí být podloženy pádnými důvody.
3. Výhrady k článkům této Úmluvy se předkládají kongresu v podobě písemného návrhu v jednom z pracovních jazyků Mezinárodního úřadu v souladu s příslušnými ustanoveními Jednacího řádu kongresů.
4. Aby mohly nabýt účinnosti, musejí být návrhy vztahující se k výhradám schváleny předepsanou většinou vyžadovanou ke změně článku, jehož se výhrada týká.
5. Výhrady se obecně uplatňují na základě reciprocity mezi členskou zemí, která je předložila, a ostatními členskými zeměmi.
6. Výhrady k této Úmluvě budou zařazeny do jejího Závěrečného protokolu na základě návrhů schválených kongresem.

Článek 40

Nabytí účinnosti a doba platnosti Úmluvy

1. Tato Úmluva nabude účinnosti dnem 1. ledna 2014 a zůstane v platnosti až do nabytí účinnosti Akt příštího kongresu.

Na důkaz toho podepsali zplnomocněnci vlád členských zemí tuto Úmluvu v jediném vyhotovení, které je uloženo u generálního ředitele Mezinárodního úřadu. Jeho opis bude odevzdán každé straně Mezinárodním úřadem Světové poštovní unie.

Dáno v Dohá dne 11. října 2012

ZÁVĚREČNÝ PROTOKOL SVĚTOVÉ POŠTOVNÍ ÚMLUVY

Přistupující k podpisu Světové poštovní úmluvy sjednané s datem dnešního dne se níže podepsaní zplnomocněnci dohodli na následujícím:

Článek I

Vlastnictví poštovních zásilek. Vrácení. Změna nebo oprava adresy

1. Ustanovení článku 5.1 a 2 se nevztahují na Antiguu a Barbudu, Bahrajn (království), Barbados, Belize, Botswanu, Brunej Darussalam, Dominiku, Egypt, Fidži, Gambii, Grenadu, Guyanu, Hongkong, Irsko, Jamajku, Kanadu, Keňu, Kiribati, Kuvajt, Lesotho, Malajsii, Malawi, Mauricius, Nauru, Nigérii, Nový Zéland, Papuu-Novou Guineu, S. Kitts a Nevis, S. Lucii, S. Vincence a Grenadiny, Samou, Spojené království Velké Británie a Severního Irska, zámořská území Spojeného království, Seychely, Sierru Leone, Singapur, Svazijsko, Šalomounovy ostrovy, Tanzanii (Sjed. rep.), Trinidad a Tobago, Tuvalu, Ugandu, Vanuatu a Zambii.
2. Článek 5.1 a 2 se rovněž nevztahuje na Dánsko, Írán (Islámskou rep.) a Rakousko, jejichž předpisy nedovolují vrácení nebo změnu adresy listovních zásilek na žádost odesílatele od okamžiku, kdy byl adresát informován o příchodu zásilky na jeho adresu.
3. Článek 5.1 se nevztahuje na Austrálii, Ghanu a Zimbabwe.
4. Článek 5.2 se nevztahuje na Bahamy, Belgii, Irák, Korejskou lidově demokratickou republiku a Myanmar, jejichž předpisy nedovolují vrácení nebo změnu adresy listovních zásilek na žádost odesílatele.
5. Článek 5.2 se nevztahuje na Spojené státy americké.
6. Článek 5.2 se vztahuje na Austrálii pouze do té míry, pokud je slučitelný s vnitrostátními právními předpisy této země.
7. Odchylkou od článku 5.2 jsou Filipíny, Konžská demokratická republika, Panama (Rep.), Salvador a Venezuela (Bolívarovská republika) oprávněny nevracet balíky poté, co adresát požádal o jejich celní projednání, neboť je to v rozporu s celními předpisy těchto zemí.

Článek II **Sazby**

1. Odchylkou od článku 6 jsou Austrálie, Kanada a Nový Zéland oprávněny vybírat jiné poštovní sazby než ty, které jsou stanoveny v Řádech, pokud jsou tyto sazby přípustné podle právních předpisů jejich zemí.

Článek III **Výjimka z osvobození od poštovních sazeb pro slepecké zásilky**

1. Odchylkou od článku 7 mohou Indonésie, Sv. Vincenc a Grenadiny a Turecko, které ve svém vnitrostátním styku nepovolují osvobození od poštovních sazeb pro slepecké zásilky, vybírat výplatné včetně sazeb za zvláštní služby, jež však nesmějí být vyšší než sazby v jejich vnitrostátním styku.
2. Francie aplikuje ustanovení článku 7 týkající se slepeckých zásilek s výhradou svých vnitrostátních předpisů.
3. Odchylkou od článku 7.3 a v souladu se svými vnitrostátními právními předpisy si Brazílie vyhrazuje právo považovat za slepecké zásilky pouze ty zásilky, jejichž odesílatelem nebo adresátem jsou nevidomé osoby nebo organizace pro nevidomé. Zásilky, které nevyhovují těmto podmínkám, podléhají zaplacení poštovních sazeb.
4. Odchylkou od článku 7 Nový Zéland přijímá k dodání na Novém Zélandu jako slepecké zásilky pouze ty zásilky, které jsou osvobozeny od poštovních sazeb v jeho vnitrostátním styku.
5. Odchylkou od článku 7 může Finsko, které neposkytuje osvobození od poštovních sazeb u slepeckých zásilek ve svém vnitrostátním styku podle definic v článku 7 schválených Kongresem, vybírat vnitrostátní sazby za slepecké zásilky určené do jiných zemí.
6. Odchylkou od článku 7 dovolují Dánsko, Kanada a Švédsko osvobození od poštovních sazeb u slepeckých zásilek pouze v rozsahu stanoveném v jejich vnitrostátních právních předpisech.
7. Odchylkou od článku 7 poskytuje Island osvobození od poštovních sazeb u slepeckých zásilek pouze v rozsahu stanoveném v jeho vnitrostátních právních předpisech.
8. Odchylkou od článku 7 Austrálie přijímá k dodání v Austrálii jako slepecké zásilky pouze ty zásilky, které jsou osvobozeny od poštovních sazeb v jejím vnitrostátním styku.
9. Odchylkou od článku 7 mohou Austrálie, Japonsko, Kanada, Německo, Rakousko, Spojené království Velké Británie a Severního Irska, Spojené státy americké a Švýcarsko vybírat sazby za zvláštní služby, které vybírají za slepecké zásilky ve svém vnitrostátním styku.

Článek IV
Poštovní známky

1. Odchylkou od článku 8.7 zpracovávají Austrálie, Malajsie, Nový Zéland a Velká Británie listovní zásilky a poštovní balíky opatřené poštovními známkami využívajícími nové materiály nebo technologie, které nejsou slučitelné s jejich stroji na zpracování zásilek, pouze po předchozí dohodě se zúčastněnými určenými provozovateli původu.

Článek V
Základní služby

1. Nehledě k ustanovením článku 13 Austrálie nesouhlasí s rozšířením základních služeb na poštovní balíky.
2. Ustanovení článku 13.2.4 se nevztahují na Velkou Británii, jejíž vnitrostátní právní předpisy ukládají nižší hranice hmotnosti. Legislativa Velké Británie týkající se zdraví a bezpečnosti omezuje hmotnost poštovních pytlů na 20 kg.
3. Odchylkou od článku 13.2.4 jsou Kazachstán a Uzbekistán oprávněny omezit maximální hmotnost došlých a vypravených tiskovinových pytlů na 20 kg.

Článek VI
Oznámení o dodání (dodejka)

1. Kanada je oprávněna nedodržovat článek 15.3.3, pokud jde o poštovní balíky, vzhledem k tomu, že neposkytuje tuto službu pro balíky ve svém vnitrostátním styku.

Článek VII
Zákazy (listovní zásilky)

1. Korejská lid. dem. republika a Libanon nepřijímají z titulu výjimky doporučené zásilky obsahující mince, papírové peníze, jakékoli cenné papíry na doručitele, cestovní šeky, platinu, zlato nebo stříbro, zpracované či nezpracované, drahokamy, šperky a jiné cenné předměty. Nejsou povinny důsledně dodržovat ustanovení Řádu listovních zásilek, pokud jde o jejich odpovědnost v případě poškození nebo úbytku obsahu doporučených zásilek, nebo pokud jde o zásilky obsahující skleněné nebo křehké předměty.
2. Bolívie, Čína (Lid. rep.) s výjimkou zvláštní správní oblasti Hongkong, Irák, Nepál, Pákistán, Saúdská Arábie, Súdán a Vietnam nepřijímají z titulu výjimky doporučené zásilky obsahující mince, bankovky, papírové peníze nebo jakékoli cenné papíry na doručitele, cestovní šeky, platinu, zlato nebo stříbro, zpracované či nezpracované, drahokamy, šperky a jiné cenné předměty.
3. Myanmar si vyhrazuje právo nepřijímat cenné zásilky obsahující cenné předměty uvedené v článku 18.6, neboť je to v rozporu s jeho vnitrostátními předpisy.

4. S výhradou zvláštní dohody uzavřené pro tento účel nepřijímá Nepál doporučené zásilky nebo cenné zásilky obsahující papírové peníze nebo mince.
5. Uzbekistán nepřijímá doporučené nebo cenné zásilky obsahující mince, bankovky, šeky, poštovní známky nebo cizí měnu a odmítá veškerou odpovědnost v případě ztráty nebo poškození takovýchto zásilek.
6. Írán (Islámská republika) nepřijímá zásilky obsahující předměty odporující zásadám islámského náboženství a vyhrazuje si právo nepřijímat listovní zásilky (obyčejné, doporučené nebo cenné), obsahující mince, bankovky, cestovní šeky, platinu, zlato nebo stříbro, zpracované či nezpracované, drahokamy, šperky nebo jiné cenné předměty a odmítá veškerou odpovědnost v případě ztráty nebo poškození takovýchto zásilek.
7. Filipíny si vyhrazují právo nepřijímat žádné listovní zásilky (obyčejné, doporučené nebo cenné) obsahující mince, papírové peníze nebo jakékoli cenné papíry na doručitele, cestovní šeky, platinu, zlato nebo stříbro, zpracované či nezpracované, drahokamy nebo jiné cenné předměty.
8. Austrálie nepřijímá žádné poštovní zásilky obsahující zlaté nebo stříbrné pruty nebo bankovky. Dále nepřijímá doporučené zásilky adresované do Austrálie ani zásilky v otevřeném průvozu obsahující cennosti jako šperky, drahé kovy, drahokamy nebo polodrahokamy, cenné papíry, mince nebo jakékoli obchodovatelné cenné papíry. Odmítá veškerou odpovědnost, pokud jde o zásilky porušující tuto výhradu.
9. Čína (Lid. rep.) s výjimkou zvláštní správní oblasti Hongkong nepřijímá v souladu se svými vnitrostátními předpisy cenné zásilky obsahující mince, bankovky, papírové peníze, jakékoli cenné papíry na doručitele nebo cestovní šeky.
10. Lotyšsko a Mongolsko si vyhrazují právo nepřijímat obyčejné, doporučené nebo cenné zásilky obsahující mince, bankovky, cenné papíry na doručitele a cestovní šeky vzhledem k tomu, že to je v rozporu s jejich vnitrostátními právními předpisy.
11. Brazílie si vyhrazuje právo nepřijímat obyčejné, doporučené nebo cenné zásilky obsahující mince, bankovky v oběhu a jakékoli cenné papíry na doručitele.
12. Vietnam si vyhrazuje právo nepřijímat psaní obsahující předměty nebo zboží.
13. Indonésie nepřijímá doporučené nebo cenné zásilky obsahující mince, bankovky, šeky, poštovní známky, cizí měnu nebo jakékoli cenné papíry na doručitele a odmítá veškerou odpovědnost v případě ztráty nebo poškození takovýchto zásilek.
14. Kyrgyzstán si vyhrazuje právo nepřijímat listovní zásilky (obyčejné, doporučené, cenné, balíčky) obsahující mince, papírové peníze nebo jakékoli cenné papíry na doručitele, cestovní šeky, platinu, zlato nebo stříbro, zpracované či nezpracované, drahokamy, šperky a jiné cenné předměty a odmítá veškerou odpovědnost v případě ztráty nebo poškození takovýchto zásilek.
15. Ázerbájdžán a Kazachstán nepřijímají doporučené nebo cenné zásilky obsahující mince, bankovky, dobropisy nebo jakékoli cenné papíry na doručitele, šeky, drahé kovy, zpracované či nezpracované, drahokamy, šperky a jiné cenné předměty nebo

cizí měnu a odmítají veškerou odpovědnost v případě ztráty nebo poškození takovýchto zásilek.

16. Moldavsko a Ruská federace nepřijímají doporučené nebo cenné zásilky obsahující bankovky v oběhu, jakékoli cenné papíry (šeky) na doručitele nebo cizí měnu a odmítají veškerou odpovědnost v případě ztráty nebo poškození takovýchto zásilek.
17. Bez ohledu na článek 18.3 si Francie vyhrazuje právo odmítnout zásilky obsahující zboží, jestliže tyto zásilky nevyhovují jejím vnitrostátním předpisům nebo mezinárodním předpisům nebo technickým pokynům či pokynům pro balení, vztahujícím se na leteckou přepravu.

Článek VIII **Zákazy (poštovní balíky)**

1. Myanmar a Zambie jsou oprávněny nepřijímat cenné balíky obsahující cenné předměty uvedené v článku 18.6.1.3.1 vzhledem k tomu, že to je v rozporu s jejich vnitrostátními předpisy.
2. Libanon a Súdán nepřijímají z titulu výjimky balíky obsahující mince, papírové peníze nebo jakékoli cenné papíry na doručitele, cestovní šeky, platinu, zlato nebo stříbro, zpracované či nezpracované, drahokamy a jiné cenné předměty, nebo obsahující tekutiny a snadno zkapalňující látky nebo předměty ze skla a podobných materiálů nebo jiné křehké předměty. Nejsou povinny dodržovat příslušná ustanovení Řádu poštovních balíků.
3. Brazílie je oprávněna nepřijímat cenné balíky obsahující mince a papírové peníze v oběhu, jakož i veškeré cenné papíry na doručitele, vzhledem k tomu, že to je v rozporu s jejími vnitrostátními předpisy.
4. Ghana je oprávněna nepřijímat cenné balíky obsahující mince a papírové peníze v oběhu vzhledem k tomu, že to je v rozporu s jejími vnitrostátními předpisy.
5. Kromě předmětů uvedených v článku 18 Saúdská Arábie dále nepřijímá balíky obsahující mince, papírové peníze nebo jakékoli cenné papíry na doručitele, cestovní šeky, platinu, zlato nebo stříbro, zpracované či nezpracované, drahokamy a jiné cenné předměty. Rovněž nepřijímá balíky obsahující léky všeho druhu, pokud nejsou provázeny lékařským předpisem vystaveným příslušným úředním orgánem, výrobky určené k hašení ohně, chemické tekutiny nebo předměty, které jsou v rozporu se zásadami islámského náboženství.
6. Kromě předmětů uvedených v článku 18 Omán dále nepřijímá balíky obsahující:
 - 6.1 léky všeho druhu, pokud nejsou provázeny lékařským předpisem vystaveným příslušným úředním orgánem;
 - 6.2 výrobky určené k hašení ohně a chemické tekutiny;
 - 6.3 předměty, které jsou v rozporu se zásadami islámského náboženství.
7. Kromě předmětů uvedených v článku 18 je Írán (Islámská rep.) dále oprávněn nepřijímat balíky obsahující předměty, které jsou v rozporu se zásadami islámského náboženství, a vyhrazuje si právo nepřijímat obyčejné nebo cenné balíky obsahující

- mince, bankovky, cestovní šeky, platinu, zlato nebo stříbro, zpracované či nezpracované, drahokamy, šperky nebo jiné cenné předměty a odmítá veškerou odpovědnost v případě ztráty nebo poškození takovýchto zásilek.
8. Filipíny jsou oprávněny nepřijímat balíky obsahující mince, papírové peníze nebo jakékoli cenné papíry na doručitele, cestovní šeky, platinu, zlato nebo stříbro, zpracované či nezpracované, drahokamy nebo jiné cenné předměty, nebo obsahující tekutiny a snadno zkapalňující látky nebo předměty ze skla a podobných materiálů nebo jiné křehké předměty.
 9. Austrálie nepřijímá žádné poštovní zásilky obsahující zlaté nebo stříbrné pruty nebo bankovky.
 10. Čína (Lid. rep.) nepřijímá obyčejné balíky obsahující mince, papírové peníze nebo jakékoli cenné papíry na doručitele, cestovní šeky, platinu, zlato nebo stříbro, zpracované či nezpracované, drahokamy nebo jiné cenné předměty. Dále rovněž nepřijímá, s výjimkou zvláštní správní oblasti Hongkong, cenné balíky obsahující mince, papírové peníze, jakékoli cenné papíry na doručitele nebo cestovní šeky.
 11. Mongolsko si vyhrazuje právo nepřijímat, v souladu se svými vnitrostátními právními předpisy, balíky obsahující mince, bankovky, cenné papíry na doručitele a cestovní šeky.
 12. Lotyšsko nepřijímá obyčejné ani cenné balíky obsahující mince, bankovky, jakékoli cenné papíry (šeky) na doručitele nebo cizí měnu a odmítá veškerou odpovědnost v případě ztráty nebo poškození takovýchto zásilek.
 13. Moldavsko, Ruská federace, Ukrajina a Uzbekistán nepřijímají obyčejné ani cenné balíky obsahující bankovky v oběhu, jakékoli cenné papíry (šeky) na doručitele nebo cizí měnu a odmítá veškerou odpovědnost v případě ztráty nebo poškození takovýchto zásilek.
 14. Ázerbájdžán a Kazachstán nepřijímají obyčejné ani cenné balíky obsahující mince, bankovky, dobropisy nebo jakékoli cenné papíry na doručitele, šeky, drahé kovy, zpracované či nezpracované, drahokamy, šperky a jiné cenné předměty nebo cizí měnu a odmítají veškerou odpovědnost v případě ztráty nebo poškození takovýchto zásilek.

Článek IX

Věci podléhající clu

1. S odvoláním na článek 18 nepřijímají Bangladéš a Salvador zásilky s udanou cenou obsahující věci podléhající clu.
2. S odvoláním na článek 18 nepřijímají následující členské země obyčejná a doporučená psaní obsahující věci podléhající clu: Afghánistán, Albánie, Ázerbájdžán, Bělorusko, Estonsko, Chile, Kambodža, Kazachstán, Kolumbie, Korejská lid. dem. republika, Kuba, Lotyšsko, Moldavsko, Nepál, Peru, Ruská federace, S. Marino, Salvador, Turkmenistán, Ukrajina, Uzbekistán a Venezuela (Bolívarovská republika).

3. S odvoláním na článek 18 nepřijímají následující členské země obyčejná psaní obsahující věci podléhající clu: Benin, Burkina Faso, Džibutsko, Mali, Mauritánie a Pobřeží slonoviny (Rep.).
4. Nehledě k ustanovením odstavců 1 až 3 se ve všech případech dovoluje zasílání sér, očkovacích látek a naléhavě potřebných léků, jež si je obtížné opatřit.

Článek X **Reklamace**

1. Odchylkou od článku 19.3 si Čad, Egypt, Filipíny, Gabon, Írán (Islámská rep.), Kapverdy, Korejská lid. dem. republika, Kyrgyzstán, Mongolsko, Myanmar, Řecko, Saúdská Arábie, Súdán, Sýrie (Arabská rep.), Turkmenistán, Ukrajina, Uzbekistán, zámořská území Spojeného království a Zambie vyhrazení právo vybírat od svých zákazníků sazbu za reklamaci týkající se listovních zásilek.
2. Odchylkou od článku 19.3 si Argentina, Ázerbájdžán, Litva, Moldavsko, Rakousko a Slovensko vyhrazení právo vybírat zvláštní sazbu v případě, zjistí-li se při uzavření pátrání provedeného na základě reklamace, že tato reklamace byla neoprávněná.
3. Afghánistán, Egypt, Gabon, Írán (Islámská rep.), Kapverdy, Kongo (Rep.), Kyrgyzstán, Mongolsko, Myanmar, Saúdská Arábie, Súdán, Surinam, Sýrie (Arabská rep.), Turkmenistán, Ukrajina, Uzbekistán a Zambie si vyhrazení právo vybírat od svých zákazníků sazbu za reklamaci týkající se balíků.
4. Odchylkou od článku 19.3 si Brazílie, Panama (Rep.) a Spojené státy americké vyhrazení právo vybírat od svých zákazníků sazbu za reklamaci týkající se listovních zásilek a balíků podaných v zemích, které na základě odstavců 1 až 3 sazbu tohoto druhu aplikují.

Článek XI **Sazba za předložení celnímu úřadu**

1. Gabon si vyhrazení právo vybírat od svých zákazníků sazbu za předložení celnímu úřadu.
2. Odchylkou od článku 20.2 si Brazílie vyhrazení právo vybírat od svých zákazníků sazbu za předložení celnímu úřadu u každé zásilky podléhající celní kontrole.
3. Odchylkou od článku 20.2 si Řecko vyhrazení právo vybírat od svých zákazníků sazbu za předložení celnímu úřadu u všech zásilek předložených celním úřadům.
2. Kongo (Rep.) a Zambie si vyhrazení právo vybírat od svých zákazníků sazbu za předložení balíků celnímu úřadu.

*Článek XII***Podávání listovních zásilek v zahraničí**

1. Austrálie, Nový Zéland, Rakousko, Řecko, Spojené království Velké Británie a Severního Irska a Spojené státy americké si vyhrazují právo vybírat sazbu odpovídající nákladům na zpracování od každého určeného provozovatele, který jim v souladu s ustanoveními článku 28.4 vrátí předměty, které původně nebyly vypraveny jako poštovní zásilky jejich službami.
2. Odchylkou od článku 28.4 si Kanada vyhrazuje právo vybírat od určeného provozovatele odměnu, která jí umožní pokrýt minimálně náklady na zpracování takovéhoto zásilek.
3. Článek 28.4 opravňuje určeného provozovatele určení požadovat od určeného provozovatele podání přiměřenou odměnu za dodání listovních zásilek podaných v zahraničí ve velkém množství. Austrálie a Spojené království Velké Británie a Severního Irska si vyhrazují právo omezit tuto platbu na částku odpovídající sazbě vnitrostátního styku používané v zemi určení pro zásilky stejného druhu.
4. Článek 28.4 opravňuje určeného provozovatele určení požadovat od určeného provozovatele podání přiměřenou odměnu za dodání listovních zásilek podaných v zahraničí ve velkém množství. Následující členské země si vyhrazují právo omezit tuto platbu na limity schválené v Řádu pro hromadně podávané zásilky: Bahamy, Barbados, Brunej Darussalam, Čína (Lid. rep.), Grenada, Guyana, Indie, Malajsie, Nepál, Nizozemské Antily a Aruba, Nizozemsko, Nový Zéland, S. Lucie, S. Vincenc a Grenadiny, Singapur, Spojené království Velké Británie a Severního Irska, zámořská území Spojeného království, Spojené státy americké, Srí Lanka, Surinam a Thajsko.
5. Nehledě k výhradám uvedeným v odstavci 4 si následující členské země vyhrazují právo plně aplikovat ustanovení článku 28 Úmluvy na zásilky došlé z členských zemí Unie: Argentina, Benin, Brazílie, Burkina Faso, Dánsko, Egypt, Francie, Guinea, Írán (Islámská rep.), Itálie, Izrael, Japonsko, Jordánsko, Kamerun, Kanada, Kypr, Libanon, Lucembursko, Mali, Mauritanie, Maroko, Monako, Německo, Norsko, Pobřeží slonoviny (Rep.), Portugalsko, Rakousko, Řecko, Senegal, Saúdská Arábie, Sýrie (Arabská rep.), Švýcarsko a Togo.
6. Za účelem aplikace článku 28.4 si Německo vyhrazuje právo vyžadovat od země podání zásilek odměnu ve stejné výši, jakou by dostalo od země, kde sídlí odesílatel.
7. Nehledě k výhradám učiněným v článku XII si Čína (Lid. rep.) vyhrazuje právo omezit veškeré platby za dodání listovních zásilek podaných v zahraničí ve velkém množství na limity schválené v Úmluvě SPU a v Řádu listovních zásilek pro hromadně podávané zásilky.

*Článek XIII***Základní sazby a ustanovení týkající se výdajů na leteckou přepravu**

1. Odchylkou od ustanovení článku 34 si Austrálie vyhrazuje právo aplikovat sazby týkající se letecké přepravy za poskytnutí služby vrácení zboží poštovními balíky tak,

jak je uvedeno v Řádu poštovních balíků, nebo jakýmkoli jiným způsobem zahrnujícím například dvoustranné dohody.

Článek XIV

Výjimečné příchodní pozemní podíly

1. Odchytkou od článku 35 si Afghánistán vyhrazuje právo vybírat dodatečný výjimečný příchodní pozemní podíl ve výši 7,50 DTS za balík.

Článek XV

Zvláštní sazby

1. Belgie, Norsko a Spojené státy americké mohou vybírat za letecké balíky vyšší pozemní podíly než za balíky pozemní.
2. Libanon je oprávněn vybírat za balíky do 1 kg sazbu používanou pro balíky od 1 do 3 kg.
3. Panama (Rep.) je oprávněna vybírat za pozemní balíky přepravované leteckou cestou (S.A.L.) v průvozu 0,20 DTS za kilogram.

Článek XVI

Pravomoc Rady poštovního provozu stanovit výdaje a podíly

1. Odchytkou od ustanovení článku 36.1.6 si Austrálie vyhrazuje právo aplikovat odchodní pozemní podíly za poskytnutí služby vrácení zboží poštovními balíky tak, jak je uvedeno v Řádu poštovních balíků, nebo jakýmkoli jiným způsobem zahrnujícím například dvoustranné dohody.

Na důkaz toho sepsali níže uvedení zplnomocněnci tento Protokol, který bude mít stejnou účinnost a stejnou platnost, jako kdyby jeho ustanovení byla zařazena do vlastního textu Úmluvy, a podepsali jedno jeho vyhotovení, které je uloženo u generálního ředitele Mezinárodního úřadu. Jeho opis bude odevzdán každé straně Mezinárodním úřadem Světové poštovní unie.

Dáno v Dohá dne 11. října 2012



Vydává a tiskne: Tiskárna Ministerstva vnitra, p. o., Bartůňkova 4, pošt. schr. 10, 149 01 Praha 415, telefon: 272 927 011, fax: 974 887 395 – **Redakce:** Ministerstvo vnitra, nám. Hrdinů 1634/3, pošt. schr. 155/SB, 140 21 Praha 4, telefon: 974 817 289, fax: 974 816 871 – **Administrace:** písemné objednávky předplatného, změny adres a počtu odebíraných výtisků – MORAVIAPRESS s. r. o., U Póny 3061, 690 02 Břeclav, tel.: 516 205 175, e-mail: sbirky@moraviapress.cz. **Roční předplatné** se stanovuje za dodávku kompletního ročníku včetně rejstříku z předcházejícího roku a je od předplatitelů vybíráno formou záloh ve výši oznámené ve Sbírce mezinárodních smluv. Závěrečné vyúčtování se provádí po dodání kompletního ročníku na základě počtu skutečně vydaných částek (první záloha na rok 2018 činí 5 000,- Kč) – Vychází podle potřeby – **Distribuce:** MORAVIAPRESS s. r. o., U Póny 3061, 690 02 Břeclav, celoroční předplatné a objednávky jednotlivých částek (dobírky) – 516 205 175, objednávky – knihkupci – 516 205 175, e-mail – sbirky@moraviapress.cz, zelená linka – 800 100 314. **Internetová prodejna:** www.sbirkyzakonu.cz – **Drobný prodej – Brno:** Ing. Jirí Hrazdil, Vranovská 16, Vydavatelství a nakladatelství Aleš Čeněk, Obchodní galerie IBC (2. patro), Příkop 6; **Cheb:** EFREX, s. r. o., Karlova 31; **Chomutov:** DDD Knihkupectví – Antikvariát, Ruská 85; **Kadaň:** Knihařství – Příbíkova, J. Švermy 14; **Liberec:** Podještědské knihkupectví, Moskevská 28; **Olomouc:** Zdeněk Chumchal – Knihkupectví Tycho, Ostružnická 3; **Pardubice:** ABONO s. r. o., Sportovců 1121; **Plzeň:** Vydavatelství a nakladatelství Aleš Čeněk, nám. Českých bratří 8; **Praha 3:** Vydavatelství a nakladatelství Aleš Čeněk, Řipská 23; **Praha 4:** Tiskárna Ministerstva vnitra, Bartůňkova 4; **Praha 9:** DOVOZ TISKU SUWECO CZ, Klečákova 347; **Praha 10:** BMSS START, s. r. o., Vinohradská 190, MONITOR CZ, s. r. o., Třebohostická 5, tel.: 283 872 605; **Ústí nad Labem:** PNS Grosso s. r. o., Havířská 327, tel.: 475 259 032, fax: 475 259 029, KARTOON, s. r. o., Klíšská 3392/37 – vazby sbírek tel. a fax: 475 501 773, e-mail: kartoan@kartoan.cz; **Zábřeh:** Mgr. Ivana Patková, Žižkova 45; **Žatec:** Jindřich Procházka, Bezděkov 89 – Vazby Sbírek, tel.: 415 712 904. **Distribuční podmínky předplatného:** jednotlivé částky jsou expedovány neprodleně po dodání z tiskárny. Objednávky nového předplatného jsou vyřizovány do 15 dnů a pravidelné dodávky jsou zahajovány od nejbližší částky po ověření úhrady předplatného nebo jeho zálohy. Částky vyšlé v době od zaevidování předplatného do jeho úhrady jsou doposílány jednorázově. Změny adres a počtu odebíraných výtisků jsou prováděny do 15 dnů. **Reklamace:** informace na tel. čísle 516 205 175. V písemném styku vždy uvádějte IČO (právnícká osoba), rodné číslo (fyzická osoba). **Podávání novinových zásilek** povoleno Českou poštou, s. p., Odštěpný závod Jižní Morava Ředitelství v Brně č. j. P/2-4463/95 ze dne 8. 11. 1995.